This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Harvard College Library

FROM THE
J. HUNTINGTON WOLCOTT
FUND

GIVEN BY ROGER WOLCOTT [CLASS OF 1870] IN MEMORY OF HIS FATHER FOR THE "PURCHASE OF BOOKS OF PERMANENT VALUE, THE PREFERENCE TO BE GIVEN TO WORKS OF HISTORY, POLITICAL ECONOMY AND SOCIOLOGY"

CONQUISTADORES ET ROITELETS

ROIS SANS COURONNE

DU ROI DES CANARIES A L'EMPEREUR DU SAHARA

PAR

Le Baron MARC DE VILLIERS DU TERRAGE

Ouvrage illustré de cartes et de portraits.

Librairie académique PERRIN et Cie

ROIS
SANS COURONNE

Published fifeteen May, nineteen hundred and six.

Privilege of Copyright in the United States reserved under the Act approved march third, nineteen hundred and five by Perrin et Cie.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Un secrétaire de Louis XIV ; Toussaint Rose. Quantin, 1891.

Journal et Souvenirs de E. de Villiers sur l'expédition d'Égypte. Plon, 1899.

Les dernières années de la Louisiane française (*Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*). Guilmoto, 1904.

Le vray Pourtraict de Messire Jhean de Bethencourt Roy des Canaries

Balthasar Moncornet. fecit

CONQUISTADORES ET ROITELETS

ROIS SANS COURONNE

DU ROI DES CANARIES A L'EMPEREUR DU SAHARA

PAR

Le Baron MARC DE VILLIERS DU TERRAGE

Ouvrage illustré de cartes et de portraits.

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER

PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1906

Tous droits réservés.

H 89.06

HARVARD COLLEGE
JUL 19 1932
LIBRARY
Wolcott fund

AVANT-PROPOS

Le terme si majestueux de Roi semble prendre, de nos jours, une extension regrettablement élastique : l'Amérique renvendique le Roi du cochon fumé, et même celui de la vaseline ! Paris se glorifiait encore tout récemment de compter, parmi ses plus notables citoyens, Hayem, le Roi incontesté de tous les camelots de ses boulevards.

Les Rois seraient-ils comme les fagots, en trouverait-on de toutes sortes ? Le bon marquis d'Argens le pensait sans doute, quand il écrivait à Théodore Ier de Corse : « Sire, Henri IV, est aussi loin de vous, que saint Crépin l'est du Bon Dieu. »

De tout temps, bien des majestés postiches ont cherché à s'insinuer dans l'histoire, et quantité d'assez minces aventuriers se sont trouvés, après leur mort, sacrés grands hommes, uniquement pour avoir réussi à fonder quelque vague dynastie. La légitimité découle d'une simple prescription

traditionnelle, puisque, en tête de toute ascendance royale, on découvre, presque toujours, un usurpateur, doué de plus d'habileté ou de moins de scrupules que la foule de ses contemporains.

Comment discerner alors l'aventurier aux idées hasardeuses de l'homme génialement aventureux? Où commence la sublime inspiration? A quel signe évident reconnaître la démence? Certains ont qualifié le génie « de simple hypertrophie mentale » et d'autres prétendu que « la folie n'avait souvent pour cause qu'une pensée forte, mais impuissante, parce qu'elle n'était pas gouvernée par la raison ».

La pierre de touche, pour distinguer les nobles aspirations de la monomanie royale, consisterait-elle uniquement, dans un trône pour le génie, dans un cabanon pour la folie? Ce critérium simpliste, mais peu moral, a reçu maintes fois la consécration de l'histoire.

Cet essai sur les Roitelets réunit un certain nombre de grands aventuriers et de petits monarques dont les noms ne méritent guère d'être inscrits qu'en marge de l'histoire, ou insérés parmi les échos des journaux. Un seul lien les réunit, un insuccès commun; mais, tandis que les uns se montrent simplement de pauvres besogneux, les autres se révèlent comme d'intéressants maniaques.

Raousset-Boulbon serait en droit de se déclarer

parfois en assez mauvaise compagnie ; Brooke pourrait répudier le voisinage de Mayrena, et Béthencourt feindre d'ignorer l'existence de son rival l'Empereur du Sahara ; mais, de l'uniformité naît la monotomie, et quelques puissantes figures, çà et là, procurent un léger répit à l'esprit fatigué de tant d'insanités.

Sans parler de l'imagination qui, généralement, n'était pas chez eux accompagnée du jugement, le caractère de la plupart de nos héros présente une particularité dominante.

Théodore Ier manifesta le génie de l'escroquerie, et Benyowszky celui de l'imposture.

Orllie se fait distinguer par sa ténacité, et Brigham Young par sa connaissance approfondie de l'imbécillité humaine.

Jules Gros, Harden-Hickey, l'Empereur du Sahara, se sont disputés le record du ridicule.

Raousset-Boulbon montra l'esprit de se faire tuer à temps.

Presque tous possédèrent le génie des ordres de chancellerie.

Seul Brooke, le Rajah de Sarawak, a décroché une couronne, mais aussi ses aventures manquent quelque peu de fantaisie. Que penser vraiment de ce potentat, presque asiatique, qui condescend à se justifier, devant toutes les perruques d'Angleterre,

d'avoir branché, sans procès, quelques moricauds qui pouvaient bien être des pirates?

Pour écrire l'histoire de tous les monarques de contrebande et souverains éphémères qu'une sédition militaire, une révolution de sérail, ou une conspiration de palais a juchés sur quelque trône branlant, il serait nécessaire de rédiger une véritable encyclopédie ; ne cherchez pas leurs noms dans ce volume, pas plus que ceux de tous les minuscules Bonapartes parvenus à leurs fins, ou des pseudo-rois comme le cardinal de Bourbon, plus connu sous le nom de Charles X.

Les imposteurs royaux se comptent également par légions : Byzance, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, le Portugal et tous les pays chrétiens ou infidèles ont vu surgir de faux princes qui se prétendaient Alexis, Clotaire, Édouard, Frédéric ou Sébastien. Leur sort fut divers, mais uniformément malheureux. Rappelons simplement que Zaga Christ, soi-disant roi d'Éthiopie, parvint à se faire prendre au sérieux par le cardinal de Richelieu, et qu'un palefrenier valaque berna Paris et la cour, en s'affublant du nom de Cigale Mahomet-bey, prince musulman.

Les faux prophètes, variété des rois de l'autosuggestion, ont longtemps pullulé, et Brigham

Young a montré, au XIXe siècle, qu'ils pouvaient encore compter sur de beaux jours. Le plus célèbre d'entre eux, qui vécut au XVIe siècle, Jean Bockelson, le roi de Munster, par sa cruauté et ses extravagances, mériterait une place dans cet ouvrage, si ses exploits n'appartenaient point à l'histoire.

Ce monstre fanatique, caricature de Mahomet, allia au faste d'un Soulouque la cruauté d'un Néron. Revêtu de costumes somptueux, chargé de bagues, portant d'immenses éperons en or, suivi toujours de ses seize femmes, Bockelson se montra incontestablement un Roi magnifique. Tous les jours, couronne en tête, il rendait la justice, c'est-à-dire ordonnait de couper quelques têtes, quand la fantaisie ne lui prenait pas d'exécuter lui-même ses arrêts.

Quelques gracieuses figures féminines paraîtraient certes fort utiles pour varier la monotonie d'une telle succession d'êtres, appartenant au sexe qui réfléchit, mais souvent déraisonne ; malheureusement, hélas ! les femmes se contentent de régner par leur beauté, et abandonnent aux hommes le soin de fonder des royaumes : elles ont, depuis longtemps, reconnu combien il leur était plus facile de faire la conquête d'une Majesté que d'un trône.

Une seule femme apparaît dans cet ouvrage, encore semble-t-elle un homme manqué. Le courage intrépide de lady Stanhope, sa décision, sa manie de philosopher, l'éloignent de son véritable sexe ; seule une tardive coquetterie rappella qu'elle était fille d'Ève : à l'âge des rides, elle ne consentit plus à recevoir ses illustres visiteurs qu'à la clarté vacillante de quinquets fumeux.

Quelle jolie page d'historiette serait pourtant la conquête du Monomotapa par quelque *Chevalière* d'Eon !

CONQUISTADORES ET ROITELETS

ROIS SANS COURONNE

CHAPITRE PREMIER

LE BARON DE BÉTHENCOURT

ROI DES CANARIES

Les îles Canaries, connues certainement des Phéniciens, continuèrent à être visitées par les Arabes. Au moyen âge, cet archipel porta successivement les noms d'Iles Fortunées et d'Iles Saint-Brendan, puis la tradition de son emplacement se perdit, jusqu'au jour où Lancelot Maloizel, marin génois, le découvrit à nouveau au XIIIe siècle. Ce navigateur y construisit un fortin et donna son nom à ces îles, qui longtemps s'appelèrent Lancelotes ou Lancerotes.

En 1341, Angiolino del Tegghia explora l'archipel pour le compte du roi de Portugal, Alphonse IV, et ramena à Lisbonne quelques indigènes. Trois ans plus tard, le Pape accorda à Louis de la Cerda, prince de la Fortune et amiral de France, l'investiture des « Canaries[1] », moyennant le paiement d'une rente

[1] Les termes de cette bulle étaient si vagues que l'ambassadeur d'Angleterre à Rome écrivit que le Pape « venait de disposer du royaume d'Albion ».

annuelle de quatre cents florins d'or. Le nouveau prince partit à la recherche de ses états, mais dut revenir sans les avoir découverts.

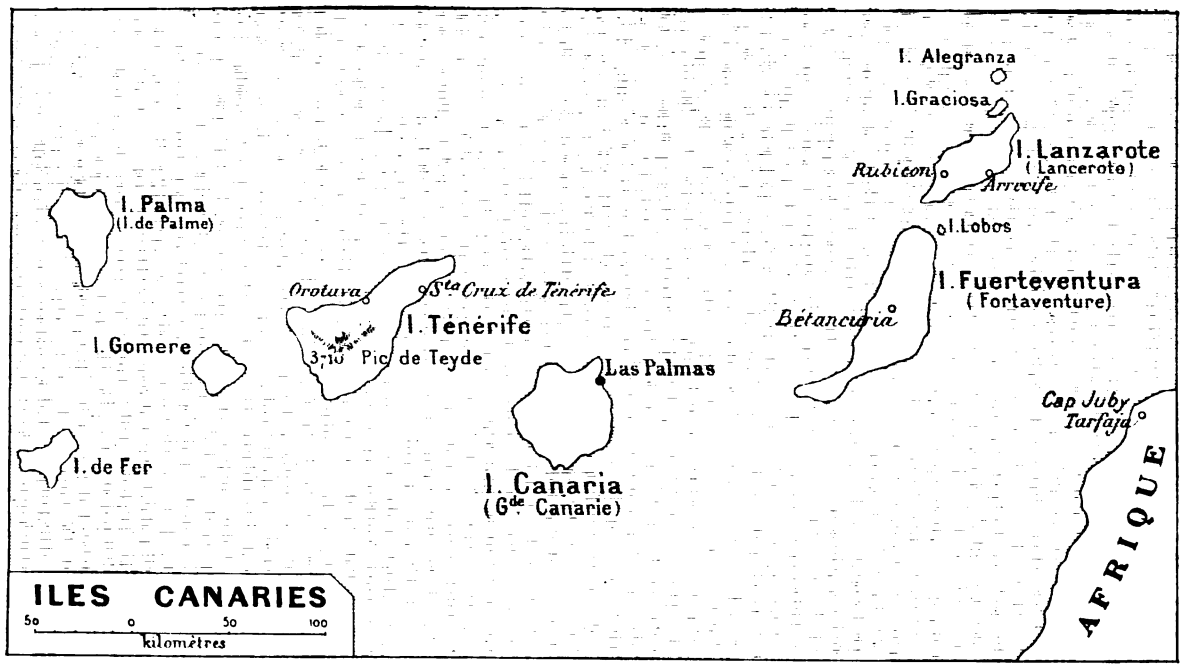
Dès lors, pendant cinquante ans, un assez grand nombre d'expéditions firent voile vers les nouvelles terres : mais la plupart échouèrent. En 1360, cent vingt Espagnols se virent même si vigoureusement attaqués à la Grande Canarie que plusieurs d'entre eux périrent, et que les autres durent se rembarquer en abandonnant quelques prisonniers; les Canariens les traitèrent d'ailleurs fort bien jusqu'au jour où, dit Galendo, ils s'aperçurent « que leurs vices surpassaient leurs vertus ».

La dernière expédition importante du XIVe siècle vers les Canaries fut conduite, en 1393, par Almonaster, qui revint en Espagne avec quelques naturels et une cargaison de marchandises.

Cet archipel, par ses produits, ne présentait pas grande valeur, pourtant, sans savoir exactement s'il existait des terres encore plus lointaines, les nations maritimes comprenaient déjà l'importance de ces îles comme bases pour de nouvelles explorations.

Au commencement du XVe siècle, Béthencourt résolut de conquérir les Canaries. Des marins normands qui avaient touché à ces îles en se rendant à la côte de Guinée, la plupart anciens compagnons de Servant ou d'Alvaro Beccera, lui fournirent tous les renseignements nécessaires à la préparation de son expédition.

Béthencourt fut le premier capitaine, au moyen âge, qui prit la mer dans un but de *colonisation*. La différence entre le gentilhomme normand et ses pré-


I. Alegranza
I.Graciosa
I. Lanzarote
(Lancerote)
Rubicon
Arrecife
I.Lobos
I. Fuerteventura
(Fortaventure)
Bétancuria
I. Palma
(I.de Palme)
Orotava
Sta Cruz de Ténérife
I. Ténérife
3,710 Pic de Teyde
I. Gomere
Las Palmas
Cap Juby
Tarfaja
I. de Fer
I. Canaria
(Gde Canarie)
AFRIQUE
ILES CANARIES
50 0 50 100
kilomètres

décesseurs consiste en ce qu'il ne se rendit pas uniquement aux Canaries pour les piller, mais pour s'y installer, y établir un comptoir et convertir les populations au christianisme.

Jean IV de Béthencourt, baron de Saint-Martin le Gaillard, dans le comté d'Eu, et chambellan du roi Charles VI, naquit en Normandie vers 1360; il fit en 1390, en qualité de chevalier à pennon, une expédition contre les Africains, pour laquelle il reçut cent livres d'indemnité. Puissant seigneur du château de Grainville, Béthencourt, en 1395, eut des démêlés avec l'archevêque de Rouen pour avoir fait fustiger deux clercs coupables de braconnage, et les avoir laissés attachés pendant deux jours à un poteau, avec des lapins pendus au col.

Un peu plus tard, il dut se livrer à la course contre les Anglais, ainsi que le prouve le passage suivant des instructions du roi de France à ses plénipotentiaires chargés de négocier la paix avec Henri de Lancastre (juillet 1402) :

« ... Si l'Angleterre demande réparation des attentats faits il y a longtemps en mer par le sieur de Béthencourt et dont elle a autrefois fait la demande, répondront que ledit Béthencourt et messire Gadiffer de la Salle vendirent, il y a longtemps, tout ce qu'ils avaient au royaume et disaient qu'ils allaient conquérir les îles de Canaries et d'Enfer, et là sont demeurés et l'on ne sait ce qu'ils sont devenus. » En réalité, à cette époque, le départ du chevalier normand ne remontait qu'à trois mois.

Pour se procurer l'argent nécessaire à l'équipement de son navire, Béthencourt dut engager sa terre de

Grainville, pour 7 000 livres, à son oncle le maréchal de Braquemont et vendre plusieurs autres de ses biens ; puis, après avoir obtenu de Charles VI la permission de s'en aller hors de cour, sans amende, le « Conquesteur » quitta La Rochelle le 1er mai 1402 avec Gadiffer de la Salle « un bon et honneste chevalier, lequel allait à son aventure » et Bertin de Berneval. « Très bon était le navire et suffisamment garni de gens et de victuailles. »

Gadiffer de la Salle, maréchal de Bigorre, réputé pour ses talents et sa bravoure, fut longtemps considéré comme un simple comparse du navigateur normand : la découverte d'un manuscrit, acheté par le British Museum, vient de remettre les choses au point et montre que, si l'honneur d'avoir préparé l'expédition reste à Béthencourt, Gadiffer prit une part très considérable dans la conquête des Canaries.

Malheureusement, la bonne harmonie ne dura pas longtemps entre les Normands et les Gascons de l'équipage, et, à chaque port d'Espagne où l'expédition relâcha, de nombreuses désertions se produisirent. A la Corogne, Béthencourt se prit de dispute avec les chevaliers de la suite du comte d'Écosse, à propos d'une ancre qu'on voulut lui reprendre après la lui avoir donnée, « et y eut de grosses paroles », mais les Français partirent sans rien abandonner.

En arrivant à Cadix, l'expédition ne comptait plus que quatre-vingts personnes : cent cinquante l'avaient déjà quittée.

Dans ce port, le navigateur eut maille à partir avec des marchands espagnols qui, sur le témoignage d'Anglais et de Génois, lui reprochaient de leur avoir

pillé autrefois trois navires, et Béthencourt dut se rendre à Séville, près du roi Henri III; mais le bon chevalier, fort bien apparenté en Espagne par sa tante la maréchale de Braquemont, née Inès de Mendoça, et par sa nièce mariée à Guillaume de Las Casas, fut reçu à la cour avec beaucoup d'honneurs et immédiatement déchargé de toutes les accusations portées contre lui.

Malheureusement, à son retour à Cadix, Béthencourt trouva que les mécontents avaient si bien continué à travailler son équipage, en se plaignant de l'insuffisance des vivres et en exagérant les dangers de l'expédition, que ses compagnons se trouvaient réduits au nombre de cinquante-trois. Ces défections ne l'arrêtèrent point, et il prit aussitôt la mer.

Après trois jours de calme, une brise du Nord vint à souffler, et, cinq jours plus tard, les Français se trouvèrent en vue de la Gracieuse, petit îlot situé au nord de l'archipel des Canaries (juillet 1402).

Béthencourt se dirigea aussitôt sur Lancerote; Gadiffer débarqua immédiatement et noua sans difficulté de bonnes relations avec les indigènes. Leur chef, Guadarfia, « se mit en obéissance de Béthencourt et de sa compagnie, comme amys » et les autorisa à construire un fort dans la prairie sud-ouest de l'île.

Cet établissement reçut le nom de Rubicon. Béthencourt y laissa Bertin de Berneval avec quelques hommes, puis se rendit à l'île d'Erbane ou de Fortaventure.

Les naturels de cette île, qui avaient eu sans doute déjà à souffrir du débarquement de quelques aventuriers, se sauvèrent à l'approche des Normands et se

cachèrent si bien qu'ils demeurèrent introuvables, malgré une campagne de huit jours. Pour rejoindre le navire, mouillé à l'île de Lobos, Gadiffer dut promettre aux marins révoltés de son embarcation que dorénavant, il n'y aurait jamais, à bord, plus de Gascons que de Normands.

Au mois d'octobre 1402, Béthencourt résolut de retourner en Espagne pour chercher des provisions et ramener des soldats mieux disciplinés. Après avoir dit « plusieurs choses à secret » à Jehan Le Verrier, prêtre et chapelain, il partit, laissant le commandement à Gadiffer.

Il paraît maintenant hors de doute que, crainte de voir son lieutenant devenir trop puissant, Béthencourt ne lui laissa que fort peu de vivres et toutes les mauvaises têtes de l'expédition.

Gadiffer dut bientôt se rendre avec dix hommes à l'île de Lobos pour tuer des loups marins et fabriquer des chaussures avec leurs peaux. Quand il ne lui resta plus de vivres, il envoya ses compagnons en chercher à Rubicon, mais huit jours s'écoulèrent avant leur retour. Comme aucune source ne se trouve sur cet îlot, il était forcé, pour boire, d'étendre la nuit tout ce qu'il possédait de linge, afin de pouvoir ensuite exprimer péniblement, en le tordant, quelques gouttes de rosée.

Si l'embarcation n'était point revenue de suite, c'est que des événements graves se passaient à Lancerote. Deux navires espagnols venaient d'arriver, et Berneval, profitant de l'absence de ses chefs, avait résolu de les trahir.

D'accord avec un des capitaines il embarqua dans

la nef *Tranchemar* tous les vivres, biscuits et viande salée, qui se trouvaient dans le poste, enleva les marchandises déjà réunies, puis s'empara par surprise de trente-deux indigènes, avec l'intention de les vendre en Espagne comme esclaves : « et ils valaient bien deux mille francs[1] ».

Berneval, après avoir détruit ce qu'il ne pouvait emporter, quitta l'île, le 14 octobre, abandonnant au dernier moment douze de ses complices, dont il craignait les bavardages en Espagne. Ces malheureux, redoutant la vengeance de Gadiffer, résolurent de gagner la côte d'Afrique, mais, en touchant terre, leur embarcation chavira ; dix d'entre eux se noyèrent, et les deux autres se virent réduits en esclavage par les Maures.

Pendant que Berneval préparait son départ, il avait pris soin de garder la barque envoyée par Gadiffer et de réduire à l'impuissance son chef, Remmonnet de Leneden.

Heureusement pour Gadiffer, qui serait mort de soif, le patron de l'autre navire espagnol, honnête homme qui avait refusé énergiquement de devenir le complice de Berneval, s'empressa d'envoyer, après le départ du traître, une embarcation à Lobos.

Les compagnons de Gadiffer « sans pain, couchant à terre plaine, sans draps, linge ni langes » se trou-

[1] Francs d'or de vingt sols. Tous les textes en vieux français cités ici proviennent du récit intitulé *Le Canarien*, écrit par les deux chapelains de l'expédition Pierre Bontier et Jehan Le Verrier. Le manuscrit récemment découvert, dont nous avons déjà parlé, montre que la première partie, rédigée par le chapelain de Gadiffer et souvent hostile à Béthencourt, avait été plus tard fortement remaniée, pour la plus grande gloire de ce dernier.

vèrent dans une situation fort précaire. Peu nombreux et mal armés, ils eurent sans cesse à subir les assauts des indigènes, que l'enlèvement de leurs compatriotes avaient exaspérés. « Les Canariens disaient que notre foy et notre loy n'étaient point si bonnes que nous disions, quand nous trahissions l'un l'autre et que nous n'étions pas fermes en notre foy, et bientôt ils s'attaquèrent aux Français, dont plusieurs furent tués ou blessés. »

Dès lors, commença une guerre sans merci, où bien des atrocités se commirent; pourtant les femmes et les enfants indigènes étaient soigneusement épargnés pour être baptisés.

Afin de rétablir la paix, Gadiffer crut habile de s'appuyer sur un indigène ambitieux qui voulait supplanter le roi Guadarfia; mais les Français se virent attaqués successivement par les deux partis et l'ancien roi, un instant captif, dès qu'il eut recouvré la liberté, fit immédiatement brûler son rival.

Les vivres devenaient de plus en plus rares, le nombre des compagnons de Gadiffer diminuait petit à petit, quand, heureusement, arriva un navire envoyé par Béthencourt.

Pendant que ces événements se passaient aux Canaries, le chevalier normand avait heureusement abordé à Cadix. Après avoir fait mettre en prison quelques marins révoltés, il voulut se rendre à Séville : mais son navire, qui valait 1 500 doubles et appartenait à Gadiffer, sombra à l'embouchure du Guadalquivir et la plus grande partie de la cargaison se trouva perdue.

A ce propos, disons que les principaux produits exportés des Canaries étaient alors l'orseille, sorte

de lichen très estimé pour la teinture des laines, les cuirs, la graisse, les dattes et une espèce de résine nommée le sang-dragon.

Berneval atteignit l'Espagne peu de temps après son chef; il pensait lui présenter les événements à sa façon et faire approuver sa conduite : mais sa trahison se trouva aussitôt démasquée par un de ses compagnons, Courtille, le trompette de Gadiffer. Bientôt d'ailleurs, le capitaine de l'autre navire espagnol vint à son tour confirmer la conduite scélérate de Berneval, qui fut aussitôt jeté en prison. A cette nouvelle, le capitaine de la nef *Tranchemar* s'empressa de prendre le large, emmenant avec lui les malheureux Canariens que Béthencourt avait donné ordre de relâcher, et, sans scrupule, alla les vendre comme esclaves en Aragon.

La situation précaire de Gadiffer nécessitait l'envoi de renforts immédiats. Béthencourt comprit qu'il n'avait plus le temps d'entamer avec la cour de France des négociations forcément trop lentes, et se résigna à implorer le secours d'Henri III. Ce fut incontestablement la félonie de Berneval qui empêcha l'aventureux Normand de mettre sa conquête sous la protection du roi de France.

« Sire, dit-il au roi de Castille, je viens à secours de vous : c'est qu'il vous plaise de me donner congé de conquérir et mettre à la foi chrétienne unes îles, qui s'appellent les îles de Canarie, esquelles j'ai été et commencé tant que j'y ai laissé de ma compagnie, qui tous les jours m'attendent, et y ai laissé un bon chevalier nommé messire Gadiffer de la Salle, lequel il lui a plu de me tenir compagnie ; et pour ce, très cher

Sire, que vous êtes roi et seigneur de tout le pays environ et le plus près roi chrétien, je suis venu requérant votre grâce qu'il vous plaise me recevoir à vous en faire hommage. »

Le roi s'empressa d'accepter cette offre et concéda à Béthencourt la seigneurie des Canaries, avec le quint des marchandises exportées de ces îles et le droit de battre monnaie. De plus, Henri III lui donna 20 000 maravédis d'or et lui fournit un navire bien armé, monté par quatre-vingts hommes. Malheureusement Béthencourt fut encore trahi par son trésorier, Enguerrand de la Boissière, « très mauvais larron qui ne fit pas son devoir de tout l'argent que le roi avait baillé ».

Ne sachant point dans quel état il allait trouver sa conquête, Béthencourt craignit pour la sûreté de sa femme et, bien qu'elle fût venue le rejoindre à Cadix, il la fit reconduire en Normandie.

Gadiffer se montra fort peu flatté d'apprendre l'hommage des Canaries fait au roi d'Espagne, car il s'était toujours flatté d'en posséder un jour la moitié. Pourtant l'entreprenant Gascon se décida à continuer la conquête des autres îles et se rendit à Fortaventure : mais il n'obtint aucun succès dans les diverses reconnaissances qu'il tenta. Les indigènes reculaient sans cesse en harcelant les assaillants, et seules quelques femmes se laissèrent prendre, dont une tua son enfant plutôt que de le voir prisonnier.

L'expédition aborda ensuite à la Grande Canarie où les indigènes vinrent en foule apporter diverses marchandises « et donnèrent du sang-dragon qui valait bien 200 doubles d'or, et tout tant qu'on leur

bailla vieilles ferrailles, ayns à pêcher (hameçons) et petits coustiaux ne valaient mye deux francs ». Malgré ces bonnes dispositions, les naturels ne permirent pas aux marins de débarquer, même pour prendre de l'eau. C'est dans cette île qu'avaient vécu longtemps les treize prisonniers espagnols tués finalement douze ans auparavant; les Français en rapportèrent le testament de ces malheureux.

Gadiffer contourna ensuite l'île d'Enfer (Ténérife), et fit quelques prisonniers dans celle de Gomère; mais cette façon d'agir déchaîna l'hostilité des indigènes, qui, dès lors, empêchèrent les Normands de descendre à terre.

Après avoir vainement tenté d'aborder à l'île des Palmes, Gadiffer se rendit à l'île de Fer, où l'expédition se reposa trois semaines. Les naturels de cette île, fréquemment dévastée par les aventuriers (400 indigènes y avaient été pris en 1402), se cachèrent si bien qu'ils demeurèrent introuvables.

« Toutes ces îles, dit Le Verrier, sont de grand proufit et fort plaisantes, et ont bon ayr et gracieuses. »

Gadiffer alors donna l'ordre de retourner à Rubicon, où il revint après une absence de trois mois, pendant laquelle la garnison avait continué la conversion, ou plutôt la destruction, des indigènes. Gadiffer s'empressa d'informer Béthencourt des résultats de son exploration, et renvoya le navire en Espagne.

Quelques jours plus tard, Béthencourt arriva (19 avril 1404) et tout le monde pleura de joie. Son absence avait duré près de dix-huit mois.

« Adonc Guadarfia se print à se coucher, disant qu'il se tenait vaincu et se mestant à la mercy de M. de

Béthencourt[1], et lui cria mercy et à mesire Gadiffer. Et leur dit qu'il se voulait faire baptiser, lui et tout son hostellée, dont Mgr de Béthencourt fut bien joyeux et toute la compagnie, car il espérait que c'estait un grand commencement pour avoir le demeurant des isles, et pour les tirer tous à la foi chrétienne. Mgr de Béthencourt et Messire de Gadiffer se tirèrent à part et demeurèrent ensemble et s'entracolèrent et bésèrent, pleurant l'un l'autre de grande joie qu'ils avaient d'estre cause de mestre en voie de salutation tant d'ames et de personnes, et conclurent eux deux comment et quand ils seraient baptisés. »

Une grande rivalité régnait, néanmoins, entre les deux chefs.

« Un jour advint, en l'an 1404, ledit Gadiffer dist à M. de Béthencourt qu'il avait été un grand espace de temps en sa compagnie, là où il avait eu de grands travaux et qu'il lui ferait bien mal d'avoir perdu sa peine, et qu'il lui baillast une ou deux de ces îles, à celle fin qu'il les augmentat et les mist en valeur pour lui et les siens. Et demanda à Béthencourt qu'il lui baillât l'île d'Erbennye, celles d'Enfer et la Gomere, ycelles isles n'estant pas encore conquises et y avait beaucoup à faire à les avoir. »

Béthencourt répondit en vrai Normand, et, après beaucoup de promesses vagues et d'excellents compliments, termina ainsi :

« Mon intention n'est point que perdiez votre paine et que vous ne soyez rémunéré, car il vous appartient

[1] Cette cérémonie, qui eut lieu dès que les indigènes se trouvèrent quelque peu catéchisés, se passa, en réalité, à une époque où Béthencourt n'était point encore de retour.

bien. Je vous prie, que avant, ces pays seront conquis et baptisés, et que nous parachevions et ferons tant que nous soyons frères et amis. »

Gadiffer reprocha alors à Béthencourt d'avoir rendu hommage au roi de Castille et de s'en être fait reconnaître seul seigneur ; bientôt ils en arrivèrent à une véritable haine.

Béthencourt passa à l'île de Fortaventure, construisit le château de Richeroque, parcourut toute l'île, et parvint à s'emparer de nombreux prisonniers.

Au mois de juillet, Gadiffer, à son tour, entreprit une expédition à la Grande Canarie ; les naturels lui firent d'abord toutes sortes d'amitiés, mais, dès qu'ils eurent constaté le petit nombre de ses compagnons, ils devinrent agressifs, et le forcèrent à se rembarquer au plus vite.

A son retour, le tenace Gascon eut encore une explication orageuse avec Béthencourt; puis, voyant qu'il n'obtiendrait jamais ce qu'il réclamait, et las de butiner pour les autres, il se décida à rentrer en Espagne. Béthencourt le suivit de près, sur un autre navire.

A Séville, Gadiffer ne fut pas long à s'apercevoir que son chef était trop bien en cour pour que lui-même pût jamais obtenir raison. Il prit alors le parti de revenir en France, et ne revit plus jamais les Canaries. Béthencourt s'était montré certainement injuste envers son compagnon, qui était resté sans cesse sur la brèche.

Le roi des Canaries, débarrassé des prétentions de son rival, se hâta de demander à Henri III des lettres solennelles d'investiture, puis repartit pour

Fortaventure, où il trouva les Canariens plus hostiles que jamais. Une expédition dans l'intérieur venait même d'être repoussée avec grandes pertes; Béthencourt se mit aussitôt à la recherche des indigènes, mais, pendant qu'il les pourchassait, une de leurs bandes vint ruiner Richeroque, et il dut revenir en hâte reconstruire sa forteresse. Le baron prit alors le parti de recourir aux naturels de Lancerote, et, grâce à leur aide, les Normands s'emparèrent de mille chèvres et tuèrent dix Canariens, dont un géant de *neuf* pieds que l'on cherchait à faire prisonnier pour l'envoyer en Europe.

Si la discorde régnait toujours entre les partisans de Béthencourt et les fidèles de Gadiffer établis à Baltharhays, l'union était également fort loin de régner entre les deux rois indigènes de Fortaventure, qui finalement, par jalousie, vinrent se rendre à Béthencourt. Ils furent baptisés, avec un grand nombre de leurs sujets, au commencement de 1405.

A la fin de janvier, Béthencourt partit pour la France; et, après un voyage de vingt-cinq jours, débarqua à Honfleur.

Le roi des Canaries donna de grandes fêtes à l'occasion de son retour, puis s'occupa si activement de recruter des soldats, des laboureurs, et des artisans, qu'il put repartir, le 4 mai, avec trois navires à bord desquels se trouvaient cent soixante colons, dont vingt-trois emmenaient leurs femmes. Plusieurs de ses parents et six gentilshommes l'accompagnaient également.

Béthencourt débarqua à Lancerote après une absence qui n'avait duré que quatre mois et demi.

« Alors trompettes sonnaient; et clérons, tambours, ménestrés, harpes, rebequets et basines, qui estaient es barques, fesaient de si grand mélodie que c'était belle chose à ouyr, et les Canariens en étaient toulz esbahis et leur plaisait terriblement. » Le pieux Normand s'occupa immédiatement de la construction de la chapelle de Notre-Dame de Béthencourt qui, fortement restaurée, subsiste encore à Béthencuria.

Le 6 octobre, il partit, avec ses trois vaisseaux pour la Grande Canarie : mais, volontairement ou non, il commença par aborder en Afrique.

Béthencourt avait souvent pensé à chercher sur la côte d'Afrique, en face des Canaries, un port dont il pût faire un point de ravitaillement et une base pour de nouvelles conquêtes. (A cette époque, tous les navigateurs espéraient atteindre les états du célèbre autant que légendaire Prêtre Jean.) Les intentions de Béthencourt étaient également d'assurer des communications permanentes avec le fleuve d'Or (Sénégal).

« Fortune vint que les barges vinrent toutes tout près des terres sarrazines, bien près du port de Bugeder (au sud du cap Bojador). Et là descendit Mgr de Béthencourt et ses gens, et furent bien huit heures dedans le pays, et prirent hommes et femmes qu'ils emmenèrent avec eux et plus de trois mille chameaux ; mais ils ne les purent recueillir ès navire et en tuèrent et jarèrent[1]. »

En retournant aux Canaries, les navires se trouvèrent séparés ; un d'eux aborda à l'île de Palme, celui de Béthencourt arriva à la Grande Canarie, où le troi-

[1] Couper les jarrets.

sième vint le rejoindre après avoir débarqué quelques chameaux à Fortaventure.

Les Normands nouvellement arrivés de France, grisés par leur facile succès contre les Sarrazins, ne voulurent pas écouter les conseils de prudence de Béthencourt, et suivirent à terre Guillaume d'Auberbost qui déclarait qu'avec seulement vingt hommes « il cuidraît bien traverser toute l'île de la grande Canarie malgré tous les Canariens, lesquels se disent bien dix mille hommes de défense ».

Ils commencèrent par mettre en déroute les indigènes ; mais ayant commis la faute de ne point rester groupés, les Canariens les surprirent isolément et vingt-deux d'entre eux furent massacrés, dont d'Auberbost, le brave Jehan Le Courtois, et Hanybal, bâtard de Gadiffer, qui venait de se réconcilier avec Béthencourt.

Après ce sanglant échec, la flottille se rendit à l'île de Palme, où, pendant sept semaines, les Français se battirent avec les indigènes ; les Normands perdirent cinq hommes, mais tuèrent plus de cent Canariens.

Béthencourt passa ensuite à l'île de Fer où, par l'intermédiaire d'un interprète qu'il avait ramené d'Espagne et qui se trouvait être le frère du roi, il parvint à faire monter à bord ce chef avec cent onze de ses sujets, puis perfidement les « départit comme butin, après s'être approprié trent-cinq hommes pour sa part ». Béthencourt agit ainsi, d'abord, pour masquer son échec à la Grande Canarie, et ensuite pour pouvoir laisser en sécurité, dans l'île, un certain nombre de ménages normands.

Dès son retour à Fortaventure, dont il avait laissé

le gouvernement à son parent Maciot, Béthencourt s'occupa d'organiser sa conquête. Il le fit très sagement, en instituant une bonne justice, en établissant de légers impôts, dont ses compagnons étaient exempts pendant neuf ans, et en distribuant impartialement les terres entre les Français et les indigènes chrétiens.

Le roi annonça ensuite son départ, et nomma Maciot son lieutenant de gouvernement, avec ordre d'employer tous les revenus, pendant cinq ans, à la construction de deux églises. Cette période écoulée, Maciot devait garder pour lui le tiers du quint et envoyer les deux autres à son oncle.

Dans une cour plénière qu'il réunit le 15 décembre 1405, Béthencourt donna à ses sujets de fort sages conseils. Il leur recommanda de toujours traiter les naturels doucement et *amoureusement*. « Je ne saurais plus que dire, dit-il en terminant, fors principallement que vous ayez la paix ensemble et tout se portera bien. »

Sans doute, ce jour-là, Béthencourt portait ses insignes royaux : dont le principal était une toque de baron ornée de certains coquillages que, seuls, les rois des Canaries avaient le droit de mettre sur leur coiffure.

Il passa les dernières semaines de son séjour dans ses domaines à faire, à mule, de grandes promenades, pour « deviser partout de ce qu'il lui semblait bon à faire ».

Lorsqu'il partit, le 15 janvier 1406, « vous eussiez vu alors tout le peuple crier et braire et plus encore les Canariens que ceux du pays de Normandie ; c'était

pitié des pleurs et des gémissements que les uns et les autres faisaient ».

Béthencourt arriva à Séville en sept jours, puis se rendit à Valladolid, où le roi d'Espagne le reçut avec beaucoup d'honneurs et lui remit de fort beaux présents.

De là, le chevalier normand gagna Rome pour demander au Pape de vouloir bien nommer un évêque aux Canaries. Innocent VII lui fit un excellent accueil, « pour avoir converti les Canariens et tué beaucoup de Sarrazins », et nomma Las Casas, parent de Béthencourt, évêque des Canaries. Ce choix fut excellent et Las Casas, jusqu'à sa mort (1410), aida beaucoup Maciot de ses sages conseils.

Béthencourt s'arrêta quelques jours à Florence, où les seigneurs de la ville tinrent à le traiter somptueusement, demeura huit jours à Paris, « pour se rafraîchir », arriva le 19 avril 1406 à Béthencourt, puis alla s'installer dans sa terre de Grainville.

Si Béthencourt était un prince miséricordieux, il se montra mari encore plus injuste que jaloux. Sa femme un jour lui ayant dit, *en joyeuseté* : « Ce eust été une chose plus licite et plus propre que je eusse en mariage messire Morelet, votre frère et vous eussiez eu ma sœur, sa femme ; car elle est beaucoup plus vieille que je ne suis et monsieur votre frère est plus jeune que vous ; » Béthencourt ne lui pardonna jamais ce propos, ne voulut plus revoir son frère, vendit ses biens pour le déshériter, enferma sa femme à Béthencourt, « puis il brûla toutes les plus belles robes de sa dame, dont il y en avait de drap de soie de plusieurs sortes et de bien riches, bien

que ce fust une dame de fort bonne renommée ».

Le baron normand ne se rapprocha de sa femme que bien longtemps après, et ne se réconcilia avec son frère Regnault que peu de temps avant de mourir.

Béthencourt reçut d'abord de bonnes nouvelles de son royaume, mais, ayant eu le malheur de perdre successivement deux vaisseaux richement chargés, sa conquête ne lui rapporta finalement que peu d'écus.

A la fin de 1418, le « conquesteur » fit un dernier voyage en Espagne, et, au mois de janvier de l'année suivante, renouvela solennellement, en présence de Jean II, son serment de vassalité pour la seigneurie des Canaries.

En 1418, Béthencourt vendit tous ses domaines des Canaries, hors Fortaventure, au comte de Niebla. Les Espagnols, d'ailleurs commençaient à voir d'un mauvais œil l'établissement de cette colonie française, et avaient habilement profité de ce qu'un nouvel évêque, en mauvais termes avec Maciot de Béthencourt, accusait ce gouverneur d'exactions vis-à-vis des indigènes. Tant qu'avait vécu l'évêque Las Casas, le gouvernement de Maciot avait été excellent, et sa justice l'avait même poussé à sévir rigoureusement contre les Normands de l'île de Fer, qui s'étaient montrés cruels envers les indigènes. Plus tard, probablement d'après les ordres de son parent, dont la fortune avait grandement souffert de l'invasion anglaise en Normandie, il se montra fort exigeant pour la perception des impôts, et sa popularité disparut.

En 1419, Saint-Martin le Gaillard se trouva bloqué par les Anglais, et Béthencourt brûla son château pour l'empêcher de servir de repaire aux enva-

hisseurs. Le 13 juin de la même année, pourtant, afin de conserver ses dernières propriétés, il ne voulut point, comme tant d'autres, se réfugier en France et rendit hommage au roi d'Angleterre pour ses différents fiefs du pays de Caux.

Le pauvre roi des Canaries mourut à Grainville en 1422, « regrettant vivement d'avoir mal agi envers son frère »; il fut assisté à son lit de mort par son fidèle chapelain Jehan Le Verrier, l'auteur de l'intéressante chronique de la conquête des Canaries.

Il y a environ quatre-vingts ans, l'abbé Cochet, remarquant, dans l'église reconstruite de Grainville, une pierre tombale complètement effacée, apprit de quelques vieilles gens de la paroisse que c'était « la tombe d'un roi ». En 1851, une plaque fut posée dans le chœur à la mémoire de Jehan de Béthencourt, roi des Canaries; mais, d'après M. Gravier, un nouveau curé l'aurait enlevée pour mettre à sa place une figure de chemin de croix.

Maciot de Béthencourt continua à gouverner les Canaries au nom de Regnault de Béthencourt « seigneur des îles vulgairement appelées de Quenare » et du comte de Niebla. Après de longues et nombreuses contestations entre les héritiers et les acquéreurs des droits de Béthencourt, et à la suite d'un grand nombre d'échanges et de cessions, un nouveau partage eut lieu en 1443, et Maciot reçut pour sa part l'île de Lancerote. Ferdinand Peraza, gendre de Guillem de Las Casas, seigneur des autres îles, ayant été forcé par les indigènes de quitter l'île des Palmes en 1747, rendit responsable Maciot de ce soulèvement, le fit enlever et le retint prisonnier à l'île de Fer. Maciot parvint à se

sauver et à rentrer à Lancerote : mais bientôt sa position devenant intolérable, il vendit aux Portugais tous ses droits pour la somme de 20 000 reis. Peraza se plaignit aussitôt au roi de Castille de ce que son rival venait de manquer aux dispositions qui l'empêchaient de disposer de Lancerote autrement qu'en faveur des Peraza : une cédule royale donna l'ordre, en 1449, de chasser les Portugais, et une autre, l'année suivante, décréta le bannissement perpétuel de Maciot.

Enfin, par arrêt du 30 juin 1454, le roi d'Espagne déclara la déchéance définitive des Béthencourt à la seigneurie de Lancerote. Ainsi finit, bien piteusement, le royaume normand des Canaries.

CHAPITRE II

QUELQUES MOTS SUR LES CONQUISTADORES

BALBOA, CORTEZ, PIZARRE

Dans un livre où se trouvent groupés tant d'assez minces aventuriers en mal de conquêtes, il semble vraiment impossible de ne point dire, au moins quelques mots, des illustres Conquistadores espagnols du Mexique et du Pérou ; mais comment raconter en dix pages, la conquête de l'Amérique, les hauts faits des Cortez et des Pizarre? Il ne peut donc être ici question que de rappeler les faits principaux des aventures presque fabuleuses de ces hardis capitaines.

Le retour de Christophe Colomb, les récits de ses compagnons, qui, avec une imagination toute méridionale, ne parlaient que de blocs d'émeraude et de pépites d'or qu'on ne pouvait même pas soulever, enflammèrent aisément l'imagination de tous les Castillans en quête d'aventures.

De 1499 à 1512, Hojeda, Amerigo Vespucci, Alinzo et Yanez Pinzon, Juan de la Cosa et Ponce de Leon, armèrent de nombreuses expéditions pour les Antilles et le golfe du Mexique ; et l'or et les perles qu'ils rapportèrent décidèrent d'autres aventuriers à partir sans retard pour l'Amérique. Toutes ces entreprises

étaient uniquement commerciales, et le souci d'exploration de leurs chefs n'allait pas au delà du désir d'atteindre un rivage que leurs devanciers n'eussent point encore pillé.

Pendant que les Espagnols entreprenaient de coloniser Saint-Domingue et Cuba, et civilisaient les malheureux Indiens à petit feu, Hojeda et Nicuessa établirent, avec l'assentiment royal, deux centres de colonisation sur le continent ; le premier comprenait ce que l'on nomme maintenant la Colombie, le second Panama, Costa-Rica et le Nicaragua.

Vasco Nuñez de Balboa, né à Xérès de los Caballeros en 1475, pauvre aventurier qui, à Saint-Domingue, n'avait échappé aux poursuites de ses créanciers qu'en se faisant porter dans un tonneau à bord d'un navire, débarqua à cette époque dans le golfe du Darien.

Son habileté et son courage le mirent bientôt à la tête de la petite colonie de Santa-Maria de la Antigua, qui éprouvait quelque peine à se défendre contre les attaques des indigènes belliqueux des alentours. Ayant recueilli quelques renseignements sur l'existence et les richesses du Pérou, Balboa se mit résolument en route à la recherche de la mer qui baignait cet El Dorado, et remonta le cours de l'Atrato. Suivi de 90 compagnons intrépides, accompagné de quelques centaines d'Indiens porteurs, il atteignit, en 1513, les flots du Pacifique après vingt-cinq jours de marche. Il entra dans l'eau jusqu'à la ceinture en criant : « Vive le roi de Castille souverain de cette mer et des continents qu'elle baigne. »

A plusieurs reprises, Balboa traversa le Darien, malgré ses montagnes impraticables, ses forêts impénétrables, et les fièvres de son climat; et, à chaque voyage, il rapporta une ample moisson d'or et de perles. Nommé adelantado de la mer du Sud, il s'apprêtait enfin à se diriger vers le Pérou, qu'il croyait une province des Indes Orientales, quand, par jalousie, son futur beau-père le gouverneur Davila, le fit mettre à mort en 1517 « pour avoir voulu déserter vers le Sud ».

Ainsi périt misérablement le premier des Conquistadores. Sa mort retarda de quinze ans la conquête du Pérou, et doit être d'autant plus regrettée que, à l'encontre de ses successeurs, Balboa montra toujours quelque bienveillance à l'égard des pauvres Indiens.

Pendant que Balboa explorait le Darien, Grijalva, pour le compte de Velasquez, gouverneur de Santiago, côtoyait le Yucatan et parvenait jusqu'à Tampico. La quantité d'or rapportée de ce voyage décida Velasquez à renvoyer une seconde expédition, pour commercer sur les côtes du nouveau continent.

Après avoir d'abord désigné Cortez pour la commander, il voulut, par crainte de l'ambition de ce lieutenant, le remplacer au dernier moment; mais le futur conquérant du Mexique se hâta de lever l'ancre, et alla terminer ses préparatifs à la Havane.

Fernand Cortez[1] partit le 10 février 1519, avec onze bâtiments montés par 109 matelots et 508 soldats, dont

[1] Né à Medellin (Estramadure) en 1485 : dès sa sortie de l'Université de Salamanque, Cortez passa en Amérique, où il fut bientôt nommé alcade.

32 arbalétriers et 13 fusilliers. Seize chevaux se trouvaient à bord, ainsi que quelques canons et quatre fauconneaux.

L'expédition atteignit le Yucatan, près de l'île de Cozumel, et noua avec les habitants de cordiales relations. A Tabasco, l'accueil fut tout autre; trahis par un interprète indien, les Espagnols durent livrer bataille, et deux d'entre eux périrent. Seule la vue des cavaliers mit les Indiens en déroute et les contreignit à demander la paix. Détail à noter : les chevaux blessés furent soignés avec de la graisse prise sur les cadavres des Indiens.

Le jeudi saint, la flotille aborda à Saint-Jean d'Ulloa, près de la Vera-Cruz; quelques jours après, arrivèrent des envoyés de Montezuma, empereur du Mexique, accompagnés de « plusieurs peintres qui prirent sur nature le visage, le corps et les traits de Cortez et de tous les capitaines et soldats, les navires, les voiles, les chevaux, et dona Marina (l'esclave de Cortez) et Aguilar (l'Espagnol interprète), deux levrettes même et les canons et les boulets, et toute notre armée enfin[1] ».

Il paraît que ces portraits se trouvaient fort ressemblants, puisqu'ils permirent à l'Empereur d'envoyer, comme ambassadeur, un Mexicain ressemblant étrangement à Cortez. Les présents envoyés aux Espagnols étaient d'une richesse inouïe : ils comprenaient une roue en or et des émeraudes qui valaient plus « que ce que peut porter d'or un homme »; pourtant, malgré ces cadeaux magnifiques, Montezuma refusait

Journal de Bernal Diaz del Castillo.

à Cortez la permission de se rendre à Mexico. De longues négociations suivirent, pendant lesquelles Cortez eut plus d'une fois à sévir contre ses compagnons, dont plusieurs même furent pendus pour rébellion.

Cortez, après s'être fait nommer par ses compagnons capitaine général, envoya au roi d'Espagne, le 26 juillet, les présents de Montezuma, ainsi que tout l'or ramassé dans le camp. En agissant ainsi il forçait ses compagnons à continuer la campagne, et, en même temps, s'attirait les bonnes grâces de la cour d'Espagne, à laquelle il demandait la confirmation de ses pouvoirs.

Le Conquistador résolut ensuite de gagner Mexico. Il eut soin, auparavant, de couper sa retraite en faisant échouer sa flottille, sous prétexte qu'elle ne se trouvait plus apte à naviguer.

En détruisant sa flotte, d'ailleurs, il désobéissait formellement aux instructions de Velasquez, qui étaient d'une belle simplicité : « Quand vous aurez acheté le plus d'or possible, vous vous en retournerez. » Mais Cortez n'avait cure des affaires de son armateur, puisqu'il avait déjà demandé au roi d'Espagne de recueillir, à sa place, les profits de ses futures conquêtes.

Las d'attendre en vain la permission de l'empereur, Cortez partit le 16 août, pour Mexico.

Quelques jours après son départ, une nuée de Tlascaltèques fondit sur les Espagnols. Mais, si la plupart des aventuriers reçurent de légères blessures, très peu se trouvèrent hors de combat : aussi les Indiens, les considérant dès lors pour des Teules, c'est-à-dire des êtres surnaturels, renoncèrent à la lutte, et s'allièrent

même avec eux contre Montézuma, qu'ils détestaient pour les avoir récemment conquis. Le seul inconvénient, pour les Espagnols, d'être pris pour des demi-dieux fut qu'on ne voulut d'abord les nourrir qu'avec des cœurs d'enfants, du copal, et des plumes de perroquets.

Cortez jouait de bonheur; au lieu d'avoir à lutter contre tous les Indiens, dès le commencement de la campagne il rencontrait parmi eux de dévoués auxiliaires. Après avoir accordé à sa troupe, très éprouvée par les combats, les fatigues, et le froid des hauts plateaux, — qu'il n'avait pas prévu, — un repos de trois semaines à Tlascala, Cortez marcha contre les Cholultèques, les ennemis de ses nouveaux alliés. Leur ville fut prise et plus de six mille habitants massacrés. Cette terrible boucherie gagna de nouveaux partisans aux Espagnols, et beaucoup de peuplades indiennes la regardèrent comme une juste représaille contre le despotisme impérial. Tout en avançant, les soldats brûlèrent quelques temples et plantèrent des croix, en prêchant la religion catholique.

Le succès facile des Espagnols tient surtout au peu de valeur des armes offensives des Indiens (pieux en bois, flèches à pointe d'os), au bruit terrifiant du canon, et aux ravages de la mitraille tirée à bout portant dans des masses compactes. La présence des chevaux, animaux inconnus au Mexique, les dogues de combat, l'habileté politique de Cortez, et surtout les armures, qui donnaient aux Espagnols une invulnérabilité apparente, achevèrent de démoraliser les Aztèques. Enfin, parvenu devant Mexico, sans se soucier des tergiversations de l'Empereur, qui tous les

jours lui envoyait de riches présents, mais tantôt l'invitait à venir et tantôt le lui défendait, Cortez s'engagea résolument sur la chaussée qui conduisait à la capitale, située au milieu d'une lagune.

Montezuma vint en grande pompe au-devant des Espagnols; puis, après une entrevue cordiale, les nouveaux arrivants furent conduits (8 novembre 1519) dans un vaste palais, qu'ils s'empressèrent aussitôt de mettre en état de défense.

Quelques jours plus tard, Cortez, profitant du massacre de sept de ses compagnons dans « les provinces espagnoles », contraignit l'Empereur à se constituer comme ôtage, et fit brûler vif, sur la grande place, les agresseurs des Espagnols. Pendant cette exécution, Montezuma se trouvait aux fers.

Dès lors, durant six mois, Cortez exerça l'autorité suprême, sous le nom de l'Empereur, qui se résignait à son rôle de prisonnier volontaire, et s'était même reconnu vassal du roi d'Espagne. Les Espagnols profitèrent de cette période de paix pour aller reconnaître les principales mines d'or. Puis, une fois tous les impôts rentrés, les Conquistadores se mirent en devoir de partager le butin. Mais une grande désillusion suivit la répartition : quand le quint (le cinquième) du Roi et celui de Malinche, surnom donné par les Indiens à Cortez, eurent été prélevés, les frais d'armement mis de côté, ainsi que diverses sommes retenues fort arbitrairement par Cortez, la part de chaque fantassin ne dépassa pas cent piastres. C'était vraiment une misère, pour s'être exposé à tant de dangers. Un certain nombre de soldats refusèrent fièrement cette « aumône » ; et Cortez eut besoin de

toute son habileté, jointe à quelques libéralités bien entendues, pour éviter une sédition générale.

Désillusionnés sur les richesses du Mexique, les Espagnols commencèrent alors à jeter le masque, et leurs procédés, d'abord doucereux envers les Indiens, devenaient ouvertement injustes et cruels, quand soudainement arriva la nouvelle que Narvaez, à la tête de quatorze cents hommes envoyés par Velasquez, venait de débarquer à la Vera-Cruz et marchait sur Mexico. Le péril paraissait si grand que Cortez prit le parti de tout risquer : laissant une petite garnison dans la capitale, il se dirigea, bien muni d'or, à la rencontre des assaillants. A Cempoal, il fut assez heureux pour surprendre de nuit ses adversaires et de s'emparer de leur chef. Les soldats de Narvaez, dont la plupart avaient été habilement gagnés à l'avance par de riches présents, s'empressèrent de se rallier au parti de Cortez. Par suite, au lieu d'une défaite presque certaine, l'heureux Conquistador voyait ainsi tripler son armée.

A la tête de 1 300 hommes, il dut se hâter de retourner à Mexico, où Alvaredo se trouvait serré de près par les Mexicains qui cherchaient à venger le massacre sans raison de plusieurs de leurs prêtres. Dès son arrivée, Cortez, malgré l'augmentation de ses forces, se vit assiégé par des milliers d'Indiens ; une sortie lui permit de briser les idoles mexicaines, mais lui causa des pertes sensibles. Pensant alors que, seul, l'Empereur pouvait enrayer ce soulèvement général, Cortez le força à se montrer sur la muraille et à haranguer ses sujets ; mais à peine Montezuma commençait-il à parler, qu'une flèche le blessa mortellement.

A la suite de cet événement, qui dérangeait tous leurs projets et porta à son paroxysme la fureur des Mexicains, les Espagnols se rendirent compte qu'il ne leur restait plus qu'à battre en retraite au plus vite.

Le 10 juillet 1520, à minuit, Cortez donna le signal du départ; mais à peine, sur la chaussée, ses compagnons se virent attaqués de toute part. De leurs barques, les Mexicains criblèrent de flèches les Espagnols, qui ne pouvaient faire usage ni de leur artillerie ni de leurs armes blanches ; une terrible confusion se produisit dans leurs rangs et l'écroulement d'un pont en bois vint encore augmenter la panique et le désordre. Beaucoup de soldats, trop chargés d'or, se noyèrent, faute de pouvoir gagner à la nage l'autre côté de la chaussée.

« C'était une horreur, dit Castillo, de voir et d'entendre la multitude des nôtres qui se noyaient, eux et leurs chevaux ; le grand nombre de soldats qu'on tuait dans l'eau et d'autres qu'on plaçait dans les embarcations ; les plaintes, les pleurs, les gémissements de ceux qui criaient : Au secours ! Je me noie ! On me tue ! D'autres appelaient à leur aide Notre-Dame sainte Marie et le seigneur saint Jacques, quelques-uns demandaient un appui pour arriver aux madriers du pont, mais, en arrivant, ils étaient souvent assommés à coups de casse-têtes. »

Pendant cette terrible nuit, Cortez perdit 860 de ses compagnons et 2000 Indiens alliés. Son artillerie, sa poudre, presque tous ses chevaux et la plupart de ses bagages, restèrent entre les mains des Mexicains. Les Conquistadores, réduits à 450, parvinrent cependant

à se frayer un passage à travers les rangs des Indiens. A Otumba, ils prirent même leur revanche en mettant en déroute l'armée des assaillants; et les joyaux qu'ils ramassèrent sur le champ de bataille compensèrent, en partie, les pertes qu'ils avaient subies à leur sortie de Mexico. Les Espagnols parvinrent ensuite facilement aux territoires de leurs alliés les Tlascaltèques, puis à la Vera-Cruz.

Le 28 décembre suivant, Cortez repartit pour Mexico à la tête de 580 soldats, dont 40 cavaliers, grâce à l'arrivée de nouveaux renforts que Vélasquez destinait à Narvaez, mais qui s'étaient empressés de se déclarer pour Cortez.

Cette fois, il fallut faire le siège en règle de Mexico, et plusieurs attaques par eau et par terre commencèrent par échouer; dans l'une, Cortez fut blessé et beaucoup de ses soldats tués ou faits prisonniers.

« A peine étions-nous en sûreté, raconte Castillo, que nous entendîmes le grand tambour d'Huichilobos et un nombre effrayant de trompes. Nous aperçumes nos 62 pauvres camarades conduits au sacrifice. Quand ils furent arrivés devant le temple de ces maudites idoles, ils reçurent des couronnes de plumes et des éventails, et furent obligés de danser. Après cet exercice dérisoire, ils étaient étendus sur la pierre du sacrifice, et, avec un grand couteau d'obsidienne, on leur arrachait le cœur pour être offert tout palpitant aux idoles; les bouchers coupaient ensuite les membres et écorchaient le foie... On mangea leurs bras et leurs jambes, leurs cœurs furent offerts aux idoles, et les troncs jetés aux animaux féroces de la ménagerie. »

Les Mexicains se défendirent héroïquement; ils

n'avaient pour se nourrir que des écorces d'arbres et les cadavres de leurs ennemis; car, fait à noter, ce peuple, qui mangeait ses prisonniers, ne touchait jamais à la chair de ses concitoyens. A la fin, Guatimozin, le nouvel Empereur, tomba prisonnier au moment où il cherchait à s'enfuir; et la ville, dès lors, n'opposa plus aucune résistance (13 août 1521).

Les Espagnols fêtèrent leur succès par une orgie sans nom, pendant que leurs alliés « salaient plusieurs charges de chair d'Indiens pour les manger plus tard dans de grandes fêtes ».

Le sac de Mexico, pourtant, fut loin de rapporter ce que les conquérants en attendaient : la plupart des objets de valeur gisaient au plus profond du lac, les Indiens ayant fini par comprendre que la meilleure vengeance qu'ils pouvaient tirer de leurs ennemis consistait à cacher leur or. Les quints prélevés, la part des cavaliers monta seulement à 100 piastres; or un cheval en coûtait 900 et une bonne épée 50! Tout le monde protesta et refusa d'accepter cette répartition; les murs se couvrirent d'inscriptions insultantes pour Cortez, qui se borna à écrire en dessous : « Muraille blanchie est papier d'imbécile. » Puis l'agitation continuant, mesure plus efficace, il promit de faire pendre tous ceux qui « saliraient la chaux ».

Pour venger leur déconvenue, les Espagnols torturèrent l'Empereur et son premier ministre; mais on eut beau placer ces malheureux sur un gril ardent, il fut impossible de leur faire avouer où se trouvaient cachés leurs trésors.

Le quint du Roi et les plus beaux joyaux furent envoyés en Espagne, mais, près du cap Saint-Vincent,

le corsaire français, Jean Fleury, passa à point pour s'emparer de toutes ces richesses.

Avec la seconde prise de Mexico se terminent les aventures héroïques de Cortez; mais il se révéla alors aussi vigilant administrateur qu'il s'était montré vaillant conquérant; aussi a-t-on peine à comprendre le meurtre injuste autant qu'inutile du pauvre empereur Guatimozin. En peu d'années la plus grande partie du Mexique se trouva explorée, conquise et convertie.

Bientôt, cependant, des enquêteurs malveillants arrivèrent d'Espagne, pour examiner diverses accusations portées contre Cortez; et ce dernier, de guerre lasse, se décida à s'embarquer pour aller plaider lui-même sa cause à Madrid (1527). Son débarquement se transforma en un véritable triomphe : « Sa gloire, dit un vieil historien, était plutôt celle d'un souverain que d'un grand vassal. » Il fut nommé marquis del Valle et capitaine général de la Nouvelle-Espagne.

Deux ans plus tard, de retour au Mexique, Cortez, voyant sans cesse son autorité battue en brèche par la junte civile, s'adonna à la création de grandes plantations, puis arma de nombreuses expéditions pour explorer les côtes nord-ouest du Mexique, dans l'espoir de trouver un passage avec l'Atlantique.

En 1538, l'arrivée d'un vice-roi, dont l'autorité annihilait complètement son pouvoir, le décida à retourner en Espagne : mais il ne put, cette fois, obtenir la moindre satisfaction : la cour avait complètement oublié ses anciens services.

Cortez assista, en 1541, à la désastreuse expédition de Charles-Quint contre Alger, et mourut, six ans plus

tard, en Espagne, au moment où il s'apprêtait à retourner en Amérique.

Cortez a conquis le Mexique par l'obstination de sa seule volonté, avec ses propres forces, sans qu'il en coûtât un écu au roi d'Espagne et malgré la plupart de ses compagnons. Il n'a pas eu seulement à combattre les Indiens, toute sa vie il s'est trouvé forcé de lutter contre ses propres compatriotes, et, s'il n'avait pas compté un noyau d'amis et de soldats fidèles, dix fois il aurait été assassiné. On demeure confondu quand on compare l'étendue de ses conquêtes aux faibles moyens dont il disposait. Son courage, sa diplomatie et sa foi en son heureuse étoile ont fait de Cortez peut-être le type le plus accompli et le plus séduisant de tous les aventuriers de génie.

La facilité avec laquelle Cortez s'était emparé du Mexique excita l'ardeur de tous les aventuriers en mal de pillage. Trois habitants de Panama, François Pizarre[1], ancien compagnon de Balboa, Diégo d'Almagro, et Fernand de Luque, prêtre et maître d'école, formèrent, en 1425, le projet de partir à la conquête du Pérou. Le plus jeune des trois Conquistadores comptait cinquante printemps, et le dernier seul possédait quelque argent.

Pizarre s'embarqua le premier, à la tête de cent quatorze hardis compagnons ; Almagro le suivit peu de temps après avec un renfort de soixante-dix aventuriers. Les deux expéditions atteignirent successive-

[1] Né à Truxillo en 1475 ; il était enfant naturel, comme son compagnon Almagro.

ment l'embouchure de la rivière San Juan, toutefois ni l'une ni l'autre ne put s'y établir, par suite de l'hostilité des Indiens *Brûlés*. Les deux navires se rejoignirent à Chinchama, mais leurs équipages avaient été si fort éprouvés par les combats, les épidémies, et les privations, qu'ils se trouvaient réduits des deux tiers. Almagro prit alors le parti de se rendre à Panama, pour chercher des vivres et des renforts ; à son retour, les deux bâtiments continuèrent à longer la côte, jusqu'au pays des Catamez, dont les habitants portaient beaucoup de bijoux en or.

Mais bientôt les Espagnols souffrirent tellement de la disette et des maladies, qu'Almagro reprit, une seconde fois, le chemin de Panama, pour ramener de nouveaux secours. Pizarre, avec douze soldats intrépides, préféra attendre le retour de ses compagnons sur la petite île de la Gorgone. Dans cet endroit misérable les abandonnés volontaires ne vécurent, pendant cinq mois, que de reptiles, de poissons, et de racines.

Quand Almagro atteignit Panama, il trouva un nouveau gouverneur, Los Rios, absolument hostile aux expéditions lointaines, qui interdit le départ de tout nouveau renfort.

A la fin, devant les protestations de Luque, Los Rios consentit à envoyer chercher Pizarre et ses compagnons; seulement, afin que ce dernier n'eût pas la tentation de se servir du navire pour continuer son expédition, il prit soin de n'y embarquer aucun soldat. « Mais, à la vue du secours qui leur arrivait, oublieux de toutes leurs privations, les treize aventuriers n'eurent rien de plus pressé que de convertir

à leurs espérances les matelots qui venaient les chercher. Alors, tous ensemble, ils firent voile vers le Sud. »

Pizarre parvint à Tumbez (frontière actuelle du Pérou et de l'Équateur), et poussa encore un peu plus au Sud jusqu'à la baie de Santa-Cruz. Dans cet endroit, les Espagnols furent si bien reçus par les indigènes que plusieurs soldats résolurent de s'y fixer.

Après trois ans d'absence, Pizarre rentra à Panama avec un peu d'or, des lamas, et quelques prisonniers. Puis, devant le mauvais vouloir du gouverneur, il prit le parti de se rendre en Espagne, où il obtint du Roi, en 1528, le titre héréditaire de capitaine général du Pérou, à charge simplement de louer une compagnie de 250 hommes, qu'il ne put même pas réunir, tant ses projets semblaient hasardeux à ses compatriotes. Suivi simplement de quelques compagnons, Pizarre retourna avec ses frères à Panama, où ses associés lui reprochèrent amèrement de s'être approprié la part du lion. Luque devenait évêque, mais Almagro se trouvait simplement anobli et nommé gouverneur de Tombez; pour l'apaiser, Pizarre dut lui accorder la charge d'adelantado de ses futures conquêtes.

Pizarre, accompagné de ses quatre frères, s'embarqua à Panama au mois de février 1531. Une tempête porta son navire, en douze jours, dans la baie de San-Mateo ; les Espagnols débarquèrent en cet endroit et arrivèrent, après une marche pénible le long de la côte, à Coaqui, où ils firent un si riche butin que Pizarre se hâta de l'envoyer à Panama, dans l'espoir que sa vue déterminerait beaucoup

d'aventuriers à venir se joindre à son expédition. Almagro, d'ailleurs, venait de lui envoyer un renfort de quarante-cinq hommes et de douze chevaux.

A l'île de Puna, dans la baie de Guayaquil, les Conquistadores rencontrèrent une résistance acharnée. Ils gagnèrent ensuite Tombez et Payta, puis fondèrent la colonie de San-Miguel (baie de Sechura).

En débarquant au Pérou, Pizarre trouva, parmi les indigènes, autant de divisions que Cortez en avait rencontré au Mexique. Le dernier Inca, mort en 1529, avait partagé, contrairement à l'usage, son royaume entre ses deux enfants, et laissé Quito à son second fils, Atahualpa, dont la mère, fille du roi de Quito, n'était point de sang inca.

L'aîné, Huascar, roi de Cuzco, venait d'attaquer son frère sans succès. Dès qu'il apprit l'arrivée des Espagnols, il leur envoya immédiatement des émissaires pour leur demander de se joindre à lui et de l'aider à subjuguer Atahualpa, qu'il considérait comme un usurpateur ; mais avant que ses envoyés eussent atteint la côte, il fut mis complètement en déroute et fait prisonnier par son demi-frère.

Rien ne pouvait mieux servir les projets des Espagnols : cette lutte fratricide les rendait les arbitres du Pérou; au lieu de les combattre, les indigènes les appelaient. Pizarre partit de suite avec cent quatre-vingt-deux hommes, dont soixante-deux cavaliers, et, après mille fatigues, arriva à Cajalmarca, dans le voisinage du camp de l'Inca.

Immédiatement, il envoya Soto présenter ses hommages à l'Empereur et l'assurer de son dévouement. Les envoyés revinrent éblouis des richesses qu'ils

avaient aperçues ; et, dès lors, Pizarre résolut de s'emparer de la personne de l'Empereur.

Le lendemain, Atahualpa vint amicalement à sa rencontre, porté sur une litière « où il y avait des pierres précieuses sans nombre et pour près de 300 000 francs d'or ». Pizarre avait pris soigneusement ses dispositions, et placé judicieusement ses hommes. Dès que l'Empereur fut arrivé au milieu du camp, le père Valverde se mit à lui faire un interminable discours sur les beautés de la religion catholique, et le somma de reconnaître l'autorité du Pape et celle du roi d'Espagne. Cette harangue, traduite, Dieu sait comme, par un interprète qui ne savait que quelques mots d'espagnol, ne pouvait produire grand effet sur Atahualpa : alors le bon Père lui donna son bréviaire en lui disant que ce livre allait tout lui expliquer. L'Empereur le porta à son oreille, croyant que c'était quelque oracle ; mais, n'entendant rien, il le rejeta négligemment. C'est sans doute ce qu'attendaient les Espagnols ; ils fondirent aussitôt sur les Indiens sans armes, en tuèrent plus d'un millier, et s'emparèrent de l'Empereur. Aucun des Conquistadores, protégés par leurs armures, ne fut tué dans cette sanglante boucherie, qui n'eut même pas l'excuse de ressembler à un combat.

Atahualpa comprit vite que les aventuriers désiraient, avant tout, amasser beaucoup d'or : aussi, dès qu'il eut fait tuer son frère, leur proposa-t-il de racheter sa liberté au prix d'une formidable rançon.

Pour montrer le peu d'hostilité que nourrissaient alors les Indiens contre les Espagnols, nous dirons que Soto, avec cinq compagnons seulement, put

aller chercher une partie du trésor impérial à Cuzco, ville située à plus de mille kilomètres.

La rançon de l'Empereur et le pillage de son camp produisirent près de deux millions de piastres; chaque cavalier reçut, pour sa part, 8 000 pesos, somme que représenteraient à peine, de nos jours, 150 000 francs ; aussi soixante des compagnons de Pizarre, satisfaits de leur fortune, s'empressèrent-ils de retourner en Espagne, sous prétexte d'escorter le quint du Roi, Les soldats de Cortez, après la prise du Mexico, n'avaient touché que la bagatelle de cent pesos.

Dès qu'il eut livré ses trésors à ses cupides vainqueurs, Atahualpa réclama sa mise en liberté ; mais en dépit de toute justice, Pizarre le retint prisonnier, afin de continuer à gouverner en son nom. Bientôt, pour se débarrasser de ses réclamations incessantes, et aussi pour se venger du mépris que l'Empereur lui témoignait, Pizarre ordonna, après un simulacre de jugement, de faire étrangler le malheureux Inca (1533). Ce crime sans excuse souille d'une tache sanglante la renommée de Pizarre. On raconte que sa haine contre l'Inca provenait de ce que ce prince, s'étant aperçu du peu d'instruction de son vainqueur, le raillait sans cesse de ce qu'il ne savait point lire.

Pendant que ces événements se passaient à Cajalmarca, Benalcazar, commandant de la colonie de San-Miguel, entreprit la conquête de Quito ; mais, sur les hauts plateaux, il se rencontra avec Alvaredo, qui venait de débarquer à Porto-Viejo. L'associé de Pizarre prétendit que Quito se trouvait dans sa province, et les deux troupes allaient en venir aux mains,

quand l'offre de partager le butin mit fin à la contestation.

La mort de l'Empereur, au lieu de grouper tous les Péruviens contre ses auteurs, ne fit qu'augmenter leurs divisions. Le manque d'union qu'ils montrèrent alors permit à Pizarre d'atteindre Cuzco sans rencontrer, en chemin, de résistance sérieuse. Le bruit de ses succès avait d'ailleurs porté le nombre de sa troupe à cinq cents hommes.

A peine maître du Pérou, Pizarre s'empressa d'envoyer en Espagne un de ses frères; les richesses prodigieuses qu'il apportait au Roi empêchèrent toute investigation sur les agissements du capitaine général, qui obtint la confirmation de tous ses privilèges. A titre de dédommagement, Pizarre donna à son ancien compagnon, Almagro, la permission de conquérir le Chili. Ensuite il consacra tous ses soins à la fondation de la ville de Lima.

En 1537, une révolte générale éclata au Pérou; et la ville de Cuzco se trouva étroitement bloquée, jusqu'au jour où elle fut prise, plutôt que secourue, par Almagro. Cet ardent soldat, au lieu de trésors, n'ayant trouvé au Chili que des populations extrêmement belliqueuses, s'était résolu à marcher contre Cuzco, dont il revendiquait la possession.

La troupe d'Almagro se grossit rapidement de tous les renforts que Pizarre envoyait au secours de Cuzco, sans se douter que la ville se trouvait entre les mains de son rival.

Enfin les deux adversaires, craignant l'un et l'autre de ne point se trouver le plus fort, décidèrent de trancher pacifiquement leur différend. Après de longues

négociations, Pizarre proposa, pour obtenir la mise en liberté de deux de ses frères, de s'en rapporter à l'arbitrage du Supérieur de la Merced, qui lui-même décida de soumettre le litige au jugement du Roi. Mais, sans attendre la décision royale, Pizarre envoya toute son armée contre Cuzco, et ses frères s'emparèrent d'Almagro, qui fut immédiatement étranglé (1538). Ainsi périt le premier et plus valeureux des compagnons du conquérant du Pérou.

Dans une autre expédition, Gonzalo Pizarre, demi-frère de François, partit de Quito pour explorer le versant oriental des Andes. Arrivé sur le rio Napo, il construisit un bâtiment dont il donna le commandement à Orellana; mais, à peine embarqué, ce lieutenant infidèle ne s'occupa plus de son chef, descendit tout le cours de l'Amazone, et revint par cette voie en Espagne. Il fallait vraiment avoir une âme de Conquistador pour entreprendre à cette époque un tel voyage, à travers plus de trois milles cinq cents kilomètres de pays entièrement inconnus.

L'avarice et la cruauté de François Pizarre, du *Marquis,* comme on l'appelait, lui attira la haine de la plupart de ses compagnons ; et Herrada, à la tête des partisans du fils d'Almagro, le massacra, le 26 juin 1541, dans son palais. Almagro, proclamé dictateur, vengea son père en ordonnant de mettre à mort une quarantaine de partisans de Pizarre. Toutefois sa puissance fut éphémère : Vaca de Castro, envoyé par Charles-Quint, battit ses troupes l'année suivante et le fit décapiter.

A la mort de Castro, l'anarchie devint effrayante au Pérou. Gonzalo Pizarre se déclara capitaine géné-

ral, s'empara de Nuguez-Vela, le nouveau vice-roi, et lui fit couper la tête. Le tour de Gonzalo arriva en 1542; le moine Gasca, muni de pouvoirs extraordinaires, parvint à s'emparer de sa personne et le fit écarteler. Fernand Pizarre, pendant ces événements, terminait son existence dans les prisons d'Espagne.

Il semble bien difficile de s'apitoyer sur la fin tragique de cette famille d'aventuriers, et leurs morts violentes ne semblent qu'un juste châtiment de leur ambition démesurée, de leur rapacité et de leur perfidie.

La conquête du Pérou fut autrement facile que celle du Mexique, les Incas ne possédant aucune des qualités guerrières des Aztèques. Au point de vue du courage et de l'ambition, Cortez et Pizarre présentent plus d'un point de ressemblance ; mais alors que le premier possédait l'éducation d'un gentilhomme, le second n'était qu'un soldat de fortune, grossier et avide, qui ne laissa jamais voir le moindre sentiment de franchise ou de générosité. Le conquérant du Pérou montra, pourtant, pendant son gouvernement, un tempérament d'habile administrateur.

CHAPITRE III

LE ROYAUME D'YVETOT

Il était un roi d'Yvetot
Peu connu dans l'histoire,
Se levant tard, se couchant tôt,
Dormant fort bien sans gloire ;
Et couronné, par Janneton,
D'un simple bonnet de coton...

Rien n'est sacré pour les chansonniers ; et Béranger a rendu célèbre Yvetot un peu à la façon dont La Fontaine a immortalisé Quimper-Corentin ; pourtant l'existence des Rois d'Yvetot demeure un fait incontestable.

L'origine de ce petit État, comprenant, en dehors de sa capitale, les paroisses de Sainte-Marie des Champs et de Saint-Clair, se perd dans la nuit des temps, et un parchemin, daté de 1380, donne déjà le titre de Roi à Jean IV, seigneur d'Yvetot.

A défaut d'autres documents plus certains, nous serons forcés de transcrire les explications de la vieille chronique de Gaguin, reproduite en 1531 par Jean Ruault :

« Gautier, seigneur d'Yvetot en Normandie, eut longtemps les bonnes grâces de Clotaire, roi de

France, dont il fut le chambellan. Mais se voyant enfin déchu de cette faveur, et menacé de mort par son prince, quitte la Cour et son pays et s'en va aux provinces étrangères rechercher l'honneur de la guerre contre les Infidèles. Où, après avoir fait reconnaître sa valeur et l'avoir signalée par mille belles actions d'armes pendant le cours de dix années, se sent vaincre de l'amour naturel de revoir sa patrie et son Roi, estimant que cette longue absence aurait pu faire perdre à ce Prince la mauvaise volonté qu'il aurait conçue contre lui. Passant par Rome, le pape Agapet le reçut avec honneur ; et, ayant appris le sujet de son exil et les combats qu'il avait soutenus pour la défense de la foi contre les ennemis du christianisme, écrivit en sa faveur à Clotaire.

« Or, ce généreux Chevalier, non moins prudent que vaillant, rechercha de joindre, à l'intercession que le Saint-Père faisait pour lui, tant le lieu, que le temps, où le Roi devait moins se ressouvenir de sa haine passée. Il le va donc trouver à Soissons le jour du Vendredi saint et, le rencontrant dans l'église, où il entendait le divin service, prit occasion de se faire voir et de lui présenter les lettres de Sa Sainteté, sur le point qu'il allait à l'adoration et baisement de Croix. Clotaire l'ayant reconnu, par la lecture de ses lettres, se transporte soudain de colère et le tue sur la place. Mais ce Prince, peu de temps après, apercevant par sa conscience l'énormité de son crime et se voyant menacé des censures apostoliques par le pontife Agapet, s'il ne réparait le mépris et l'outrage qu'il avait fait à la religion par cet homicide et sacrilège tant exécrable, se résoud, comme un autre Théodose,

à faire justice de soi-même, et, pour satisfaction de son crime, érige la terre d'Yvetot en titre et condition de royaume, et affranchit les successeurs de Gautier d'Yvetot et leurs sujets de tout devoir et de toute sujétion à la couronne de France. »

En 536, date à laquelle se seraient passés ces événements, Yvetot n'existait sans doute pas plus que les « Infidèles », et l'Église ne lançait point encore de foudres canoniques ; aussi Moréri pense que le meurtre d'un seigneur d'Yvetot doit être reporté au règne d'Henri Ier, qui n'en aurait d'ailleurs été que l'instigateur.

Mais, quelle que soit la véritable origine du *royaume d'Yvetot*, celui-ci existait déjà certainement à la fin du XIVe siècle, et ses privilèges furent, à plusieurs reprises, confirmés par les Valois, notamment en 1429 et en 1482. Louis XI, entrant à Yvetot, déclara à ses courtisans : « Ici, je ne suis plus le Roi. »

Au XVe siècle, Martin Ier battait monnaie ; seulement, faute d'argent à frapper, il employait des morceaux de cuir portant pour empreinte une tête de clou. Les revenus du royaume d'Yvetot étaient à cette époque estimés 800 livres.

Henri II, qui ne jalousait pas son petit-cousin, lui accorda de nouvelles lettres de reconnaissance. Mais elles se heurtèrent à l'opposition du Parlement de Rouen, qui ne pouvait supporter de voir à l'abri de ses gens de robe un petit coin de Normandie.

Devant le refus, plusieurs fois renouvelé, du Parlement d'enregistrer les lettres royales, Martin du Bellais jugea prudent, en 1553, d'abandonner son indépendance et de renoncer à sa juridiction souveraine,

pour être certain de conserver du moins ses importantes immunités financières.

En 1669 et en 1671, ces prérogatives furent confirmées, et un arrêt du Conseil déclara même nulle la nomination d'un curé faite par le roi de France à l'encontre du tuteur des *princesses* d'Yvetot. Henri IV, d'ailleurs, le jour de la cérémonie de son mariage, fit, dit-on, réserver une place d'honneur au seigneur d'Yvetot, en disant : « C'est un petit roi, mais c'est un roi ! »

Yvetot, jusqu'à la veille de la Révolution, demeura exempt de toute taille, et la franchise de ses foires donna une grande importance à son commerce. Ce régime d'immunité disparut en 1789, et le dernier roi, Camille III, mourut juste à temps, pour ne point redevenir un simple citoyen. La descendance des souverains d'Yvetot se trouve représentée aujourd'hui par la famille d'Albon.

THÉODORE Ier

Roi de Corse.

CHAPITRE IV

THÉODORE Ier

ROI DE CORSE

De toutes les contrées de l'Europe, la Corse est peut-être celle qui eut à subir le plus grand nombre de révolutions et de dominations étrangères.

Ce malheureux pays, successivement envahi par les Vandales, les Goths, et les Lombards, devint encore la proie des Sarrazins. Les marquis de Toscane et les successeurs de Louis le Débonnaire en Italie s'en disputèrent ensuite la possession.

Au XIe siècle, la partie septentrionale de la Corse. « la terre des Communes », resta quelque temps indépendante, sous le gouvernement d'un chef remarquable, appelé Sambuccio, qui donna à ses compatriotes une véritable constitution, basée sur l'organisation de la famille.

En l'année 1077, la Papauté prit possession de l'île ; mais, vingt ans plus tard, elle la céda aux Pisans contre une simple redevance annuelle. Pise eut bientôt à défendre sa nouvelle acquisition contre les convoitises de Gênes, sa rivale, et en fut définitivement chassée en 1347. Les Génois, à leur tour, se virent attaqués par les rois d'Aragon ; et, dès lors, la Corse

ne compta plus les invasions et les guerres intestines.

Après une courte intervention des Papes, la compagnie génoise de Saint-Georges, corps distinct du gouvernement de la République, devint souveraine de l'île. Plus de cent années de guerre furent les seuls fruits de cette domination, dont une expédition française, aidée par les efforts patriotiques de Sampiero, essaya de délivrer la Corse au temps d'Henri II.

En 1729, les exactions fiscales de la Compagnie provoquèrent une insurrection générale de l'île. Gênes, manquant alors de troupes, demanda huit mille hommes à l'empereur d'Allemagne, qui les envoya sous condition que la République lui verserait cent florins pour chaque soldat mort ou déserteur. Aussi, quand ils tuaient un Allemand, les Corses s'écriaient : « Voilà cent florins perdus pour Gênes ! »

Grâce à l'habile tactique des insulaires, qui évitaient toute bataille rangée, les troupes du duc de Wurtemberg n'avaient encore obtenu aucun succès décisif, quand, sur un conseil impératif de l'Empereur, les Génois accordèrent en 1732 une amnistie générale, la remise des impôts en retard, et la reconnaissance de certains droits que les Corses réclamaient depuis longtemps. Toutefois la république de Gênes, suivant son habitude, ne voulut tenir aucun compte de ses engagements, et jeta bientôt en prison les principaux chefs de la révolte.

Hyacinthe Paoli se mit alors à la tête d'un nouveau soulèvement, et parvint à se rendre maître de la campagne. Les Génois, mieux équipés sur mer que sur terre, se virent réduits à occuper simplement les

principales places maritimes, et à organiser un étroit blocus, qui bientôt affama toute l'île.

Voilà dans quelle situation se trouvait la Corse quand débarqua, le 12 mai 1736, à Aléria, le baron Théodore de Neuhoff, dont nous allons raconter les aventures. Ce résumé, un peu long, de l'histoire de Corse était nécessaire pour permettre de comprendre comment un simple aventurier parvint si facilement à se faire reconnaître roi de cette malheureuse île. Pour n'avoir point à se plier devant un de leurs compatriotes, les habitants préféraient un chef étranger; et quiconque, à certains moments de disette extrême, arrivait avec quelques secours et savait prodiguer de brillantes promesses était toujours sûr de se voir accueillir comme un libérateur par ce peuple facilement enflammable.

Le père du nouvel arrivant, fils d'un capitaine des gardes de l'évêque de Munster, s'étant mésallié en épousant la fille d'un commerçant des environs de Liège, resta longtemps en disgrâce. Une de ses sœurs, placée près de la duchesse d'Orléans, princesse Palatine, finit cependant par obtenir pour lui le commandement d'un petit fort du pays messin. On croit qu'il fut tué en 1695, au siège de Namur; il laissait une fille qui épousa le comte de Trévoux, conseiller au Parlement de Metz, et un fils, le très illustre Théodore.

Théodore-Antoine de Neuhoff, né à Metz en 1690, commença ses études à Dusseldorf et les termina au collège de Longpré. D'abord page de la duchesse

d'Orléans, il entra ensuite dans l'armée, comme lieutenant au régiment de la Marck, puis passa dans celui de Furstenberg. Bientôt son humeur changeante, son goût des aventures, et aussi probablement déjà les poursuites de quelques créanciers, le décidèrent à passer en Suède, où le baron de Goertz, son parent, dit-on, lui donna un grade dans l'armée et le retint à son service. Ayant vite reconnu, chez son secrétaire, le sens des affaires et une grande aptitude aux intrigues, le premier ministre de Charles XII l'envoya près de la cour d'Espagne, avec mission de rechercher le meilleur plan à adopter pour arriver au rétablissement des Stuarts en Angleterre.

De retour en Suède, il accompagna Goertz à La Haye, puis il accomplit plusieurs voyages à Londres, dans le but de se concerter avec les partisans du Prétendant Charles-Édouard. Le gouvernement anglais, prévenu de ces agissements, donna l'ordre d'arrêter Neuhoff, mais notre aventurier parvint cependant à regagner La Haye et à se réfugier dans la maison de l'ambassadeur d'Espagne.

La mort de Charles XII, la fin tragique de Goertz, vinrent bientôt ruiner les ambitions et les espérances de Théodore ; forcé même de quitter la Suède, il se rendit en Espagne, près d'Alberoni, dont il savait posséder la confiance. Il trouva en effet dans ce ministre un nouveau protecteur, et obtint le grade de colonel, avec un supplément de solde de six cents pistoles.

A Madrid, il épousa lady Sarsfield, fille de lord Kilmallak, demoiselle d'honneur de la Reine. Mais bientôt, les bénéfices qu'il pensait retirer de cette union ne lui ayant plus semblé une compensation

suffisante à la laideur et à l'humeur maussade de son épouse, Neuhoff résolut de l'abandonner, elle et son fils. En 1720, il s'enfuit à Carthagène et gagna aussitôt Paris.

Les Génois, plus tard, l'accusèrent d'avoir emporté l'argent destiné à la création d'un nouveau régiment allemand; ce qui est certain, c'est qu'il partit avec tous les bijoux de sa femme. Grâce à d'heureuses spéculations sur les actions de la Compagnie de Law, Neuhoff amassa rapidement une grande fortune, qui, naturellement, partagea le sort du fameux système.

Théodore se rendit alors en Hollande, puis à Londres, et enfin en Italie. Afin de mieux trouver de nouvelles dupes, tour à tour il se prétendait Suédois, Anglais, ou Allemand, et se fait appeler le baron Van Naxaer, Schmitberg, et Van Shimer.

A Florence, pour se mettre à l'abri des poursuites de ses innombrables créanciers, il se donna comme résident de l'Empereur d'Allemage. Dans cette ville, il fit la connaissance d'un moine qui avait accompagné en Italie Giafferi et les Corses récemment emprisonnés par les Génois, en dépit de l'amnistie générale.

Ce religieux, du nom d'Orticoni, mit en relation Neuhoff avec les principaux réfugiés corses détenus ou cachés en Italie. Informé par eux de la situation de l'île et de l'état des esprits, Théodore parvint sans grande peine à leur persuader qu'il ne leur manquait, pour réussir, que d'avoir à leur tête un bon général possédant du crédit auprès des cours de l'Europe. Il lui fut d'autant plus facile de les convaincre que les événements le secondèrent merveilleusement. Pen-

dant qu'il voyageait en Autriche, les Corses prisonniers furent relâchés, sur la demande formelle de l'Empereur : Théodore se hâta de revenir en Italie, et profita de la coïncidence pour prétendre que cet heureux événement provenait de son influence et de ses démarches.

« Les Corses, dit l'abbé de Germanes, sont aussi aisés à persuader, parce qu'ils sont enthousiastes, que persuasifs parce qu'ils sont éloquents. Ceux avec qui négociait Neuhoff le regardèrent dès lors comme un seigneur de grande considération, le prièrent d'être leur protecteur contre leurs tyrans et de venir régner dans l'île. »

Le plus difficile, pour Neuhoff, consistait à trouver l'argent nécessaire pour équiper l'expédition à la tête de laquelle il devait débarquer dans son royaume. Tous les pays chrétiens se trouvaient peuplés de ses créanciers : mais, heureusement, il lui restait encore la Turquie comme champ de duperie.

Après un voyage rapide à travers l'Europe, Théodore se rendit à Constantinople, où il se lia avec un proscrit de l'Empire, le prince Ragotski, et un renégat français, le comte de Bonneval. Par leur intermédiaire il obtient une audience du Sultan, mais ne parvint à intéresser quelque peu le Grand Seigneur à la cause des Corses catholiques qu'en lui promettant la suzeraineté de l'île.

Il revint ensuite à Rome, où il réussit, grâce à sa faconde, à se faire confier par deux religieuses dominicaines des sommes assez importantes; un chirurgien français lui consentit également une petite avance. A Livourne il joua de malheur : un Juif, du

nom de Jadach, à qui il avait négocié de fausses traites, le fit immédiatement incarcérer, et Neuhoff resta plusieurs mois avant de pouvoir découvrir un répondant ; en sortant de prison (6 septembre 1785) il dut entrer à l'hôpital, pour se faire traiter, « comme nécessiteux », d'une maladie grave contractée dans son cachot.

Dès son rétablissement, notre aventurier se rendit à Tunis; ce fut sans doute pendant ce voyage qu'il fut pris en mer par les corsaires d'Alger, et forcé de se racheter, « fort bon prix », dit-il dans sa correspondance. A Tunis, il pratiqua la médecine d'une façon heureuse, capta on ne sait comment la confiance du Bey, et obtint, pour conquérir la Corse au profit de la régence, un vaisseau de dix canons, de l'argent, des armes et des munitions. Il semble d'ailleurs probable que les principaux bailleurs de fonds de Théodore furent le consul et les marchands anglais de Tunis.

Après trois ans de pérégrinations ou d'emprisonnements, muni enfin de quelques ressources, le baron de Neuhoff pouvait se présenter décemment à ses futurs sujets : il débarqua le 15 mars 1736 à Aléria après avoir pris soin de faire annoncer son arrivée aux anciens réfugiés corses rentrés dans leur pays.

Théodore, en débarquant, se montra à ses sujets habillé *à la franque*, c'est-à-dire à la façon des chrétiens de Turquie : il portait un long habit d'écarlate doublé de fourrure, une perruque cavalière et un chapeau retroussé à large bord; il avait au côté une longue épée à l'espagnole, et tenait à la main une canne à bec de corbin.

« Un vaisseau anglais[1], dit une relation anonyme publiée en 1738, qu'on dit parti de Tunis avec passeport du consul d'Angleterre, arriva vers le milieu du mois de mars au port d'Aléria qui est dans la possession des Mécontents. Un étranger, qui était sur ce vaisseau et qui, par son habillement, paraissait être un personnage de distinction, débarqua dans le port et y fut reçu avec de grands honneurs par le chef des Mécontents qui le complimentèrent et lui donnèrent les titres d'Excellence et de vice-roi de Corse. Il avait à sa suite quinze personnes du nombre desquelles était un lieutenant-colonel, un autre officier, un secrétaire, un chapelain, outre un majordome, un maître d'hôtel, un cuisinier, trois esclaves maures et quatre autres domestiques; et ils furent conduits au palais de Cervione à Campo-Loro, lieu de résidence de l'évêque d'Aléria. Cette personne se fait appeler le seigneur Théodore. Les chefs des Mécontents savent bien qui il est, mais ils ne le déclarent pas encore.

« On a débarqué du vaisseau sur lequel il était venu dix pièces de canons parmi lesquelles il y en a quatre de gros calibre, quatre mille tant fusils qu'arquebuses, trois mille paires de souliers, outre quantité de provisions, plusieurs coffres et malles, quelques cassettes remplies d'or et d'argent et une grande caisse pleine de sequins de Barbarie. Le tout peut monter à la valeur de deux millions de ducats.

« Cet inconnu paraît être de la religion catholique romaine, du moins en fait-il les fonctions. Il a fait

[1] L'année suivante, Dick, le capitaine de ce navire, se brûla la cervelle, à Smyrne, en apprenant que le gouvernement anglais avait ordonné son arrestation.

mettre deux pièces de canon devant le palais où il loge et a commis pour sa garde quatre cents soldats qui ont leur poste dans le séminaire du palais.

« Il a créé colonels quatre des chefs dont Jacobo da Rustino, Fabiani et Orezza. Il leur a assigné à chacun la valeur de 200 livres d'appointements par mois. Il a formé 24 compagnies de soldats. Il a fait distribuer aux Corses du parti des Mécontents toutes les armes et tous les souliers qui étaient sur le navire anglais. Il leur a fait donner aussi à chacun une pièce d'argent. Il donne à chaque soldat qui n'a point d'arme à feu, un canon de fusil, un sequin pour le faire monter et une paire de souliers. Il a choisi pour son trésorier un des chefs, Hyacinto Paoli. Cet étranger ne va à l'église qu'accompagné de gardes et n'est servi qu'en vaisselle d'argent... On a débarqué aussi 7 000 sacs de grains du vaisseau anglais. »

Un mois plus tard, le 15 avril, une assemblée générale, composée des délégués de toutes les *pièves*, se réunit à Alezani. Une première réunion faillit tourner au tragique, par suite d'une violente dispute qui s'éleva à propos d'une question de préséance entre les partisans de Giafferi et de Paoli. Théodore ne parvint à ramener le calme qu'en menaçant de se rembarquer.

Son manteau de couronnement, commandé à Livourne, ayant été pris par les Génois, Théodore vint au Consulte dans son costume écarlate. Son air noble, sa figure agréable, sa haute taille, firent sur les députés une impression favorable; et, à l'unanimité, il fut proclamé roi de Corse sous le nom de Théodore Ier. Neuhoff avait d'ailleurs gagné la foule en prodiguant les sequins, et surtout en annonçant

que de puissants renforts allaient, sans tarder, lui parvenir. Il paraît néanmoins certain que les chefs éclairés, comme Paoli, ne le prirent jamais au sérieux et le considérèrent, dès le premier moment, comme un simple instrument entre leurs mains ou comme un subterfuge pour réveiller et enflammer le patriotisme corse.

Voici sous quelle forme fut rédigé l'acte d'élévation au trône de Théodore :

« Au nom et à la gloire de la Très Sainte Trinité, Père, Fils et Saint-Esprit et de l'Immaculée Vierge Marie ; aujourd'hui dimanche 15 d'avril 1736, dans l'Assemblée générale du royaume de Corse, dûment convoquée par ordre de nos Excellentissimes généraux, tenue dans Alezani, et après de longues et mûres délibérations des principaux et de tout le peuple du Royaume, a été arrêté de choisir un Roi et de vivre sous sa dépendance ; et le seigneur Théodore, baron de Neuhoff, a été reconnu pour tel, et proclamé sous les pactes et conditions qui suivent, à l'observation desquels ledit seigneur Baron devra s'engager par serment, tant pour lui que pour ses successeurs ; l'intention des citoyens étant qu'il ne puisse faire aucun acte de royauté que préalablement il n'ait accepté lesdits pactes et conditions, juré de les observer ; qu'il n'ait signé de sa propre main et scellé de son propre sceau le présent acte dressé et rédigé en forme de contrat, afin qu'il soit à jamais établi et sortisse dans tous ses articles une pleine et entière exécution. »

La charte qui allait servir de base au nouveau royaume contenait dix-huit articles.

Les trois premiers établissaient que, à défaut d'héritier mâle, les filles de Théodore seraient appelées à régner, et que, dans le cas où le roi ne laisserait point d'enfant, il posséderait le droit de désigner pour son successeur un de ses parents catholiques. Les articles suivants concernaient l'institution d'une Diète, qui seule pouvait décider la paix ou la guerre et créer de nouveaux impôts.

Il était en outre stipulé que les biens des Génois seraient confisqués, et qu'aucun étranger ne pourrait occuper de fonction publique, hormis dans la garde du roi. Le tribut annuel à payer par chaque chef de famille se trouvait fixé à trois livres, et les demi-tailles, applicables aux veuves, étaient abolies. L'impôt sur le sel subissait, en même temps, une forte réduction.

Enfin cette sorte de constitution décidait l'établissement d'une université pour l'étude du droit et de la philosophie, et prévoyait l'institution, « pour l'honneur et la gloire du royaume », d'un ordre de noblesse.

Théodore jura et signa ce pacte, et, le 2 mai, son couronnement s'effectua dans l'église des Récollets de Tavagna, avec une simple couronne de laurier sauvage, à défaut du diadème capturé par les ennemis. Après un banquet de cent couverts, le nouveau roi reçut le serment de fidélité de ses principaux sujets : puis, porté à bras suivant la vieille coutume corse, il fut soulevé en l'air et montré au peuple qui, au milieu des cris d'allégresse, adressa au ciel mille vœux en faveur de son monarque et de la liberté.

Théodore s'empressa de constituer une cour nombreuse, et de combler d'honneurs ses favoris. En

quelques jours, deux généralissimes, quelques Excellences et des nuées de marquis et de comtes furent créés. Il ne parvint pas néanmoins à contenter tout le monde et bientôt Paoli menaça de se retirer. Le nouveau roi crut également politique d'affirmer, par quelques actes de sévère autorité, ses droits et sa puissance. Il fit pendre un *Noir* et un *Rouge* (on appelait ainsi les membres des deux factions qui, depuis trois cents ans se combattaient dans l'île) pour en être venus aux mains malgré sa défense, et donna l'ordre de fusiller sans procès le comte Casacoli, coupable d'intelligences avec les ennemis.

Les Génois, dès qu'ils connurent l'élection de Théodore, s'empressèrent de publier un factum qui commençait par le récit des diverses aventures du baron allemand, continuait par toute sorte d'imputations peu flatteuses pour lui, et se terminait par un bel et bon arrêt le déclarant coupable de haute trahison.

Pour répondre victorieusement à ses ennemis, Théodore qui avait déjà organisé une garde royale de 300 soldats, marchant toujours sabre au clair, leva 24 régiments et les exerça soigneusement. Ensuite, à la tête d'une armée d'environ 20 000 hommes, il entra en campagne et battit les Génois, le 20 juillet, à Zeglia. Ces derniers éprouvèrent encore un nouveau désastre en cherchant à débarquer intempestivement à l'île Rousse.

Malheureusement, les succès du nouveau roi ne continuèrent point; faute d'artillerie, il échoua devant Bastia, ainsi que dans tous les autres sièges qu'il entreprit. Ne possédant pour base d'opérations

aucune place forte, la situation de Théodore devint vite précaire. Abandonné petit à petit par ses soldats, son dernier espoir résidait dans l'arrivée, pourtant bien problématique, de secours envoyés par quelqu'une des puissances auxquelles il s'était adressé. Aussi son désappointement fut-il grand quand il apprit que le duc de Wurtemberg refusait de s'intéresser désormais à la Corse, et quand il vit le comte Carafa, chef d'un corps albanais, entrer au service du roi des Deux-Siciles au lieu de venir à son aide.

Théodore, sentant son autorité diminuer chaque jour, prit deux mesures excellentes pour consolider sa puissance. Afin de rendre sa royauté plus tangible, et pour être certain que son souvenir passerait à la postérité, il fit frapper des monnaies d'assez bas titre, portant, d'un côté, T. R., et de l'autre *pro bono publico Regni Corsicæ*[1]; et, pour se concilier de nouveaux partisans, il créa, le 16 septembre, l'ordre de la Délivrance.

L'habit des nouveaux chevaliers était bleu céleste ; la croix, attachée à un ruban vert et enchâssée dans une étoile émaillée en or, représentait la justice, *au naturel*, tenant une balance sous laquelle se trouvait un triangle contenant les armes de la maison royale. Entre autres règles bizarres, les chevaliers devaient tenir l'épée nue, à la messe, pendant que le prêtre lisait l'Évangile. Chaque récipiendiaire, point capital, payait mille écus ; il est vrai que cet argent devait

[1] Les initiales de son nom furent interprétées par les Corses *tutto rame* (tout cuivre) et par les Génois *tutto rebelli* (tous rebelles). Quelques-unes de ces monnaies devinrent si rares qu'au XVIIIe siècle on les contrefit à Naples.

leur rapporter 10 p. 100. On dit qu'en moins de deux mois Théodore ne trouva pas moins de 200 chevaliers bénévoles ; mais, sans doute, accordait-il souvent une remise partielle des droits de chancellerie.

« Quelque flatteuses que ces distinctions parussent aux Corses, qui en étaient d'autant plus jaloux qu'on les en avait toujours privés, ils attendaient néanmoins quelques avantages plus positifs et, s'apercevant bientôt que Théodore était gratuitement à leur charge, l'intérêt diminua leur zèle et le prestige royal s'évanouit complètement. »

Les discordes intestines recommencèrent, et, une fois de plus, la désunion frappa dès lors d'impuissance toutes les tentatives des Corses contre les Génois. Paoli provoqua une sédition, parce qu'à Saint-Pelegrino on l'avait moins bien logé que le chancelier, et Luccioni, après avoir livré Porto-Vecchio aux Génois, chercha même à s'emparer du roi par trahison. Théodore se vit contraint d'envoyer des troupes contre ses anciens partisans.

Un incident vulgaire acheva de déconsidérer, aux yeux de ses sujets, le pauvre souverain. Un jour, dans la campagne d'Orezza, il rencontra une jeune Corse qu'il se mit à courtiser. Malheureusement pour ses desseins, la jeune paysanne avait un frère dans la garde royale, fort intraitable sur l'honneur de sa famille. Le soldat menaça d'attenter à la vie du souverain, s'il persistait dans ses tentatives, et commença par administrer à sa sœur une magistrale volée.

Ce petit fait lui ayant été rapporté pendant qu'il dînait avec ses généraux, Théodore fit sur-le-champ

appeler le garde, pour le réprimander vertement; mais, sans se montrer intimidé, le Corse bourru garda son parler franc, et, dans un style digne d'un soudard, dit au Roi quelques vérités bien senties.

Outré de tant d'audace, Théodore ordonna de pendre immédiatement l'impudent à la fenêtre; puis, personne n'obéissant, Sa Majesté entreprit de se faire justice elle-même; mais mal lui en prit, car le soldat, robuste gaillard, s'empara d'une chaise, et s'apprêta à venger lui-même l'injure faite à sa famille. Sans l'intervention des personnes présentes, le Roi avait incontinent la tête fendue. Aux cris poussés, la garde monta et un grand désordre s'ensuivit. Comme les soldats prenaient parti pour leur camarade, le Roi dut sauter par la fenêtre et se cacher dans une maison voisine, jusqu'à ce que le calme fût rétabli.

Peu de temps après, « craignant, comme le dit sentencieusement l'abbé de Germanes, que le peuple qui avait déjà passé de l'amour à l'indifférence ne passât de l'indifférence à la haine », Théodore résolut de s'absenter quelque temps de son royaume.

Le 2 septembre, en réponse à une demande quelque peu menaçante de ses sujets, il dut affirmer solennellement que les secours qu'il avait si souvent annoncés allaient enfin arriver incessamment, mais, afin de se ménager un moyen de sortir noblement de son royaume, Théodore jura en même temps que si, contre toute vraisemblance ils ne se trouvaient point là dans deux mois, il partirait aussitôt les chercher lui-même.

Vers cette époque, quelques sommes d'argent, venues on ne sait d'où, lui permirent d'entreprendre

avec quelques succès une courte campagne contre les Génois.

Avant de partir, le Roi rassembla à Sartène les chefs de son parti, et forma un conseil de régence, à la tête duquel se trouvèrent Paoli, Giaffieri et Luc d'Ornano ; Théodore rédigea ensuite un manifeste où il expliquait à ses sujets les motifs de son départ, puis, déguisé en abbé, s'embarqua à Aléria, le 11 novembre 1736, sur un bâtiment provençal de Saint-Tropez.

Son fils Frédérick, qui était venu d'Espagne le rejoindre, un secrétaire, un chancelier, et deux pages composaient toute sa suite. A peine en mer, son navire rencontra une barque de Gênes, et Théodore eut sans doute été pris si des officiers espagnols n'avaient enjoint aux Génois de respecter le pavillon français. Le royaume de Corse n'avait duré que huit mois.

Pour être juste envers Théodore, il faut reconnaître qu'il décréta la liberté de conscience, peut-être simplement par reconnaissance pour ses amis les Musulmans, et prit quelque sages mesures pour développer le commerce et l'industrie.

Heureusement débarqué à Livourne, Théodore se rendit de suite à Rome, où il s'empressa de délester du peu d'argent qui leur restait les deux braves religieuses qui avaient déjà eu confiance en sa mission. Ensuite il se rendit en France, et parvint sain et sauf à Paris, bien que sa tête eût été mise à prix; mais, à peine arrivé, il dut s'enfuir au plus vite, à Rouen pour ne point aller habiter la cellule que ces créanciers avaient eu la bonté de lui faire prépare au For-Lévèque.

Parvenu à Amsterdam, Théodore se croyait enfin

en sûreté ; hélas ! il avait oublié que, là encore, il possédait des créanciers intraitables, et, peu de jours après son arrivée, Sa Majesté fut incarcérée dans la prison pour dettes. L'intervention de quelques amis le tirèrent de ce mauvais pas ; quand il dut paraître devant les magistrats pour obtenir sa libération et signer un concordat avec ses créanciers, il exigea fièrement, et obtint, de ne se présenter qu'avec sa canne et son épée.

Le départ de leur roi avait d'abord laissé les Corses assez indifférents ; mais bientôt, par un revirement fort humain, ils s'attachèrent d'autant plus à lui que les Génois le décriaient davantage. Ne voulant point reconnaître qu'ils s'étaient laissé duper, ils répliquèrent aux factums des Génois par une proclamation où ils affirmaient un grand loyalisme pour Théodore. Beaucoup de mécontents auraient sans doute accepté une paix honorable ; mais les Génois, très impolitiquement, voulurent se montrer intraitables, et les hostilités continuèrent. Mal leur en prit, d'ailleurs, car bientôt, malgré l'arrivée de trois régiments suisses, ils se virent étroitement bloqués dans les places du littoral. A défaut de l'Empereur d'Allemagne, alors en guerre contre les Turcs, Gênes s'adressa à la cour de France pour obtenir des secours. Par crainte d'une intervention, suivie de l'établissement, au centre de la Méditerranée, d'une autre puissance étrangère, le cardinal Fleury prit, le 19 septembre 1737, l'engagement de ramener les Corses « par la douceur ou par la force ».

Une expédition française, commandée par le comte de Boissieux, débarqua dans le port de Bastia en

février 1738. Les commissaires génois voulaient tout mettre à feu et à sang; Boissieux, au contraire, opina pour la conciliation.

Des pourparlers commencèrent avec Giaffieri et Orticoni, mais ils duraient encore quand parvint la nouvelle que la France et l'Allemagne venaient de s'entendre pour rétablir la paix en Corse (Edit de pacification, 18 octobre). Boissieux, fatigué de la lenteur voulue des négociations, enjoignit alors aux habitants de mettre bas les armes dans les quinze jours. Pour toute réponse les Corses attaquèrent les Français à l'improviste, et les forcèrent à se réfugier dans Bastia en abandonnant leurs bagages.

Pendant que ces événements se passaient en Corse, Théodore ne restait point inactif; à peine sorti des prisons d'Amsterdam, il eut le bonheur de trouver un bailleur de fonds généreux, dans la personne d'un riche marchand juif qui lui avança de fortes sommes, et le mit en rapport avec ses correspondants Lucas Boom, Tronchain et Neuville.

Ces négociants réunirent la somme de cinq millions et armèrent, pour le roi de Corse, trois vaisseaux, dont une frégate. Leurs cargaisons comprenaient huit mille fusils, deux mille pistolets, six mille souliers et un millier de tentes.

Comme garantie de ces avances considérables Théodore s'engageait, en retour, à mettre ses bailleurs de fonds en possession du port et des revenus de la ville d'Ajaccio. Le pauvre Roi devait avoir d'autant moins de scrupules à se dessaisir de cette place importante, qu'il ne l'avait jamais possédée !

« Il peut paraître extraordinaire, dit M. Gaulot, que

de simples particuliers aient risqué une pareille tentative, surtout qu'ils aient pu trouver tant d'argent et de navires à aventurer pour un résultat aussi incertain ; mais on a tout lieu de croire que ce juif n'était qu'un prête-nom, et que derrière lui et sa prétendue association était le gouvernement hollandais lui-même, qui voyait là une occasion excellente de s'emparer d'une île fertile, station importante dans la Méditerranée. Et ce qui, au premier abord, paraissait un acte de folie, n'était au fond qu'une entreprise politique et commerciale fort capable de réussir. »

Après avoir touché à Lisbonne, Théodore débarqua près de Porto-Vecchio le 15 juillet 1738. A Cervione, il reçut du peuple un accueil triomphal, mais les chefs montrèrent plus de circonspection. L'enthousiasme, d'ailleurs, diminua grandement quand on vit que les commissaires hollandais refusaient de laisser débarquer les armes avant d'avoir été mis en possession d'Ajaccio.

Théodore avait assurément fort mal choisi l'heure de son débarquement, puisque les Français se trouvaient dans l'île, et cherchaient à servir d'arbitres entre les Corses et les Génois. Boissieux, qui avait eu la précaution de se faire remettre des otages, édicta aussitôt des peines sévères contre tous les partisans de Neuhoff, et promit même une forte prime à celui qui se saisirait de sa personne.

Théodore, intimidé, n'osa pas pénétrer plus avant dans son royaume, et résolut de commencer par s'emparer d'Ajaccio, donnée par avance en hypothèque aux marchands hollandais.

Pendant que Théodore attaquerait la place du côté

de la mer, Luc d'Ornano, le plus fidèle de ses lieutenants, devait en faire le siège par terre. Malheureusement pour la fortune du pauvre roi, un de ses bâtiments tomba entre les mains du comte de Sabran, et les vents se montrèrent implacablement contraires. Le capitaine de son propre navire s'empressa de le trahir, et le conduisit, sans qu'il s'en doutât, à Naples où Théodore dut se réfugier chez le consul des États généraux.

Le gouvernement napolitain, dans le but de le protéger, et aussi pour s'assurer de sa personne compromettante, le fit conduire sous bonne escorte dans la citadelle de Gaëte. Théodore n'y resta d'ailleurs que peu de temps, et fut bientôt reconduit *manu militari* aux frontières des États du Pape. A Rome, il s'empressa de dépêcher une felouque dans son royaume pour rassurer ses partisans : mais le dénûment certain de leur Roi, le ridicule de sa détention, et aussi ses hésitations à rentrer dans son royaume lui firent perdre ses derniers partisans.

Douze *pièves* résistaient encore, commandées par Frédérick de Neuhoff et par le baron de Drost, mais petit à petit leurs habitants se virent refoulés dans les montagnes, et la famine bientôt les obligea à se rendre. Neuhoff et Drost acceptèrent alors avec empressement les passeports que leur offrit Maillebois, successeur de Boissieux.

Théodore partit pour Venise, gagna l'Allemagne, se rendit ensuite à Copenhague, puis se fixa à Londres. Au mois de janvier 1743, il entreprit une nouvelle et dernière tentative pour reconquérir son royaume. Profitant d'une insurrection en Corse, provoquée

par la prétention des Génois de lever les impôts par avance, Neuhoff, soutenu occultement par l'Angleterre, se présenta devant l'île Rousse avec deux navires de guerre de cette nation : mais personne, cette fois, ne répondit à son appel ; les Corses ne le prenaient plus au sérieux. Ils acceptèrent les armes qu'il apportait, mais refusèrent de le laisser s'installer dans leur île. Théodore essaya malgré tout de s'emparer d'Ajaccio, mais une frégate française le tint en respect, et empêcha son débarquement.

Les Anglais eux-mêmes, voyant que personne ne répondait à l'appel de leur protégé, et que la République de Gênes protestait énergiquement, l'abandonnèrent, et l'amiral Matthews le débarqua à Livourne.

De retour à Londres, Neuhoff fit connaissance, en 1750, grâce à ses créanciers, avec la prison du Banc-du-Roi ; Horace Walpole eut pitié de lui, et ouvrit, dans le *World*, une souscription en sa faveur, Garrick donna une représentation à son bénéfice, mais les donateurs n'affluèrent point ; pourtant les fonds réunis permirent d'améliorer son régime ; et, trois ans plus tard, Walpole obtint sa mise en liberté comme *incurablement* insolvable.

Dans sa prison, Théodore accordait assez facilement l'Ordre de la Délivrance à ses visiteurs généreux. Son dernier acte royal consista dans l'abandon à ses créanciers, de tous ses droits sur la Corse.

L'ex-souverain n'eut pas longtemps à jouir de sa liberté : car il mourut le 11 décembre 1756 à l'âge de soixante-six ans. L'année suivante, Walpole lui fit élever un monument dans le cimetière de Sainte-Anne de Westminster et composa une épitaphe qui se ter-

minait ainsi : « Le Destin lui a donné un royaume, mais lui a refusé du pain. »

Plus hardi que constant, Théodore nous apparaît surtout comme un esprit superficiel. Incapable de soutenir longtemps un rôle avec fermeté, par contre il se montra toujours remarquablement habile pour trouver des expédients dans les situations les plus critiques. Il possédait également, au plus haut point, le talent de se rendre sympathique. Un homme plus sage que lui n'aurait point recherché la couronne de Corse, un caractère plus énergique l'aurait peut-être conservée.

Son fils Frédérick, prince de Caprera, né à Madrid en 1725, après avoir courageusement secondé en Corse les tentatives de son père, se fixa avec lui à Londres où il gagna sa vie en donnant des leçons d'italien.

Quelque temps, dit-on, lecteur du grand Frédéric, le duc de Würtemberg le nomma ensuite colonel, puis son agent à Londres. Tombé en disgrâce et réduit à la plus grande misère, il se brûla la cervelle, le 1er février 1797, sous le porche de l'abbaye de Westminster. Il avait passé sa vie à prôner la nécessité d'une intervention anglaise en Corse, et publié, en 1768, des *Mémoires*, bien médiocres, *pour servir à l'histoire de Corse*.

CHAPITRE V

LE COMTE DE BENYOWSZKY

« EMPEREUR DE MADAGASCAR »

Si Théodore fut le roi des emprunteurs, Benyowszky, sans contredit, aurait pu réclamer le titre de roi des hâbleurs.

La première partie des *Mémoires* de ce célèbre aventurier se trouve composée d'un tel tissu d'inexactitudes et de gasconnades, qu'il parvient à mentir, même quand il raconte des faits parfaitement véridiques!

Estimant sans doute trop courte sa vie, pourtant si mouvementée, il commence par se vieillir, afin de pouvoir se qualifier « général » à une époque où, en réalité, il n'avait pas encore quinze ans! Toute la suite de son récit répond à cet engageant début.

Maurice-Auguste de Aladar de Benyowszky naquit à Verbowa (Hongrie) en 1746. Tout jeune, il suivit dans ses campagnes son père, colonel de cavalerie, et se trouva probablement attaché quelque temps à la suite du régiment autrichien de Siebenschein. D'après ses Mémoires, il serait passé, à seize ans, en Lithuanie, et ses frères, profitant de son absence, auraient essayé de le dépouiller de tous ses biens.

Étant parvenu néanmoins à les recouvrer, grâce à l'aide de ses fidèles vassaux, ce serait alors que sa famille, le représentant à Vienne comme un rebelle et un perturbateur, aurait obtenu contre lui un décret impérial confisquant ses propriétés, et le bannissant de sa patrie.

Benyowszky nous raconte ensuite qu'il visita Amsterdam et Plymouth et, probablement pour pouvoir justifier plus tard des connaissances nautiques qu'il n'avait du reste point, déclare qu'il navigua, à cette époque, sur les navires de Malte.

En 1767, il combat en Pologne dans les rangs des Confédérés et, malgré ses modestes vingt et un ans, se décerne pompeusement le grade de colonel-général de la cavalerie. Nous passerons sous silence les soi-disant exploits du simple major pendant cette campagne, et retiendrons simplement qu'il fut, à deux reprises, fait prisonnier par les Russes.

La seconde fois, soit qu'il ait conspiré à Kazan où il se trouvait interné, soit, comme il le prétend, pour avoir cherché à s'évader afin de ne pas être impliqué *injustement* dans une sédition, Benyowszky fut traduit devant le Conseil privé de Saint-Pétersbourg et condamné, le 24 novembre 1769, à la déportation dans le Kamschatka. Dans ses Mémoires il oublie de nous parler d'un crime *malheureux* qu'il commit à cette époque, et dont on trouve pourtant mention dans une de ses lettres que le hasard a conservée.

De sa traversée de la Sibérie il y a peu de choses à dire, sinon qu'elle s'effectua d'abord en traîneau, ensuite à cheval, puis en canot sur la Léna, et enfin avec des traîneaux traînés par des chiens. Dans

LE COMTE DE BENYOWSZKY
« Empereur de Madagascar ».

ces lointains pays se trouvaient plusieurs Français, gouverneurs de districts. Il arriva à Okhotsk le

16 octobre 1770, et au Kamtchatka le 2 décembre suivant.

Benyowszky prétend qu'il songea à s'évader dès son arrivée à Irkoutsk, puis qu'ayant appris la découverte de ses projets, et qu'il se trouvait signalé au gouverneur d'Okhotsk, il serait parvenu à changer en lettre de recommandation la missive où se trouvait sa condamnation!

Dès lors, son imagination féconde se donne libre cours : impossible même de dénombrer les nombreux complots qu'il fomente en trois mois, les trahisons dont il tombe victime, et les stratagèmes prodigieusement habiles qui le sortent toujours de ces mauvais pas. Chef élu de tous les exilés, il pardonne magnanimement, ou juge implacablement les traîtres, et devient l'homme de confiance du gouverneur, dont la fille, la belle et tendre Aphanasie de Nilow (?), s'éprend d'une telle passion pour notre héros que ses lâches projets d'abandon, sa piètre conduite, la révélation qu'il est déjà marié, et même l'assassinat de son père ne peuvent diminuer son amour! Finalement Benyowszky se vante de s'être emparé par la force, avec l'aide d'une cinquantaine de proscrits, de la forteresse de Bolcherjezk défendue par plusieurs centaines de Cosaques.

Benyowszky montre, d'ailleurs, un réel talent dans l'enchaînement des multiples épisodes de cette extraordinaire conjuration : mais il a par trop exagéré leur accumulation et le lecteur reste stupéfié quand il constate, après avoir tourné de nombreuses pages et vu se dérouler maints événements, que l'aiguille du cadran n'a tourné que de quelques heures. Il est vrai

que dès son arrivée, le gouverneur lui avait donné un traîneau, sans doute pour lui permettre d'aller plus vite en besogne ! On s'étonne qu'un homme comme M. de Magellan, membre des principales académies d'Europe, ait pu croire un instant à la véracité de ces Mémoires, et les ait publiées en les authentiquant de son nom.

Il paraît certain qu'une sédition permit à notre héros de s'évader du Kamtchatka ; mais la ville de Bolcherjezk ne comptait en réalité, à cette époque, que trente maisons, au lieu des cinq cents dont il la gratifie ; sa garnison comprenait simplement cinquante Cosaques, et la « redoutable forteresse » était un pauvre *ostrog* entouré de mauvaises palissades.

Loin d'avoir à combattre les Cosaques, ce furent même probablement eux qui se révoltèrent les premiers, et les nobles proscrits, compagnons de notre aventurier, semblent, pour la plupart, n'avoir été que de très vulgaires malfaiteurs.

Benyowszky nous conte ensuite, avec force détails, pillés dans quelques voyages publiés antérieurement, une expédition de découverte qui l'aurait mené en vue de l'Alaska ; mais, d'après les invraisemblances de sa narration et le témoignage contradictoire d'un de ses compagnons, il est hors de doute qu'il ne dépassa point les îles Kouriles, où il s'approvisionna de vivres, sécha ses fourrures, et partagea avec ses compagnons le riche butin qu'il avait emporté, en même temps que la caisse publique ; les habits des officiers massacrés servirent plus tard à Benyowzky pour se parer à l'île de France, d'une garde-robe exotique.

D'après certains auteurs, l'histoire de ce voyage

imaginaire vers l'Amérique s'expliquerait par le désir d'établir une sorte d'alibi justifiant l'emploi des quelques mois qu'il aurait passés à piller divers comptoirs russes du Kamtchatka, et à pirater avec le forban Otcheredin.

Le massacre du gouverneur eut lieu le 26 avril 1771, et Benyowzky mit à la voile au commencement de mai. Après un séjour aux Kouriles, il se dirigea, malgré son équipage — recruté en partie de force, et que les dangers et les privations d'une longue traversée effrayaient, — vers le Japon, où il trafiqua de ses fourrures.

« Parfaitement bien accueilli des peuples de l'île d'Usma, je passai, dit-il, quelques jours avec eux. J'en reçus d'abondantes provisions, et, après un traité mutuel, je fis voile pour l'île Formose où je me vis attaqué par les habitants et eus trois hommes de tués. Après avoir vengé leur mort, les vents toujours contraires me forcèrent de gagner le continent de la Chine, en côtoyant de petites îles connues sous le nom de Pescadores, et la disette d'eau me força d'entrer à main armée dans Eanasao (Tam-Suy, Formose ?) pour repousser les Chinois qui voulaient m'empêcher de faire aiguade. Je fis voile ensuite vers Macao où je pris terre le 22 septembre 1771. »

Rien, dans ce premier Mémoire, ne fait allusion à ses fameux traités avec les Japonais, ni à ses brillantes campagnes à Formose qui lui auraient fait décerner, par les habitants, le titre de Roi.

Malgré d'assez vives suspicions, Benyowszky fut bien reçu par les marchands de Macao, toujours à la

recherche de nouveaux débouchés commerciaux; mais le climat de cette ville devint funeste à l'équipage du *Saint-Pierre*; son commandant tomba malade et vingt-trois des « associés » moururent. Après son rétablissement, Benyowszky parvint à gagner la confiance de M. de Robien, un des directeurs de la Compagnie française des Indes, et obtint l'autorisation de passer à l'île de France, avec ses compagnons, sur *le Dauphin* et le *Laverdi*, navires de la Compagnie. M. de Saint-Hilaire, leur commandant, conçut quelques craintes quand il s'aperçut, en mer, que ses étranges passagers, malgré leurs promesses, continuaient à rester armés jusqu'aux dents. Il n'eut pourtant aucune sédition à réprimer, peut-être simplement parce qu'il poussa l'habileté jusqu'à faire montre de tant d'admiration à l'égard de Benyowszky que ce dernier, dès lors, se crut engagé d'honneur à maintenir l'ordre parmi ses compagnons.

Malheureusement pour notre aventurier, quand il débarqua à l'île de France, l'abbé Rochon, savant astronome et géographe, venait justement d'arriver. Quelques questions aussi précises qu'indiscrètes démontrèrent vite à ce dernier que Benyowszky n'entendait absolument rien à la navigation et qu'il ne savait même pas prendre une longitude; le noble hongrois se refusait d'ailleurs à donner la moindre indication sur la végétation ou les productions des îles qu'il assurait avoir reconnues. « Il se délivrait toujours des questions importunes en déclarant qu'il réservait pour la cour l'hommage de ses précieuses découvertes. »

Le 18 juillet 1772, Benyowszky aborda à Lorient.

« Grand et bien fait, dit un contemporain, il avait une figure ronde, un air martial, les yeux noirs et les cheveux d'un brun foncé, son nez était un peu gros et ses lèvres minces, il boitait des suites d'une blessure qu'il avait reçue en Pologne. »

La réception que l'on fit au « malheureux proscrit évadé » fut extraordinaire ; il devint la coqueluche des salons, et, malgré les avis venus de l'île de France, personne ne voulut mettre en doute la véracité de ses aventures.

Il offre alors au Gouvernement d'aller créer une colonie soit à Formose, soit à Madagascar ; et il inspire bientôt une telle confiance au ministre de la Marine qu'il obtient la mission d'aller fonder un établissement dans la France australe.

Les instructions que M. de Boygnes donna à Benyowszky (mars 1773), étaient à la fois très larges et très méticuleuses. On lui donnait carte blanche pour ses opérations, mais on limitait, par contre, étrangement ses moyens d'action. Il n'était point d'ailleurs question de conquérir Madagascar, mais de créer un simple poste de commerce, en n'employant vis-à-vis des indigènes « que la voie de la douceur et de la négociation... Ce sera ensuite à l'intelligence du chef de cette entreprise à étendre ses liaisons dans l'intérieur de l'île, pour ouvrir de nouvelles branches de traite ».

Benyowszky quitta la France avec un bataillon de volontaires, quelques ouvriers, 12 pièces de canon et tout un approvisionnement de marchandises.

L'histoire de notre héros à Madagascar n'est point facile à raconter impartialement. Bas aventurier pour

les uns, grande victime pour les autres, il semble que la vérité soit intermédiaire, et qu'on lui ait, par la suite, trop fait payer le succès de ses premières hâbleries. La seconde partie de ses Mémoires, pour être un peu moins mensongère, paraît certes encore grandement exagérée et fort sujette à caution ; mais on peut parfois en dire autant des rapports, toujours hostiles, du gouverneur et de l'intendant de l'île de France. Ce serait bien mal connaître le déplorable esprit administratif de nos colonies que de croire qu'une tentative de ce genre pouvait être secondée par des rivaux, alors surtout qu'elle gênait les petits profits illicites de nombreux trafiquants et faisait dépendre, pour ses approvisionnements, la vieille colonie d'un nouvel établissement. Maudave, précédemment, avait d'ailleurs fait la même lamentable expérience. Le rapport des commissaires envoyés de France pour inspecter le nouvel établissement, est plus intéressant à étudier, bien qu'il ne paraisse absolument concluant qu'en ce qui concerne les ventardises et la mauvaise gestion financière de Benyowszky.

Ce document constate qu'il y a beaucoup de malades, à Louisbourg, point de ville en formation, et peu de bâtiments construits ; il trouve que le commerce est nul, et déplore que les indigènes se soient éloignés de la côte pour se soustraire aux corvées imposées par le gouverneur. Tous ces faits pouvaient être rigoureusement exacts sans que, pour cela, Benyowzky en fut uniquement responsable, alors surtout que presqu'aucun secours ne lui avait été envoyé. Lui reprocher sans cesse sa lamentable situation marque, peut-être, dans certains cas, un peu trop de parti pris.

Les commissaires, d'ailleurs, pouvaient-ils donner raison à un étranger contre leurs collègues de l'île de France? Mais, s'ils constatent indubitablement le triste état de l'établissement, ils ne s'en prennent pas outre mesure à l'administration de Benyowszky.

« C'est un homme extraordinaire, disent-ils, échauffé comme par accès de l'envie de guerroyer et de faire usage de son sabre; il montre une force de tempérament et une trempe d'âme peu communes. » Benyowszky montra même pas mal de bon sens en leur déclarant « que si la cour ne voulait pas se déterminer à entretenir à Madagascar un corps de 600 hommes de troupe et dépenser 3 millions par an pour en faire une colonie, il fallait se dépêcher au plus vite de plier bagage » ! Si les commissaires certes donnent de bonnes raisons pour déconseiller le maintien de la colonie, Benyowzky, de son côté, en présente d'aussi sérieuses pour occuper l'île.

Après un assez long séjour à l'île de France, qu'il passa à se quereller avec l'intendant, Benyowszky débarqua, au mois de février 1774, dans la baie d'Antongil pour y fonder un établissement auquel il donna le nom de Louisbourg. Son ambition avait augmenté, et il ne cachait plus alors son intention « de former non seulement une colonie vaste et ample, aussi riche que formidable, plus encore un bouclier contre nos ennemis de l'Inde ».

Son principal tort fut de choisir une position éminemment stratégique, sans s'inquiéter si elle convenait également à un centre de colonisation. Cet emplacement se trouvait être très fiévreux, et, malgré quelques essais de desséchement de marais, la morta-

lité resta toujours considérable : le lieutenant-colonel du bataillon, Marin, brave officier des guerres du Canada, y mourut ainsi que son fils. Benyowszky voulut établir, dans l'intérieur des terres, un poste plus salubre, « la Plaine de Santé », mais la persévérance et l'argent lui manquèrent pour arriver à créer un établissement véritablement utile. Divers autres postes, notamment à Fénérife et à Foulepointe, furent également fondés par Benyowszky.

Nous ne suivrons pas notre aventurier au milieu de ses incessantes disputes avec les autorités de l'île de France, ni dans ses démêlés avec les indigènes. Ses victoires ou ses négociations avec les Malgaches, pour la plupart imaginaires, sont dénuées de tout intérêt. Benyowsky, d'ailleurs, se sent dès lors trop contrôlé pour pouvoir continuer à se livrer à ses habituelles envolées d'imagination.

A ceux qui lui ont reproché de n'avoir rien fait, on peut objecter que Lacombe, en 1820, et d'autres voyageurs, en 1863, déclarent avoir encore rencontré des vestiges de ses travaux. Quant à l'hostilité, si souvent reprochée, des indigènes à son égard, la fin de ce récit montrera qu'elle a dû être exagérée. Son plus grand tort, quelque peu excusable, semble d'avoir voulu contraindre les Malgaches à travailler ; c'était évidemment, quand on connaît ce peuple indolent, un fâcheux moyen de popularité, et, pour éviter qu'on continuât à troubler leur paresse, les indigènes renouvelèrent la tactique qui leur avait si bien réussi maintes fois, notamment avec Labigorne (voy. p. 90) : ils boycottèrent les établissements français jusqu'à ce que les commerçants de l'île de France aient

obtenu le rappel de celui auquel ils reprochaient d'être la cause de la diminution de leurs échanges.

Benyowszky, dans ses rapports, exagéra certes grandement les résultats obtenus ; mais, outre qu'il possédait toujours naturellement devant les yeux un fort verre grossissant, il pouvait peut-être plaider les circonstances atténuantes en montrant qu'il lui fallait vivre et réussir, et que, s'il avait dépeint le véritable état de la colonie, cet établissement, dont l'utilité aujourd'hui n'est plus à démontrer, aurait été aussitôt abandonné. Bien entendu, il n'entre point dans notre idée de le justifier du reproche mérité d'avoir expédié à Paris, comme exécutés, les plans détaillés de constructions, qui n'étaient jamais sorties de terre, mais avaient coûté 300 000 livres !

Dans une entreprise de ce genre, le courage et la ténacité ne suffisent point : il faut encore et surtout se montrer habile administrateur. Ce côté important du gouvernement ne pouvait, malheureusement, intéresser un homme uniquement d'action comme Benyowszky. Il s'en remit exclusivement, sur ce point, à ses commis, qui, plus tard, déclarèrent ingénument « qu'ils n'y entendaient rien ». Il y eut de nombreuses malversations : mais ce fut surtout le trésorier, ancien postillon, qui en profita.

Au mois de février 1776, une vieille femme du nom de Suzanne, à son retour de l'île de France, où elle avait été autrefois la compagne de captivité de la fille de Ramini, le dernier des grands chefs de Madagascar, affirma que Benyowszky était le fils de cette princesse. Un sorcier confirma ses dires, et la facilité avec laquelle le comte parlait le malgache

donna créance à cette fable, qui fut bientôt admise par un certain nombre de tribus.

Les commissaires envoyés de France arrivèrent sur ces entrefaites. Benyowszky se rendit compte immédiatement que leur rapport serait défavorable, et empêcherait l'envoi de nouveaux secours : aussi s'empressa-t-il de leur remettre sa démission, qui fut acceptée séance tenante.

Le lendemain du départ de MM. de Bellecombe et Chevreau, il reprit néanmoins le commandement, « uniquement, dans le but de pourvoir à la situation de l'île », et, d'après ses Mémoires, rassembla tous les chefs indigènes, le 10 octobre, dans un grand kabar où l'on ne but pas moins de douze barils d'eau-de-vie. Il est vrai qu'il estime à 50000 le nombre de ses convives !

Dans cette assemblée, il se donna comme le petit-fils de Ramini, et se fit proclamer sans peine *Ampansachabé*, autrement dit maître suprême de l'île. Les chefs proférèrent ce serment : « Tu es notre père et notre seigneur, nous voulons vivre sous tes lois. » Un acte solennel de cette cérémonie fut rédigé, en lettres latines, dans la langue du pays; puis le nouveau roi, institua un Conseil suprême formé de quatre Européens et de huit Indigènes, et un Conseil permanent de huit membres, dont six Malgaches. Il est vraiment regrettable d'avoir à constater que toute cette histoire est une pure invention.

Benyowszky s'embarqua ensuite pour l'Europe le 15 décembre 1776, après avoir promis à ses sujets de revenir aussitôt qu'il aurait placé son nouvel État sous la suzeraineté de la France, « ou de tout autre pays ».

Il ramenait avec lui sa femme et sa belle-sœur, qui l'avaient accompagné à Madagascar, comme aussi une belle Malgache qu'il avait épousée « à l'Africaine ».

A son arrivée en France, l'Ampansachabé chercha à faire reconnaître par la cour sa nouvelle dignité : toutefois il dut bientôt se convaincre que le duc d'Aiguillon et M. de Sartines paraissaient médiocrement disposés à son égard. « On le redoutait, on ne l'aimait pas, le succès seul pouvait soutenir son crédit. » On l'accusa même de malversation, mais, comme le rapport des commissaires n'était point encore arrivé, il parvint à se disculper, et reçut la croix de Saint-Louis et le grade de brigadier. Benyowszky ne retrouva pas non plus, dans les salons, la situation brillante qu'il avait conquise quatre ans auparavant : les Parisiens l'avaient oublié et ne s'intéressaient plus au Kamtchatka. Vers la fin de 1778, l'Ampansachabé se rendit à Vienne, où l'Empereur refusa l'offre de Madagascar, mais accepta ses services militaires contre la Prusse. L'année suivante, le Comte, car dès lors il prit ce titre, donna sa démission de colonel et alla monter à Fiume une maison de commerce qui périclita rapidement. Il se rendit un peu plus tard à Philadelphie, ensuite à Saint-Domingue puis, finalement, revint en France.

En 1783, Benyowszky s'embarqua pour Londres, avec le dessein de gagner la cour de Saint-James à ses projets de colonisation : mais, soit méfiance contre sa personne, soit indifférence, le gouvernement anglais refusa d'entendre ses propositions.

Le roi de Madagascar, renonçant alors à trouver un appui auprès des puissances européennes, résolut

d'agir pour son compte personnel. Mais, comme il lui fallait avant tout de l'argent, il fonda, sous le patronage de Franklin, une société de commerce pour l'exploitation des richesses de ses États. MM. Mac Dougall et de Magellan fournirent les premiers fonds; puis Benyowszky s'embarqua, au mois d'avril 1784, pour Baltimore, avec une cargaison de cent mille livres. Dans cette ville, après avoir recueilli de nouveaux fonds et obtenu le droit d'arborer le pavillon américain, notre héros fréta l'*Intrépide*, vaisseau de six cents tonneaux et de vingt canons, et fit voile pour Madagascar le 25 octobre.

La traversée fut d'abord marquée par de violentes disputes entre les associés, ensuite par une terrible disette résultant du refus de Benyowszky de toucher au Cap, par crainte sans doute de voir ses compagnons déserter en masse. Après une relâche à Sofala, sur la côte d'Afrique (mai 1785) le navire atteignit, le 7 juillet, près de Nossi-Bé, le littoral Nord-Ouest de Madagascar.

Benyowszky fit aussitôt débarquer les armes et les marchandises, puis envoya des messagers annoncer son arrivée à quelques chefs de ses amis, et l'un d'eux, nommé Lambouin, vint aussitôt lui apporter des vivres, Le chef des Sakalaves arriva également, un beau soir, à la tête d'un millier d'hommes, protesta d'excellentes dispositions, mais remit tout traité au lendemain. Que se passa-t-il alors? On ne le saura sans doute jamais. Ce qui est certain, c'est que, le 1er août, pendant la nuit, on aperçut du navire un grand incendie dans le camp de Benyowszky, et que, le lendemain, ne voyant plus personne sur le rivage, l'équipage de l'*Intrépide*,

croyant au massacre de son commandant, se hâta de faire voile vers Oibo, où le navire fut vendu pour le compte des assureurs.

Benyowszky n'était pourtant pas mort. Il avait sans doute, avant d'incendier son campement, mis en sûreté ses meilleures marchandises et n'avait brûlé le reste que pour liquider plus facilement le compte de ses associés. Il suivit les Sakalaves dans l'intérieur de l'île, puis alla se fixer sur la côte Est, à Anbohirafia, au fond de la baie d'Antongil et, sans tarder, pilla la factorie française.

« Benyowzky, dit une lettre de l'île de France arrivée à Paris à la fin d'août 1789, a offert à la Reine de l'épouser, mais en a essuyé un refus formel ; il a cherché à se faire ensuite des partisans parmi les noirs et en a gagné en effet, mais à force de présents ; en sorte que les fournitures lui ont bientôt manqué. Il a envoyé alors à la Palissade, qui est l'établissement français, un diplôme sur lequel il prend le titre de Roi ; il invite les écrivains, ouvriers et autres qui voudront s'attacher à lui, à se rendre dans sa bonne ville de Mauritanie, leur offrant les plus grands avantages.

« Le besoin l'a fait se rapprocher de notre établissement : il a pillé un magasin, mais a laissé un état des choses qu'il a trouvées, avec ordre à son trésorier de payer à quiconque justifiera de la propriété. Les fins politiques croient qu'on a envoyé à Mayeur l'ordre de le faire sagayer ou empoisonner, pour n'en rien craindre. »

Il est certain que son arrivée à Antongil fut considérée d'un fort mauvais œil par les autorités de l'île

de France, et qu'un conflit s'éleva bientôt entre Benyowszky et un commerçant en riz de Foulepointe. Une expédition partit contre lui, et le *Roi* fut tué le 23 mai 1786. Voici une première version de cet événement :

«... On avait pris le parti d'envoyer à cette île, dans la saison favorable, un bâtiment chargé d'un piquet de 25 hommes de troupes. Benyowszky, quand il a vu cette goélette, s'est flatté de s'en emparer, et c'est ce qu'il désirait depuis longtemps : il l'a donc laissé aborder ; mais son étonnement a été grand de trouver des soldats au lieu de matelots ; il y a eu un petit combat, dans lequel il a été tué. »

D'après une autre version plus vraisemblable, M. de Souillac, gouverneur de l'île de France, envoya, pour supprimer l'aventurier, le navire de guerre la *Louise* avec soixante hommes du régiment de Pondichéry, commandés par M. Larcher, et deux pièces de canon.

Les soldats arrivèrent, à travers des marais presque impraticables, à une sorte de fortin, entouré d'une palissade de neuf pieds de haut, sur laquelle flottait un drapeau bleu, semé de deux étoiles et d'un croissant blanc. C'est là que s'était réfugié Benyowszky.

« Témoins de leurs mouvements, dit Larcher, nous avancions en bon ordre, sans précipitation et sans tirer. A environ 250 toises du fort, nous vîmes M. de Benyowszky lui-même nous tirer un coup de canon : le boulet passa par-dessus nos têtes ; à 100 toises nous en essuyâmes un autre à mitraille ; à 60 toises un troisième dont les balles emportèrent le chapeau

d'un de mes soldats et cassèrent le fusil d'un autre; 4 espingoles tiraient en même temps et la mousqueterie était vive. Nous accélérâmes notre marche, pour nous mettre à l'abri de la mousqueterie derrière la grande maison, au pied de la hauteur sur laquelle était le fort. Aucun des soldats, attentifs au commandement, n'avait encore tiré : à couvert de la maison, nous formâmes deux pelotons pour l'assaut, et j'ordonnai de commencer le feu des deux côtés de la maison. Dans ce moment, j'observai que M. de Benyowszky venait de mettre le feu à une pièce, dont le coup n'était pas parti. Nous étions si près que ce coup nous aurait tué ou blessé la plus grande partie du détachement. Je crus l'instant décisif, j'ordonnai l'assaut et nous y montâmes. J'étais encore à quelques pas de la palissade extérieure, lorsque je vis M. de Benyowszky, armé d'un fusil, le tirer et le laisser tomber, en portant sa main gauche à sa poitrine et sa droite en avant de lui vers nous, faire ensuite quelques pas pour descendre de la batterie et tomber contre les pieux qui en soutenaient les madriers. Nous franchîmes la palissade et entrâmes dans le fort. En montant à la batterie, je passai près de M. de Benoywszky qui paraissait vouloir prononcer quelques mots inarticulés. J'avais des ordres à donner et ne pouvais m'arrêter dans ce moment. Je revins deux minutes après : il expirait. Une balle avait traversé sa poitrine de droite à gauche. Les noirs s'échappèrent par-dessus la palissade. »

Le baron d'Adelsheim et le chevalier de Brossard, ses deux aides de camp, n'opposèrent aucune résistance. Benyowszky fut la seule victime de cette

échauffourée ; son cadavre, traîné par les cheveux, resta trois jours sans sépulture : à la fin M. de Lassalle, un de ses anciens officiers, le fit enterrer et planta sur sa tombe deux palmiers, qu'on montrait encore il y a une trentaine d'années.

M. de Lacombe, en 1823, fut fort étonné de s'entendre interpeller, dans un petit village de l'intérieur, par une vieille femme malgache, qui lui demanda en excellent français comment se portait le roi Louis XVI. Elle lui apprit qu'elle était la veuve de Benyowszky, et l'avait suivi autrefois en Europe.

Ainsi périt misérablement, après un règne éphémère de contrebande, cet homme singulier. Son plus grand malheur consista à rouler toujours dans sa cervelle, de trop nombreux projets, sans posséder le moindre esprit de suite. La rébellion fut le trait dominant de son caractère ; deux siècles auparavant, il eût peut-être été un grand Conquistador : à la fin du XVIIIe siècle, on le traita de cerveau brûlé.

QUATRE PETITS ROIS DE MADAGASCAR

LA BIGORNE. CUDENEC. AVERY. BONNET

Ne quittons point Madagascar sans dire un mot d'un excellent caporal de la Compagnie des Indes nommé Filet, plus connu sous le sobriquet de La Bigorne, dont la mémoire fut longtemps vénérée par les indigènes de Sainte-Marie et des environs de Foulepointe.

Connaissant très bien la langue malgache, et excellent orateur dans un pays où la principale occupation est de palabrer, ce très pacifique soldat devint prince consort en épousant Bétie, reine de Sainte-Marie. Simple interprète auparavant, ce brillant mariage le fit nommer, en 1758, gérant des comptoirs de la Compagnie.

En 1762, contraint, malgré lui, d'infliger une leçon méritée aux bandes de son beau-frère, Dian-Haré, d'après les uns, Zanhare, suivant les autres, « il prit, dit l'abbé Rochon, la prudente précaution de ne jamais s'exposer au feu de l'ennemi, parce que sa perte aurait immanquablement entraîné celle des braves guerriers qui combattaient sous ses étendards ».

Zanhare se vengea de son vainqueur par une manœuvre habile, et quitta Foulepointe pour se retirer à Antongil. Les commerçants, fort alarmés de voir

leur commerce interrompu, obtinrent facilement en 1762 le rappel du gérant.

La Bigorne avait dû se livrer à de fructueuses opérations, car, à l'île de France, il acheta une propriété de 30 000 livres. L'ancien caporal revint à Madagascar en 1767, et se trouva quelque peu compromis dans les petits trafics indélicats du chef de traite Glemet. A partir de cette époque on ignore ce qu'il est devenu.

Plus tard, un autre de nos compatriotes devint, dit-on, roi d'une peuplade indéterminée de Madagascar. Jean-Baptiste Cudenec, natif de Saint-Malo, capitaine au long cours, après avoir commercé quelque temps à l'île de France, passa à Madagascar, vers 1815, pour cultiver le café et la canne à sucre.

Il apprit le malgache, ainsi qu'en témoigne son désir d'écrire un dictionnaire de cette langue, et devint si populaire que les indigènes, bientôt, l'appelèrent « le bon père » et le nommèrent leur chef.

Mais le trop grand amour qu'il avait inspiré à ses sujets devint sa perte : car, ayant eu la malencontreuse idée de leur annoncer son départ, ses fidèles partisans l'empoisonnèrent, pour conserver au moins sa dépouille. Ce fâcheux événement se produisit vers 1819.

Les Anglais peuvent également revendiquer un roitelet de Madagascar : le célèbre pirate John Avery.

Ce forban, né probablement à Plymouth, comman-

dant d'un navire de quarante-six canons monté par cent trente hommes d'équipage, vint, après avoir écumé les parages du Pérou, s'établir dans l'île de Périm pour mettre à rançon les bâtiments naviguant dans la mer Rouge. Il préleva, notamment dans les dernières années du XVIIe siècle, une taxe de 700 000 francs sur un vaisseau richement chargé, propriété particulière du Grand Mogol ; comme représailles, ce souverain emprisonna les commissaires de la Compagnie des Indes à Surate et interdit aux Anglais de commercer dans ses États. Avery n'attendit point que ses compatriotes vinssent le châtier : il passa prudemment aux Antilles, vendit son navire, retourna en Angleterre, vécut quelque temps à Bedford, puis mourut à Bristol ruiné par l'indélicatesse de quelques marchands de cette ville.

Il faut cependant ajouter que cette légende, sauf en ce qui concerne les actes de piraterie, reste douteuse ; les circonstances des séjours d'Avery à Madagascar sont encore moins bien établies.

Un ouvrage paru à Londres, en 1720, sous le nom d'Avery, nous donne bien quelques renseignements, mais ce livre, attribué souvent à De Foe, semble complètement apocryphe.

D'après cette relation, composée de soi-disant lettres du *Mock King* de Madagascar, Avery se serait établi, au mois de mars 1693, sur la côte Nord de l'île, à la suite d'un naufrage où il aurait perdu « le plus beau navire du monde ».

Ne possédant plus qu'un petit sloop, trop mal armé pour pouvoir attaquer les vaisseaux arrivant d'Europe, Avery aurait passé huit mois dans une

petite île où il aurait fondé un établissement, défendu par trois enceintes et un fossé ; ce temps écoulé, avec quelques compagnons, il aurait gagné les Antilles, puis serait revenu en Angleterre.

Après une absence de trois ans, le roi pirate serait retourné à Madagascar, et aurait trouvé son établissement considérablement accrû par la réunion de nombreux *Frères de la Côte*.

S'étant encore emparé de quelques précieuses captures, et « trop riche pour ne point redevenir honnête », il aurait alors pris le parti de regagner définitivement l'Europe.

Enfin, pour compléter ce bottillon de Rois, rappelons l'histoire du mystérieux Bonnet et de son héritage fantastique.

Pendant la Restauration, quelques journaux, jaloux sans doute de l'immense succès remporté par le *Constitutionnel* avec son célèbre serpent de mer, mirent en circulation l'histoire d'une succession fabuleuse de 75 000 000 de francs laissée par François-Claude Bonnet, « roi de Tintinge à Madagascar ».

Malgré de nombreuses recherches, il fut impossible de découvrir la trace de ce personnage dans les îles de l'Afrique du Sud ; mais ses héritiers présomptifs ne se découragèrent point, et déclarèrent alors que Bonnet devait être mort à la Guadeloupe... ou aux Indes.

Une nouvelle enquête demeura aussi vaine que la première ; et dès lors l'Administration encombra le *Moniteur* de communiqués, demandant à ce que l'on

ne l'importunât plus avec cet héritage chimérique.

La dernière note a paru dans le *Journal officiel* du 15 février 1891 :

« Le Sous-Secrétaire des Colonies ne cesse de recevoir des demandes réclamant la mise en possession de l'héritage considérable qu'aurait laissé un sieur Bonnet (Claude ou François) décédé soit à Madagascar, soit à la Guadeloupe, soit aux Indes.

« A différentes reprises, l'Administration coloniale a fait paraître des avis au *Journal officiel* pour prévenir les prétendus intéressés que cette succession n'existe dans aucune colonie française. Il est donc inutile d'adresser au Service colonial de nouvelles réclamations à ce sujet. »

CHAPITRE VI

LES SOLDATS DE FORTUNE AUX INDES

A partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle, les aventuriers de l'Europe se prirent à considérer le pays des Nababs comme un véritable Eldorado. Tous s'y précipitèrent, et les marins désertaient en masse sur les côtes de l'Hindoustan.

Dans un seul corps, au service des Mahrattes, nous comptons, sous les ordres d'un Savoyard, des officiers anglais, français et allemands, un Portugais, un Suisse et un Italien ! Jamais troupes mercenaires ne se composèrent d'éléments plus cosmopolites. Leur commune origine de déserteurs, du moins pour le plus grand nombre, et une même hâte de s'enrichir, formaient les seuls liens qui pussent les réunir.

Plus tard, vaincue par l'Angleterre, la France dut abandonner ses riches possessions de l'Inde : mais, en se retirant, elle laissa derrière elle nombre de hardis partisans, qui continuèrent à soutenir sa cause en servant les princes hindous contre leur commune ennemie.

Beaucoup d'entre eux amassèrent des fortunes prodigieuses ; quelques-uns parvinrent à acquérir une énorme puissance ; et la période de leurs véritables royautés forme la transition entre l'ère des gouvernements purement indigènes et l'époque de l'établissement définitif de la domination anglaise.

I

SOMBRE ET LA BÉGUM

Sombre [1], à vingt ans, quitta furtivement son navire à Pondichéry et s'engagea dans un régiment français, où ses camarades transformèrent le nom de Somers, qu'il avait pris, en un sobriquet sous lequel il fut, dès lors, connu.

Après un séjour de quelques années dans le Dékan, Sombre se rendit au Bengale et prit du service dans un bataillon suisse au service de la Compagnie des Indes. Au bout de dix jours, il s'enfuit, et entra comme sergent dans les troupes françaises de Chandernagor.

Peu de temps après, il déserta une quatrième fois, pour servir dans l'armée du Nabab du Bengale, où pendant plusieurs années, il resta simple soldat, habillé à l'indienne. En 1760, un petit prince le chargea de discipliner quelques troupes; mais, le sort des armes n'ayant point tourné en sa faveur, Sombre s'empressa d'abandonner son maître.

Un Arménien, premier ministre à la cour du Bengale, le fit alors entrer au service de son prince avec le commandement de deux bataillons. Le Nabab se trouvait en guerre contre les Anglais, et, malgré une vaillante défense, perdait les unes après les autres la plupart de ses forteresses. Il ne restait plus à l'infor-

[1] Sombre, appelé Somru par les indous, naquit à Strasbourg en 1720; son véritable nom était Walter Reinhard.

tuné Mir Cassim que Monghir et Patna, où se trouvaient prisonniers un certain nombre d'Anglais qu'il avait retenus comme otages. Le prince hindou fit alors prévenir le major Adam que, s'il poursuivait sa marche, il ferait mettre à mort sur-le-champ tous les Anglais en son pouvoir. Les prisonniers, dit-on, furent les premiers à écrire à leurs compatriotes de ne point s'embarrasser de cette menace, et de continuer la campagne.

Patna succomba, mais le Nabab tint sa parole et cent quarante-huit Anglais furent massacrés. Il est certain que Sombre présida à cette boucherie : mais il semble que son maître ne lui avait laissé que l'alternative ou d'exécuter ses ordres ou de subir pareil sort. Sombre jugea que la vie de quelques Anglais sans défense ne valait pas la sienne, et remplit son mandat, sans y ajouter toutefois les cruautés que souvent depuis on lui a reprochées.

Quand les troupes anglaises victorieuses s'avancèrent pour venger leurs infortunés compatriotes, Sombre avait déjà pris la précaution de passer chez le Nabab d'Oude avec ses bataillons, après s'être préalablement payé lui-même, avec usure, des sommes dont il se prétendait créancier.

Sombre ne put empêcher son nouveau souverain, complètement battu par les Anglais à Buxar, d'implorer la paix. Parmi les conditions qu'il imposait, Adam exigeait, avant tout, la remise de Sombre, mort ou vif; mais s'emparer d'un tel aventurier, au milieu de ses soldats, se trouvait une tâche d'autant plus difficile que, voyant sa vie menacée par le Nabab, Sombre stimula la fidélité de sa troupe en lui

laissant piller le harem de son prince et les trésors de Mir Cassim, qui était venu également se mettre sous sa protection.

Suffisamment lesté d'argent, notre héros s'empressa de passer au service d'un prince rohillas, puis peu après à celui du rajah de Bhartpur, près duquel il ne demeura, pareillement, que peu de temps.

Sombre, finalement, offrit son épée à l'empereur de Delhi, qui lui accorda, pour l'entretien de sa troupe, cent soixante mille francs par mois. Après avoir servi plus d'une douzaine de maîtres, il se fixa enfin jusqu'à sa mort près de ce prince.

Pour remercier son lieutenant de l'avoir débarrassé des exigences de son fils, l'Empereur lui accorda le jaghir (sorte de fief personnel) de Sardhana, situé à environ soixante-dix kilomètres au nord-est de Delhi.

Pendant les dernières années de sa vie, Sombre n'eut jamais de campagnes sérieuses à entreprendre. Il mourut à Agra, le 4 mai 1778.

Cet aventurier, complètement illettré, n'a jamais laissé voir de bien grandes capacités militaires. Sans grande ambition et simple de goût, il passe pour s'être montré surtout très avare. On raconte que, pour arriver à toucher leur solde, ses soldats se voyaient forcés de l'attacher tout nu sur un canon, jusqu'à ce qu'il les eût payés. Le capitaine Smith prétend que, sur le champ de bataille sa prudence confinait à la poltronnerie, mais reconnaît qu'il était passé maître dans l'art de diriger une retraite; « aussi, dit-il, Sombre n'a jamais pris ni perdu un canon ».

Mercenaire avide et sans talent, le nom de Sombre

ne mériterait que l'oubli, s'il ne se trouvait associé à celui de sa deuxième femme, la célèbre Bégum Somru.

Les uns prétendent qu'elle possédait dans les veines un peu de sang français, les autres la croient une danseuse originaire du Kachemyre. Quand Sombre l'épousa, à Sardhana, il se trouvait déjà marié à une musulmane ; mais dès lors, il délaissa complètement sa première femme, la mère du piteux Balthazar Sombre.

La deuxième épouse de Sombre, Zeiboul Nyssa, née en 1750, nous est dépeinte, au physique, petite, jolie et spirituelle ; l'histoire de sa vie la montre, au moral, aussi résolue que courageuse.

A la mort de son mari, pour conserver la possession du jaghir, elle résolut de garder ses troupes, et ses soldats, crainte d'être licenciés, se déclarèrent prêts à rester au service d'une femme dont ils connaissaient la bravoure. Les bataillons de Sombre continuèrent à tenir la campagne contre tous les princes refusant de payer impôt à l'Empereur.

En 1792, la Bégum eut à réprimer la rébellion d'un de ses officiers, Thomas, dont on verra plus loin l'histoire, et l'année suivante, épousa secrètement le commandant de sa petite armée, Le Vassoult. Elle se maria devant le père Gregorio en présence de deux officiers, Bernier et Saleur. Le Vassoult était un homme distingué, bon artilleur, mais trop fier et hautain pour gagner l'affection de ses soldats.

Un mémoire de Modave, publié par M. Barbé dans son étude sur Madec, nous donne de curieux renseignements sur un épisode très caractéristique de la vie de Le Vassoult.

« ... Je veux placer ici une anecdote qui fera voir que les manières des princes indous diffèrent beaucoup de nos usages. Parmi les Français venus au siège de Fez-Abad, il y en avait un ayant de l'esprit, des lumières et des talents, du nom de M. Le Vassoult. Nagef-Khan l'avait pris à son service, mais il n'en recevait aucun argent, quoiqu'il en eut bien besoin, et il voyait très bien qu'il n'avait rien à se procurer du Nabab. Il me parlait un jour de sa situation, et je lui dis : « Que ne cherchez-vous à entrer dans la ville ? On vous y ferait peut-être un bon parti. » Il approuva cette idée, mais il me représenta qu'il n'avait personne qui pût porter les premières paroles. Je fis appeler mon écrivain auquel je dis de faire pour M. Le Vassoult une lettre au bureau du Radjah par laquelle il lui offrait ses services pour défendre la place, en lui apprenant que Sudjah-Dowlah avait eu assez de confiance en lui pour lui confier la direction de son artillerie. Je fis porter cette lettre dans la ville par un de mes Alcaraz qui revint le lendemain avec la réponse du Divan par laquelle il marquait à M. Le Vassoult que le Radjah acceptait ses offres, qu'il n'avait qu'à lui faire savoir à quelle porte de la ville il se présenterait et qu'il lui enverrait alors le Paravana du Radjah pour la sûreté du traitement qu'on lui préparait.

« L'Alcara retourna dans la ville avec une nouvelle lettre de M. Le Vassoult dont l'objet était de faire savoir qu'il se présenterait tel jour à telle porte. Mon Alcara fut derechef envoyé par le Divan avec le Paravana du Radjah et beaucoup d'autres pièces ; mais cette fois il ne prit pas bien ses mesures et fut arrêté

par des cavaliers de l'armée qui le menèrent au Nabab. On lui prit toutes ses lettres et le Nabab, après les avoir lues, les donna à Madec pour qu'il les fît tenir à Le Vassoult, sans qu'il fût question d'un mot de plus sur une aventure qui, suivant nos lois, aurait eu de très mauvaises suites. Mais on croit aux Indes que les gens qu'on ne paie plus sont dispensés à bien des égards de la fidélité envers ceux qu'ils servent. »

Ce trait de mœurs explique l'extrême facilité avec laquelle les aventuriers militaires changeaient d'armée, et montre une fois de plus l'importance de l'argent dans les guerres entre Rajahs. Ce que les Anglais, faisant allusion aux guinées, appellent leur cavalerie de Saint-Georges, jouait sur les champs de bataille de l'Inde un rôle autrement important que celui de l'artillerie. Le général dont les émissaires se montraient les plus habiles, ou dont les caissons se trouvaient le mieux garnies, soudoyait les troupes de son adversaire et la victoire était acquise avant le commencement de l'action.

Le mariage de la Bégum fut loin d'être heureux : le caractère altier de son mari lui déplut autant qu'à ses soldats, et cette union se termina d'une façon tragique, en 1795.

A la suite d'une sérieuse rébellion parmi les troupes de la Bégum, Le Vassoult résolut de passer, avec sa femme, à Chandernagor; mais, en route, ils furent rattrapés par un détachement des révoltés. On prétend alors que la Bégum, après avoir fait jurer à son mari de ne pas lui survivre, simula un suicide en se blessant légèrement, et envoya ses femmes annoncer sa mort à Le Vassoult. Le pauvre capitaine demanda

à ce qu'on lui répétât une seconde fois la fâcheuse nouvelle, et, incontinent, se fit sauter galamment la cervelle.

La Bégum n'eut guère d'abord à se louer de la mort de son mari. Ramenée à Sardhana, elle assista à l'élévation de Balthazar Sombre, son beau-fils, qui la laissa attachée sept jours à l'affût d'un canon.

Georges Thomas, son ancien favori, puis son ennemi, se montra pour elle dans cette circonstance un libérateur providentiel. Il accourut à marches forcées à son premier appel, la délivra, s'empara de Sombre, qu'il envoya prisonnier à Delhi [1], et fit prêter aux rebelles un nouveau serment de fidélité à la veuve de Sombre. Saleur devint le chef des forces de la Bégum; ses troupes continuèrent à prendre part à de nombreuses expéditions, mais jamais ne se signalèrent par aucune action d'éclat. En 1803, deux seulement de ses bataillons combattirent contre les Anglais à Assaye, les autres restaient en réserve, ce qui permit à la Bégum de conclure une paix avantageuse avec les Anglais qui s'empressèrent, en échange de sa neutralité, de reconnaître sa principauté.

Dès lors, sa fortune s'accrut considérablement; tout en conservant son jaghir, qui prit avec le temps une valeur énorme, elle licencia peu à peu ses troupes. Pourtant, jusqu'à sa mort, elle conserva une petite armée de parade qui, en 1830, se trouvait commandée par l'Italien Reghebini. La Bégum aimait tant la guerre qu'à soixante-quinze ans elle alla, pour son

[1] B. Sombre mourut à Delhi probablement empoisonné. Sa mère lui survécut jusqu'en 1838.

plaisir, assister au siège de Bhartpur par les Anglais.

Quand elle mourut, en 1836, après avoir fait beaucoup de bien dans ses dernières années, elle laissa une fortune de près de 20 000 000 de francs, dont la plus

LA BEGUM SOMBRE

grande partie revint au colonel Dyce-Sombre, qui avait épousé la fille de Balthazar.

400 000 francs qu'elle donna au Pape et 1 000 000 à diverses églises catholiques lui valurent, à Rome, une magnifique oraison funèbre d'un jeune prêtre qui devait, plus tard, devenir le cardinal Wiseman.

Sous un vernis de civilisation, la Bégum conserva toujours quelques restes de la cruauté indienne. Un jour, deux de ses suivantes ayant mis le feu dans son palais d'Agra, elle les fit immédiatement enterrer vivantes, devant elle.

Le botaniste Jacquemont alla lui rendre visite en 1831. « J'eus, dit-il, l'honneur de trinquer avec elle. C'est une vieille d'une centaine d'années, cassée en deux, ratatinée comme un raisin sec, une sorte de momie ambulante, qui fait encore toutes ses affaires et écoute deux ou trois secrétaires à la fois. Il n'y a pas quatre ans qu'elle fit attacher à la bouche de ses canons quelques-uns de ses chétifs ministres, ex-courtisans disgraciés; ils furent tirés comme des boulets ».

La Begum ne quittait guère sa *Hourka*, sorte de pipe, et cette habitude scandalisait fort les Hindous.

LE COMTE DE BOIGNE

Généralissime des armées mahrattes.

II

LE COMTE DE BOIGNE

Benoît de Boigne, dont le véritable nom était La Borgne, naquit à Chambéry en 1751. A l'âge de dix-sept ans, il entra dans la brigade irlandaise, et tint, durant dix-huit mois, garnison à l'île de France. De retour en Europe, Boigne obtint son congé et alla s'engager à Paros, dans un régiment grec à la solde de la Russie, mais peu de temps après il tomba entre les mains des Turcs pendant l'attaque malheureuse de l'île de Ténédos.

On pense généralement qu'après sa mise en liberté il se rendit à Saint-Pétersbourg, où ses services lui valurent le grade de major. L'année suivante, se trouvant en garnison dans le sud de la Russie, Boigne se vit désigné pour commander l'escorte destinée à protéger lord Percy dans un voyage à travers l'Archipel. A Smyrne, le major rencontra des marchands revenant des Indes, et fut tellement ébloui par leurs récits qu'il se décida à partir immédiatement pour cette merveilleuse contrée.

Son intention consistait à gagner l'Indoustan par la Perse, mais les guerres qui désolaient ces régions contraignirent bientôt sa caravane à revenir à Alep. Boigne dut donc se résigner à accomplir le voyage par mer, et, après un naufrage près de Rosette, parvint à Madras au commencement de 1778.

La guerre régnait alors entre l'Angleterre et la France ; sa qualité d'ancien officier au service de notre nation ne parut point une bonne recommandation et il se vit, pour vivre, obligé de donner des leçons d'escrime. Faute de mieux, il finit par accepter un modeste poste d'enseigne au sixième régiment d'infanterie indigène.

Quand Tippo Sahib, en 1780, surprit et mit en pièces ce régiment, Boigne, fort heureusement pour lui, venait de quitter Gantur pour escorter un convoi. Il entra ensuite comme officier dans la garde du gouverneur de Madras; mais, sans espoir d'avancement, et en assez mauvais termes avec ses camarades, deux ans plus tard il prit le parti de quitter le service de la Compagnie.

Boigne reprit alors son ancien projet de traverser l'Afghanistan et la Perse, et résolut de retourner en Europe par la voie de terre. A Calcutta, où il commença par se rendre, le gouverneur Warren Hastings le reçut à merveille, grâce à la recommandation de lord Percy, et lui donna les moyens d'entreprendre ce périlleux voyage. Le côté financier de sa tentative se trouva assuré par des lettres d'introduction auprès des souverains indigènes, car l'usage régnait alors, dans les cours fastueuses de l'Inde, de donner de magnifiques présents aux voyageurs puissamment recommandés. Le Nabab d'Oude fit ainsi présent à Boigne d'un *Khiluit* d'une valeur de 35 000 francs.

Boigne alla de suite s'installer à Lucknow, dans le dessein d'apprendre l'arabe, et se lia, dans cette ville, avec le général Claude Martin [1].

[1] Le Lyonnais Martin ou Martine (1732-1800) passa, après la capitulation de Pondichéry, sous les drapeaux de la Compagnie des

Boigne gagna ensuite Agra, puis Delhi, mais, ayant commis la faute de se joindre à une ambassade anglaise, le vizir l'empêcha de parvenir jusqu'à l'Empereur et lui refusa net l'autorisation de continuer son voyage. Pour comble d'infortune, Madhadji Sindhia, un des chefs les plus puissants de la confédération marhatte, le prenant pour un espion, lui fit dérober ses bagages.

Ses effets, plus tard, lui furent restitués, mais le malheureux voyageur ne revit jamais ni son argent ni ses papiers. Dans ces conditions, plutôt que de revenir sur ses pas, Boigne offrit au Rana de Gohad, alors en guerre avec Sindhia, de lever une brigade de cinq bataillons. Cette proposition ne fut point acceptée par le Rana, qui comptait déjà à son service un millier de soldats organisés à l'européenne et commandés, depuis le départ de Madec, par Sangaster et Legge, cet extraordinaire aventurier qui, après avoir établi des fonderies de canons dans toute l'Inde et jusqu'à Kandahar, mourut en 1808 dans la peau d'un fakir fanatique. Boigne entra peu après au

Indes et organisa un corps de volontaires français dont il devint capitaine. A Lucknow, il lança les premières montgolfières qui montèrent dans le ciel des Indes ; cette expérience le fit remarquer du Nabab, qui l'attacha à sa personne. Son influence s'accrut tellement qu'il devint bientôt l'intermédiaire attitré entre la Compagnie et son souverain. Il fonda diverses compagnies de commerce et une banque de sûreté où, moyennant 12 p. 100 il gardait, pendant les guerres, les richesses des princes et des particuliers. Par des présents importants à la Compagnie, il conquit successivement ses grades, et mourut, à Lucknow, major général. Il s'était fait construire un palais et un mausolée fastueux, et laissa par testament quinze millions, dont plusieurs furent affectés aux pauvres, et aux villes de Lyon et de Calcutta pour construire des écoles, qui sont encore aujourd'hui appelées La Martinière

service du Rajah de Jaypur, mais les ennemis de Warren Hastings s'empressèrent de protester contre la conduite de son protégé, et le gouverneur se hâta de rappeler Boigne à Calcutta; la diligence que mit le nouveau général à répondre à la sommation des Anglais les convainquit de sa bonne foi, et ils l'autorisèrent à retourner prendre du service près des princes indigènes.

En 1784, Sindhia, le prince qui l'avait fait autrefois détrousser, l'attacha à sa personne; il s'était, dit-on, rendu compte de la valeur de Boigne en lisant une lettre que ce dernier avait écrite, justement, en vue d'être interceptée. Sindhia, auquel l'Empereur devait la conservation de Delhi, et qui, deux ans auparavant, avait contraint les Anglais à reconnaître l'indépendance des Mahrattes, songeait à reconquérir toutes les anciennes provinces de l'Empire et chargea son nouveau lieutenant d'organiser deux bataillons d'infanterie. En cinq mois, Boigne parvint à discipliner sa troupe et s'empara de Kalinjar, pendant que son prince, replaçant une fois de plus le pauvre Shah Allam sur son trône, devenait le véritable maître de l'Empire.

La situation prépondérante de Sindhia provoqua de violentes jalousies; et les Rajahs de Jaypur et de Johdpour entrèrent en campagne contre lui. Une partie de l'armée mahratte, commandée par Ismaël beg, passa à l'ennemi, et, sans la présence des soldats de Boigne, qui ne se laissèrent pas entamer, la retraite de Sindhia se fût transformée en désastre. Ce prince dut se réfugier à Gualior, pendant que les mécontents s'emparaient de Delhi et assiégeaient

Agra. A Bhartpur (avril 1788), Boigne, sauva encore l'honneur de la journée, en protégeant la retraite de la cavalerie mahratte en déroute.

Dès lors, le général savoisien ne connut plus que la victoire : le 18 juin, il bat complètement Ismaël beg près d'Agra, et, trois mois plus tard, marche contre Delhi et met en fuite Gholam Kadir, qui venait de crever les yeux au pauvre Empereur. Gholam, rattrapé par Loustauneau[1], fut supplicié d'une horrible façon.

Sindhia, pour la troisième fois, remit sur le trône impérial le malheureux aveugle Shah Allam et força Ismaël à déposer les armes. Cette intervention amena l'écroulement définitif du prestige de la puissance mogole et la confirmation, dans le haut Indoustan, de la suprématie incontestable des Mahrattes, à la tête desquels se trouvait Madhaji Sindhia.

Boigne, convaincu avec juste raison que, si son infanterie avait démontré sa supériorité sur la cavalerie indigène, elle ne se trouvait point toutefois assez nombreuse pour lui permettre de profiter utilement de ses victoires, demanda à porter à 10 000 hommes le nombre de ses soldats. Sindhia, craignant sans doute d'exciter la jalousie des généraux indiens, refusa, et laissa Boigne se démettre de ses fonctions, non sans l'avoir comblé des plus riches présents (1789).

[1] Loustauneau, s'empara du porte-manteau où Gholam Kadir avait caché les bijoux de l'Empereur et s'empressa, dès son retour à Delhi, de gagner l'Europe. Dans sa hâte, il oublia même de payer à ses soldats la solde qu'il venait de toucher. Nous retrouverons Loustonneau, plus tard, prophète attitré de la Reine de Palmyre. (Voy. page 195.)

L'homme de guerre se transforma, à Luknow, en paisible commerçant, et entreprit, avec Martin, un commerce fructueux de draps et d'indigo. Pourtant cette vie calme ne dura guère, car dès l'année suivante, Sindhia lui fit savoir qu'il acceptait ses anciennes propositions, et Boigne partit aussitôt. Pour l'aider à discipliner son armée, il prit comme lieutenants Pedron, Hessing, Frémont et Sutherland.

« Au bout de quelques mois[1], la brigade fut levée, habillée et armée. Elle consistait en treize bataillons, dont 10 d'infanterie régulière étaient habillés à l'instar des Cipayes et armés comme eux d'un mousquet à baïonnette. Les trois autres étaient composés d'Afghans, qui portaient l'uniforme persan, avec des fusils à mèche auxquels M. de Boigne ajouta la baïonnette. Cinq cents mewatis ou soldats irréguliers, destinés au service du camp, cinq cents hommes de cavalerie et soixante pièces de canon complétaient la brigade. Le tout formait une petite armée de douze mille hommes réunis sous le drapeau national du général qui l'avait créée, portant la croix blanche de Savoie. »

Pour lui permettre de subvenir à l'entretien de ses troupes, Boigne reçut successivement l'administration de plusieurs jaidads ou fiefs qui, à la suite de quelques années de bonne administration, finirent par produire un revenu de près de huit millions. Avec ses appointements, on peut estimer qu'à la fin de son séjour aux Indes le général possédait un revenu net de plus de six cent mille francs par an.

Mémoire sur le comte de Boigne. Chambéry, 1830.

La petite armée européanisée de Sindhia reçut le baptême du feu, le 21 juin 1790, devant la ville de Patan, où Ismaël Beg venait d'arborer le drapeau de la révolte. Bien que fort mal secondé par la cavalerie mahratte, Boigne parvint, avec sa brigade, à mettre en déroute une armée de 40 000 hommes. Cent sept canons, cinquante éléphants, de nombreux chameaux et tous les bagages de l'ennemi tombèrent en son pouvoir. Le lendemain, 10 000 hommes vinrent faire leur soumission, et trois jours après la ville de Patan était prise d'assaut, puis rasée.

Le 10 septembre suivant, à Myrta, Boigne se trouva en présence de l'armée des Radjhipoutes. Le succès de la bataille parut un moment compromis par suite d'un mouvement intempestif du capitaine Rohan qui permit aux ennemis de couper la brigade en deux; mais une rapide formation en carrés força bientôt la cavalerie radjhipoute à se retirer en désordre, pour éviter les volées de mitraille lancées par les deux ailes. Les ennemis abandonnèrent leur camp, et, le soir même, la ville de Myrta succombait dans un assaut. Cette victoire rapporta aux Mahrattes la province d'Adjmir, et une indemnité de guerre de 20 millions.

Quand la brigade revint à Agra, Sindhia, frappé de ses succès et pleinement convaincu de la supériorité de la discipline et de la tactique européennes, chargea son commandant de lever une seconde brigade, et, peu de temps après, une troisième. Ces trois corps eurent comme chefs Frémont, ancien officier français qui avait quitté Chandernagor pour ne point servir la révolution, Perron et Sutherland. Boigne

établit son camp à Coël, à soixante-quinze kilomètres au nord d'Agra.

En 1792, pendant l'absence de Sindhia, les brigades s'emparèrent d'Ismaël Beg à Kanound, et, malgré l'explosion fortuite de leur parc d'artillerie, mirent en déroute complète, à Lakari, l'armée d'Holkar, commandée par le chevalier du Drenec, dont le bataillon organisé à l'européenne opposa seule une résistance désespérée. Le Rajah de Jaypur, allié des rebelles, se vit contraint de payer une contribution de guerre de 30 millions.

A la suite de cette heureuse campagne, Boigne, véritable vice-roi du pays mahratte, généralissime de l'armée impériale, se trouva placé au comble des honneurs et de la puissance. Si tel avait été son désir, il lui eût été bien facile alors de se tailler quelque principauté à son choix ; mais, de même que Sindhia laissait sur le trône un Empereur nominal, de même Boigne préféra à quelque vain titre une puissance moins contestée.

Au mois de février 1794, Sindhia mourut, et son petit-neveu Daulat Rao Sindhia lui succéda paisiblement, grâce à la présence de la brigade de Perron.

La mort de Sindhia et une maladie assez grave déterminèrent Boigne à quitter les Indes. Dès qu'il se fut assuré que l'autorité de Daulat Rao paraissait partout bien établie, il pria ce prince de l'autoriser à retourner en Europe. Après plusieurs refus, le général finit par obtenir ce qu'il demandait, à condition toutefois de promettre de revenir dès que sa santé le lui permettrait.

Au mois de décembre 1795, Boigne dit adieu à ses

officiers et se rendit à Luknow pour liquider ses intérêts commerciaux. De là il gagna Calcutta, accompagné jusque dans cette ville de sa fidèle garde persane, qu'il céda moyennant neuf cent mille francs à la Compagnie.

En Angleterre, Boigne se maria avec Mlle d'Osmond, puis se retira en Savoie, où il mourut, en 1830, maréchal de camp. Par testament, il laissa des sommes importantes à la ville de Chambéry.

Aventureux, sans être aventurier, la grande force de Boigne résida dans la pondération de son caractère. Il suivit toujours un but dans la vie et se trouva satisfait dès qu'il l'eut atteint. Ordonné, patient, voire même méticuleux, il attendit patiemment le succès, sans jamais le compromettre par trop de précipitation. Aucun détail ne lui semblait infime ; il examinait un à un tous ses soldats avant de les engager. C'est par ces qualités, jointes à beaucoup de droiture et de courage, qu'il se montra digne de la haute situation jusqu'à laquelle il parvint à s'élever.

III

PERRON

Peu de temps avant le départ de Boigne, les Mahrattes envoyèrent au souverain d'Haïderabad un ultimatum, pour le sommer de leur payer sans délai un tribut dont la valeur, en s'accumulant, avait fini par s'élever à la somme de soixante-quinze millions.

Sur une réponse dédaigneuse d'Ali Khan, les Mahrattes résolurent d'envahir ses États, et Daulat Sindhia s'empressa de lever une armée formidable de 140 000 hommes. Boigne, souffrant et décidé à retourner en Europe, laissa le commandement de ses brigades à Perron, qui réunit également sous ses ordres le corps de Filoze et l'infanterie d'Holkar conduite par du Drenec.

Le 11 mars 1795, l'armée de Sindhia rencontra, près de Kardla, les troupes du Nizam, fortes de 110 000 hommes. Parmi elles se trouvait un corps d'élite de 17 000 soldats commandés par le général Raymond, dont on lira l'histoire un peu plus loin.

La cavalerie d'Ali Khan commença par enfoncer le centre de l'armée mahratte; mais, s'étant trop avancée, et se trouvant prise de flanc entre les deux ailes de Perron, elle dut se retirer en désordre, et disparut du champ de bataille. L'infanterie du Nizam tint bon, néanmoins, et la victoire restait indécise, quand Raymond se vit obligé de battre en retraite,

pour obéir aux injonctions formelles de son souverain.

La raison de cet ordre étrange provenait simplement de ce que les femmes d'Ali Khan, effrayées par le bruit du canon, avaient obtenu de leur seigneur et maître de rappeler Raymond, pour qu'il restât près d'elles afin de les protéger.

Rien pourtant ne semblait encore perdu pour le Soubah d'Haïderabad, quand une panique inexplicable se produisit, la nuit, parmi ses troupes, qui abandonnèrent leurs canons et se réfugièrent dans Kardla. Cette ville, dominée de toute part, ne se trouvait point en état de défense, et Ali Khan se vit forcé d'implorer la paix; il ne l'obtint qu'en payant 75 millions et en abandonnant une province.

Sindhia attribua ce succès assez facile à l'habileté de Perron, et donna au vainqueur de Kardla le commandement général de toutes les brigades (septembre 1795).

Perron, ou plutôt Pierre Cuiller, était né à Château-du-Loir en 1755. Orphelin de bonne heure, il essaya d'abord de se livrer au commerce, travailla ensuite dans une fonderie de canons, puis s'engagea dans un régiment en garnison à l'île de France. Notre compatriote se trouvait embarqué sur la flotte du bailli de Suffren, quand il déserta, en 1781, sur la côte de Malabar.

Peu de temps après, Perron entra dans le corps de Sangaster et resta chargé pendant deux ans d'organiser l'arsenal du Rana de Gohad. Dans cette ville il épousa Mlle Derridon[1].

[1] Mme Perron avait un frère, Louis Derridon, qui fut pris à la bataille d'Udjin, où il commandait un bataillon mahratte, et n'obtint sa liberté qu'après le paiement d'une rançon de cent mille francs. Le

Quand l'armée du Rana se trouva dissoute (1784), Perron entra, comme sergent-major, dans la troupe de Loustauneau, à la solde du Rajah de Bhartpur; mais ce corps se révolta et fut dispersé quand son chef prit la fuite, avec la solde de ses soldats.

Après un court séjour près de Rana Khan, Perron, complètement désargenté, s'efforçait en vain d'obtenir une place d'officier dans les bataillons de la Bégum, quand Boigne le choisit comme lieutenant, au moment de la formation de sa première brigade (1790).

Perron combattit vaillamment à Patan et à Myrta, et reçut la mission, après la campagne, d'administrer la province d'Adjmir. Il se trouva pour la première fois commander en chef en 1792, et ses débuts furent heureux : il battit Ismaël Beg et s'empara de la forteresse de Kanaound, où ce chef s'était réfugié avec la veuve de Nassaf Khan, qui fut tuée par un boulet, pendant qu'elle jouait aux échecs; Perron obtint de Sindhia la grâce d'Ismaël ainsi qu'il le lui avait promis. Durant ce siège une grenade, éclatant mal à propos, lui enleva une partie de la main. Cette brillante campagne lui valut le grade de major, et, un peu plus tard, le commandement de la seconde brigade.

Au lendemain de la bataille de Kardla et du départ de Boigne, Perron hérita du riche jaidad de son ancien général et d'une armée de 27 000 hommes, munie de 120 canons. A peine en fonction, il dut entreprendre le siège d'Agra et de Delhi ; la prise de

colonel Hessing, commandant de la cinquième brigade, était le beau-frère de Mme Perron.

ces deux villes mit entre ses mains la personne et la puissance de l'Empereur, et le rendit véritable maître de toute une région dont les revenus produisaient une somme de 25 millions.

Il transforma Coël en un immense camp retranché, et fortifia solidement la ville voisine d'Aligarh, où son magnifique palais existait encore il y a quelques années.

En 1800, Lakwa Doda entra chez les Radjipouths, pour lever l'impôt, avec les deux brigades de Pohlman et de du Drenec. Les troupes de ce dernier furent hachées en pièces, mais Pohlman parvint néanmoins à assurer le gain de la bataille; l'arrivée soudaine de Perron, qui revenait d'une campagne heureuse contre les Sikhs, contraignit le Rajah à demander la paix.

Il serait fastidieux de raconter toutes les petites guerres auxquelles prirent part les brigades de Perron; disons simplement qu'en 1801 il mit en déroute Lakwa Doda. Ce chef révolté fut blessé à Souanda, et toute son armée capturée. Perron traita avec honneur les officiers anglais de son adversaire, et les renvoya avec de riches présents; leur commandant, le général Bellassis, avait été tué pendant l'action.

Perron parvint alors au faîte de la puissance : ses caprices prenaient force de loi, le pauvre empereur Shah Allam ne semblait qu'un jouet entre ses mains, et Sindhia l'implorait plus qu'il ne le commandait. Perron battait monnaie, et ses revenus montaient à 40 millions; l'autorité du successeur de Boigne s'était accrue de toute la faiblesse de l'héritier de Madhaji Sindhia.

Mais, à partir de 1801, les idées et la conduite de Perron semblent se modifier : il rêve la création d'un grand empire indien, sous la protection de la France, envoie des émissaires à Bonaparte, et correspond avec tous les officiers français établis dans les petites cours de l'Inde.

Les querelles intestines entre princes hindous ne l'intéressent plus ; il ne répond même pas aux appels désespérés de Sindhia, et le laisse vaincre par les troupes d'Holkar. Une seule chose l'inquiète, ce sont les victoires remportées sur les Sikhs par George Thomas, qu'il déteste autant comme Anglais que comme son seul rival dangereux.

La lutte s'engagea bientôt entre ces deux soldats de fortune[1], et le sort des armes favorisa Perron.

Pendant ce duel entre Européens, Sutherland, avec la première brigade, parvenait à sauver la situation de Sindhia, et obtenait même à Indore un avantage marqué. Débarrassé de Thomas, et jaloux de voir l'influence de son lieutenant anglais grandir chez les Mahrattes, Perron se décida à rejoindre Sindhia, et se rendit à Unjain au mois de mars 1802.

Le Maharajah le reçut plus que froidement, resta plusieurs jours sans lui donner audience, et le fit attendre deux heures le jour de sa réception, pendant qu'il s'amusait à lancer des cerfs-volants.

Huit jours plus tard, un Durbar fut annoncé. Les Pathans, de concert avec Sindhia, avaient comploté d'assassiner Perron pendant cette cérémonie : mais le général se tenait sur ses gardes ; il arriva accom-

[1] Les détails de cette campagne se trouveront dans la notice sur Thomas.

pagné de trente Européens et de trois cents officiers indigènes qui n'étaient pas invités.

Sindhia observa que la suite de Perron lui semblait bien nombreuse, mais ce dernier fit la sourde oreille, et, sur un signe du Maharajah, les cinq cents Pathans se retirèrent, « en regardant les Français comme s'ils avaient voulu les manger ».

Perron, dit-on, — car cette entrevue se trouve racontée de diverses façons, — jeta son sabre aux pieds de Sindhia et lui demanda à être relevé de ses fonctions ; le prince, adoptant une nouvelle ligne de conduite, se leva aussitôt et alla embrasser Perron.

Un adroit présent de 500 000 francs acheva de rétablir le crédit du général, qui s'empressa d'envoyer Sutherland dans le sud et de faire arrêter Browning, sous prétexte de participation au complot. Quelque temps après, Sutherland ayant quitté sans permission sa brigade, Perron profita de la circonstance pour se priver de ses services. Browning, plus heureux, rentra en faveur, et devint le chef de la cinquième brigade. Le général retourna ensuite à son camp de Coël.

Au commencement d'octobre, Holkar, profitant du départ des brigades, attaqua l'armée de Sindhia, la défit complètement, et marcha sur Pounah, pour enlever au vaincu la situation prépondérante qu'il occupait près du Peswha.

La politique de ce prince, le plus haut dignitaire de l'Empire, mais aussi le plus faible, consistait à laisser Sindhia et Holkar se détruire réciproquement. Entre ces deux compétiteurs, la lutte s'engagea sous les murs de Pounah ; et l'armée mahratte, qui ne

comptait en dehors de sa cavalerie indigène, que quatre bataillons de la brigade de Pohlman, sous les ordres de Dawes, fut complètement mise en déroute (25 octobre 1802).

Cette bataille semble une des plus acharnées qui se soient livrées aux Indes : le major Harding commandant des troupes d'Holkar, fut tué ; sur les quatre officiers européens des Mahrattes, trois périrent et le troisième, Hanove, resta prisonnier. Les bataillons européanisés se défendirent héroïquement : mais, abandonnés par la cavalerie mahratte, ils succombèrent sous le nombre, après avoir perdu 2 000 hommes.

Le Peswha dut s'enfuir et, à la suite de nombreux pourparlers, finit par conclure le 31 décembre, avec la Compagnie, le traité de Bassein. Ce pacte le plaçait sous la protection de l'Angleterre, qui, en échange, lui fournissait une armée de 6 000 hommes et lui assurait la restitution de ses États. L'article XI stipulait le renvoi des armées mahrattes de tous les officiers appartenant à une nation en guerre avec l'Angleterre.

Le Peswha, grâce à l'aide des troupes du général Wellesley, rentra facilement à Pounah, que les partisans d'Holkar se hâtèrent d'abandonner.

Pendant le cours de ces événements, Perron demeurait paisiblement dans son camp de Coël, et, en réponse à toutes les demandes de secours de Sindhia, se borna à lui envoyer la brigade de Bourguien.

Perron expliquait son abstention par la nécessité de mettre à la raison le Rajah de Jaypur ; mais cette campagne, terminée presque avant d'avoir été commencée, n'était point la véritable raison de son inaction. En réalité, il craignait que, si le Peswha rentrait

en possession de ses États, grâce à l'aide de Sindhia, la puissance de ce dernier ne devînt trop grande. Seulement il ne se rendit pas compte que son double jeu jetait forcément le Peswha dans les bras de l'Angleterre qui, depuis des années, proposait à ce malheureux prince une armée en échange de l'abandon de sa souveraineté.

La seule excuse de Perron consiste en ce qu'il pensait recevoir de France, d'un moment à l'autre, des secours importants. Il connaissait le prochain départ du général Decaen, savait que Bonaparte devait lui envoyer une centaine de jeunes officiers, et pensait que, son armée, avec de telles recrues, n'aurait plus rien à craindre des Anglais.

Mais les renforts ne partirent point, ou n'atteignirent Pondichéry qu'en juin 1803, alors que les Anglais se trouvaient déjà en campagne ; les calculs politiques, la finasserie de Perron ne servirent qu'à hâter la catastrophe des Mahrattes, en donnant aux Anglais un excellent prétexte pour justifier leur intervention.

Quand Perron apprit le traité de Bassein, il jugea tout perdu, envoya sa démission à Sindhia et entra en négociation avec le général Lake pour gagner Calcutta avec un bataillon d'escorte. Le gouvernement anglais, se hâta de lui envoyer un passeport et de lui accorder tout ce qu'il demandait.

Cependant le traité de Bassein n'était point accepté par les chefs mahrattes, ni même par le Peswha qui l'avait signé. Un instant unis pour la première fois dans la même haine de l'Angleterre, le Peswha, Sindhia, Holkar et Ambaji résolurent d'envahir Oude et Hayderabad, dont les souverains acceptaient la protection

de la Compagnie. Sindhia supplia Perron de conserver son poste, et le général consentit à rester.

Aucun acte d'hostilité n'avait encore été engagé quand, le 8 août 1803, le résident britannique accrédité près de Sindhia, se retira à la suite du refus de ce prince de licencier ses troupes avant que les Anglais se fussent eux-mêmes retirés.

La guerre devenait inévitable, mais personne ne pouvait en deviner l'issue, quand la fourberie des Mahrattes provoqua leur perte ; alors que l'union se trouvait indispensable, Holkar se retira de la confédération, et Sindhia nomma général en chef de son armée Ambaji, l'ennemi mortel de Perron ! Au moment même où les princes indiens avaient le plus besoin du général français, ils ne l'informèrent ni de la rupture avec l'Angleterre, ni du plan de campagne qu'ils comptaient adopter.

Le 20 août, Perron qui venait de conseiller à Sindhia d'éviter la guerre, se trouva réduit à demander au général Lake si la marche de ses troupes indiquait le commencement des hostilités. Le général anglais lui répondit d'une façon dilatoire et lui proposa d'entamer des négociations ; il avait carte blanche de la Compagnie pour acheter Perron n'importe à quel prix, et lui faire abandonner son jaidad, « État français indépendant », comme l'écrivait Wellesley.

Perron, bien qu'il ne se fît plus aucune illusion sur l'issue de la guerre, répondit très dignement que, s'il avait désiré quitter son commandement en temps de paix, son devoir, comme général en chef des troupes de Sindhia, consistait, en cas de déclaration de guerre, à conserver son poste. Notre compatriote

ignorait encore son remplacement par Ambaji.

Les Anglais avaient fort bien choisi leur moment pour entrer en campagne : les brigades de du Drenec et de Browning se trouvaient en route pour le Dékan, et Perron ne possédait sous la main que la seconde et la troisième brigades, complètement désorganisées par suite du départ ou du renvoi de tous les officiers anglais.

L'armée du général Lake arriva sous les murs d'Aligarh le 29 août. Perron, peu au courant de la tactique européenne, montra une grande indécision pendant l'action, et son armée, mise en déroute, dut se retirer vers Agra. Aligarh, défendue par Pedron, succomba le 4 septembre, après avoir vaillamment résisté à deux assauts.

Sur ces entrefaites, Bourguien recevait d'Ambaji l'ordre de prendre le commandement des troupes ; cet incapable officier, qui devait sa fortune à Perron, souleva les brigades, malgré les efforts de Geslin, et, au lieu de combattre les Anglais, entreprit le siège de la forteresse de Delhi occupée par Drujeon, un compatriote de Boigne resté fidèle à Perron. Non content d'épuiser ses forces à cette lutte fratricide, Bourguien alla jusqu'à donner l'ordre de faire assassiner son ancien chef.

Perron, écœuré de la nomination d'Ambaji, de la conduite de Bourguien, et de la trahison de ses troupes, prit aussitôt le parti d'abandonner les Mahrattes. Il commença par distribuer à sa garde une centaine de mille francs pour s'assurer de sa fidélité, puis il se mit en route, et, le 8 septembre, atteignit les avant-postes anglais, où il fut reçu avec les plus grands honneurs.

Perron, accompagné de Fleurea et de son secrétaire Beckett, gagna Luknow, puis Calcutta. Les Anglais, délivrés de sa personne, soutinrent qu'il n'avait droit qu'à ses bagages, et confisquèrent son trésor d'Agra; Perron resta une année près de Chandernagor, et débarqua à Hambourg au mois de septembre 1805.

Bourrienne, qui résidait alors dans cette ville, raconte ainsi son arrivée : « ... Il vint me demander un passeport, et j'eus avec lui les conversations les plus amusantes sur ses aventures vraiment extraordinaires. Il me dit qu'il avait possédé plus de 50 millions, mais que, pour pouvoir s'embarquer dans un port des Indes Orientales, il avait été obligé de payer aux Anglais des sommes si considérables que cela lui avait coûté plus des trois quarts de ses richesses. Plusieurs de ses malles étaient remplies de magnifiques cachemires. Il eut la bonté de m'en offrir. Ses enfants, qui ne savaient pas un mot de français, portaient des colliers rivés et des bracelets d'or.....

« Quelques jours après l'arrivée du général Perron, arrriva aussi du Bengale M. Bourguien qui prit, comme lui, un passeport pour la France. Il était en guerre ouverte avec M. Perron. Ils professaient un profond mépris l'un pour l'autre, et s'accusaient tous deux de la ruine des Mahrattes; mais tous deux avaient fait une immense fortune. »

Perron se maria en France, et mourut en 1834, près de Montoire. De tous les soldats de fortune qui ont combattu aux Indes, il est sans contredit celui dont l'histoire semble la plus merveilleuse. De simple matelot déserteur, il parvint à une situation telle qu'il lançait des rescrits, en oubliant même de citer

le nom de l'Empereur. Lord Wellesley écrivait à son gouvernement : « Nous ne devons pas oublier que M. Perron est Français, et qu'il possède une autorité souveraine sur des provinces rapportant 50 millions de francs par an ; nous devons faire tout notre possible pour l'empêcher d'établir définitivement l'indépendance de *ses États.* »

Comptant sur l'appui de Bonaparte, Perron traita Sindhia un peu trop comme une quantité négligeable ; là fut sa grande faute politique, car il se trouva plus tard sans aucun appui. Il faut reconnaître également que le corps de ses officiers se montra, en général, d'une incapacité rare. Il donna la préférence à ses compatriotes, la plupart sans talent militaire et sans moralité, et trouva près d'eux moins de fidélité que parmi nombre d'Anglais ; Skinner, le futur commandant des célèbres Skinner's Horse, ne vint-il pas, après la défaite d'Aligarh, le supplier de le reprendre à son service ?

Quelques jours après le départ de Perron, Bourguien était en déroute, Lord Lake entrait à Delhi et de toutes les brigades de Perron seule la quatrième tenait encore la campagne; à Laswari, bien que son commandant, du Drenec, se fut rendu aux Anglais, elle combattit si vaillamment que les Anglais perdirent quarante officiers.

« Ce fut un bonheur pour Lake, écrivit Wellesley, qu'il n'y eut plus pour commander la brigade aucun officier français. »

IV

GEORGE THOMAS

Aussi extraordinaire peut-être semble l'histoire du simple matelot George Thomas[1]. Un officier anglais, son contemporain, a dit que sa devise aurait pu être : *Tout ou rien.* Ces trois mots résument en effet toute son existence.

Pauvre Irlandais, ne sachant même pas lire, seize ans après son arrivée aux Indes il s'était élevé au rang de prince indépendant, et sa puissance semblait si vaste que, sans grande folie, il pouvait songer à conquérir le Penjab avec ses simples troupes.

En 1782, Thomas déserte de son navire à Madras, et commence par vivre pendant cinq ans, Dieu seul peut savoir de quelle existence, au milieu des montagnes de la Karnatic, parmi les tribus à demi sauvages des Poligars. Il se rend ensuite à Haïderabad, où il sert quelques mois dans l'armée du Nizam, puis gagne Delhi, en 1787, après avoir accompli heureusement, malgré l'absence complète de protection ou de ressources, un périlleux voyage de plus de 1700 kilomètres.

Thomas s'engage alors dans le corps de la Bégum. La veuve de Sombre remarqua vite sa belle prestance, le nomma officier, et bientôt, complète-

[1] Né à Tipperary, en 1756.

ment séduite, le mit à la tête d'un de ses bataillons.

Au siège de Gokalgarth, il trouva l'occasion de se distinguer tout particulièrement en dégageant l'empereur, qui s'était laissé surprendre par une audacieuse sortie nocturne exécutée par les assiégés. En récompense de ce service, Thomas reçut de la Bégum l'administration civile et militaire d'un important jaidad. Il s'empressa d'en prendre possession, et repoussa victorieusement les Sikhs qui, depuis longtemps, avaient coutume de venir le piller périodiquement.

La Bégum réunissait alors une véritable petite cour, où l'élément français se trouvait prépondérant. Les officiers, jaloux de voir grandir l'influence du bel Irlandais, résolurent sa perte, et parvinrent à persuader leur maîtresse que Thomas complotait, à ses dépens, la création d'un État indépendant. L'insinuation paraissait pour le moins prématurée, mais Thomas, par sa conduite maladroite, sembla donner raison à ses accusateurs, et, au lieu de chercher à se justifier, préféra s'enfermer dans Tappal avec sa femme, ancienne esclave adoptée par la Bégum.

La forteresse où il s'était réfugié fut immédiatement investie, et l'attaque menée avec tant de vigueur, par tous les rivaux de Thomas, que la garnison se vit bientôt obligée de se rendre à discrétion. Contrairement à ses habitudes, la Bégum se montra généreuse envers l'infidèle, et se borna à confisquer ses biens (1792).

Aussi complètement dénué d'argent que de scrupules, Thomas prit vite son parti d'armer une petite bande de gens résolus, et de rançonner systématiquement les environs de Delhi. A la suite de quelques

pillages fructueux, il augmenta sa troupe, et finalement parvint à rassembler un corps de 250 cavaliers, à la tête duquel il entra au service d'Appa Kandi Rao.

Pour permettre à Thomas de lever un bataillon d'infanterie, ce prince lui accorda le jaidad de Tijara, avec d'autant plus de facilité que, jusqu'alors, il n'était jamais parvenu à en recouvrer les impôts. Le nouveau général partit aussitôt, avec 700 hommes, chercher quelques fonds dans sa nouvelle province; mais le manque absolu d'argent occasionna, en route, la révolte de ses soldats et le força de retourner à Delhi.

Après bien des difficultés, grâce à une avance de 32 000 francs, Thomas repartit, au mois de juin 1794, et saisit en chemin l'occasion d'aller piller les territoires de la Bégum.

Thomas vint ensuite camper devant sa bonne ville de Tijara; mais, pendant la nuit, les habitants sortirent sans bruit, pillèrent ses bagages et enlevèrent jusqu'à son cheval, attaché près de sa tente. Le lendemain, ce fut bien pire : ses fidèles sujets l'attaquèrent si vigoureusement que toutes ses troupes se débandèrent; grâce à la conservation d'un canon, il réussit néanmoins à battre en retraite, avec une centaine de soldats fidèles, puis à rallier 300 de ses partisans.

Thomas se trouvait dans une position fort critique, quand les habitants de Tijara, effrayés des pertes qu'ils avaient eux-mêmes subies, offrirent de se soumettre et de payer les impôts de l'année. La possession d'un bon centre d'opération lui permit alors de mener une campagne aussi hardie que rapide pour détruire les dernières résistances, et mettre à feu et

à sang les districts de son jaidad qui refusaient de payer tribut.

Pendant cette campagne, Appa se trouvait assiégé par ses troupes révoltées. Thomas, grâce à une marche forcée, parvint à le délivrer, battit les rebelles, et ramena le prince dans sa forte place de Kanaound. Cet important service valut au général la cession de l'opulente ville de Jhajjar, dont il se hata de s'emparer.

A peine délivré de la sédition de ses troupes, le malheureux Appa se mit en route pour aller présenter ses hommages à Lakwa Doda. Mal lui en prit, car ce chef, se souvenant que son visiteur devait aux Mahrattes quelques redevances en retard, s'empressa de l'emprisonner. Pour se libérer, Appa dut, au grand mécontentement de Thomas, abandonner la moitié du jaghir qu'il venait de lui donner.

Le général irlandais, toujours désargenté, passait son temps à faire rentrer les impôts pour arriver à payer ses soldats, qui se révoltaient infailliblement toutes les fois qu'il leur était dû plus de deux mois de solde. Thomas se montra le collecteur de taxes le plus admirable qu'aient jamais connu les Indes ; il avait, paraît-il, des moyens infaillibles, « aussi sommaires que rapides », probablement les mêmes que ceux dont parle Aumont, à propos de Madec, « qui donnent la fièvre de peur et le cours du ventre ».

Nous ne suivrons pas Thomas dans toutes ses marches et contremarches, ni dans ses démêlés avec Appa, qui chercha même à le faire assassiner. Signalons simplement le rôle important qu'il joua dans la prise de Sohalgarth, assiégé par la brigade de Boigne.

Il repoussa ensuite une invasion sikhe avec une telle rapidité que Lakwa Doda, émerveillé, le chargea d'enrôler un corps de 2 000 hommes pour défendre la frontière mahratte, et lui accorda en échange, pour l'entretien de sa troupe, le riche jaidad de Panipat et de Karnal.

Entre temps, Thomas avait volé au secours de la Bégum, déposée par son beau-fils. Grâce à une de ces marches précipitées dont il avait le secret, Thomas s'empara sans combat de Balthazar Sombre, et remit la Bégum en possession de Sardanah.

Peu de temps après, Appa se suicida et son successeur Vaman Rao, adversaire acharné de l'Irlandais, entreprit de le chasser de Jhajjar. Mal lui en prit d'abord, car ses forces ne se trouvaient point en état de se mesurer contre celles de Thomas ; mais, malheureusement pour ce dernier, en même temps qu'il avait à lutter contre son propre prince, il devait repousser les Sikhs, plus entreprenants que jamais, et tenir encore tête à Bapu Sindhia, qui, à la suite d'une histoire de sédition de troupe, venait également de se proclamer son ennemi.

Ce général hindou, à la tête d'une véritable coalition, attaqua Thomas sans parvenir à le vaincre; mais il réussit à ravager les territoires de Panipat et de Karnal. Au bout de peu de temps, Thomas ne posséda plus que Jhajjar, et une armée toujours en révolte, faute de ressources pour la payer.

L'aventurier irlandais, jugeant qu'il n'avait plus rien à gagner à servir les princes indiens, résolut de conclure la paix avec les Sikhs, et de ne plus dès lors s'occuper que de ses propres intérêts. N'étant plus chargé par

personne de recouvrer les impôts, il décida de continuer à les recueillir en son nom, sans se soucier aux dépens de qui. Dans le but de se procurer quelques ressources immédiates, Thomas partit aussitôt rançonner l'opulente cité d'Harichu, bien qu'il se trouvât en très bons termes avec son souverain, le Rajah de Jaypur. « Pendant qu'on m'apportait le tribut que j'avais exigé, nous dit Thomas, avec une naïveté inconsciente, la ville fut malheureusement incendiée et toutes ses richesses détruites. » Il purgea ensuite le pays de « quelques nids de bandits », qu'il pilla fructueusement.

Après ce hardi coup de main, Thomas, convaincu de l'impossibilité de conserver Jhajjar, prit le parti de mettre une contrée déserte entre ses ennemis et lui, et d'aller se tailler une principauté souveraine parmi les tribus encore indépendantes situées au nord-ouest de Delhi.

En quelques semaines, la ville d'Hariana fut prise, et les Sikhs rejetés au delà du Ghaggar. Thomas choisit aussitôt, pour établir sa capitale, la ville, complètement ruinée de Hansi.

Immédiatement, le nouveau prince se mit à reconstruire l'enceinte, creusa des citernes et fit si bien que la population, de quelques centaines d'habitants, passa rapidement à plus de 6.000.

« A Hansi, dit Thomas, je fabriquai mes propres roupies, qui circulaient dans mon armée et dans le pays. Comme j'avais pensé depuis longtemps à me rendre indépendant, j'avais toujours eu soin d'avoir près de moi des ouvriers de tous les métiers et des artificiers, pensant que mon autorité ne se maintien-

drait jamais que par la force. Je n'eus qu'à accroître leur nombre et arrivai à fondre moi-même mon artillerie et à fabriquer ma poudre et mes mousquets. Je me mis ainsi en état de me défendre ou d'attaquer, et, quand j'eus définitivement repoussé les Sikhs, j'attendis l'occasion d'entreprendre la conquête du Penjab. »

Vaman, chargé à cette époque de recouvrer, pour les Mahrattes, les contributions en retard du Rajah de Jaypur, sentit bien vite que cette tâche surpassait ses forces, et, moyennant une forte somme d'argent, s'acquit le concours de Thomas, toujours heureux d'aller ravager les territoires de Jaypur « qui jusque-là, dit-il, avaient toujours fourni à mes besoins ».

Thomas entra en campagne avec 2 000 hommes de troupes bien exercés, et un corps de cavalerie mahratte aussi nombreux qu'inutile. Le Rajah de Jaypur, Partag Sing, mit tout en œuvre pour se débarrasser de son sempiternel pillard, et parvint un jour à le placer dans une situation fort critique.

Thomas, coupé de sa ligne de retraite, aurait été infailliblement écrasé, s'il n'était parvenu à enlever Fatepuhr au premier assaut. Le lendemain, quand les troupes de Partag Sing arrivèrent, malgré la possession de la ville, ce fut à grand'peine que l'Irlandais parvint à les repousser. Que serait-il arrivé s'il s'était trouvé pris entre deux feux? Le combat continua plusieurs jours avec des fortunes diverses, mais se termina par la retraite de l'armée de Jaypur. Sans la précaution de Thomas de faire de nombreux abatis d'arbres, il eût, à plusieurs reprises, été enlevé par les charges désespérées de la cavalerie ennemie.

Les envahisseurs pourtant durent bientôt évacuer Fatepuhr, par crainte de la famine, et entreprendre une retraite précipitée, pendant laquelle ils eurent à souffrir terriblement du manque d'eau et d'escarmouches incessantes. Ses troupes commençaient même à se révolter, quand Thomas parvint heureusement à un puits que l'armée de Jaypur avait oublié de combler.

La paix conclue, Thomas retourna dans ses États en pillant les États du Rajah de Bikanir (avril 1799). Pendant le reste de l'année, il entreprit une nouvelle expédition contre les Sikhs, puis se mit, moyennant une somme de 125 000 francs par mois, au service d'Ambaji pour repousser Lakwa Dawda. Pendant cinq mois, Thomas tint la campagne, et finalement rejeta son ennemi au delà de Mewar. Après avoir pillé quelques villes et récolté une centaine de mille roupies, Thomas revint dans ses États ; chemin faisant, il massacra une bande de 700 *brigands*.

De retour à Hansi, au mois de juin 1800, le nouveau souverain se vit d'abord contraint de reconquérir une partie de ses États révoltés, puis se mit à réorganiser son armée et à rassembler de nombreux approvisionnements.

L'année suivante, Thomas, à la suite d'une visite d'un résident anglais, songea de nouveau sérieusement à reprendre ses projets de conquérir les bouches de l'Indus. « Il projetait alors, dit le rédacteur de ses *Mémoires*, d'effectuer cette campagne au moyen d'une flottille construite à Firozpur, sur les bords de la Sutledj. Son intention était ensuite de descendre cette rivière, avec son armée, et d'établir des postes dans

toutes les contrées qu'il parviendrait à soumettre sur sa route. Plus tard, il se serait tourné contre le Penjab, qu'il espérait conquérir en deux campagnes, et dont les ressources et les richesses extraordinaires lui auraient procuré une énorme puissance. »

On peut traiter de présomptueux ce rêve grandiose, car les armées anglaises, pour le réaliser plus tard, durent s'y reprendre à trois reprises. Thomas, dont le caractère ne souffrait pas l'inaction, n'avait, il est vrai, pas le choix dans l'entreprise de ses conquêtes : au nord et au sud se trouvaient les Sikhs et le Rajah de Jaypur, ses ennemis mortels, à l'est les Mahrattes et Perron, toujours disposés à s'allier avec n'importe lequel de ses adversaires.

Afin d'éviter cette coalition, Thomas demanda au gouverneur général anglais d'obtenir la neutralité de Perron, pendant qu'il marcherait vers l'Indus. « En faisant cette campagne, écrivait-il, je n'ai en vue que d'être utile à mon Roi et à mon pays, et je serais désolé que mes conquêtes viennent à tomber un jour entre les mains des Mahrattes. » Le marquis de Wellesley se borna à lui répondre qu'il se trouvait, lui-même, trop occupé pour pouvoir lui venir en aide.

En 1801, néanmoins, Thomas s'avança vers l'est et s'empara de Bhat et de Belad, dont la garnison fut passée au fil de l'épée. Sur ces entrefaites, un événement favorable vint servir ses projets : Rai Elias, prince de Loudiana, dont la puissance se trouvait menacée par un faux prophète sikh, l'appela à son secours. Thomas n'eut aucune peine à mettre l'usurpateur en déroute; mais, au moment où il campait

enfin sur les bords de la Sutledj, le manque de munitions et la menace d'une invasion de ses États par les Mahrattes le forcèrent à battre en retraite. En route il dévasta de nombreux territoires, et revint à Hansi chargé d'un riche butin. Peu de temps après, à la suite de quelques avantages sur les Sikhs, Thomas leur imposa un traité par lequel ils le reconnaissaient pour leur « Dictateur », et s'engageaient à lui payer la somme de 300 000 francs.

Nous arrivons maintenant au point culminant de la fortune de l'ancien matelot. Daulat Sindhia et Perron, jaloux depuis longtemps de ses succès, commencèrent à prendre sérieusement ombrage de la puissance de cet aventurier anglais, dont la proximité de Delhi leur paraissait une menace, et dont l'armée, par sa férocité et ses instincts de brigandage, encouragés par son chef, constituait un véritable danger public.

Perron, avant de recourir à la force, chercha d'abord à éloigner son rival en l'envoyant dans le Dékan, avec le grade de colonel, et un traitement de 150000 francs par mois, pour l'entretien de sa troupe : mais Thomas refusa d'autant plus hautainement de servir sous les ordres d'un Français, qu'on ne voulait lui laisser, comme possession personnelle, que Hansi.

Thomas en cette occasion montra trop de présomption en sa puissance, et surtout beaucoup de confiance dans quelques alliances nouées péniblement avec divers princes indigènes.

Perron, qui se jugeait en mesure de régler par les armes son différend avec Thomas ; s'empressa aussitôt d'entrer en campagne contre l'Irlandais.

Il envoya contre lui, Bourguien avec le 3e bataillon, 60 canons, et 6 000 cavaliers sikhs. Après avoir pris Jhajjar et laissé Smith faire le siège régulier de Georgegarh, le lieutenant de Perron se mit à la poursuite de Thomas, mais ce dernier l'entraîna habilement au loin, pendant qu'il revenait, à marches forcées au secours de sa forteresse.

Malheureusement pour lui, quand Thomas parvint sous les murs de Georgegarh, le gros de ses troupes n'avait pu le suivre, et ses forces ne lui permirent pas d'empêcher Smith de se retirer en bon ordre. L'arrière-garde des Sikhs s'empara même de plusieurs canons, que la trop grande prudence de Smith empêcha de conserver (27 septembre).

Le lendemain, Bourguien arriva à son tour, et, sans laisser à ses troupes le temps de se reposer, les lança à l'assaut. L'attaque ne réussit point; et l'avantage se dessinait nettement en faveur de Thomas, quand son fidèle lieutenant Hopkins fut tué. Cette mort découragea sa troupe, et força les assiégés à rentrer dans la place.

Pendant l'action, les troupes de Thomas perdirent 1 000 hommes, les assaillants le double. Nul doute que si, dès le lendemain, le général anglais avait résolument attaqué l'incapable Bourguien, il n'eût remporté un succès complet et pris toute son artillerie; mais, au lieu de combattre, Thomas, pendant quinze jours, noya son chagrin de la perte d'Hopkins dans des flots de whisky. Confiant dans la prochaine arrivée des secours que lui avait promis Lakwa Dawda, au lieu de prendre l'offensive ou de se retirer sur Hansi, il se borna à se fortifier dans une très médiocre posi-

tion. Ce manque de décision provoqua sa perte.

Quand l'eau et les vivres commencèrent à manquer, quand il apprit que ses troupes parlaient de déserter, Thomas revint à lui, et reprit le commandement à un lieutenant incapable ; mais il était trop tard : Pedron, commandant de la quatrième brigade, venait d'arriver avec des renforts importants, et investissait complètement la ville.

Tout semble conspirer, dès lors, contre Thomas ; un convoi de vivres, envoyé par Vaman, est intercepté, et une sortie de nuit échoue lamentablement, par suite d'une trahison. Les troupes de Thomas, gagnées par l'argent de Pedron, désertent en masse, se révoltent, ou mettent le feu aux magasins. Le 11 novembre, Thomas se trouve réduit à la résolution désespérée de forcer, de nuit, la ligne du blocus. Ses troupes sont arrêtées, mais il réussit à s'échapper, avec quelques hommes, et parvient à Hansi, après avoir parcouru 170 kilomètres en moins de vingt-quatre heures.

Pedron entra le lendemain dans Georgegarh, et envoya Bourguien à la poursuite du fugitif.

Il ne restait plus à Hansi que deux canons. Aussi les ouvrages avancés furent-ils bientôt enlevés, et les murailles escaladées par trois colonnes d'assaut. Pendant toute une journée, on se battit désespérément dans les rues de la ville : mais, le soir, Thomas dut se renfermer dans la citadelle (12 décembre). Bourguien employa alors le procédé qui avait si bien réussi à Pedron et, par l'offre d'une haute paye, provoqua la désertion de la moitié de la garnison.

La situation de Thomas devint rapidement intenable. Enfin il dut se rendre, le 20 décembre, obtenant des

conditions fort douces, grâce à l'intervention des nombreux officiers anglais de la brigade de Pedron.

Le soir de la capitulation, un dîner, qui réunissait les vainqueurs et les vaincus, faillit tourner au tragique : Thomas, complètement ivre, voulut couper la gorge à Bourguien, à propos d'un toast maladroit et trancha d'un coup de sabre le bras d'une sentinelle, qui lui demandait le mot d'ordre.

Le 29 décembre 1701, il quitta Hansi, avec sa femme, et se rendit à Bénarès, où il dicta ses mémoires au colonel Francklin. George Thomas s'apprêtait à retourner en Irlande quand il mourut, à Berhampore, le 22 août 1802. Un de ses fils s'engagea comme officier dans la troupe de la Bégum.

Thomas, jusqu'au jour où il se laissa abrutir par l'alcool, se montra un soldat remarquable. Il avait d'instinct le sens de la tactique, et exécuta toujours fort habilement les raids foudroyants qui démoralisaient ses adversaires. Par son intrépidité, par sa présence aux endroits les plus exposés, il savait merveilleusement raffermir le courage de ses soldats.

Et il n'y a pas jusqu'à son manque de respect par trop complet de la propriété d'autrui, jusqu'à ses procédés souvent barbares vis-à-vis des vaincus qui ne paraissent quelque peu compensés par une grande fidélité à tenir ses engagements, et une certaine générosité de caractère.

V

RAYMOND

Un soldat de fortune, a dit un humoriste, est celui qui n'en a point. Raymond et Allard sont surtout des *officiers de fortune*, qui achevèrent leur carrière près des princes indiens ; pourtant il nous semblerait injuste de ne point consacrer quelques pages à ces vaillants soldats, toujours plus soucieux d'accroître l'influence de la France que de ménager leur fortune particulière.

François de Raymond [1], major de l'armée française, commença par servir quelque temps dans l'armée d'Hayder Ali, sultan de Mysore, puis alla, vers 1785, se fixer près d'Ali Khan, Soubah du Dékan.

Chef, d'abord, d'une simple troupe d'un millier de soldats, Raymond parvint à gagner si complètement la confiance de son souverain, qu'il compta bientôt sous ses ordres un corps de 25 000 hommes. Son armée marchait sous le drapeau français, et les uniformes de ses soldats portaient brodé un bonnet phrygien.

[1] Né à Sérignac, près d'Auch, en 1755, Joachim-Marie de Raymond passa dans l'Inde avec l'intention d'y faire du négoce ; mais son caractère aventureux le poussa à s'engager en 1777 dans le corps de Lally. Sa conduite brillante lui fit gagner rapidement ses grades et, au bout de sept ans, il était devenu major. En 1791, les commissaires français, envoyés dans l'Inde, lui accordèrent le brevet de général.

Raymond réussit à implanter si solidement l'influence française à la cour d'Haïderabad qu'il décida Ali à conclure une alliance, contre les Anglais, avec Tippo-Sahib, le nouveau sultan de Mysore. Cette convention devait être scellée par le mariage de la fille de Nizam Ali avec Tippo Sahib, à condition que la France enverrait 5000 hommes pour chasser les Anglais de la péninsule. Ce programme, habilement conçu, échoua piteusement par suite du manque d'initiative des commissaires civils français, qui n'osèrent prendre aucune initiative. Se retranchant derrière leur manque d'instructions, ils dissuadèrent même le gouverneur de l'île de France, M. de Chermont, d'envoyer des secours à Raymond. La prise de Seringapatam, l'écroulement de la puissance de Tippo, la chute de Pondichéry, vinrent anéantir tous ses projets.

Malgré l'écrasement de la France, Raymond conserva un grand prestige près du Soubah : mais cette influence, toute personnelle, ne put dès lors contrebalancer les menées du grand-vizir, complètement dévoué aux Anglais. Les intrigues britanniques réussirent même à faire reconnaître, comme héritier présomptif, le gendre du Soubah, au préjudice de son propre fils, Ali-Behader, qui ne cachait point ses sympathies pour les Français.

Raymond, d'accord avec le prince déshérité, proposa alors à Tippo Sabib de passer, avec ses troupes, dans le Mysore, pour reconquérir, à la mort du Soubah, le royaume d'Haïderabad.

Malheureusement Tippo refusa cette offre, à l'instigation de son vizir, qui lui fit craindre habilement que la présence dans ses États d'une armée aussi redou-

table ne devînt rapidement un véritable danger pour sa puissance. Tippo Sahib ne se rendit pas compte que Raymond n'en voulait qu'à leurs ennemis communs, et ne consentit à prendre à son service qu'un régiment de 4000 hommes. Cette transaction, qui aurait sans doute retardé l'envahissement du Mysore par les Anglais, ne parvint même pas à être menée à bonne fin.

Sur ces entrefaites, les Mahrattes réclamèrent à Ali Khan les revenus de certaines provinces, dont ils avaient été déclarés suzerains par le traité qui privait Tippo de la moitié de ses États. Le Soubah, confiant dans sa puissance, refusa tout arrangement, et s'avança contre les envahisseurs avec une armée formidable, dont l'avant-garde se trouvait formée par les troupes de Raymond. Nous ne reviendrons pas sur le récit de la bataille de Kardla, gagnée par Perron; rappelons simplement que Raymond ne peut être rendu responsable de cette défaite, et qu'au contraire, grâce à sa vaillante troupe, il parvint à sauver l'armée d'une déroute complète.

Quelque mois plus tard, Ali Behader demanda à son père le gouvernement d'un important district, et, sur son refus, quitta la cour pour vivre en derviche. Il fomenta bientôt une formidable révolte, et fit appel à l'armée, qu'il savait lui être très dévouée. Placé entre son souverain Nizam-Ali et son ami Behader, la situation de Raymond se trouvait très délicate ; il n'hésita cependant point entre son devoir et ses affections, mit en déroute les rebelles, et s'empara de leur chef.

Malgré la promesse de Raymond de lui obtenir son pardon, le malheureux Behader, inconsolable de

sa défaite, s'empoisonna sans vouloir attendre la décision de son père.

En recevant Raymond, à son retour, Ali s'écria : « Voilà les roses de mon armée ! Raymond m'a sauvé de mes ennemis, tandis que mon propre sang et tous les musulmans m'avaient abandonné ! » Et il lui conféra le titre de Moulouk, ou prince du sang.

L'influence de Raymond redevint alors très grande à la cour d'Haïderabad. Malheureusement il mourut peu de temps après, le 6 mars 1798, probablement empoisonné.

Raymond possédait à cette époque l'administration absolue de huit riches districts. Ses revenus et ses appointements, à charge d'entretenir ses troupes, montaient à environ 5 millions.

Notre compatriote se montra toujours excellent diplomate, bon administrateur, brave et loyal. Trois mois avant sa mort, il écrivit à Filoze, qui s'était emparé par trahison de Mana Farnavis, premier ministre du Peswa, *en dépit des droits de l'homme*, qu'il le priait, pour le bon renom des Européens, de le remettre en liberté. « Si en agissant ainsi vous perdez votre crédit près de Sindhia, je vous donnerai un jaghir, et des appointements supérieurs aux vôtres d'un quart. »

Son successeur Piron, républicain farouche qui fit broder sur les épaulettes de ses officiers les mots : *Liberté et Constitution*, et envoya à Perron un bonnet phrygien, était malheureusement un homme incapable. Sans aucune diplomatie, il donna bientôt

aux Anglais de nombreux prétextes pour intervenir, et sa dureté occasionna la révolte de ses troupes.

Quand le colonel Roberts s'avança pour disperser « l'armée française devenue un véritable danger pour l'Angleterre », Piron et ses officiers, assiégés par leurs propres soldats, s'estimèrent fort heureux de gagner, sains et saufs, les lignes anglaises (22 octobre 1798).

« Pas un coup de fusil, dit un officier anglais, ne fut tiré, pas une goutte de sang ne fut répandue. Douze mille hommes furent dispersés en quelques heures, et, avant le coucher du soleil, les cantonnements et les approvisionnements étaient en notre pouvoir. Le célèbre corps français d'Haïderabad avait vécu ! »

Quand on voit la rapidité avec laquelle l'Angleterre sut profiter de la mort de Raymond, on peut supposer que sa mort fut quelque peu hâtée. Son armée ne lui survécut que sept mois.

VI

ALLARD

En 1815, le capitaine Allard [1] se trouvait aide de camp de Brune quand cet infortuné maréchal fut massacré à Avignon.

Il donna alors sa démission, passa d'abord en Égypte puis à la cour du Shah de Perse, qui le nomma colonel sans troupes. Lassé bientôt de cette position trop honorifique, il gagna Caboul; dans cette ville il entendit parler des vastes projets de Rhungeet Singh, roi de Lahore, et s'empressa de se rendre auprès de sa personne.

On lui donna d'abord quelques hommes à discipliner, puis une centaine, qui devinrent par la suite d'excellents instructeurs. Reçu d'abord avec quelque défiance, il vit bientôt sa compagnie devenir régiment, division, et finalement une armée de 40 000 hommes.

Allard disciplina à la française son armée, où tous les commandements se faisaient en français. Le drapeau tricolore était son drapeau. « Les Sykhs, dit le voyageur Jacquemont, sont de bonnes gens qui n'y entendent pas finesse. Ringet sait seulement que c'était le drapeau de Bonaparte, auquel il aime à se persuader qu'il ressemble. »

[1] Né à Saint-Tropez en 1755, Jean-François Allard s'engagea fort jeune, se vit nommé, à vingt-trois ans, officier aux chevau-légers du Roi d'Espagne et, un peu plus tard, lieutenant dans la garde impériale.

Rhungeet avait réuni en royaume les districts d'une multitude de petits princes pillards et indépendants. Dès qu'il eut organisé cette formidable armée, toujours sur le pied de guerre, ses vassaux lui témoignèrent le plus grand respect, et Allard n'eut jamais l'occasion d'entreprendre de longues campagnes. Le roi de Lahore n'hésitait pourtant point à partir en guerre pour s'emparer d'un riche diamant ou d'un bel étalon. Les chevaux et les bijoux semblaient ses seules préoccupations.

Allard, prince et généralissime, se trouvait incontestablement, après le roi, le premier personnage du royaume. Il fonda même l'ordre du Gouron govind singh, avec ruban orange et rouge, afin de récompenser le courage de ses soldats.

Le général, qui s'était marié avec une princesse indienne, voulut rentrer en France pour l'éducation de ses enfants, mais il n'obtint la permission de partir qu'après avoir juré de revenir sans tarder.

Allard fut très bien reçu par Louis-Philippe, qui le nomma officier de la Légion d'honneur et Chargé d'affaires au Lahore; la reine accepta d'être la marraine de sa femme.

Le généralissime repartit en 1836, et son arrivée fut d'autant plus fêtée que le Roi avait parié, avec ses courtisans, des sommes énormes que son favori reviendrait. Rhungeet n'était pas toujours heureux dans ses paris : il en perdit un important avec le général Ventura, qui lui enleva, dans son palais, une esclave dont il se croyait adoré.

Allard mourut à Lahore en 1839. Ventura, un ancien officier de la grande armée, son premier lieu-

tenant, lui succéda, avec le Napolitain Avitabile pour second. « Ce que l'on peut dire de mieux en faveur du général Avitabile, dit Leppel Griffin, c'est qu'il a été placé là, non pour gouverner des hommes, mais pour dompter des animaux... Malheureusement il agit comme un sauvage chez des sauvages ; cependant c'est un officier brave, actif et intelligent. » Court, un ancien élève de l'École polytechnique, complétait cet état major.

VII

VICTOR D'OLIVIER ET LOUIS D'ORGONI

La presqu'île indo-chinoise, longtemps mal connue et moins riche que les Indes, reçut peu de visites de hardis aventuriers. Pourtant elle en a compté quelques-unes.

En 1787, profitant de ce que la *Méduse*, commandée par le comte de Kersaint, ramenait aux Indes le fils du Roi du Cambodge, venu pour supplier Louis XVI de l'aider à rétablir son père sur le trône, Victor d'Olivier[1] s'embarqua comme aspirant.

Pendant la traversée, il résolut, avec quelques compagnons, d'abandonner le navire, dès qu'ils seraient arrivés à Pondichéry, et de gagner ensuite la Cochinchine. Ils mirent leur projet à exécution et se rendirent à Saïgon, où le Roi vit leur arrivée avec la plus grande satisfaction. Il les chargea de suite d'organiser son armée à l'européenne, et d'Olivier, qui avait fait des études pour entrer dans le corps du génie, s'empressa de construire de solides fortifications et d'établir une fonderie de canons.

Ses travaux parurent si merveilleux que Ngayen Ahn le nomma, en 1791, généralissime de son armée avec le droit de porter le nom de Oangthoum Tin (J'inspire confiance). D'Olivier parvint, en peu de

[1] Victor Cyriaque d'Olivier de Puimanel, né à Carpentras en 1768.

temps, à reconquérir toutes les provinces perdues par son souverain; mais la jalousie des hauts dignitaires de la cour et les intrigues d'émissaires anglais le forcèrent, malgré l'appui qu'il rencontra près de l'évêque Pigneau de Béhaine, à se démettre de ses fonctions en 1795.

Le Roi ne se montra point ingrat à son égard et lui fit présent d'un bâtiment bien armé et richement chargé, qui lui permit de commercer fructueusement à Macao et dans les mers de Chine. Il possédait déjà une grande fortune quand il mourut, vers 1799, dans l'île de San Yago, près de Malaca. Pour reconnaître les services qu'il avait rendus aux missionnaires, le Pape l'avait décoré de l'ordre du Christ.

Un peu au nord du Cambodge, en Birmanie, un autre de nos compatriotes a joué également un rôle politique considérable.

D'Orgoni [1], d'abord orfèvre, entra dans les gardes du corps de Charles X. Fort compromis, lors de l'équipée de la duchesse de Berry en Vendée, il se hâta de passer en Portugal, et prit du service dans l'armée de Dom Miguel. Il se distingua en plusieurs rencontres, fut décoré sur le champ de bataille, et nommé capitaine. Plus tard, il se joignit à Don Carlos dans ses tentatives malheureuses pour conquérir la couronne d'Espagne, et reçut, pendant cette campagne, une grave blessure.

Après l'échec définitif des Carlistes, d'Orgoni rentra

[1] Son véritable nom était Louis-Charles Girodon. Il naquit à Vendôme au mois de mai 1811.

en France et se maria, en 1836, avec Mlle Bouvet de Lozier fille d'un ancien gouverneur de l'île Bourbon. Les intérêts de sa femme l'appelèrent dans cette île, mais, bientôt, dégoûté de la vie de planteur, il entreprit de visiter toute l'Amérique du Sud, depuis Caracas jusqu'à l'Argentine.

Il revint à Bourbon très malade, mais nullement découragé des aventures. En 1850, une occasion favorable, se présenta de partir et il s'empressa de la saisir.

L'Empereur de Birmanie venait d'abdiquer en faveur d'un de ses frères, admirateur de la civilisation européenne; et le nouveau prince, qui avait eu déjà l'occasion d'apprécier d'Orgoni, lui demanda de venir s'installer à sa cour.

Grâce à son habileté, l'ancien orfèvre devint successivement secrétaire d'État, principal ministre, et généralissime ; comme Grand Soleil d'or, il avait même droit à l'ombrelle de soie bleue, réservée aux princes du sang.

Le général d'Orgoni poussa son maître à envoyer à Paris une ambassade extraordinaire. (Il n'en était point venu en France depuis Louis XIV.) Malgré tous les efforts et le mauvais vouloir de la Compagnie des Indes, les envoyés se mirent en route, et furent présentés à Napoléon III au mois d'octobre 1856.

Reçus avec de grands honneurs, ils revinrent dans leur pays avec une sorte de traité d'amitié ; Orgoni les avait accompagnés, et retourna avec eux en Birmanie.

Notre compatriote, malgré sa mauvaise santé, con-

tinua à s'employer activement au développement de l'influence française à Rangoun, et chercha, par tous les moyens possibles, à régénérer l'empire birman, et à civiliser et rendre actifs ses indolents habitants.

La mort, malheureusement, vint l'arrêter, en 1865, dans cette mission moralisatrice. Avant la guerre néfaste de 1870, la France songeait à s'agrandir du côté de la Birmanie, où elle possédait alors, grâce à d'Orgoni, une très grande influence.

CHAPITRE VII

JOHN ADAMS

LE PATRIACHE DE L'ILE PITCAIRN

En l'année 1787, le gouvernement anglais résolut de tenter, dans ses possessions des Antilles, l'acclimatation de l'arbre à pain et de quelques autres plantes, originaires des archipels de l'Océanie. Pour réaliser ce programme, le lieutenant William Bligh reçut l'ordre de se rendre à Tahiti avec la *Bounty*, bâtiment de quarante-cinq tonneaux, armé de dix canons et monté par quarante-six hommes d'équipage. La traversée du navire de Gibraltar aux Antipodes fut heureuse, et la *Bounty* arriva sans incident à Papeete, après une navigation de près de onze mois.

A Tahiti, les Anglais furent admirablement reçus par les indigènes, et Bligh accomplit aisément sa mission. Au bout de cinq mois, toutes les graines et plantes se trouvaient réunies, et le capitaine donna l'ordre, le 4 avril 1789, de mettre à la voile pour le Chili.

La première partie du voyage de la *Bounty* venait de s'achever heureusement et rien alors ne pouvait indiquer le drame qui allait bientôt avoir pour scène le pont de ce navire.

L'équipage ne paraissait pas plus mauvais qu'un autre : mais il détestait son capitaine, non sans quelques raisons d'ailleurs, car Bligh se trouvait doué d'une nature tyrannique agrémentée d'un caractère épouvantable. Les punitions qu'il distribuait à tout propos, et la discipline abusive qu'il imposait, parurent encore plus dures aux matelots après le repos dont ils avaient joui à Tahiti, pendant les longues absences à terre du commandant.

Abhorré de ses hommes, Bligh était également exécré de ses officiers. Le 27 avril, il eut avec eux, à propos de la disparition d'une noix de coco, une violente dispute, qu'il envenima, suivant son habitude, au point de les exaspérer complètement. Le lendemain, le capitaine s'en prit au maître d'équipage Christian Fletcher, à qui il avait prêté quelque argent; le soir, poussé à bout, ce dernier résolut de gagner, au moyen d'un radeau, l'île Tofoa, de l'archipel des Amis. Il réfléchissait à la façon de s'y prendre pour assembler quelques planches, à l'insu du capitaine, quand un jeune enseigne, au courant de son dessein, lui fit remarquer qu'au lieu de s'exposer à une mort certaine il ferait bien mieux de s'emparer du navire. L'idée plut à Fletcher; mais, en homme décidé à tout risquer, il commença par lester ses poches de lingots de plomb, pour être sûr de se noyer au cas où sa dernière ressource consisterait à se jeter à la mer.

Sans perdre de temps, il se mit ensuite à sonder les dispositions de ses compagnons : la crainte des conséquences d'un échec commença par effrayer les matelots; mais Fletcher parvint à entraîner un marin fort influent, appelé Quintal, et la majorité de l'équi-

page se laissa décider à se révolter contre le capitaine. Une quinzaine de matelots, cependant, ne voulurent pas prendre parti, mais promirent de rester tranquillement dans leurs hamacs pendant le coup de main.

Fletcher ne laissa pas à ses camarades le temps de changer d'idée, et, sans perdre une minute, ligotta le capitaine et mit des sentinelles devant les cabines du second et des autres officiers.

Un simple matelot, du nom d'Alexandre Smith, le futur patriarche de l'île Pitcairn, qui primitivement n'avait pas voulu se joindre aux mutins, se ravisa, après leur succès, et se chargea de garder Bligh. Il est curieux de constater qu'à part le capitaine, personne n'opposa la moindre résistance ; les officiers, même ceux qui demeuraient fidèles, étaient tous tellement écœurés du service, qu'ils ne tentèrent rien pour défendre leur chef.

Au petit jour, le capitaine, le second, le chirurgien, trois officiers, le botaniste, le charpentier, l'agent comptable, et dix matelots, furent embarqués dans une simple chaloupe non pontée, de huit mètres de long. On ne leur donna pour armes que quatre coutelas, et comme provisions que cent cinquante livres de biscuit et quelques quartiers de porc. Heywood, un des officiers, se vit contraint malgré lui de rester avec les révoltés ; l'armurier et le second charpentier furent également retenus de force.

Au moment où le canot partait en dérive, Bligh conjura encore une fois Fletcher de se repentir ; mais le maître d'équipage lui cria : « Vos prières viennent trop tard ; voici vingt-cinq jours que je me crois

en enfer; je ne puis plus mener une pareille vie. Tout le monde, du reste, est ici témoin que j'ai été traité comme un chien pendant tout le voyage. »

La petite embarcation semblait vouée à une perte certaine; abandonnée presque sans vivres, au milieu d'un océan immense et d'une mer souvent déchaînée, elle arriva pourtant, avec son équipage au complet, dans l'île de Timour. En moins de trois mois, elle avait parcouru 3 618 milles, trouvant sans cesse à se ravitailler auprès des populations des nombreuses îles où elle abordait.

Le 14 mars 1890, l'équipage débarqua en Angleterre; mais sept hommes moururent de maladie pendant cette dernière partie du voyage.

Dès que la chaloupe du capitaine eut disparu à l'horizon, les révoltés tinrent conseil, et décidèrent de retourner à Tahiti. Mais les vents se montrèrent si peu favorables, qu'au bout de quelques jours la *Bounty* dut mettre le cap sur Toubouai. Les révoltés voulurent s'y installer; mais ils durent se rembarquer bientôt, devant l'hostilité des indigènes. Fletcher et ses compagnons cinglèrent alors vers Tahiti, pour en ramener des interprètes capables de faire comprendre aux habitants de Toubouai le caractère pacifique de leurs projets.

A Tahiti, les marins de la *Bounty* reçurent un excellent accueil. Pour enlever tout soupçon aux naturels, les marins leur racontèrent que Bligh ayant débarqué, avec l'autre moitié de l'équipage, dans une île merveilleusement fertile, les envoyait pour se procurer du bétail vivant et ramener quelques insulaires de bonne volonté.

Cette histoire obtint un plein succès, et les habitants fournirent aux Anglais tout ce dont ils pouvaient avoir besoin ; ils leur donnèrent même la seule vache et l'unique taureau de l'île ; et quelques indigènes consentirent à les accompagner. Alors la *Bounty* retourna à Toubouai : mais cette seconde tentative ne réussit pas mieux que la première. Les naturels se montrèrent de nouveau tellement hostiles que les marins, en fin de compte durent revenir à Tahiti.

Reçus avec les mêmes preuves d'amitié qu'à leur précédente visite, le plus grand nombre des Anglais se décida à rester dans l'île ; mais huit d'entre eux, dont Fletcher et Smith, estimant qu'ils ne pouvaient rester longtemps en sûreté dans ces parages, résolurent de se diriger vers quelque île inhabitée, pour s'y cacher et éviter le châtiment de leur crime.

Après un partage équitable, avec leurs camarades restant à terre, de tous les ustensiles et des provisions, ils partirent sur la *Bounty*.

Avant de lever l'ancre, ils invitèrent à leur bord un certain nombre de femmes indigènes, sous prétexte de fêter leur départ, puis ils coupèrent les câbles et les emmenèrent, en même temps que quelques Tahitiens de bonne volonté.

Pour éviter d'avoir un peu plus tard à revenir chronologiquement en arrière, voyons, avant de suivre les pérégrinations de la *Bounty*, le sort des Anglais restés à Tahiti.

Dès que l'Amirauté connut ce qui s'était passé, elle se hâta d'envoyer la *Pandora* à la poursuite des coupables. Son commandant, Edwards, s'empara facile-

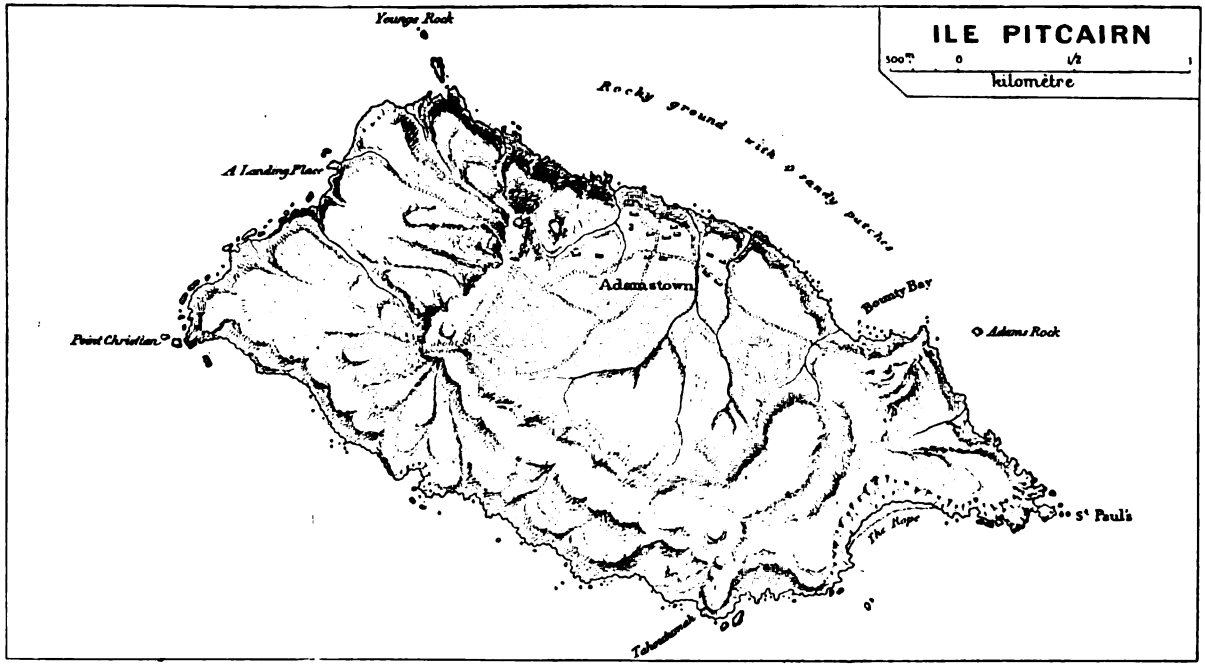
ment des dix-huit mutins restés à Tahiti, et les fit enchaîner dans une cage de onze pieds de long. Il explora ensuite un grand nombre d'îles, dans l'espoir de découvrir la *Bounty* ; puis, devant l'inutilité de toutes ses recherches, il finit par prendre le parti de revenir en Angleterre. Dans le détroit d'Endeavour, la *Pandora* fit côte, le navire se brisa, et, sans l'humanité de l'armurier, qui donna la liberté aux prisonniers, l'équipage aurait abandonné l'épave sans s'occuper de ces malheurs ; plusieurs d'entre eux se noyèrent, néanmoins.

Après bien des vicissitudes, quand les naufragés arrivèrent à Portsmouth, leur procès commença, et trois des coupables furent pendus. Heywood, dont l'innocence semblait probable, obtint sa grâce, continua à servir dans la marine royale[1] et mourut capitaine de vaisseau.

Bligh, après divers commandements, devint gouverneur de la Nouvelle-Galles du Sud; mais son caractère violent ameuta contre lui la colonie, et ses administrés l'embarquèrent de force pour l'Angleterre. Malgré l'antipathie qu'il sut toujours inspirer, il mourut vice-amiral.

Le gouvernement britannique envoya plusieurs autres expéditions à la recherche de l'équipage de la *Bounty*, mais aucune ne réussit. Le hasard seul permit de découvrir le lieu de sa retraite. En 1808, Folger, capitaine d'un navire américain, passant en vue d'une île qu'il ne parvenait pas à identifier, prit le parti d'y débarquer, et fut fort étonné d'y rencontrer

[1] La grâce alors, en Angleterre, avait le même effet qu'une amnistie.


ILE PITCAIRN
500m 0 1/2 1
kilomètre
Younge Rock
Rocky ground with sandy patches
A Landing Place
Adamstown
Bounty Bay
Adams Rock
Point Christian
St Paul's
The Rope
Tahuntamah

trente-cinq habitants de sang mêlé, gouvernés par Smith, l'ancien matelot révolté. A son retour à Valparaiso, il raconta sa découverte ; mais sa relation passa alors inaperçue.

La principale cause qui avait, jusque-là, empêché de retrouver la trace de la *Bounty*, était que le lieu d'asile de son équipage, l'île Pitcairn, se trouvait, en réalité, à 3 degrés de latitude de l'endroit où elle était alors figurée sur les cartes. Cook, pour ce motif, n'avait pu la visiter « ... Le 1er août 1773, dit-il, nous étions au milieu du parage qu'assigne le capitaine Carteret à l'île Pitcairn, qu'il découvrit en 1767 ; nous la cherchâmes donc, mais sans rien apercevoir... » Quand, le 17 septembre 1814, Sir Thomas Stainer et le capitaine Pipon, commandants des frégates *Briton* et *Tagus*, aperçurent cette île, dans une traversée des Marquises à Valparaiso, ils crurent d'abord découvrir une île nouvelle, et s'empressèrent d'y aborder. Ils demeurèrent non moins surpris que Folger de trouver cet îlot peuplé par une tribu parlant correctement l'anglais et lisant la Bible.

L'île Pitcairn ne présente, par elle-même, aucune importance : c'est un rocher sans port, ne mesurant pas 10 kilomètres de tour, émergeant brusquement de l'océan, et défendu par d'immenses falaises. Malgré la faible étendue de cet îlot, son point culminant atteint une altitude de près de 400 mètres ; aussi ne peut-on pénétrer sur ce roc que par une étroite fissure.

Revenons maintenant aux aventures des marins de la *Bounty* quand ils eurent quitté Tahiti. Après une navigation de quelques semaines à la recherche d'une

île à la fois fertile, isolée, et déserte, les révoltés aperçurent, par hasard, Pitcairn. Ils trouvèrent cette terre à leur goût, non seulement par suite de sa position avantageuse en cas d'attaque, mais encore à cause des végétaux comestibles et des nombreux porcs qu'on y rencontrait. Les voyageurs mouillèrent, au nord, dans une petite crique, qui fut appelée Bounty-Bay, débarquèrent tout ce qui pouvait leur servir, démolirent la superstructure du navire, puis, le 23 janvier 1790, mirent le feu à l'épave, de peur qu'elle ne permît un jour de découvrir leur retraite.

Les révoltés employèrent les voiles du vaisseau à la construction de tentes, et à la confection de vêtements.

L'île se trouvait déserte, malgré quelques images grossièrement sculptées sur des rochers. Les nouveaux colons s'empressèrent de construire un village, dans un endroit bien masqué de la vue du large par un rideau d'arbres à pain. Staines, trouva les maisons petites, mais régulières, commodes, et propres.

Dans tous leurs travaux, bien qu'ils se fussent partagés l'île par portions égales à l'exclusion des Tahitiens, les Anglais se firent aider par les indigènes, leurs soi-disant amis, bientôt réduits à l'état de véritables esclaves.

« La patience est souvent regardée comme lâcheté ; aussi abusa-t-on de nouveau de celle des Tahitiens, et les poussa-t-on à la vengeance. Au moment où la colonie naissante semblait jouir d'une certaine prospérité, bien au-dessus même de ses espérances, Williams, ayant eu, deux mois après le débarquement, le malheur de perdre sa femme, tombée dans un précipice

en cherchant des nids d'oiseaux, exigea qu'on lui remplaçât sa compagne, et menaça, en cas de refus, de quitter l'île sur le canot de la *Bounty*. »

Ses camarades, comprenant la nécessité de conserver leur armurier, forcèrent le Tahitien Talalon à lui abandonner sa femme. Indignés de ce procédé, les Polynésiens se concertèrent pour massacrer leurs oppresseurs ; mais les Anglais furent prévenus à temps par les femmes, mises imprudemment dans le secret; elles leur donnèrent l'éveil en chantant : « *Pourquoi, homme noir, aiguiser ta hache? ce ne peut-être que pour tuer un homme blanc.* »

Les naturels, une fois découverts, n'obtinrent leur pardon, qu'au prix du meurtre des deux principaux meneurs. Ohon, l'adversaire le plus acharné des Européens, mourut poignardé par son neveu, et Talalon fut tué par sa propre femme, celle dont il avait voulu venger l'injure.

Deux ans plus tard, les indigènes, poussés complètement à bout par les mauvais traitements de Mac-Coy et de Quintal, cherchèrent de nouveau à se débarrasser de leurs tyrans. Au jour dit, Tatahéité emprunta à son maître un fusil, sous prétexte d'aller tuer un cochon sauvage, puis alla rejoindre ses complices ; tous alors tombèrent à l'improviste sur Williams, qu'ils massacrèrent sans résistance ; ils se ruèrent ensuite sur Christian, qui travaillait dans un champ d'ignames, et l'assassinèrent. Wills, Martin et Brown subirent le même sort.

Mac Coy et Quental parvinrent à se réfugier dans la montagne. Young, très populaire, fut épargné, ainsi que Smith, qui néanmoins reçut une blessure.

L'extermination des indigènes suivit de près celle des Anglais. Les Tahitiens se disputèrent les femmes, devenues veuves, et plusieurs s'entre-tuèrent; les femmes, qui regrettaient leurs époux, massacrèrent deux des meurtriers; et les Anglais purent, alors, facilement venir à bout de leurs derniers adversaires. Le 3 octobre 1793, il ne resta plus dans l'île que quatre matelots de la *Bounty*, dix femmes, et quelques enfants.

« Deux mois après cette époque, Young commenca un journal manuscrit, qui donne une idée précise de l'état de l'île et des occupations de ses habitants ; on les voit vivre paisiblement ensemble, bâtissant leurs maisons, entourant de haies et cultivant leurs terres, allant à la pêche et attrapant des oiseaux, construisant des trappes pour la destruction des cochons sauvages, qui, trop nombreux, détruisaient les champs d'ignames. Le seul mécontentement qui se montra fut parmi les femmes, qui vivaient pêle-mêle avec les hommes, et changeaient fréquemment de demeure. »

Young, raconte qu'une discussion terrible éclata pourtant parce que les femmes refusaient de rendre les crânes des cinq Anglais massacrés, et s'opposaient à ce qu'on les ensevelît. A la suite de ce démêlé, dans lequel le sexe faible se vit obligé de céder, toutes les Tahitiennes résolurent de quitter l'île, et firent tant de bruit que, les Anglais se mirent, au mois d'avril 1794, à leur construire une embarcation. Comme les matériaux manquaient, les femmes démolirent leurs maisons; toutefois ce sacrifice fut inutile, car la barque, terminée en quatre mois, chavira aussitôt lancée.

Les femmes avaient toujours eu à se plaindre des mauvais procédés de Quintal qui s'opposait à ce qu'on leur donnât des vivres. Après le naufrage du bateau, leur dernier espoir, elles complotèrent, mais sans succès, de massacrer les Anglais pendant la nuit; on leur accorda néanmoins l'impunité sur la promesse de ne plus recommencer pareille tentative. Elles ne tinrent point leur engagement, mais ne réussirent pas mieux dans un second et dernier complot.

Les années suivantes furent marquées par la construction d'un petit canot, qui permit aux colons de se livrer plus facilement à la pêche, et par la mort de Mac Coy, qui se jeta dans la mer pendant un accès de délire occasionné par l'absorption d'une demi-bouteille d'eau-de-vie, distillée laborieusement par lui avec des racines de dracœnas. En 1789, Quintal, aigri par la mort de sa femme, abandonna ses compagnons et leur tendit tellement d'embûches que Young et Smith finirent par le tuer à coups de hache.

La fondation de cette petite colonie, appelée si souvent *patriarcale*, présente, à ses débuts, une histoire plus féconde en crimes que celle de beaucoup de grands empires.

Smith et Young, restés seuls survivants des quinze Anglais ou Tahitiens débarqués à l'île Pitcairn, songèrent enfin à moraliser quelque peu les femmes et les enfants qui les entouraient. « Ils réglèrent le genre de vie de leurs familles dans la voie de la religion, et résolurent de les faire assister aux prières du matin et du soir, ainsi qu'à un service divin dans l'après-midi du dimanche. » Young, par son instruction, se trouvait particulièrement apte à mettre à

exécution ce programme de régénération ; malheureusement il mourut, d'une crise d'asthme, un an après la mort de Quintal.

« Cette perte augmenta la ferveur du repentir d'*Adams*, car tel fut dès lors le nom que prit Smith, et le détermina à se dévouer au salut de tous, dans l'espoir d'expier par là toutes ses fautes. Son projet réformateur ne pouvait avoir lieu dans un moment plus opportun : dix-neufs enfants, âgés de sept à neuf ans, existaient maintenant sur l'île. A cet âge, où les enfants reçoivent plus facilement la direction qu'on leur donne, Adams vit le succès surpasser ses espérances. Il en fut de même pour la conversion des femmes tahitiennes, qu'il avait considérée avec raison comme de la plus grande importance pour l'accomplissement de ses projets. Les enfants étaient même devenus si curieux de comprendre l'Ecriture sainte, que, plus d'une fois, le pauvre Adams se trouva fort embarrassé pour répondre à leurs questions. »

Lorsque Staines, en 1814, aborda à l'île Pitcairn, Adams, peu rassuré, commença par envoyer sa fille au-devant de ses compatriotes, pour reconnaître leurs intentions. Celles-ci devinrent vite excellentes, car les officiers trouvèrent que, même s'il ne bénéficiait pas encore légalement de la prescription, la façon remarquable dont l'ancien matelot avait gouverné la colonie rachetait, en tout cas, le crime de sa jeunesse.

« La conduite exemplaire d'Adams, dit Staines, et les soins paternels qu'il prend de toute la colonie ne peuvent que provoquer l'admiration. La façon pieuse dans laquelle tous les insulaires ont été élevés, le véritable esprit religieux que ce vieillard a inculqué

dans l'esprit de toute la jeunesse, lui ont donné une prépondérance sans borne. »

Assuré des bonnes dispositions du capitaine, Adams demanda à retourner en Angleterre ; mais il dut renoncer à ce projet devant les prières et le désespoir de sa famille et de toute la population. Le vieux marin nia, d'ailleurs, avoir pris part à la révolte de la *Bounty*, mais reconnut qu'il détestait Bligh cordialement.

Nous venons de raconter l'histoire de l'île Pitcairn d'après le récit fait par Adams au capitaine Staines. Malheureusement, dix ans plus tard, le vénérable patriarche s'est contredit d'une façon complète ; et aucun des officiers qui ont abordé dans l'île n'a, malheureusement, eu l'idée de faire auprès des femmes la moindre enquête contradictoire.

Un autre fait peut encore faire douter de la sincérité des déclarations d'Adams : Heywood, cet officier qui avait suivi, malgré lui, les rebelles à Tahiti, a toujours affirmé avoir rencontré un jour, à Devenport, en 1809, Christian Fletcher. Ce dernier ce serait donc embarqué sur le navire américain qui toucha l'île : mais alors pourquoi Adams a-t-il imaginé son assassinat ? Serait-ce pour exciter l'intérêt qu'il a composé un récit si tragique, mais souvent aussi parfaitement invraisemblable ?

L'histoire des drames qui amenèrent successivement la disparition de tous les premiers colons manque, incontestablement, de clarté et l'on se trouve, malgré soi, tenté de murmurer *Is fecit cui prodest :* mais comment s'arrêter à une pensée si malveillante, vis-à-vis d'un homme qui enseignait si bien la Bible ?

En 1825, le capitaine Beechy, de la marine royale, visita à son tour Pitcairn.

« L'intérêt, dit-il, qu'excita l'annonce que l'on apercevait l'île du haut des mâts du *Blossom*, amena tout le monde sur le pont, et donna lieu à une suite de réflexions qui accrurent l'envie que nous avions de communiquer le plus tôt possible avec ses habitants, de voir et de partager les plaisirs de leur petite société, et de connaître d'eux toutes les particularités relatives à la *Bounty* ; mais l'approche de la nuit nous força de remettre au lendemain l'accomplissement de nos désirs. Nous longeâmes alors le côté de l'île reconnu et sondé par le capitaine Carteret, avec l'espoir d'y mouiller ; bientôt, nous eûmes la satisfaction d'apercevoir un bateau à voile se dirigeant sur nous. Au premier abord, l'équipement complet de cette embarcation nous fit douter qu'elle fût la propriété des insulaires, et nous en conclûmes qu'elle devait appartenir à quelque baleinier ; mais nous fûmes agréablement surpris par la singulière composition de son équipage. C'était le vieil Adams et tous les jeunes gens de l'île.

« Les insulaires, avant de nous aborder, s'informèrent s'ils pouvaient être admis. Cette permission accordée, ils s'élancèrent à bord et serrèrent la main à chaque officier avec des sentiments non déguisés de bonheur et de plaisir.

« Le vieil Adams, moins leste que ses compagnons, ne parvint à bord que le dernier. C'était un homme de soixante ans, d'une force et d'une activité rares à cet âge, malgré l'inconvénient d'une corpulence énorme. Il portait une chemise de matelot, une culotte,

et un chapeau bas de forme qu'il tenait continuellement à la main, jusqu'à ce qu'on ordonnât qu'il se couvrît.

« C'était la première fois qu'il voyait un vaisseau de guerre depuis la révolte de la *Bounty* : c'est ce qui produisait chez lui une espèce d'embarras... Il n'était d'ailleurs troublé par aucune appréhension pour sa sûreté personnelle, ayant de suite reçu trop d'assurances des bons sentiments, tant du gouvernement britannique que de beaucoup d'autres personnes...

« Les jeunes insulaires, au nombre de dix, étaient de haute taille, robustes et de bonne santé ; le bon naturel, peint sur leur visage, leur aurait partout procuré une réception amicale... Leurs costumes, provenant de présents faits par des capitaines marchands, formaient de véritables caricatures : les uns n'avaient qu'un long habit noir et une culotte ; d'autres des chemises, sans habits ; d'autres enfin des gilets seulement. Aucun d'eux n'avait ni souliers ni bas, et deux seulement possédaient des chapeaux en piteux état.

« La simplicité de leurs manières, et la crainte de faire quelque chose qui ne fût pas convenable, auraient éloigné toute idée d'offense de leur part. Sans connaissance du monde, ils adressèrent diverses questions qui n'auraient dû être faites qu'à des personnes qui auraient été dans leur intimité, ou qui ne les auraient quittés que depuis peu de temps, plutôt qu'à des étrangers. Ainsi ils nous demandèrent des nouvelles de bâtiments et de gens dont nous n'avions jamais entendu parler... »

Vers cette époque, un instituteur du nom de Buffet

débarqua dans l'île, mais les habitants s'empressèrent de renvoyer au plus vite ce professeur d'une morale trop civilisée. En 1825, le nombre des habitants de l'île Pitcairn s'élevait à soixante-six; six ans plus tard, la population ayant encore augmenté, on décida la construction d'une école.

Adams mourut le 5 mars 1829. Toutes les recherches pour découvrir son véritable état civil sont demeurées sans résultat. On pense que Smith cachait son véritable nom : ses principes élevés, la pureté avec laquelle il parlait l'anglais, et ses connaissances nautiques laissent supposer quelque mystère dans sa vie, et qu'il appartenait à une classe sociale supérieure à celle d'un simple matelot.

Le fils de Young succéda à Adams. « Quelque temps avant de mourir[1], le patriarche de l'île Pitcairn, craignant que le peu d'eau qui s'y trouvait ne pût bientôt plus suffire aux besoins de la population, dont l'accroissement était très rapide, remit à un capitaine de navire, pour le gouvernement britannique, une lettre où il demandait, au nom de tout son monde, à être transporté dans une île de plus de ressources.

« Un des missionnaires des îles de Tahiti se trouvait en Angleterre, lorsque cette requête parvint. On le consulta sur l'endroit le plus convenable pour installer les habitants de l'île Pitcairn, et il recommanda Tahiti dont il représenta les naturels comme le peuple le plus vertueux du monde.

« En conséquence, des ordres furent expédiés aux

[1] Mémoires de la Société de Géographie de Londres, 1832-1833.

autorités de la Nouvelle-Galles du Sud d'envoyer à Pitcairn des vaisseaux pour y prendre les colons. La *Comète* et le navire de transport *Lucy-Ann* partirent de Sidney le 13 octobre 1830. Mais, à l'arrivée de ces vaisseaux, les colons semblaient avoir changé d'avis, et montrèrent une grande répugnance à quitter l'île où ils étaient nés.

« Après un court séjour, pendant lequel les équipages furent frappés de l'éducation morale et religieuse des habitants, les deux navires embarquèrent toute la population de l'île, qui se montait à quatre-vingt-sept personnes. Tout ce monde fut heureusement débarqué à Tahiti, où la reine avait préparé de grandes concessions de terrain à leur intention. L'équipage de la *Bounty*, en partant pour Pitcairn, avait emmené des femmes de Tahiti : deux d'entre elles revinrent au lieu de leur naissance, et leur entrevue avec leurs parents présenta une scène des plus comiques.

« Un contrat fut passé avec des habitants de Tahiti pour fournir aux émigrants de Pitcairn des vivres, pendant les premiers six mois; mais ces hommes simples furent tellement dégoûtés par le spectacle de la dépravation des Tahitiens, qu'ils refusèrent de s'en laisser approcher.

« Tout ce que voyaient ces hommes paisibles leur faisait horreur. Dans leur affliction extrême d'avoir été déçus par les faussetés qu'on leur avait débitées sur le caractère moral des Tahitiens, plusieurs tombèrent malades, douze moururent de chagrin, et douze s'embarquèrent sur une petite goélette pour retourner dans leur île ; il en décéda deux pendant la traversée. Le reste fut ramené à Pitcairn par un brick amé-

ricain, après avoir été obligé, pour payer leur passage, de se défaire des couvertures de laine que le gouvernement britannique leur avait données. »

En 1841, la population de Pitcairn comptait 112 habitants et 134, cinq ans plus tard. Sur ce nombre, il n'y avait que trois Anglais et une Tahitienne, la veuve de Young, qui ne fussent pas nés à Pitcairn. En 1847, Georges Nobbs, un écossais qui avait débarqué dans l'île en 1828, se rendit en Angleterre pour se faire consacrer pasteur ; quand il revint, il cumula dès lors les fonctions de gouverneur, de pasteur, et de maître d'école.

Chaque année, le 1er janvier, les habitants âgés de plus de dix-huit ans, hommes ou femmes mariés, se réunissaient pour élire un chef et désigner un jury de sept membres chargé de trancher toute contestation.

En 1852, la population continuant à augmenter rapidement, la crainte de la disette et le manque d'eau forcèrent les habitants à supplier la reine Victoria de les faire transporter ailleurs.

Leur demande fut bien accueillie, et, quatre ans plus tard, un navire vint conduire la plus grande partie de la population sur la petite, mais fertile, île de Norfolk, située entre la Nouvelle-Galles du Sud et la Nouvelle-Calédonie. Aujourd'hui, l'île Pitcairn et ses habitants sont aussi oubliés qu'ils ont été à la mode il y a quatre-vingts ans.

CHAPITRE VIII

LE CHAMP D'ASILE

LE GÉNÉRAL LALLEMAND AU TEXAS

Le retour de Napoléon de l'île de l'Elbe, Waterloo, et la seconde Restauration, n'avaient fait qu'augmenter la division entre les partisans de la Royauté et de l'Empire, et rendre plus précaires les chances d'avancement des soldats restés fidèles à Napoléon.

Un certain nombre de généraux de la Grande Armée, exclus de l'amnistie par les ordonnances du 24 juillet 1815 et du 12 janvier 1816, se virent obligés de passer à l'étranger. Beaucoup d'officiers en disponibilité, et quelques vieux grognards auxquels la perspective d'une vie paisible, mais besoigneuse, en France ne souriait guère, se décidèrent à tenter fortune dans le nouveau monde ; et bientôt les États-Unis se peuplèrent d'une foule de militaires de tous grades, Français, Italiens, et Polonais, anciens soldats des armées impériales.

Parmi les généraux les plus compromis par leur conduite pendant les Cent-Jours se trouvait le baron Charles Dominique Lallemand[1], commandant du

[1] Né à Metz le 28 juin 1774. Après avoir servi brillamment dans l'armée de Sambre-et-Meuse, Lallemand fit d'abord la campagne

département de l'Aisne, qui, à la nouvelle du débarquement de Napoléon à Cannes, avait tenté de soulever les garnisons de La Fère et de Chauny. Arrêté à Château-Thierry, puis remis en liberté le 20 mars, Lallemand fut alors créé par l'empereur lieutenant-général et membre de la Chambre des pairs. Après Waterloo, il accompagna Napoléon à l'île d'Aix, mais ne put obtenir la faveur de l'accompagner à Sainte Hélène; les Anglais le retinrent même quelques mois à Malte, en qualité de prisonnier de guerre.

Lallemand voyagea en Turquie, en Perse, et en Egypte. De guerre lasse, ne trouvant en Orient aucun emploi à son goût, il se rendit à Philadelphie, où s'était réfugié son frère, le général baron Henri Lallemand. Tous les deux venaient d'être condamnés à mort par les conseils de guerre réunis en 1816.

Charles Lallemand eut alors l'idée de se mettre à la tête des réfugiés français, pour aller fonder une colonie militaire, qu'il baptisa du nom de *Champ d'Asile*. Il obtint facilement du gouvernement américain une concession de 100 000 acres, sur les bords de la rivière Tombigby; mais, pour des raisons que l'on verra plus tard, Lallemand tenait à s'établir sur les bords de la mer, et les concessionnaires, la plupart très obérés de dettes, s'empressèrent de vendre leurs terrains. Une partie de l'argent provenant de cette cession forma la caisse du Champ d'Asile. Le maréchal de Grouchy était un des promoteurs de l'entreprise.

d'Egypte, en qualité de lieutenant aux Guides, puis comme aide de camp de Junot. Chef d'escadron à Saint-Domingue, major en Portugal, colonel après Iéna, et général en 1811, il surprit, le 11 juin 1812, à Valencia de la Torrès, une colonne de cavalerie anglaise et la battit complètement.

Le général choisit un district inhabité du Texas[1], situé sur la rivière de la Trinité, à environ quinze lieues de son embouchure, et, le 17 décembre 1817, un premier détachement s'embarqua sous les ordres du lieutenant-général Rigaud[2]. Le 16 janvier suivant, le *Huntrasse* atteignit l'île de Galveston et entra dans le port après un échouement de deux jours.

Cet endroit servait de retraite à un nommé Lafitte, « armateur des corsaires indépendants du Mexique et premier habitant de l'île, faisant fonctions de gouverneur. »

Lafitte, ancien forgeron bordelais, forcé de s'enfuir de Charleston pour avoir tué un rival en duel, s'était établi, en 1810, flibustier dans la baie de Barataria. Ce marécage, situé à l'ouest du delta du Mississipi, avec ses forêts submergées et ses nombreux îlots, formait un repaire inexpugnable. Dans ce recoin perdu, profitant de la guerre entre la France et l'Espagne, puis de la révolution de la Colombie, Lafitte, moitié corsaire, moitié pirate, devint bientôt la terreur des bâtiments naviguant sur la mer des Antilles.

Le gouvernement des États-Unis, après avoir quelque temps toléré sa présence, finit par envoyer contre lui une expédition ; son établissement fut détruit et ses richesses confisquées. Toutefois les services qu'il rendit, un peu plus tard, au général Jackson pour repousser la descente des Anglais à la Nouvelle-

[1] Voyez la carte du Texas, page 227.

[2] Le baron Benoist-Antoine Rigaud (1748-1821) commandait le département de la Marne en 1815. Il avait été également condamné à mort pour avoir foulé aux pieds publiquement sa croix de Saint-Louis et avoir tenté de s'emparer du maréchal Victor.

Orléans lui rendirent l'estime des Américains ; toutefois, pour continuer ses fructueuses opérations, il dut aller s'installer à Galveston. Lafitte resta dans cette île jusqu'en 1820 ; mais, à cette époque, devant les menaces du gouvernement américain, il brûla son établissement et reprit la mer ; ce hardi corsaire mourut en 1826 dans une petite île de la côte du Yucatan.

Le banc de sable sur lequel avait débarqué Rigaud, était loin de présenter un aspect enchanteur : aucune plante n'y poussait; pour économiser leurs vivres et leurs salaisons, les réfugiés durent vivre du maigre produit de leur pêche.

Dans les premiers jours du mois de mars, Lallemand arriva à la tête du gros de la troupe des colons.

« La joie, dit Hartmann, se répandit alors parmi nous ; nous oubliâmes nos fatigues, nos malheurs, et nous leur donnâmes une petite fête telle que les circonstances et notre position le permettaient ; au lieu du luxe, la gaieté, la franchise et les doux épanchements firent les frais de notre réunion. Des chants de gloire se firent entendre, nous bûmes au bonheur de notre chère patrie, à nos amis qui l'habitaient encore, à notre bonne fortune, au succès de son entreprise et à la prospérité de la colonie dont nous allions être les fondateurs. »

Lallemand s'empressa de lancer une longue proclamation. « Réunis par une série de calamités semblables à celles qui nous avaient éloignés de nos foyers, nous avons résolu de chercher un asile où nous puissions être à même de nous rappeler nos infortunes.... Dans l'adversité, qui relève notre cou-

rage loin de l'abattre, nous exerçons le premier droit accordé à l'homme par l'auteur de la nature, en nous établissant sur cette terre, afin de la fertiliser par nos travaux...

« Nous n'attaquons personne, nous n'avons point d'intentions hostiles. Nous demandons la paix et l'amitié à tous ceux qui nous entourent, et nous serons reconnaissants de la bienveillance qu'on nous témoignera... Mais, s'il était possible que la persécution nous atteignît dans les déserts où nous avons cherché une retraite, notre défense serait légitime, et notre résolution est prise. Nous avons des armes ; le soin de notre conservation nous a engagés à nous en pourvoir, comme les hommes en notre position ont toujours fait. La terre sur laquelle nous sommes établis nous verra réussir ou mourir !... La colonie, essentiellement agricole et commerçante, sera militaire pour sa conservation ; elle sera divisée en cohortes... Un code sera rédigé sur-le-champ, pour garantir la sécurité des propriétés et des personnes... Les réfugiés n'admettront parmi eux que des Français ou des militaires qui ont servi dans les rangs de l'armée française... »

L'état-major de l'expédition, nommé pour cinq ans, comprenait Lallemand, général en chef, et Rigaud commandant en second. La première cohorte avait pour chef le colonel Douarche, assisté du colonel espagnol Waskès, la seconde et la troisième les colonels Scharasin et Fournié.

D'après la liste donnée par Hartmann, il n'y aurait eu que cent trente-huit Français, parmi les quatre cents vétérans de la Grande Armée. L'expédition

comptait cinq médecins, et quatre Françaises, dont Mlle Rigaud. « Les remèdes qu'elles offraient, préparés par leurs mains, semblaient acquérir une vertu nouvelle. »

Le 10, les émigrés, montés sur vingt-quatre embarcations, quittèrent Galveston ; malheureusement une tempête fit sombrer, pendant la nuit, le canot commandé par le major Vœrster, et un seul homme de l'équipage parvint à se sauver à la nage.

Quatre jours plus tard, l'expédition se sépara en deux bandes : Lallemand et Rigaud, avec 100 hommes, entreprirent de longer les rives de la Trinité, pendant que le colonel Scharasin devait remonter le fleuve avec les canots.

Par malheur, la flottille s'égara dans le golfe et ne put rejoindre que le sixième jour la colonne, qui n'avait emporté de vivres que pour quarante-huit heures. Pendant trois jours, les malheureux avaient atrocement souffert de la faim, et, pour comble de malheur, ayant voulu manger une sorte de laitue, ils s'étaient tous empoisonnés. Sans l'heureuse rencontre d'un Indien Cochatis qui leur indiqua une herbe comme contre-poison, beaucoup d'entre eux seraient morts, car ils avaient déjà la mâchoire tellement contractée que, pour leur faire boire l'infusion, on dut leur ouvrir la bouche avec un bâton.

Dès qu'on eut déchargé les vivres et les munitions, on s'occupa de tracer un camp provisoire; et Lallemand organisa militairement sa troupe.

« On traça alors, dit Hartmann, le plan de quatre forts. Le premier, placé à la droite du camp, fut appelé le fort Charles, du nom du général en chef; le second,

le fort du Milieu; le troisième le fort Henri; il était situé à la gauche et devait communiquer par un chemin couvert avec deux corps de garde établis dans le camp. Le quatrième, placé à droite de l'enceinte du camp, et sur les bords de la rivière de la Trinité, défendait le rivage et battait les trois autres forts; on le nomma le fort de la Palanque; il devait être armé de trois pièces de canon, le fort Charles de deux, celui du Milieu de une, et le fort Henri de deux; au total, huit pièces de canon formant notre artillerie. »

Tout le monde se mit à l'ouvrage avec la plus grande activité; matin et soir on travaillait, de 4 à 7, sous la direction de MM. Mauvais, Guillot, Arlot et Manscheski, officiers d'artillerie; pendant le reste de la journée, chacun s'occupait à sa guise, aux travaux de sa maison, de son jardin, ou de ses plantations; car chaque colon avait reçu vingt arpents de terre.

Les forts, établis très solidement, au moyen de troncs de gros arbres, se trouvèrent bientôt achevés, et en état de résister « à toutes les attaques ».

La chasse et la pêche, très fructueuses en cet endroit, facilitaient grandement l'approvisionnement du camp. Les relations amicales établies avec les Chaktas et les Alibamous permettaient, d'autre part, aux réfugiés de cultiver sans crainte leurs plantations; pourtant la tribu errante des Karankaves mangea, un jour, deux officiers qui s'étaient égarés à la chasse; une colonne partit à la poursuite des sauvages, en tua un certain nombre et délivra trois Dominicains espagnols.

Cette colonie, composée de 400 militaires bien

disciplinés, semble n'avoir connu ni le découragement, ni l'insubordination. « Nos armes, dit l'un d'eux, étaient notre parure, notre habitation et notre jardin notre richesse, et nos instruments aratoires nos objets de délassement. » « L'amitié et la confiance, écrit un autre, étaient la base de notre discipline... Trois jours de l'année seront consacrés à la visite des limites respectives des propriétés ; la durée de ces trois jours sera un temps de férié. »

La mendicité, les tavernes, les jeux d'argent étaient interdits au Champ d'Asile, et les célibataires se trouvaient exclus de tous les emplois publics. Les colons élevèrent une pyramide, destinée à honorer la mémoire des braves, et célébrèrent par un grand bal, où vinrent de nombreuses Espagnoles, l'arrivée du major Bipley chargé par le Congrès de Washington d'apporter aux réfugiés une médaille, où, d'un côté, se voyait un coq, et, de l'autre, une charrue attelée de bœufs.

Cette heureuse tranquillité, hélas ! ne dura pas longtemps, et ce « véritable paradis terrestre », au dire de ses habitants, se vit bientôt menacé de destruction par les Espagnols. On apprit un jour avec douleur que la garnison de San Antonio, accompagnée de quelques tribus indiennes, marchait contre le camp, pour forcer les cohortes à évacuer le Texas.

Un conseil de guerre se réunit immédiatement pour prendre une décision. « Quoique peu nombreux, accoutumés à combattre, à compter nos ennemis après les avoir vaincus, la première résolution fut de les attendre de pied ferme et de les punir de leur témérité ; mais la réflexion fit taire ce premier mou-

vement de courage et d'indignation, et notre général nous fit observer que les vivres pourraient nous manquer ; qu'après avoir battu les corps qui s'avançaient, d'autres viendraient, qui nous cerneraient dans notre retraite, et que nous serions réduits à nous rendre ou à périr par la famine ; que le parti le plus sage et le plus prudent était d'évacuer le Champ d'Asile et de se retirer à Galveston, seul point d'où nous pourrions nous procurer facilement des vivres, puisque nous conservions nos communications avec la mer. »

Cet avis fut accepté. Il semble, en vérité, d'autant plus timoré, que les troupes envoyées du Mexique ne devaient être ni fort nombreuses, ni surtout bien terribles pour un bataillon aussi vaillant et si solidement retranché : mais Lallemand mûrissait des projets secrets et tenait à ne rien compromettre.

La retraite s'accomplit en bon ordre, et toutes les munitions et approvisionnements furent transportés par eau à Galveston. Aussitôt arrivés dans l'île, le premier soin des réfugiés consista à relever leur ancien camp, et à le mettre en défense au moyen de forts retranchements.

Pendant que Lallemand réfléchissait vers quelle contrée il devait se diriger pour y trouver la tranquillité, les vivres commencèrent à diminuer : aucun animal à chasser, peu de poissons à pêcher, nul fruit ou plante comestible ne se rencontraient sur cet aride banc de sable.

Longtemps les colons comptèrent sur l'arrivée d'un navire chargé de vivres, qu'un armateur de la Nouvelle-Orléans s'était engagé à leur envoyer ; mais, après quelques semaines de vaine attente, le mécon-

tentement commença à germer, et il éclata tout à fait quand les réfugiés se virent réduits au quart de ration.

A la fin de septembre, Lallemand résolut d'aller chercher lui-même des secours à la Nouvelle-Orléans et partit sur le navire d'un commissaire des États-Unis, M. Graham, qui était venu inspecter Galveston.

Le général laissa le commandement à Rigaud, alors fort âgé, et s'embarqua, après avoir adressé à ses compagnons un ordre du jour où il leur promettait de leur envoyer des vivres au plus vite, et de revenir sans tarder.

Les réfugiés se trouvèrent rapidement dans une détresse complète : pour un vêtement on n'obtenait qu'un morceau de pain, et une goutte d'eau-de-vie valait 25 sols. Le cantinier seul vivait heureux : toute la fortune de la colonie passa bientôt dans son gousset.

Sur ces entrefaites, un officier espagnol vint sommer les Français d'évacuer l'île au plus tôt; mais, sur la réponse qu'en l'absence du général en chef ils étaient tous bien décidés cette fois à résister, le parlementaire retourna au Texas, et on n'en entendit plus parler.

Pour comble de malheur, un terrible cyclone, d'une durée de trois jours, détruisit toutes les maisons et brisa les embarcations, tandis qu'un raz de marée formidable emportait le dépôt de vivres, et remplissait d'eau salée les étangs d'eau douce. Immédiatement, Rigaud envoya son fils, dans un simple canot, avertir Lallemand de ce nouveau désastre.

Un mois se passa encore, au milieu de privations

sans nombre, adoucies cependant par le généreux concours de Lafitte, qui avait lui-même perdu six navires pendant l'ouragan ; ensuite un découragement complet se mit dans les cohortes, et le mot de trahison fut même prononcé.

Une assemblée générale se réunit, et la majorité décida de regagner la Nouvelle-Orléans ; quelques-uns préférèrent se mêler aux « Indépendants » de Lafitte.

Faute de navires, les pauvres soldats durent entreprendre ce long voyage par terre. Transportés sur la terre ferme, les colons prirent, par petits groupes, la direction qui leur semblait la meilleure. Quelques-uns se rendirent à Alexandrie, sur la rivière Rouge, d'autres dans la contrée réputée fertile des Natchitochez ; le plus grand nombre traversa la Sabine, passa par les Apeloussas, et parvint à gagner péniblement la Nouvelle-Orléans.

« Pendant une route de 150 lieues environ, dit Hartmann, ils ne vécurent que de leur chasse, ne trouvant de contrées habitées qu'à deux ou trois journées de distance. Les habitants, qui, pour la plupart, sont créoles ou Français, les accueillaient, leur donnaient l'hospitalité ; mais, trop pauvres pour leur fournir des vivres, les secours qu'ils en recevaient se bornaient au très court séjour qu'ils faisaient près d'eux. Enfin, après des peines infinies, et les plus grandes fatigues, la Nouvelle-Orléans les reçut dans ses murs. Ils y inspirèrent tous le plus grand intérêt. On se fit un devoir de leur offrir, de leur prodiguer les secours que réclamait leur triste position...

« M. Lafitte, malgré les sommes considérables qui

lui étaient dues par le général en chef, fit encore un sacrifice pour ceux qui étaient restés à Galveston. Il leur donna, pour se rendre à la Nouvelle-Orléans, la goélette le *Saint-Antonio*, de Campêche, prise faite sur les Espagnols par un de ses corsaires. »

Ce navire, conduit par dix prisonniers à qui Lafitte rendait la liberté, portait les femmes et les nombreux malades atteints de scorbut. Vingt-trois jours après son départ, il abordait à la Nouvelle-Orléans (octobre 1818). Chacun reprit alors sa liberté d'action.

« A notre départ pour la France, dit Millard, le général Charles Lallemand s'était retiré à deux heures de la Nouvelle-Orléans, sur une habitation qu'il avait prise à ferme ; le général Rigaud était au lit de la mort, sa demoiselle institutrice dans une maison de commerce aux Appelousses, et son fils commis dans une autre.

« La plupart des colons du Texas, sans emploi, et par conséquent en proie à la plus profonde misère, soupirent, à la Nouvelle-Orléans, après leur retour dans une autre patrie, que plusieurs d'entre eux ont peut-être trop légèrement quittée. Tous, au reste, brûlent de lui consacrer des jours qu'ils trouveraient d'autant plus précieux qu'ils ont eu le malheur d'en passer une partie loin d'elle.

« Il est digne de *MM. les souscripteurs en faveur des réfugiés de Champ d'Asile*[1] de se rappeler que c'est à ces colons, et non à d'autres, qu'ils ont destiné leurs secours, et puisque le but qu'ils s'étaient pro-

[1] Une souscription avait été ouverte, en France, en faveur des colons du Champ d'Asile, à l'instigation de MM. Desportes et Davillier. Close le 1er juillet 1819, elle produisit 95 000 francs.

posé n'a point été atteint, de rendre au bonheur, en les rappelant dans leurs foyers, ceux auxquels ils avaient cru l'assurer sur une terre lointaine. »

La conduite du général Lallemand paraît bien étrange, dans cette affaire, et demande quelques explications. Il semble certain que jamais il ne chercha à fonder une colonie agricole, mais que son but consistait uniquement à réunir, sans provoquer les soupçons, une troupe d'un millier d'anciens soldats de l'Empereur, pour essayer d'aller délivrer Napoléon à Sainte-Hélène. L'emplacement du Champ d'Asile paraît merveilleusement choisi pour réaliser ce programme. Situé dans un pays désert, où aucune indiscrétion n'était à craindre, placé près d'une rivière qui permettait, en trois jours, de transporter facilement au bord de la mer toutes les ressources du camp, la colonie, de plus, se trouvait à proximité de Galveston, territoire contesté, alors aux mains de Lafitte, armateur, corsaire, ou pirate suivant l'occasion. Nul doute, pour nous, que Lallemand ne se fût entendu avec lui pour la fourniture des vaisseaux nécessaires à ses desseins ; voilà la véritable raison pour laquelle le général ne voulut point livrer bataille aux Espagnols, de peur de risquer d'affaiblir sa troupe, ou, en cas de victoire, de trop attirer l'attention sur elle.

Lafitte avait réuni une véritable flotte à Galveston, puisqu'il perdit, dans le cyclone, *six bâtiments*. Ce fut évidemment ce désastre qui força Lallemand à changer ses projets, et son ardeur à sauver Napoléon lui fit oublier de secourir les malheureux qui avaient eu confiance en sa parole.

A cette époque, d'ailleurs, on construisait à Charles-

ton, où se trouvait le frère de Lallemand, un navire de 200 tonneaux, la *Séraphine*, auquel on avait cherché, avant tout, à donner une vitesse exceptionnelle, et pour l'armement duquel on dépensait sans compter. Bossière, un intrépide et riche capitaine de la Nouvelle-Orléans, qui naviguait le plus souvent pour son plaisir, en avait accepté le commandement. Ce navire était destiné à tenter l'enlèvement de Napoléon, qui aurait même eu connaissance de ce projet, d'après certains dires du maréchal Bertrand et du docteur Antomarchi.

Les préparatifs de l'expédition touchaient à leur fin, quand parvint, en 1821, à la Nouvelle-Orléans, la nouvelle de la mort de l'Empereur. La tentative de Lallemand devenait inutile !

Le gouvernement des États-Unis, soucieux d'empêcher les colons de retourner en France, leur offrit des terres, dans l'Alabama, le long de la rivière de Tombigby; et le général Lefebvre-Desnoëttes, qui en 1815 avait, avec Lallemand, cherché à soulever la garnison de La Fère, fut chargé de faire la répartition de la concession. Cette colonie s'appela pompeusement l'État de Marengo, et sa petite capitale Demopolis ou Aigleville. Ses débuts, grâce à l'argent de la souscription faite en France, semblèrent heureux, mais les colons manquèrent de persévérance, et, meilleurs soldats qu'agriculteurs, peu à peu se dispersèrent. Lallemand, après un court séjour près de ses compagnons, retourna à la Nouvelle-Orléans, Desnoëttes passa en Irlande. La plupart des réfugiés colons alla se fixer à la Mobile. Demopolis, incorporé dans l'État de l'Alabama en 1821, devint bientôt une ville complètement américaine.

L'Empereur, à sa mort, laissa à Lallemand une somme de 100 000 francs ; mais les créanciers du général firent longtemps opposition à la délivrance de ce legs, soutenant qu'il ne pouvait hériter, par suite de sa mort civile.

Lors de la guerre d'Espagne, le général débarqua à Lisbonne, mais il fut fait prisonnnier et enfermé à Cadix. Remis en liberté, il écrivit au directeur de la Police que des affaires pressantes nécessitaient sa présence à Paris, et « qu'entre mourir de faim ou mourir comme Ney, il ne balançait pas à se mettre en route sans sauf-conduit ». Le gouvernement de la Restauration ferma les yeux sur son voyage, et le laissa ensuite retourner paisiblement à New-York, où il fonda un établissement d'éducation.

Après la révolution de Juillet, Lallemand revint en France, fut réintégré dans son grade, et nommé, en 1832, pair de France. Pendant deux ans il occupa le poste de gouverneur militaire de la Corse, puis se fixa à Paris, où il mourut le 9 mars 1839.

LADY ESTHER STANHOPE

Reine de Palmyre.

CHAPITRE IX

LADY ESTHER STANHOPE

REINE DE PALMYRE

La future Reine de Palmyre, Esther-Lucy Stanhope, née à Londres le 12 mars 1776, était, par sa mère, la propre nièce de Willliam Pitt, le célèbre ministre.

Son père, le comte Charles Stanhope, philosophe utopiste et inventeur remarquable, se remaria en 1781 ; l'éducation de la jeune fille se trouva dès lors complètement négligée, et personne ne s'occupa de mettre un frein à son caractère violent et despotique. Elle forma seule ses idées, et montra, dès son enfance, un caractère énergique, un orgueil passionné, et une intelligence remarquable, qui, par la suite, remplaça une instruction qu'elle ne se donna jamais la peine d'acquérir. Elle ne faisait aucun cas des arts d'agréments, et méprisait l'histoire, qu'elle qualifiait de *farce misérable*.

Les idées démocratiques de son père lui déplurent autant que l'indifférence qu'il montrait pour ses enfants, et la poussèrent à venir en France après la signature du traité d'Amiens. A son retour, elle prit le parti de résider auprès de son oncle Pitt. Par sa présence dans ce milieu royaliste, elle contre-balança

heureusement les fâcheuses conséquences qu'auraient pu avoir, pour sa famille, les opinions républicaines de son père, et devint la protectrice non seulement de ses sœurs, mais encore de ses demi-frères, qu'elle alla jusqu'à faire enlever nuitamment de la maison paternelle.

« Sa taille élevée (1m,82), dit M. A.-F. Didot qui la connut en Orient, donnait de la majesté à sa démarche ; l'ovale de son visage était admirable, sa peau d'une transparence et d'une finesse rares ; son regard jetait des éclairs; elle avait le front haut et droit, les sourcils bien arqués, les dents petites et blanches, les yeux d'un bleu gris, le nez fortement aquilin, la bouche petite et le menton trop allongé. Elle s'avouait laide, mais sa laideur était harmonieuse. »

Très vite elle sut prendre à la cour une influence considérable, et parvint à la conserver à force d'esprit et d'audace. La jeune fille devint secrétaire de son oncle, et même parfois sa conseillère. « Pitt, dit un jour, en riant, le Roi à Windsor, j'ai fait choix d'un nouveau ministre, et meilleur que vous... C'est lady Esther : je n'ai pas en Angleterre d'homme d'État qui la surpasse, ni de femme qui fasse plus d'honneur à son sexe. » Esther se montra, en effet, toujours le digne lieutenant de son oncle, dans l'âpre lutte qu'il soutenait contre les Torys et contre la France.

La mort de Pitt, au commencement de 1806, porta un coup terrible à son ambition ; elle voulut d'abord continuer à jouer un rôle politique, mais sa récente toute-puissance, autant que son esprit caustique et orgueilleux, avaient soulevé contre elle trop d'inimi-

tiés et de jalousies, et elle vit rapidement disparaître son influence.

En 1809, un chagrin d'ordre intime vint achever de l'accabler; elle résolut alors de quitter la vie mondaine, et se retira, pendant un an, dans un coin perdu du pays de Galles. L'année suivante, n'ayant plus rien à espérer d'une société qu'elle avait, si souvent, accablée de son mépris, lady Esther dit adieu pour toujours à l'Angleterre et s'embarqua, le 10 février, à destination de l'Orient.

Sa santé, fortement ébranlée, se rétablit sous le climat de Corfou, d'Athènes, et de Constantinople. Près de Rhodes, son navire fit naufrage, et tous ses bagages se trouvèrent engloutis. La perte de sa garde-robe la conduisit à s'habiller en homme, à la turque; ce costume lui plut et, désormais elle ne le quitta plus jusqu'à sa mort. Quand elle rendit visite, au Caire, à Méhémet Ali, elle portait un costume tunisien qui ne lui avait pas coûté moins de 9 000 francs. Après un court séjour en Egypte, elle se rendit en Syrie, accompagnée d'une escorte de Mamelucks.

Au mois de mai 1812, lady Stanhope débarqua à Jaffa, et parcourut toute la Palestine. Son costume oriental la fit regarder d'un mauvais œil par les juifs et les chrétiens, mais lui procura un accueil enthousiaste de la part des musulmans. L'idée lui vint, alors, d'initier l'Orient à la civilisation européenne, et de jouer un rôle providentiel dans la politique, alors si troublée, de la malheureuse Syrie.

Grâce à l'or qu'elle répandait à pleines mains, et à l'imprévu de son apparition, elle sembla aux populations, éblouies et crédules, envoyée par la Providence

pour accomplir quelque mission mystérieuse. Les Beys et les Pachas s'inclinèrent devant elle, admirant son courage, voire même son arrogance ; et elle se vit bientôt surnommée, par les Arabes, *Méleki*, c'est-à-dire la Reine par excellence. La jeune Anglaise se concilia d'autant plus aisément les sympathies des musulmans, qu'elle affecta toujours un grand dédain envers les chrétiens indigènes.

A Damas, dans une ville réputée pour son fanatisme, lady Estber, dédaignant l'appui des consulats ou l'asile des couvents, alla s'installer en plein quartier arabe ; et là, sans se soucier du danger, elle parcourait toutes les rues à cheval, accompagnée d'un simple janissaire.

Le 20 mars 1813, elle se mit en route pour Tadmor, l'ancienne Palmyre, bien qu'avant elle fort peu d'Européens eussent encore osé s'aventurer dans cette région, toujours infestée de brigands. Le gouverneur de Damas, après avoir vainement cherché à la dissuader de ce projet, mit à sa disposition des troupes : mais l'aventureuse jeune fille préféra s'en remettre à la bonne foi des Bédouins, les véritables maîtres du désert, et partit, le yatagan à la ceinture, simplement accompagnée de M. Bruce, de son médecin Meryon, et de M. Baudin, servant de drogman.

Il convient d'ajouter que lady Stanhope avait, en sous-main, préparé très soigneusement son voyage. A l'avance, elle avait envoyé, muni de riches présents, son médecin, pour effectuer une reconnaissance de Palmyre ; Meryon, dans ce voyage, était accompagné de Lascaris, ancien chevalier de Malte, qui avait suivi Bonaparte en Egypte. Ce personnage bizarre, vivant

complètement à l'orientale, se trouvait alors le chef des agents secrets de Napoléon en Syrie.

La traversée du désert dura sept jours, et, le 27 mars, lady Esther atteignit les ruines de l'ancienne cité de Palmyre. Plus tard, elle se complaisait à raconter tous les dangers de cette expédition, et comment son intrépidité avait changé en admiration les mauvais desseins de son escorte ; mais elle a si souvent varié dans ses narrations que nous omettrons de raconter ses prétendus exploits.

« L'enthousiasme des habitants de Palmyre, dit M. Didot, stimulé par une curiosité excessive et probablement aussi par de secrètes largesses, s'exprima d'une façon sauvage et gracieuse. Cinquante cavaliers exécutèrent une fantasia en l'honneur de Sa Félicité (ainsi nommait-on lady Esther), tandis que, dans une espèce d'avenue qui conduisait jadis à travers une double rangée de statues au temple du Soleil, on avait placé, sur chacune des hautes consoles ou des fûts brisés, une jeune fille dans une attitude gracieuse et tenant des guirlandes de fleurs. »

Sous le grand portique des femmes dansaient, un tyrse à la main, pendant que des bardes chantaient le courage de la première chrétienne qui eût osé visiter ces ruines.

Cette admirable mise en scène, but de son voyage, lui coûta la bagatelle de trente mille piastres turques, mais lui permit, par la suite, de laisser se répandre la légende qu'elle avait été couronnée Reine par les Bédouins, devant le grand temple du Soleil. Un instant, elle put se croire une nouvelle Zénobie, la magnifique Reine de l'Orient, qui donna tant de

splendeurs à Palmyre. Pendant longtemps les habitants de cet oasis parlèrent avec enthousiasme des largesses d'Esther, et regrettaient les jours « où le sucre était chez eux aussi abondant que le sable dans le désert ».

« Vous régnerez un jour à Jérusalem pour ramener un peuple à Dieu », lui avait prédit le célèbre illuminé Brothers. Toute sa vie, Esther crut à cette prophétie, et chercha à la réaliser. Son voyage de Palmyre fut la première étape de ses avatars mystiques.

Malgré cet accueil triomphal, les chefs qui l'escortaient, craignant que la renommée de ses richesses n'attirât bientôt à Palmyre toutes les tribus pillardes des alentours, pressèrent la Reine d'écourter son séjour. Elle revint sans incidents à Damas, et passa l'hiver à Latakieh ; au mois de février 1814, lady Stanhope fixa sa résidence dans le Liban, au vieux couvent de Mar Elias, et, pendant l'automne, alla visiter les ruines de Baalbek.

L'année suivante, l'achat d'un manuscrit, d'une authenticité plus que douteuse, qui révélait l'existence d'immenses trésors cachés à Ascalon et à Sidon, détermina l'intrépide aventurière à entreprendre leur recherche.

Avec la permission du gouvernement ottoman, elle se livra, pendant quinze jours, en avril 1815, à des fouilles dans une mosquée en ruines d'Ascalon ; mais, si elle mit à découvert les ruines d'un ancien temple, ainsi qu'une fort belle statue qu'elle fit malheureusement briser pour montrer aux Arabes qu'elle ne renfermait point de pièces d'or, elle ne put découvrir le

moindre trésor. Cet insuccès, joint au refus du gouvernement anglais de payer les dépenses de ces travaux, la dégoûta de son entreprise, et l'empêcha de continuer ses recherches.

Lady Stanhope se retira ensuite, quelque temps, dans le petit couvent de Mesmichi, puis fixa définitivement sa résidence, en 1820, sur une des croupes les plus escarpées du mont Liban, à Dhar-Djoun, au nord-est de Sidon, dans un vieux monastère en ruine que lui vendit le Pacha d'Acre.

« C'est là, dit M. Didot, qu'elle fit construire, dans un site sauvage, au milieu des rochers et des précipices, un amas confus de maisons basses, reliées entre elles par une suite de cours et de galeries irrégulières et masquant la vue de magnifiques jardins. On n'arrivait à ce nid d'aigles que par des sentiers impraticables. Ainsi isolée, et entourée d'une trentaine de serviteurs et même d'esclaves noirs, redoutée des musulmans, recherchée des étrangers, la Reine de Tadmour passa les dernières années de sa vie. Là elle prit les habitudes orientales; elle porta des armes, elle parla arabe, elle fuma le narghilé, elle exigea de ceux qui l'entouraient une continence sévère ; elle eut un bourreau à ses gages, et, devant sa porte, elle fit planter deux énormes pieux destinés à empaler ses ennemis. Elle condamnait ses serviteurs indigènes à se plier aux usages francs, et ses femmes anglaises aux pratiques orientales. Jalouse du prestige qu'elle exerçait comme reine, elle y ajoutait par des airs de pythonisse. »

Pour entretenir sa popularité, sa générosité n'avait point de limite : mais, en même temps, elle montra tou-

jours beaucoup de compassion envers les proscrits ou les chrétiens persécutés. Elle donna souvent asile à des villages entiers, pendant les divers sièges de Saint-Jean-d'Acre, ou au lendemain de la bataille de Navarin.

De son repaire inexpugnable, elle tenait tête aux plus hardis brigands, et entra même en lutte d'influence avec le puissant Druséi Bachir, prince du Liban. Elle s'en prit également aux consuls européens, et principalement à ceux d'Angleterre, dont elle chercha toujours à réduire l'influence.

Esther Stanhope se montrait peu, et aimait à s'envelopper continuellement de mystère ; aussi les Orientaux la considéraient-ils comme une sorte de magicienne. Lamartine dépeint ainsi la Circé du désert : « Mystérieuse comme les Druses, résignée et fataliste comme le musulman ; avec le juif attendant le Messie et avec le chrétien professant l'adoration du Christ et la pratique de sa charité morale... son caractère était un composé sublime et bizarre, qu'il est plus commode d'appeler folie que de le comprendre et de l'analyser. Les vastes combinaisons de son esprit frappaient d'étonnement, mais les caprices d'une imagination de feu portaient la marque de l'excentricité la plus suspecte. »

Malgré le portrait, plus que bienveillant, que traça d'elle Lamartine, lady Esther, dans sa correspondance, s'acharna contre le grand poète « qui, douze fois par jour, descendait de cheval pour embrasser un petit chien qu'il avait dans un carton et pour le faire manger. Les muletiers le croyaient fou... Il tendait ses grands pieds de mon côté, puis se tournait du côté de son chien et l'embrassait... »

Si elle reçut avec amabilité Laborde, Didot, Marcellus, et le prince Puckler-Muskau, par contre elle refusa de voir Poujoulat, et ferma sa porte à presque tous les Anglais qui lui demandèrent audience.

Lady Stanhope prétendait jouer une sorte de rôle de Mahdi ; elle fut sa principale dupe, et l'expia cruellement. Elle avait un jour rencontré, à Caïpha, un Français nommé Loustauneau, dont nous avons déjà raconté les indélicatesses aux Indes (voir p. 109). Ruiné, à demi fou, notre infortuné compatriote se croyait devenu prophète. Prise de compassion, Esther le ramena à Mar-Elias et pourvut dès lors à ses besoins.

La reconnaissance inspira Loustauneau et il prédit à la Reine l'avenir le plus magnifique. « Elle seule pouvait être une grande reine ; les autres, en Europe, n'étaient qu'un troupeau de courtisanes ; et elle ne tarderait pas du reste à les surpasser en puissance ; car tout cela était écrit dans la Bible. »

Lady Stanhope, flattée au fond de l'âme, laissa dire son prophète, et, comme les fous se trouvent grandement vénérés en Orient, ces prédictions furent accueillies avec une respectueuse conviction par les Arabes. Elle hébergeait pareillement quantité de derviches et de devins qui, en échange de bourses bien garnies, découvraient dans le Coran l'annonce des destinées surprenantes de leur hôtesse.

L'insurrection des Druses, qu'elle souleva contre Ibrahim en 1838, fut son dernier acte politique. Déjà depuis plusieurs années, les déceptions, l'ennui, et surtout la ruine de sa fortune, attristaient sa vieillesse. Le manque d'exercice, la surexcitation morale,

l'abus des médicaments, ébranlèrent sa santé, et la rendirent sujette à de terribles crises épileptiques.

En 1826, ses dettes s'élevaient à près de 300 000 francs; douze ans plus tard elles atteignaient un million, et la malheureuse Reine devint la proie des usuriers levantins qui, dès 1837, mirent opposition sur la pension de 30 000 francs que lui servait le gouvernement anglais. Les protestations véhémentes qu'à ce propos elle adressa à la reine d'Angleterre ne firent qu'irriter davantage ses compatriotes contre elle.

Quand elle mourut, le 23 juin 1839, à soixante-trois ans, elle avait vendu jusqu'à la plupart de ses vêtements; et le toit de sa chambre laissait filtrer l'eau par mille endroits. Peu de temps avant sa mort, elle fit murer sa porte, ordonna de tuer ses derniers chevaux, et renvoya son fidèle médecin. A la nouvelle de sa maladie, le consul anglais de Beyrouth partit en hâte pour lui apporter des secours; mais, quand il arriva, il trouva la maison absolument déserte, tous les meubles pillés, et le cadavre de la Reine laissé sans sépulture au milieu de la chambre.

M. de la Salle a entendu raconter par une des servantes de Lady Stanhope qu'avant de mourir elle s'écria : « Zecca, as-tu fait seller ma jument bai, celle qui doit me conduire au temple de Jérusalem? Mes gardes sont-ils prêts à me suivre ? La gloire rayonne sur mon front. Je vais enfin m'asseoir sur le trône de la cité sainte ! »

Son souvenir est encore vivant chez les Druses, qu'elle a comblés de bienfaits; et Djoun s'appelle maintenant Dahr el Sytt, la colline de la Dame.

CHAPITRE X

MAC GREGOR

CACIQUE DES POYAIS

L'Amérique resta longtemps la terre bénie de tous les aventuriers en rupture de ban qui préféraient l'existence errante et oisive des Indiens au travail et à la contrainte de la vie civilisée. Grâce à la supériorité que leur donnait leur fusil, ils devenaient rapidement chefs de quelque tribu, et, d'ordinaire, s'assimilaient si bien à leurs sujets qu'ils n'hésitaient point à les défendre, au besoin, contre les incursions des « Visages Pâles ».

Le premier de ces amateurs de la vie forestière fut, sans doute, un Espagnol fixé déjà au Yucatan lors du débarquement de Cortez en 1519.

Les Indiens du cap Catoche lui ayant appris qu'à deux journées de marche résidaient deux hommes blancs, Cortez, qui désirait vivement posséder des interprètes, s'empressa de les informer de sa présence, et leur envoya des présents, pour se racheter en cas de besoin. L'un d'eux, Aguilar, se hâta de rejoindre ses compatriotes, et devint par la suite un de leurs meilleurs capitaines : mais l'autre refusa de suivre son camarade. A toutes ses remontrances,

Bernal Diaz nous apprend qu'il se contenta de répondre : « Aguilar, mon frère, je suis marié, j'ai trois enfants, et on m'a fait cacique et même capitaine pour les temps de guerre; partez, vous, et que Dieu vous garde ! Quant à moi j'ai des trous aux oreilles et des tatouages sur la figure : que diraient les Espagnols en me voyant ainsi fait? Et regardez combien ils sont gentils, mes trois petits enfants; donnez-moi pour eux, de grâce, de ces verroteries vertes que vous portez ; je dirai que mes frères me les envoient de mon pays. De son côté l'Indienne, sa femme, adressa la parole, en sa langue, à Aguilar, et, fort en colère : Voyez, dit-elle, voyez cet esclave qui vient chercher mon mari! Allez-vous-en, et ne parlez pas davantage! Mais Aguilar revint vers Gonzalo et lui dit de faire bien attention qu'il était chrétien, et de ne point perdre son âme pour une Indienne ; s'il les tenait pour fils et femme, et s'il ne voulait pas les abandonner, qu'il les emmenât avec lui. Mais il eut beau dire, Gonzalo ne voulut pas s'en aller. Il paraît que ce Gonzalo Guerrero était un matelot, natif de Palos. »

Sur les frontières de la Nouvelle-Angleterre et de la Louisiane, ou de la jeune république des États-Unis, nombre d'Européens ou de métis gouvernèrent, au XVIIIe siècle, des tribus indiennes.

Un des plus célèbres de ces chefs fut Alexander Mac Gillivray (1746-179?), fils d'un Écossais et d'une Indienne, qui, après avoir appris le grec et le latin à Charleston, s'empressa de retourner vivre parmi les sauvages, et réunit, en une confédération puissante, toutes les peuplades creeks éparses dans la

région de l'Alabama. Aidé par un Français, « le Tastaneguy » Milfort, qui nous a laissé un récit plutôt fantaisiste de ses aventures, il parvint, pendant plus de trente ans, à force de courage, d'habileté, et de diplomatie à retarder l'envahissement des colons américains.

*
* *

Mais, de tous les « visages pâles » qui ont aspiré à devenir chefs d'une tribu indienne, le Cacique des Mosquitos, ou plus exactement des Poyais, est assurément le plus connu.

Gregor Mac Gregor était le petit-fils d'un laird écossais, si bel homme qu'il fut choisi par les highlanders de Semphill pour aller parader devant Georges II. Voilà tout ce que nous savons de la famille du cacique des Poyais. Le lieu et la date de sa naissance sont demeurés aussi inconnus que l'époque et l'endroit où il s'éteignit.

Après un court séjour dans l'armée anglaise, il passa en Amérique, et voyagea, dit-on, quelque temps en qualité de naturaliste. Ensuite il épousa à Caracas, en 1811, Josepha Lovera, femme énergique qui l'accompagna dès lors dans toutes ses expéditions. Ruiné complètement par le terrible tremblement de terre de 1812, Mac Gregor embrassa le parti des Vénézueliens, au moment de la guerre de l'Indépendance, servit sous les ordres du général Miranda, et se distingua tout particulièrement à Junkal et pendant la retraite d'Ocumare (1816). En récompense de ses services, il obtint, en 1818, le

grade de général de division, et reçut les insignes de l'ordre des Libertadores.

L'année suivante, Mac Gregor s'embarqua pour la course et s'établit quelque temps à l'île Amelia, située sur la côte orientale de la Floride, près de l'embouchure de la rivière Sainte-Marie; de là, il se rendit à Londres.

Grâce à l'aide pécuniaire de quelques commerçants anglais, notre aventurier organisa, en 1818, avec José Maria del Réal, agent des Provinces unies de la Nouvelle-Grenade, une expédition contre la province de Panama. Il partit de Gravesend le 18 décembre, avec trois bâtiments montés par quatre cent dix-sept soldats, fit sa jonction, aux Cayes d'Haïti, avec deux autres navires, et débarqua, le 4 avril, à Saint-André dans l'isthme de Panama.

Mac Gregor s'empara de Puerto-Bello, sans résistance, la garnison étant partie à sa rencontre vers un autre point de débarquement. Pendant quelques semaines, le flibustier écossais resta maître de la ville; il nomma un gouverneur, et entreprit de lever sur place un régiment appelé *America libre*; mais cette tentative ne réussit point, et il parvint à peine à réunir sous son drapeau une centaine de mulâtres.

Puerto-Bello n'était point une cité opulente; et ses habitants trouvèrent le moyen de si bien cacher leur argent que le chef de l'expédition se vit, bientôt, dans l'impossibilité de payer la solde de ses troupes. L'indiscipline se mit dans les rangs, et les soldats, par cupidité, s'empressèrent de vendre aux Espagnols leurs armes et leurs munitions.

Le 29 avril 1819, à l'heure où les Anglais sortaient

d'un grand banquet, les troupes du général Hore survinrent à l'improviste et massacrèrent le plus grand nombre des convives. Mac Gregor eut le temps de sauter par la fenêtre, et parvint à gagner un de ses navires à la nage. Le lendemain, les forts, encore au pouvoir des Anglais, se rendirent sans résistance.

Malgré les termes de la capitulation, les Espagnols, considérant leurs prisonniers comme des flibustiers, les envoyèrent, enchaînés, travailler aux mines, où la plupart des officiers furent exécutés sous prétexte d'une tentative d'évasion. Quand, deux ans plus tard, les survivants obtinrent leur liberté, leur nombre se trouvait réduit de 340 à 121.

En 1820, toujours soit disant pour combattre les Espagnols, Mac Gregor s'empara de l'île de Ruatan[1], située sur la côte Nord du Honduras ; puis il quitta le service du Vénézuela.

Bientôt il passa sur la terre ferme, s'installa le long du Rio Negro, et noua de cordiales relations avec *George Frédéric*, roi des Mosquitos. Cette contrée avait été, cinquante ans auparavant, occupée quelque temps par une colonie anglaise.

« Un jour, dit M. Assolant, il invita le roi à dîner, et, après le repas profita de son ivresse pour lui faire signer un acte par lequel il lui vendait, pour quelques bouteilles de rhum, la partie de ses États connue sous le nom de Poyaisie. L'acte passé en bonne forme, il s'agissait de prendre possession du pays cédé. Mac Gregor, laissant là son convive, partit pour l'Angleterre (avril 1821). Heureusement pour lui, les spécula-

[1] Voy. page 314 la carte du Honduras.

tions sur l'Amérique faisaient alors fureur, à la Bourse de Londres. On ne rêvait que de coloniser et d'exploiter ces merveilleux pays, fermés par la jalousie de l'Espagne à toutes les nations maritimes... Mac Gregor fut reçu avec enthousiasme. C'était un Raleigh, un Clive, un Hastings. L'emprunt royal poyais, à peine émis, fut coté avec une forte prime, et l'argent versé servit d'abord à payer les dettes du nouveau roi, puis à fréter quelques navires, sur lesquels Mac Gregor s'embarqua, avec plusieurs milliers (?) de colons. Il apportait à ses sujets une constitution modèle, je veux dire calquée sur celle de l'Angleterre : chambre des lords, chambre des communes, responsabilité des ministres, inviolabilité du roi, loi sur la régence, rien n'y manquait de ce qui fait le bonheur des peuples et la joie des parlements. Mais George Frédéric et les Poyaisiens le reçurent à coups de fusil; les colons se dispersèrent[1], les souscripteurs de l'emprunt redemandèrent leur argent ; Mac Gregor, effrayé, passa sur le continent et offrit son royaume aux Parisiens, qui n'en voulurent pas. »

M. Manners Chichester nous apprend qu'il fonda des écoles, dans son royaume, et fit graver des billets de banque. Sans contredire la première assertion, la seconde, néanmoins, nous paraît plus vraisemblable. L'auteur que nous citons reconnaît, d'ailleurs, que les résultats de l'expédition furent pitoyables, et que jamais les prêteurs ne revirent un liard de leur argent;

[1] D'après Young (*Mosquito Shore*), Mac Gregor se serait contenté de débarquer, un beau soir, un certain nombre d'émigrants, puis les aurait abandonnés, pendant la nuit, sans leur laisser aucune provision.

néanmoins il considère Mac Gregor comme un homme « honnête et convaincu. »

Le dernier acte de souveraineté de ce cacique *in partibus* consista à publier, à Londres, en 1836, un *Projet de constitution pour le territoire mosquitos.*

Déconsidéré en Angleterre, Mac Gregor retourna à Caracas, où il se fit, en 1840, naturaliser Vénézuelien ; quelque temps après, il obtint, en reconnaissance de ses anciens services, sa réintégration dans l'armée avec le grade de général.

A partir de cet événement, on ignore complètement ce qu'il est devenu.

*
* *

Ne quittons point l'Amérique sans signaler une de ces curieuse petites républiques qui se fondèrent, à la fin du XVIIIe siècle, sur les frontières des États-Unis.

En 1772, Seviers et Roberston, les premiers colons du Watanga, rédigèrent une véritable constitution pour leur nouvel établissement. Une assemblée, composée de treize personnes, représentant chacune une famille, élisait cinq « commissaire ou arbitres », chargés de toutes les fonctions judiciaires et administratives.

Ces intrépides pionniers restèrent six ans maîtres absolus de leur territoire. Pendant longtemps, même quand le Watanga eut été annexé au comté de Washington de la Caroline du Nord, rien ne fut

changé à cette organisation, sinon que les commissaires s'appelèrent des juges, et que leurs pouvoirs furent confirmés par le gouverneur.

La minuscule colonie du Watanga forma le noyau de l'État, actuellement si prospère, du Tennessee.

CHAPITRE XI

UN ROI DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

LE BARON CHARLES DE THIERRY

La Nouvelle-Zélande, entrevue dès le XVIe siècle, parfaitement reconnue par le hardi navigateur Tasman, resta néanmoins, plus d'un siècle, complètement inexplorée. C'est à James Cook que revient l'honneur d'avoir publié la première description détaillée de ces îles.

En 1772, un de nos compatriotes, le capitaine Marion-Dufresne, fut tué et mangé, ainsi que seize hommes de son équipage, par les sauvages Maoris ; la terreur que ces cannibales inspirait aux pionniers australiens retarda longtemps l'envahissement de leur pays : au commencement du siècle dernier, la population européenne de la Nouvelle-Zélande ne comprenait, en dehors de rares baleiniers, que quelques déserteurs et des convicts en rupture de bagne.

Les premiers colons anglais débarquèrent vers 1815, et, aussitôt, cherchèrent à obtenir une protection efficace de leur patrie. En 1820, ils envoyèrent, sous la conduite du missionnaire Kendall, deux puissants chefs maoris, Honghi et Haikato, visiter Londres ; cette ambassade fut reçue avec beaucoup d'honneurs,

mais le gouvernement anglais refusa d'entamer avec elle aucune négociation ; la Nouvelle-Zélande ne se trouvait point encore à la mode.

De retour dans leur pays, les chefs trouvèrent leurs trônes usurpés ; mais, ayant eu, heureusement pour eux, la précaution d'échanger tous les présents dont on les avait comblés contre trois cents fusils, ils parvinrent facilement à faire rentrer sous leur puissance leurs sujets révoltés.

Pendant le séjour des Maoris à Londres, un Français, le baron de Thierry, voyant l'Angleterre mépriser la Nouvelle-Zélande, conçut le projet de se tailler un royaume dans ces îles lointaines.

Charles-Hippolyte, baron de Thierry, fils d'un émigré, assista tout jeune au Congrès de Vienne, en qualité d'attaché à la légation portugaise, et obtint à Vienne de brillants succès comme harpiste. De retour en Angleterre, il prit du service au 23e Dragons, puis alla compléter son instruction à Oxford et à Cambridge.

« C'était un homme de taille moyenne, de formes délicates et aristocratiques, et qui eût eu la figure fort belle s'il ne lui avait pas manqué les deux incisives de la mâchoire supérieure... Il était capable de commander à tous, excepté à lui-même. »

Une fois ses études de théologie et de droit terminées, Thierry se mit en rapport avec Honghi et Kendall, et acheta, en 1822, à la Société des Missions de la Nouvelle-Zélande, 40 000 acres de terrain, moyennant vingt-cinq mille francs de marchandises et trente-six haches, destinées à désintéresser les propriétaires indigènes.

Notre compatriote, qui avait épousé la fille d'un pasteur protestant, demanda à l'Angleterre de le soutenir dans sa tentative de colonisation ; mais à toutes ses instances le gouvernement répondit qu'il n'entendait aucunement se mêler à la politique intérieure de la Nouvelle-Zélande. Thierry s'adressa alors à Charles X, et sollicita la protection de la France. Il réclamait deux bâtiments de transport, une frégate, le titre de gouverneur, et le remboursement des dépenses qu'il avait déjà effectuées.

Les ministres hésitèrent longtemps sur le parti à prendre, et, finalement, se décidèrent à faire procéder à une enquête en Australie. Cette opération dura, naturellement, quinze ans, et n'aboutit que lorsque la Nouvelle-Zélande venait de passer sous la domination anglaise ! Devant cette insouciance générale, Thierry résolut d'exécuter, avec ses propres ressources, la conception coloniale dont l'Angleterre et la France faisaient si peu de cas, et, pour se procurer les ressources nécessaires, il vendit un bazar, situé à Paris rue Saint-Honoré, qui constituait le plus clair de son avoir ; mais malheureusement, son associé se sauva avec les fonds. Le pionnier se trouva forcé de revendre à vil prix les marchandises achetée à crédit et de licencier les engagés qu'il avait déjà recrutés.

Complètement ruiné, Thierry partit, avec sa famille, chercher fortune aux Antilles, et, pendant plusieurs années, vécut péniblement à la Guadeloupe en réparant des instruments de musique et en donnant quelques concerts. Un peu plus tard, la fortune sembla lui sourire ; au retour d'un voyage à Panama, il conçut le projet de construire un canal, obtint la concession

de cette entreprise, et parvint à constituer une société pour exécuter les travaux.

Hélas ! l'idée de son royaume néo-zélandais le hantait toujours ; et, sous prétexte d'aller mettre en exploitation ses territoires dans le but de se procurer l'argent nécessaire au percement de l'isthme, il s'embarqua à destination de l'Australie, avec sa femme, ses cinq enfants, et son aide de camp, le colonel polonais Fergus.

Un journal de la Jamaïque publia à cette époque l'article suivant :

« ... La Nouvelle-Zélande a été jusqu'à présent gouvernée par ses chefs indigènes, appelés Ariki, et c'est d'eux que le baron de Thierry a acheté, il y a quinze ans environ, plusieurs capitaineries, en vertu desquelles il a été reconnu souverain des possessions qu'il a acquises. La vive amitié qui s'est établie entre lui et les puissants chefs de la Nouvelle Zélande, qui ont visité l'Angleterre, a engagé M. de Thierry à céder aux pressantes sollicitations qui lui ont été faites de gouverner ce pays, avec le titre de chef des chefs, et de lui procurer les bienfaits de la civilisation et de la prospérité coloniale. »

Thierry se rendit à Tahiti, où, pendant de longs mois, il attendit en vain les renforts qu'on lui avait promis. Puis quand, désespérant de recevoir des secours, il voulut poursuivre son voyage, il se heurta aux manœuvres du consul britannique, qui interdit formellement à tous les capitaines anglais de le prendre à leur bord. A la fin, pourtant, le malheureux souverain trouva un navire américain qui consentit à le transporter à Sidney. Aussitôt débarqué, il

se hâta de lancer un long manifeste où il expliquait ses desseins.

La proclamation suivante, d'un agent anglais à la Nouvelle-Zélande, nous fournit d'intéressants détails sur les projets de notre concitoyen.

« Le résident anglais annonce à ses compatriotes qu'il a reçu d'une personne qui se qualifie « Charles, baron de Thierry, chef souverain de la Nouvelle-Zélande et roi de Noukahiva » (une des îles Marquises) la déclaration formelle de l'intention qu'il a de venir, en personne, établir une souveraineté indépendante dans ce pays. M. de Thierry annonce qu'il a déclaré cette intention à Leurs Majestés les Rois de France et d'Angleterre, et au Président des États-Unis; il dit aussi qu'il est maintenant à Otahiti, attendant l'arrivée d'un bâtiment armé qui vient de Panama, et qui doit le transporter à la baie des Iles, avec les forces nécessaires pour assurer sa souveraineté.

« Son intention est fondée sur une invitation qui lui aurait été faite, dit-il, en Angleterre, par Shonghi et d'autres chefs; aucun d'eux, cependant, n'avait de droit personnel à la souveraineté de ce pays, et, par conséquent, ne pouvait la conférer à personne [1]. Il allègue aussi l'acquisition qui aurait été faite pour son compte, en 1822, par M. Kendall, de trois districts sur la rivière Hokianga; mais les trois chefs qui avaient fait cette vente n'avaient droit qu'à une propriété partielle de ces districts, où des sujets anglais

[1] Honghi, expédié à Londres pour y vendre en bloc la Nouvelle-Zélande *aux Anglais*, n'était, on le voit, point qualifié pour en vendre à *un Français* un tout petit district !

sont aujourd'hui établis en vertu de marchés passés avec les légitimes propriétaires.

« Le résident a eu aussi connaissance d'un exposé détaillé des vues de cette personne, qu'il a adressé aux missionnaires de la Société des Missions. Dans cet exposé M. de Thierry fait les plus belles promesses à tous les individus, soit blancs, soit métis, qui voudront accepter l'invitation qu'il leur a faite de vivre sous son gouvernement ; il offre aussi un salaire fixe à tout missionnaire qui voudra s'engager à agir comme magistrat sous ses ordres ; il est à croire qu'il a fait de semblables communications à des personnes d'autres classes, parmi les sujets de S. M. B. On invite ces personnes à en donner connaissance au résident, ou à son adjoint à Hokianga.

« Le résident a trop confiance dans la loyauté et dans le bon sens de ses compatriotes pour croire qu'il soit nécessaire de les détourner de prêter une oreille favorable à des promesses aussi insidieuses... Sa Majesté, après avoir reconnu la souveraineté des chefs réunis de la Nouvelle-Zélande, ne permettra pas que ses faibles, mais confiants alliés, soient privés de leur indépendance par de pareilles prétentions.

« ... Si cependant M. de Thierry parvenait à fonder un établissement dans ce pays, il pourrait acquérir sur l'esprit simple des naturels une influence contre les effets de laquelle on ne saurait trop se garder. Le résident considère donc comme un devoir d'engager fortement les Anglais de toutes classes d'user de l'influence qu'ils peuvent avoir sur les naturels, afin de contre-balancer les efforts des émissaires qui pourront arriver parmi eux, et leur

inspirer d'opposer la résistance la plus vive au débarquement, sur leurs côtes, d'une personne qui vient usurper la souveraine autorité.

« Le résident va réunir les chefs pour les informer de ce qu'on se propose contre leur indépendance, et pour leur apprendre quels sont les devoirs qu'ils ont à remplir envers eux-mêmes, envers leur pays et pour assurer la protection que les sujets anglais ont droit d'attendre de leur part. Il ne doute pas que le courage et l'esprit d'indépendance que les Nouveaux-Zélandais manifesteront dans cette circonstance, n'arrête, dès son début, cette attaque contre leur liberté, en prouvant qu'elle serait sans espoir de succès. »

James Busby.

Baie des Iles, 10 octobre 1835.

Busby, qui se qualifie ainsi de résident, n'était, en réalité, qu'un simple agent du gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud; néanmoins il profita de cette occasion pour réunir les chefs néo-zélandais, et leur rappeler l'existence d'une soi-disant Confédération, que les Anglais eux-mêmes ne prirent jamais au sérieux. Le résident se prépara aussitôt à repousser cette terrible invasion : mais il en fut pour ses savantes dispositions, car on n'entendit plus parler de Thierry pendant deux ans.

Au mois de mai 1837, notre compatriote envoya de Sidney un nouveau manifeste aux habitants de la Nouvelle-Zélande. Cette proclamation, bien que rédigée en termes pacifiques, produisit, nous apprend Arthur Thomson, une véritable panique dans la baie des Iles,

et le capitaine Fitzroy donna l'ordre de tout préparer, à bord de son navire, pour un combat.

Thierry finit par arriver, très paisiblement, avec quatre-vingt-treize compagnons, au commencement de 1838. Il se rendit dans ses possessions, mais les trouva déjà occupées. Les missionnaires protestants avaient conservé pour eux les marchandises, mais s'étaient bien gardés de donner les fameuses haches aux Maoris. D'après une autre version le marché se serait trouvé nul par suite du refus des pasteurs méthodistes de venir fonder une mission à Hokianga, comme ils l'avaient promis.

Malgré ce fâcheux contre-temps, le premier soin du nouveau Roi fut de concéder, au capitaine du navire qui l'avait transporté, le brevet de grand-amiral. Il fit ensuite construire une route royale, de quelques centaines de mètres, pour relier son palais d'Hokianga au bord de la mer ; ce travail d'utilité publique reste le seul monument effectif de son règne. Le nerf de la guerre, vint, hélas! rapidement à lui manquer, et tous ses compagnons, peu à peu, l'abandonnèrent pour se rendre à Kawakawa. Les indigènes, dont il avait su gagner l'affection, lui cédèrent alors quelques terrains en échange de la promesse de leur donner, quand il le pourrait, une demi-douzaine de couvertures.

Thierry ne trouva point la mort, comme le bruit en courut, pendant la grande révolte des Maoris en 1844; à cette époque il voyageait en Polynésie, où il visita notamment l'archipel des Sandwichs et l'île Pitcairn. Une avarie retint un mois son navire à Bounty-Bay. Ce court espace de temps lui suffit

néanmoins pour enseigner la musique aux insulaires, et ses élèves profitèrent si bien de ses leçons qu'ils chantèrent, dès lors. les psaumes « mieux que dans une église de Londres ». Il revint ensuite à Auckland, où il vivait encore en 1855, utilisant ses loisirs à chercher un procédé pratique pour nettoyer industriellement certaines plantes textile, notamment le *Phormium tenax*.

Quelque temps après la tentative de Thierry, un ancien marin, appelé Langlois, acheta, pour le compte de la Société Nanto-Bordelaise, de grandes étendues de terrains dans l'île du Sud. La France se décida même à accorder son protectorat à cette entreprise; malheureusement, par suite d'une indiscrétion, quand l'*Aube* atteignit Akaroa, le 13 août 1840, le pavillon anglais flottait depuis la veille en cet endroit.

CHAPITRE XII

LES COMMUNISTES ET LES PHALANSTÉRIENS EN AMÉRIQUE

OWEN. — CABET. — CONSIDÉRANT.

Modifier radicalement les conditions de l'existence humaine, changer les mœurs, et révolutionner les habitudes invétérées de ses concitoyens, présentent certes des difficultés autrement insurmontables que de renverser ou même de créer un nouveau gouvernement : Owen, Cabet, Considérant, en firent tour à tour la fâcheuse expérience.

Pour être d'un ordre beaucoup moins politique que social, les tentatives de ces trois philosophes rénovateurs n'en constituent pas moins des essais de groupements indépendants ; et on peut affirmer que, s'ils avaient réussi, on compterait, de nos jours, presque autant de petits phalanstères que de villages éparpillés dans le monde.

I

OWEN

Fils d'un simple forgeron, Robert Owen [1] parvint rapidement, par son labeur et son intelligence, à la direction d'une importante filature de coton. Ne se trouvant pas assez indépendant à Manchester, il entreprit bientôt de fonder, en Écosse, dans une contrée perdue, la célèbre fabrique de New-Lanark (1800).

A force de bons soins et de patience, Owen réussit à rendre travailleuse, instruite, et sobre, une population restée jusqu'alors aussi sauvage que vicieuse. Il créa des écoles, bâtit des maisons ouvrières, et organisa l'assistance médicale gratuite ; il réduisit à dix heures et quart les heures de travail, interdit le travail des enfants au-dessous de dix ans, et paya un salaire à ses ouvriers, même en temps de chômage.

New-Lanark resta, pendant de longues années, l'usine modèle par excellence. L'empereur Nicolas, Maximilien d'Autriche, et des milliers de visiteurs vinrent, en pèlerinage, visiter ce prototype de régénération ouvrière. Owen paracheva son œuvre, par sa seule énergie, et en dépit de la coalition des autres patrons, voire même de ses associés, qui lui reprochaient ses dépenses *inutiles*. Cette création classera Owen pour toujours parmi les plus grands philanthropes.

[1] Né en 1771 à Newton, dans le nord du pays de Galles.

Le « bon patron » se trouvait également, par malheur un communiste convaincu, et un philosophe plus ardent que logique. D'après lui, la société souffrait uniquement de trois grands maux : la religion, le mariage, et la propriété privée.

Sa doctrine enseignait l'irresponsabilité complète de la nature humaine, et sa transformation toujours possible, grâce au secours du milieu ; pour lui, tout coupable était un malade, et il rêvait de voir les prisons devenir de simples annexes des hôpitaux. Owen aspirait au règne d'une charité pure, spontanée, universelle, qui ne tarderait point, selon lui, à provoquer un bien-être général et un bonheur collectif résultant à la fois de la saine éducation donnée par la Communauté, et du développement physique qu'aucune privation ou aucun vice ne viendrait plus, dès lors, compromettre.

Owen combattait l'institution du mariage : « ... Vous commettez un crime, disait-il, quand vous jurez d'aimer toujours celle que votre organisation vous forcera peut-être à détester bientôt... Le mariage crée le mensonge. » Le rénovateur, proposait de ne plus admettre que des unions contractées ou renouvelées pour un an, après un premier essai de trois mois. La Communauté seule, d'après lui, devait être chargée d'élever les enfants, sans souffrir le moindre contrôle des parents.

Owen, industriel avisé, toujours le premier à introduire les nouvelles machines, expliquait néanmoins le développement de la misère par celui du machinisme, et par la surabondance de la production. Il prétendait, en conséquence, subordonner l'industrie à

l'agriculture, véritable « cellule sociale », et, pour occuper plus de bras, proposait très sérieusement de bannir la charrue pour cultiver la terre à la bêche.

La valeur de chaque objet se trouvant, d'après son système, fixée par le nombre d'heures qu'il avait nécessité, le profit de l'ouvrier ne devait s'élever qu'à la somme nécessaire à la satisfaction de ses justes besoins. Le forgeron qui, dans sa journée, se serait donné la peine de fabriquer trois bêches, aurait pourtant moins reçu de la Communauté, s'il était frugal, qu'un compagnon qui n'en avait forgé qu'une, mais qui se trouvait mieux doué sous le rapport de l'appétit.

En même temps qu'Owen menait une vigoureuse campagne pour obtenir du Parlement une législation protectrice du travail, il publiait un ouvrage intitulé : *Nouvelles vues sur la société, ou Essais sur la formation du caractère humain*, puis son célèbre *Rapport au Comté de Lanark*.

Très sincère dans ses convictions, Owen décida de mettre en pratique ses doctrines. Pour tenter en grand une expérience décisive de *Communisme agraire*, l'Angleterre lui sembla un pays trop routinier, et il acheta, aux États-Unis sur les rives du Wabash, une concession où vivait une austère colonie de la secte des Harmoniens.

Sa réputation de haute philanthropie lui procura un accueil enthousiaste en Amérique, et le Congrès se réunit pour écouter l'exposition de ses projets. Malheureusement, son renom de manufacturier habile et de bon patron lui attira aussitôt une telle foule de disciples qu'il dut les accepter en bloc, sans pouvoir les

trier ; quand il arriva à New-Harmony, sa communauté se trouvait déjà entièrement peuplée !

Cette population paraissait fort mélangée : elle comptait sans doute, dans ses rangs quelques hommes de bien, voire même un certain nombre d'esprits distingués, mais la majorité se composait de vagabonds ou de gens « qui, dit Holyoake, se trouvant mal à leur place dans le monde tel qu'il est, concluent qu'ils sont créés pour le monde tel qu'il doit être ».

Avec de pareils éléments, Owen comprit qu'il ne pouvait essayer de fonder, à New-Harmony, qu'une simple communauté *préliminaire*. Une constitution fut pourtant votée, le 1er mars 1825 ; ensuite Owen retourna surveiller ses entreprises en Angleterre.

La meilleure recrue d'Owen fut le riche philanthrope américain Maclure ; cet entreprenant géologue amena avec lui l'économiste Thomas Say, le naturaliste français Lesueur, ainsi que Phiquepal et Mme Fretageot, deux autres de nos compatriotes, chargés d'enseigner la méthode pédagogique de Pestalozzi.

Quand Owen revint en Amérique, après une absence de quelques mois, la poterie, la scierie et le moulin ne fonctionnaient déjà plus, faute d'ouvriers de bonne volonté. Pourtant, le fondateur de la colonie ne désespéra pas encore et fit voter, le 5 février 1826, une nouvelle constitution pour la *Communauté d'Égalité-Parfaite*.

Le communisme d'Owen, très autoritaire en théorie, ne conduisit qu'à l'anarchie, malgré les excellents conseils qu'il prodiguait : « On doit traiter avec beaucoup de patience les membres atteints de la

maladie de la paresse... Il ne faut pas ressentir de colère contre les femmes qui braillent ou vous querellent, etc. ».

« En avril 1826, dit M. Dolléans, le duc Bernard de Saxe-Weimar fait à New-Harmony une visite dont le récit est un aperçu intéressant sur la situation matérielle et morale de la colonie. La première personne que le duc rencontre, à son arrivée, est un homme, d'une cinquantaine d'années, simplement vêtu, qui lui dit le désordre dans lequel il va tout trouver à New-Harmony ; quand le duc demande son nom à cet inconnu, il apprend qu'il est en présence de Robert Owen. Du récit du duc de Saxe-Weimar se dégage l'impression que rien n'est organisé à New-Harmony, sauf le plaisir. Durant tout le séjour du duc, ce ne sont que danses et concerts. La musique, nous dit-il, est excellente, et les cotillons très gais : on a même inventé une figure qu'on appelle le *nouveau Système social*. Des stances de lord Byron alternent avec les chants gracieux de voix mélodieuses. La soirée qui précède le départ du royal visiteur se termine par une promenade en bateau, au clair de lune. Par contre, la vie est très frugale ; pour tout menu, parfois, le repas se compose d'un unique dindon ; aussi le duc déclare-t-il que, durant tout son séjour, il n'a pas eu à se plaindre d'un seul *mal de tête*. Malgré les professions de foi égalitaires, le duc de Saxe-Weimar remarque, et il insiste sur ce fait, que les communistes souffrent de l'égalité, les femmes surtout. Il rapporte les confidences que plusieurs d'entre elles lui font à ce sujet : l'égalité n'est point de leur goût. Le plus souvent, du reste, ceux qui ont reçu

une éducation plus raffinée font bande à part, se groupent entre eux sans faire attention aux autres. Une anecdote que le duc rapporte est significative : une jolie jeune fille du nom de Virginie, venue à New-Harmony à la suite d'une déception sentimentale, est au piano lorsqu'on vient lui dire qu'il est l'heure de traire les vaches ; tout en pleurs, Mlle Virginie doit interrompre son chant pour cette besogne prosaïque, qui lui fait maudire l'égalité et le nouveau système social. »

Si les habits, le logement et les repas que l'on prenait ensemble paraissaient uniformes, si la communauté existait réellement dans les habitudes, elle ne parvint jamais à s'étendre aux intérêts particuliers de ses membres. La négation de l'intelligence et du capital ne pouvait guère stimuler l'activité ; par crainte de travailler pour les paresseux, chacun s'en remit bientôt à la bonne volonté de son voisin, et on ne vit plus dès lors, dans les rues, que des groupes de causeurs désœuvrés.

A la fin de 1826, après un an d'expérience, on vole et on s'enivre à New-Harmony tout comme dans une ville civilisée ; les champs restent incultes et personne ne se donne même plus la peine de réparer sa maison. Maclure d'ailleurs était déjà parti fonder une colonie distincte, et la plupart des disciples d'Owen avaient disparu.

Le 28 mars 1827, le comité constate tristement que le manque d'intérêt produit décidément l'insouciance. « L'expérience a montré que le système social était aussi impuissant à métamorphoser les caractères qu'à assurer, par le travail commun, la satisfaction des

besoins... Il est certain que l'établissement ne paye point ses dépenses. »

C'est le glas d'*Égalité parfaite*. Ses habitants sont déjà revenus au système d'individualisme corporatif. Owen et Maclure plaident l'un contre l'autre pour faire juger à qui doit échoir le paiement des dettes de la communauté.

Après un nouveau voyage de quelques mois en Écosse, Owen revint à New-Harmony au mois d'avril 1828, et, cette fois, se vit contraint de reconnaître l'échec complet de son expérience. New-Harmony n'avait même pu vivoter si longtemps que grâce à la haute personnalité de son fondateur, et à l'importance des capitaux engagés. Cette tentative lui coûta près d'un million ; Maclure et quelques autres bienfaiteurs en avaient dépensé autant.

Owen conservait toujours malgré tout la foi en son système social : il se rendit même au Texas, pour préparer un nouvel essai ; mais, heureusement pour lui, le gouvernement mexicain déclina ses propositions.

A son retour en Angleterre, Owen s'occupa de Sociétés coopératives, et fonda *l'Equitable Labor Exchange*, où, contre des bons de travail, on délivrait des marchandises. Le résultat de l'unité monétaire employée, une heure de travail, allait à l'encontre des intérêts du bon ouvrier; d'autre part, les magasins de la banque, achetant *tout*, se trouvèrent bientôt uniquement garnis de rossignols invendables, et durent bientôt fermer leurs portes.

Owen, à partir de 1834, fit paraître le *New Moral World*, organe « socialiste d'un système rationnel de société fondé sur la nature ». Cet utopiste, qui montra

toute sa vie une volonté persistante et généreuse pour le bien, mourut en 1858.

New-Harmony fut une fantaisie de millionnaire, mais New-Lanark restera une œuvre glorieuse de propagande humanitaire.

II

CABET

Étienne Cabet, fils d'un maître tonnelier, naquit à Dijon en 1788. D'abord répétiteur au Lycée de Dijon, pendant qu'il étudiait le droit, Cabet se fit ensuite inscrire au barreau de Paris, où il plaida avec succès plusieurs procès politiques. Malheureusement, une grave maladie des yeux le força de se retirer quelque temps de la vie active, puis, quand sa vue se fut un peu améliorée, il prit la direction du célèbre recueil de jurisprudence de Dalloz.

Ancien carbonaro, Cabet, lors de la révolution de 1830, devint membre de la municipalité insurrectionnelle du XIe arrondissement. Il se rallia, avec quelques réserves, à Louis-Philippe; et Dupont de l'Eure, dont il était l'ami, le nomma au mois d'octobre, procureur général à Bastia. Six mois plus tard, Casimir-Périer le révoquait, à cause des termes de sa profession de foi aux électeurs de Dijon; cette disgrâce ne l'empêcha pas, d'ailleurs, d'être élu député, le 6 juillet 1831.

Poursuivi à propos de l'échauffourée de Saint-Merri, le jour de l'enterrement du général Lamarque, cité devant les tribunaux au sujet de son *Histoire de la Révolution de 1830*, « véritable acte d'accusation contre le gouvernement », les deux fois il obtint son acquittement. En 1834, Cabet fut moins heureux : ses

CABET

Créateur de l'Icarie.

articles dans le journal *Le Populaire* lui valurent deux ans de prison ou cinq ans d'exil.

La Belgique refusa de le recevoir, et il dut se réfugier à Londres, où il rédigea un nombre considérable d'articles et de brochures pour prouver que, seule, la communauté pouvait procurer aux peuples la véritable démocratie.

De retour en France en 1839, Cabet se jette dans la politique active. Il attaque Thiers, Guizot et le *National*, journal d'Arago et de Ledru-Rollin, pendant qu'il est lui-même obligé de se défendre contre les Babouvistes et tous les intransigeants du communisme.

A la fin de 1840, Cabet publia son célèbre *Voyage en Icarie*. Cet ouvrage de pure imagination obtint un succès considérable. L'Icarie est une terre promise dont les habitants ne connaissent que le bonheur et la prospérité. Dans cet heureux pays, les chiens sont muselés, des omnibus circulent partout, ainsi que des ballons dirigeables ; tout y est rationnel, jusqu'aux « *indispensables*, aussi élégants que commodes, les uns pour les femmes, les autres pour les hommes ». On voit que Cabet pensait aux moindres détails, dans l'organisation de sa société modèle. L'État s'y trouve maître de toutes les industries, et vend le pain aussi bien que les bottes ; l'heure du lever et du coucher des habitants est uniforme, et quatre repas sont constitutionnellement servis à chaque citoyen. Ce dernier détail enthousiasma tant de lecteurs que Cabet reçut un grand nombre de lettres, lui demandant dans quelle partie du monde se trouvait l'Icarie !

En 1846, son humeur batailleuse le poussa à s'en prendre à Considérant et aux Fouriéristes. Polémiste aussi ardent que prolifique, Cabet compta bientôt autant d'ennemis dans les rangs de l'opposition que parmi les partisans du gouvernement. Alors, dégoûté de la politique, il résolut de quitter la France, et conseilla à ses disciples de le suivre en Amérique.

« Allons en Icarie !

« Puisqu'on nous persécute en France, puisqu'on nous refuse tout droit, toute liberté d'association, de réunion, de discussion et de propagande pacifique, allons chercher en Icarie notre dignité d'homme, nos droits de citoyen, et la Liberté avec l'Égalité...! »

L'emplacement adopté pour la fondation de l'Icarie se trouvait situé au Texas, sur les bords de la rivière Rouge. Nul doute que le choix de cette région ne fût la conséquence des conseils d'Owen, qui s'intéressait à la tentative de Cabet, et avait autrefois pensé à s'établir dans ces contrées, alors mexicaines.

La « constitution » de l'Icarie fut votée, le 10 octobre 1847, dans les bureaux du *Populaire*, par cent cinquante Icariens; mais le 5 janvier suivant, Cabet fut arrêté, sous prétexte que son projet communiste dissimulait une immense escroquerie ; l'apôtre, d'ailleurs, recouvra la liberté au bout de trois jours.

Un de ses disciples, Charles Sully, partit aussitôt pour explorer la concession et préparer quelques installations provisoires, avant l'arrivée de la première avant-garde, qui s'embarqua au Havre le 3 février 1848. Cette expédition, commandée par Gouhenant, comprenait soixante-neuf Icariens.

Trouvant que la rivière Rouge n'était plus navi-

gable au-dessus de Shrevenport, Sully prit ses dispositions pour établir les nouveaux colons à 100 kilomètres de cette ville ; ce plan semblait fort sage : malheureusement Gouhenant ne voulut rien entendre et s'obstina à entraîner ses compagnons sur les ter-

rains de la concession Peters, à Cross-Timber (Fannim county).

Après des fatigues sans nombre, les malheureux communistes arrivèrent en Icarie complètement exténués. La plupart des bagages avaient dû être abandonnés en route, et on se trouvait au plus fort de l'été. Les privations et les imprudences commises par les colons, sous un climat nouveau, occasionnèrent plusieurs épidémies. Cinq des chefs de l'expédition, dont

le médecin français, étaient d'ailleurs restés prudemment à la Nouvelle-Orléans... en attendant l'occasion de retourner en France. Le seul médecin de l'expédition, l'Espagnol Rovira, « complètement fou, empoisonnait les malades avec des remèdes trop violents ».

Les colons, bientôt décimés, s'empressèrent de revenir à Shrevenport, où ils rencontrèrent la seconde expédition.

« En arrivant le 29 août, dit Cabet, avec la moitié de la deuxième avant-garde (l'autre moitié étant restée en arrière pour prendre quelque repos), le délégué trouve la première avant-garde malade, découragée, décidée, contre l'avis de Gouhenant et de deux autres seulement, à quitter l'établissement et à se retirer à la Nouvelle-Orléans. On abandonne le matériel, on partage la caisse. Il n'y a qu'un cri contre Gouhenant... On trouve dans sa malle des brochures, des insignes, des ornements, qui paraissent prouver qu'il est l'agent des jésuites... On le condamne comme traître. »

Malgré la distribution d'une somme de cinq mille francs, la plupart des colons retournèrent à la Nouvelle-Orléans, où plusieurs d'entre eux entamèrent une campagne de presse acharnée contre le fondateur de l'Icarie.

« Bientôt arrivèrent, dit Cabet, un grand nombre de familles embarquées à Bordeaux et au Havre les 15 octobre, 2 et 12 novembre, et parties avant qu'on ait reçu en France les lettres du 2 septembre, écrites en Icarie, au delà de Cross-Timber, et annonçant le désastre de la retraite. Attirés par les dissidents, quelques-uns se joignent à eux, au mépris de leurs

engagements... L'expédition de Bordeaux se sépare violemment de la communauté, et se partage sa caisse... »

Pendant ces désastres, Cabet continuait à vivre tranquillement à Paris : la révolution de février venait d'éclater, et l'apôtre du communisme se démenait au milieu de toutes les agitations de la politique. Renié par la bourgeoisie, bientôt abandonné par les exaltés, qui lui reprochaient une proclamation dans laquelle il avait déclaré « qu'il ne voulait le triomphe de sa doctrine que par la puissance de l'opinion publique » il échoua aux élections législatives en avril, en juin et en septembre.

Cabet qualifia d'abord d'esprit faux Gosse, qui abjurait les communistes d'abandonner la politique pour se consacrer à la fondation de l'Icarie : pourtant, à la nouvelle du sauve-qui-peut général, le gérant d'Icarie comprit, un peu tard, que son devoir l'appelait en Amérique. La conduite de Cabet semble, dans toute cette affaire, plus que légère : car le chef d'une semblable entreprise doit toujours marcher à la tête de ses adhérents.

Gouhenant serait, d'après Cabet, l'auteur de tout le mal. Pourtant Considérant qui, en 1854, rencontra le « traître » au Texas, a déclaré : « Lorsque quelques faits seront publiés, et ils le seront, ils vaudront à l'accusé une éclatante réparation ; et ce sera alors à l'accusateur à se justifier, si c'est possible. »

Cabet mit également en cause les Jésuites, que toute sa vie il verra partout : mais cette défense est enfantine. Avec le mot de trahison et le spectre des Jésuites, on peut obtenir de beaux effets oratoires,

mais on parvient difficilement à expliquer ses propres défaillances. La vérité est que cette tentative manqua de direction et d'organisation. Le recrutement des colons, d'ailleurs, laissa beaucoup à désirer : il y avait de tout parmi les communistes, même des femmes pour lesquelles leurs maris payaient un apport, « afin de se débarrasser d'elles ».

Parti de Paris le 13 décembre 1848, Cabet débarqua à la Nouvelle-Orléans le 19 janvier suivant. A son arrivée, les Icariens ne parlaient de rien moins que de le faire jeter en prison. Cabet réussit pourtant à tenir tête aux dissidents, et parvint à réunir une assemblée générale. Après deux jours de violentes discussions, 280 personnes, dont 74 femmes, décidèrent de persévérer dans leur tentative. Quinze mille francs furent répartis entre ceux qui préférèrent retourner en France.

Le nombre des Icariens débarqués à la Nouvelle-Orléans s'était élevé à 485 : mais 175 seulement d'entre eux dépassèrent ou atteignirent Shrevenport; de ce nombre, il n'y en eut que 54 qui demeurèrent fidèles à l'apôtre du communisme.

« La 1er mai, écrit Cabet, nous partîmes tous ensemble pour Nauvoo (Illinois), ville abandonnée par les Mormons, à cinquante lieues au-dessus de Saint-Louis, au Nord, sur le Mississipi. Nous y arrivâmes le 15. »

A Nauvoo où les maisons se trouvaient toutes construites et la terre défrichée, la vie sembla assez facile aux nouveaux colons. Au mois de novembre, la nouvelle Société fut définitivement organisée, et, le 21 février suivant, les Cabétiens votèrent une consti-

tution pour la communauté icarienne, placée sous la direction de plusieurs gérants élus pour un an.

Les Icariens commençaient à réparer le curieux temple des Mormons, dans le but de l'utiliser comme lieu de réunion, quand, le 27 mai 1850, un violent cyclone le détruisit de fond en comble.

Quelques jours après son départ de Paris, Cabet avait été poursuivi à la suite, de la découverte, dans la chambre du garçon de bureau du *Populaire*, de onze fusils enlevés pendant l'émeute du 15 mai 1848. Un an plus tard, il fut, malgré son absence, élu député de Paris, ce qui ne l'empêcha pas d'être condamné par défaut, au mois de septembre, à deux ans de prison, pour escroquerie, sur la plainte de quelques Icariens désabusés.

Le 1er janvier 1851, la communauté comprenait 340 habitants. Voici, d'après M. Félix Bonnaud, quelques extraits de la *Popular Tribune* de Nauvoo :

Le 7 janvier 1851, il est résolu, après trois jours de séances, qu'on ne tolérerait plus aucune infraction aux principes de la communauté. Il s'ensuit une réconciliation générale.

Le 11, Cabet constate mélancoliquement : « Beaucoup de ceux qui se sont présentés comme Icariens se sont trompés, en me trompant moi-même ».

Le 24, l'existence légale de la communauté icarienne est reconnue par un acte de la législature de l'Illinois.

Le 2 février 1851, Cabet est réélu président; sa confiance dès lors devient telle dans la réussite de la colonie qu'il croit pouvoir, sans inconvénient, retourner en France, pour en appeler de sa condamnation ; en

effet, le 29 septembre, la Cour d'appel de Paris annula le jugement du tribunal correctionnel.

Cabet fonda alors à Paris le *Républicain populaire et social*, et peut-être se serait-il encore laissé aller à oublier l'Icarie si le coup d'Etat du 2 décembre, en le forçant de quitter la France, ne l'avait conduit à retourner en Amérique (août 1852). Les communistes de Nauvoo l'appelaient d'ailleurs à grands cris, car rien ne marchait déjà plus en Icarie.

« Nous prenons, écrit-il, aussitôt après mon arrivée, plusieurs mesures importantes, notamment la déclaration de notre intention de demander notre naturalisation comme citoyens américains et l'établissement d'une nouvelle colonie, dans le comté d'Adams (Iowa), pour y fonder définitivement la communauté. »

Pour être reçu dans la communauté, il fallait remplir quarante-sept conditions : savoir écrire et bien connaître tous les ouvrages icariens de Cabet; promettre de toujours agir dans l'intérêt du peuple, de l'humanité, et spécialement des femmes et des enfants; adopter les principes d'égalité, de fraternité, de bienveillance, de vraie liberté et d'unité; s'engager à ne point fumer « parce que c'est dégoûtant chez un cuisinier »; s'interdire la chasse et la pêche « en tant que plaisir », etc.

La septième clause était ainsi rédigée : « Généralement, il faut s'engager à se marier. »

Les moindres détails du trousseau sont réglés : « Les femmes qui portent des corsets doivent en posséder deux, plus deux caleçons de voyage, six jupons, dont deux de couleur, etc. »

Bientôt Cabet s'étonne, assez naïvement, de ce que

les membres de la gérance s'obstinent à préférer leur opinion à la sienne : « C'est, à mes yeux, une faute inexplicable, qui troublera quelque peu l'harmonie de la colonie. »

Cabet avait un caractère fort autoritaire ; malgré ses sentiments sincèrement républicains, son langage ressemblait souvent à celui d'un tyran. N'avait-il pas d'ailleurs déclaré aux premiers séparatistes : « Gérant d'Icarie, je considère toutes les accusations comme une révolte, comme de l'anarchie... »

L'année 1853, marquée par une « réforme icarienne », inaugura une période de paix et de tranquillité relative qui dura quelques années ; en juillet 1855, la colonie comprenait 526 personnes, malgré quelques exclusions prononcées « pour faire respecter l'inviolabilité de l'union conjugale ».

Au mois de décembre 1855, la discorde règne de nouveau en Icarie. Cabet trouve que sa situation n'est plus tenable ; il demande que l'on exclue les opposants, et « qu'en échange de sa responsabilité matérielle et morale » on le nomme président pour quatre ans, avec un seul vice-président sous ses ordres.

Le « Directeur général de la nourriture » et le « Directeur de la santé » entamèrent aussitôt une violente campagne contre Cabet. Le gérant de l'Icarie put se croire encore au Palais-Bourbon.

Pendant la session de l'assemblée, qui dura six semaines, renvois, interpellations, prises en considération, incidents de procédure parlementaire, absence de quorum, se succédèrent comme dans un grand Parlement. Cabet fut traité comme un ministre au

pouvoir; suprême injure, on l'appela même Louis-Napoléon! Le fondateur de l'Icarie prenait toute cette mascarade au sérieux; et déclarait sans rire que la portée des débats de Nauvoo surpasserait en importance celle des débats de la Constituante ou de la Convention. Le proscrit du 2 décembre se vit forcé de déclarer séditieux le chant de la *Marseillaise!*

Cabet proposa, le 3 février 1856, date à laquelle finissaient les pouvoirs de la gérance, qu'on ajournât les élections après la clôture de la session. Soixante-dix voix lui donnèrent satisfaction, mais les opposants, au nombre de soixante-sept, se retirèrent avant le vote, aux cris de fidélité à la constitution, et allèrent nommer, dans un autre local, Gérard comme président.

La situation devint si grave que, le lendemain, Cabet consentit à ajourner pour un an sa proposition. Cette concession ramena le calme, au moins en apparence; et il fut renommé sans opposition.

La paix, hélas! ne dura pas longtemps, et, le 28 mars, l'opposition réclama la fermeture du bureau de Paris, la principale force sur laquelle s'appuyait Cabet. De violentes injures s'échangèrent, et, Cabet ayant commis la maladresse de menacer ses adversaires d'en appeler aux tribunaux, Mourot s'empressa de proposer la destitution immédiate du président. A trois heures du matin, la séance de cette caricature de Parlement durait encore; avant de se séparer, l'assemblée décida de se constituer en permanence et de nommer un comité de surveillance. Le compte rendu des débats est émaillé de : — A l'ordre — Grand bruit — L'orateur est traité de crapaud — Le

tumulte a duré un quart d'heure. La suite de la discussion fut reprise au petit jour, et la suppression du bureau de Paris votée par 91 voix contre 74.

L'Icarie avait vécu. Peu de temps après, la minorité demanda à la cour de Carthage de prononcer la dissolution de la société ; et, le 28 juin, les Icariens fidèles lancèrent une dernière proclamation au monde, pour annoncer la dissolution forcée de la communauté.

Le 15 octobre, Cabet quitta Nauvoo, à la tête de 175 personnes dont 75 hommes. Encore parmi ces derniers disciples « il y en a, dit Cabet, qui n'ont pas toutes les qualités que je voudrais leur voir ».

Toute la petite colonie se trouva réunie à Saint-Louis, le 6 novembre ; mais, le lendemain, Cabet mourut subitement d'une attaque d'apoplexie.

Ses disciples fondèrent alors la colonie de Cheltenham, qui possédait encore, il y a une douzaine d'années, un journal *icarien*.

III

CONSIDÉRANT

Quand le général Lallemand, Owen et Cabet songèrent à fonder des colonies privées, ils jetèrent tous les trois les yeux sur le Texas.

Cet État, capable incontestablement d'un grand avenir, paraissait pourtant alors fort loin d'être une des contrées les plus favorisées de l'Amérique; les moyens de communications manquaient totalement et l'Européen y souffre cruellement de la chaleur. Le général Shéridan aimait à répéter : « Si jamais je me trouve propriétaire du Texas et de l'Enfer, je louerai le Texas, et j'habiterai chez Satan ».

Malgré l'échec du Champ d'Asile et de l'Icarie, Considérant, à son tour, choisit les bords de la rivière Rouge pour y fonder un phalanstère. Cet engouement pour le Texas provenait d'abord du bon marché des terres, et ensuite de ce que, pendant longtemps, on fut habitué à considérer cette contrée comme n'appartenant à personne [1].

Au lendemain de la révolution de Juillet, les Fou-

[1] Dès 1812, le Texas avait entrepris de se déclarer indépendant; incorporé au Mexique en 1824, deux ans plus tard les habitants proclamèrent la république éphémère de Frédonia. Après une guerre de deux ans contre les Mexicains, le Texas parvint, grâce à Austin et à Houston, à conquérir son indépendance en 1836. La nouvelle république, reconnue par toutes les grandes puissances, se réunit volontairement aux États-Unis en 1846.

riéristes, trouvant que leur maître ne se préoccupait pas assez des intérêts matériels du parti, supplièrent Considérant[1] de diriger la propagande. La valeur du procédé dominait, tellement en effet, aux yeux de Fourier celle de l'homme, qu'il se trouvait fort peu enclin à l'apostolat. Estimant son enseignement très supérieur à celui des Saint-Simoniens, il n'arrivait pas à comprendre qu'ils eussent plus de disciples et plus d'argent que lui. A la suite du malheureux essai du phalanstère agricole de Condé-sur-Vesle, qui échoua piteusement et coûta fort cher, Fourier se retira encore plus complètement de la vie de ce monde. Fourier était un visionnaire, et le monde ne l'intéressait que dans l'avenir ; aussi laissa-t-il plutôt agir son adjoint qu'il ne l'approuva.

A sa mort (1837), Considérant devint chef de l'école, et rallia quelques-uns des Saint-Simoniens en déroute. Son premier soin consista à fonder un journal, intitulé le *Phalanstère*.

Considérant était phalanstérien, et nullement communiste.

« Il a toujours défendu, dit Mme Coignet, la liberté et la propriété individuelles, d'où découle fatalement l'inégalité, et il place très haut la culture de l'esprit, les arts, les lettres... Il laisse à chacun, avec le libre développement de sa culture propre, le moyen d'en tirer des avantages particuliers, la responsabilité des actes et leurs conséquences. »

[1] Prosper-Victor Considérant, né à Salins (Jura) en 1808, venait de sortir comme lieutenant du génie de l'Ecole de Metz. Bien qu'il n'eût alors que vingt-trois ans, on le considérait déjà comme une des lumières du Fouriérisme.

Le fond de son système, qui, autant que possible, ne touche ni aux lois ni aux croyances, réside dans le droit au travail, fortifié par toutes sortes d'institutions de prévoyance. Lors de la révolution de 1848, il dira : « La réforme sociale est le but, la république seulement un moyen. »

Esprit foncièrement pacifique, Considérant, pendant qu'on se massacrait dans la rue, bénissait l'humanité et prêchait la douceur et la fraternité. Aussi s'explique-t-on mal sa présence aux Arts et Métiers [1], lors de l'émeute du 13 juin 1849. Député du Loiret, son rôle à la Chambre avait été passablement effacé : il demandait des terres pour créer des phalanstères, réclamait la création d'un ministère du Progrès, et priait la Chambre de lui consacrer *quatre* séances pour pouvoir exposer sa doctrine. Le reste du temps, il signait des proclamations qui se terminaient invariablement ainsi : « Pas d'armes, pour l'amour de Dieu et de la Constitution. »

Après la répression de l'émeute du 13 juin, Considérant s'estima fort heureux de pouvoir gagner la Belgique en compagnie de Ledru-Rollin. En 1852, la France lui restant de plus en plus fermée, il se décida, sur les conseils de Brisbane, à visiter l'Amérique, pour étudier sur place les moyens de créer un phalanstère « dans la patrie des Réalisations ».

A New-York Considérant, se mit immédiatement à apprendre l'anglais, puis, le 30 avril 1853, partit avec son ami Brisbane pour les États du Sud.

[1] Le comité directeur de cette émeute tint séance quai Voltaire, dans les bureaux de la *Démocratie pacifique*, l'organe de Considérant.

Avant de continuer, donnons, d'après Considérant, un aperçu de la théorie de la Phalange :

« La conception de Fourier comporte deux idées générales :

« 1° L'idée de l'Association, notion économique et sociale d'un ordre coopératif et combiné, opposé à l'état de morcellement et de divergence.

« 2° L'idée de la Loi sériaire, au moyen de quoi l'association est conçue, non plus simplement comme une agglomération d'éléments coopérants fonctionnant dans un système quelconque, mais comme un être social doué d'une organisation supérieure, vivant d'une vie pleine, intégrale, et harmonique. »

C'est dans le but de créer une société basée sur ces principes que Considérant se rendit au Texas. Brisbane, moins enthousiaste, disait : « Si nous ne pouvons pas fonder l'harmonie sociale, fondons du moins la justice ! » Après avoir descendu l'Ohio et le Mississipi, puis remonté en partie le cours de l'Arkansas, les deux explorateurs achetèrent des chevaux à Fort-Smith et gagnèrent Preston, sur la rivière Rouge. Pendant six semaines ils parcoururent le Texas, passèrent par Austin, et finalement revinrent s'embarquer à Galveston.

De retour en Belgique, Considérant publia (août 1853) *Au Texas*, ouvrage fort étudié, bien qu'un peu trop enthousiaste : « La terre promise, disait-il, est maintenant une réalité. »

La création d'un phalanstère fut aussitôt décidée, et son emplacement fixé près du Fort-Worth (comté de Dallas) situé sur le cours supérieur de la Trinité. Ce lieu ne se trouvait pas à vingt-cinq lieues de

l'Icarie, de fâcheuse mémoire. Pour établir la supériorité de sa doctrine sur celle des communistes, Considérant voulait, sans doute, démontrer qu'il pouvait réussir à l'endroit même où Cabet avait échoué.

Une fois la Société constituée définitivement à Bruxelles, non sans avoir reçu maintes fois la visite de la police, Considérant passa à New-York, avec sa famille, dans les derniers mois de 1854. Malheureusement les concours sur lesquels il comptait lui manquèrent au dernier moment; le fort Worth n'était plus à vendre, et une nouvelle législation sur les concessions territoriales vint bouleverser complètement ses projets. Tout pouvait néanmoins s'arranger avec le temps, quand il apprend que 200 colons viennent de partir, sans attendre son signal, et se trouvent déjà en route pour le Texas.

« Mon plan était brisé, je tombai foudroyé sous les débris. Étant encore à New-York, sachant à peine que nous venions d'acquérir à haut prix quelques bribes de terre sans être bien certain de leur valeur... Que faire ? Refuser de reconnaître et de recevoir ceux qui enfreignent d'une manière si ouverte les ordres de la gérance ? C'était sans doute le seul moyen de sauver la situation. Mais quand ceux-là sont des amis, des collaborateurs, des frères, prend-on contre eux une mesure aussi draconienne ?... Les convois se succèdent, foule mêlée d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards, de jeunes filles, la plupart sans ressources, sans valeurs, sans connaissance du pays, sans expérience du travail et pleins d'illusions ».

Pour comble de malheur, au moment où il avait

besoin de toute son énergie, Considérant tomba frappé d'une terrible maladie nerveuse, qui lui retira toute activité et toute initiative. Plus tard il avoua même qu'il avait alors sérieusement songé au suicide ; cependant il partit pour le Texas, mais ne put être d'aucun secours aux malheureux phalanstériens : ses scrupules de conscience augmentèrent même le découragement de ses compagnons, et il parla de liquider la Société.

« Je me traînai, dit-il, jusqu'à l'automne, assistant au spectacle navrant pour moi de l'étrange colonisation qui remplaçait ce que j'avais cru avoir à faire au Texas, ayant sous les yeux cet affreux bâtard, ce monstre sans tête ! — Il n'y a rien, ajoute-t-il ailleurs, en ce qui s'est passé dans ce *trou*, et ce que nous avions à y faire ».

Au mois d'août, Considérant se rendit à Austin, dans l'espoir de s'entendre avec la législature. Revenu, au commencement de 1856, dans le comté de Dallas, l'apôtre, saisi d'une nouvelle ardeur, s'efforça de rétablir l'ordre et de faire prospérer la communauté ; « Croyez-moi, écrivit-il alors à ses fidèles, croyez-moi toujours ; malgré et quand même, je vous dis : venez ici ; mais préparez-vous à venir grandement, largement, nombreux et bien munis ; autrement ce n'est pas la peine » ; toutefois, devant l'inutilité de ses efforts, le découragement le reprit bientôt, et il se décida à appeller son disciple, Cousin, « pour fermer le gouffre et appliquer des mesures réparatrices ». Dès lors, il ne parle plus de développer, mais seulement de laisser traîner son œuvre. Cent-vingt personnes habitent encore *La Réunion*, mais tous les bons ouvriers sont partis.

Le mécontentement devient général et les pamphlets succèdent aux pamphlets.

« ... Chaque soir, dit l'un d'eux, les chefs de groupes (ils sont une dizaine qui, le jour, promènent leur talent) dressent le programme du lendemain, et, le matin, chacun se rend à son travail sans avoir le droit de discuter. Le plus souvent le menuisier doit aller creuser un puits, et le puisatier fendre du bois !...

« Qu'y a-t-il de plus despotique que votre humanité réglementée avec une hiérarchie commençant au chef de groupe et allant aboutir à l'omniarchat de Considérant ?... Tenez, voulez-vous que je vous le dise ? dans votre fameuse devise : à chacun selon son capital, son travail, son talent, vous faites du travail ce que les Juifs ont fait du Christ : vous le clouez en compagnie de deux larrons ! »

La création d'un chemin de fer qui traversait le phalanstère améliora sa situation financière. Une seconde fois, l'espoir renaît chez Considérant, et il écrit, en août 1857, de San Antonio, un Manifeste où il conseille un nouvel essai de colonisation ; toutefois de phalanstère il est à peine question. Cette nouvelle tentative vécut quelques années tant bien que mal, grâce à la plus-value dont avaient profité les terres du Texas.

« Peu après le retour de Considérant au Texas, dit Mme Coignet, le soulèvement des États du Sud consommait la ruine de la colonie. Le capital social entièrement détruit, les derniers colons se dispersent. Considérant se retire alors à San Antonio, avec sa femme et sa belle-mère. Il y vécut jusqu'en 1869, un

peu à la façon des anachorètes, partagé entre la culture de la terre et l'étude des sciences, qu'il reprit alors avec une extrême vigueur ».

La Réunion, transformée en société de spéculation de terrain, vécut jusqu'en 1875, date à laquelle M. Cantagrel, son directeur en France, provoqua la dissolution de l'entreprise « qui était déjà un désastre lors de la guerre de Sécession en Amérique, et qui est à la veille de se terminer par un désastre absolu ». De leur capital initial de plus d'un million, les actionnaires retirèrent péniblement une centaine de mille francs.

Grâce à l'amnistie, Considérant revint en France en 1869; mais il se tint dès lors à l'écart de la politique active, et vécut volontairement dans l'obscurité, suivant assidûment, malgré son âge, les cours de la Sorbonne et du Collège de France. Il mourut à Paris, le 27 décembre 1893.

Ces trois tentatives communitaires ou phalanstériennes péchèrent toutes par l'absence de valeur ou de moral de leurs associés, et les deux dernières par le manque de capitaux. Sans le vouloir, elles réalisèrent la république que Bernardin de Saint-Pierre rêvait de fonder en Sibérie, « qui serait ouverte aux malheureux de toutes les nations, et où il suffirait d'être pauvre et persécuté pour y trouver asile. » Généreuse utopie, mais antithèse de toute organisation sociale.

Ces expériences malheureuses semblent avoir découragé quelque peu les rêveurs qui prétendent faire passer leurs illusions dans le monde de la réalité.

Toutes ont eu, plus ou moins, le triste sort de la Retraite à Ménilmontant du Père Enfantin et des Saints-Simoniens.

De temps à autre, pourtant, on entend encore parler de *milieux libres :* mais ce sont généralement de petites colonies anarchistes. On se rappelle la tentative peu concluante de la colonie libre de Vaux, qui comptait à sa tête deux penseurs remarquables, MM. Descaves et Donnay. On cite des expériences semblables un peu dans tous les pays : mais nulle part le succès n'a répondu au zèle ou à la conviction de leurs créateurs.

En Hollande, les paysans ont dévasté la colonie de Blarikum ; au Brésil, le fondateur du Kosmos s'est enfui avec la caisse ; en Angleterre, les femmes ont abandonné le phalanstère de Whiseway : « Elles avaient constaté que le communisme mène à l'exploitation du travailleur par le fainéant ; car elles lavaient le linge de grands gaillards qui s'en allaient déambulant par les collines, prenaient la pioche en amateurs, rêvassaient, et faisaient des phrases. »

JAMES BROOKE
Rajah de Sarawak.

CHAPITRE XIII

JAMES BROOKE

RAJAH DE SARAWAK

La tentative de Brooke, de créer en Malaisie un État indépendant, présente la particularité absolument curieuse d'avoir pu être menée à bien par son auteur. Non seulement son nom a figuré dans l'almanach de Gotha, mais encore il lui a été loisible de laisser son Sultanat à un parent de son choix.

James Brooke, fils d'un fonctionnaire civil du Bengale, naquit en Angleterre, près de Bath, le 29 avril 1803. Parmi ses ascendants, il comptait un lord-maire de Londres au temps de Cromwell.

Dès son enfance, sa nature aventureuse ne put se plier à la discipline du collège de Norwich, et, à seize ans, le futur Rajah partit pour les Indes, avec une commission de cadet dans l'infanterie du Bengale. Après avoir passé quelque temps dans le Commissariat, il obtint en 1824, lors de la première campagne des Anglais en Birmanie, de lever et de discipliner un corps indigène de cavalerie volontaire.

Le jeune officier se distingua en plusieurs rencontres, mais reçut, près de Rangpour (janvier 1825), une blessure si grave qu'au premier moment on le

compta parmi les morts. Brooke se rétablit pourtant, mais resta toute sa vie légèrement estropié : il obtint de la Compagnie, à titre d'indemnité, une pension de 2 000 francs.

Parti en Angleterre en congé de convalescence, il joua de malheur quand il voulut retourner à Calcutta ; par suite d'un naufrage et de toute sorte de retards, il ne parvint à rejoindre son corps qu'après l'expiration de ses trois années de congé, et se vit, pour ce motif, rayé des cadres (1828).

Brooke se décida alors à visiter l'Extrême-Orient. Il fit escale à Penang, Malacca, Singapour, poussa jusqu'en Chine, et revint par Bornéo. Ce fut un séjour dans cette île qui lui donna l'idée du projet qu'il mit à exécution quelques années plus tard.

De retour en Angleterre à la fin de 1831, Brooke resta trois ans sans voyager ; mais, en 1834, malgré sa famille qui voulait le retenir, il fit l'acquisition d'un petit brick pour aller commercer en Chine. Son père mourut l'année suivante. Deux ans plus tard, il employa la plus grande partie de sa fortune (700 000 fr.) à acheter, équiper et garnir de marchandises un schooner de 120 tonneaux, appelé le *Royalist*.

Après avoir visité divers ports de la Méditerranée, Brooke fit voile pour Bornéo, dans les derniers mois de 1838. Il partit, cette fois, avec un plan bien arrêté ; avant son départ il avait fait connaître, dans un Mémoire, son projet d'introduire l'influence et le commerce britanniques sur la côte septentrionale de Bornéo, qui n'était point occupée par les Hollandais.

Le *Royalist* aborda, au mois de juin suivant, à Singapour, et, le 15 août 1839, Brooke débarqua

dans sa future capitale de Kutching. Cette ville, située sur la côte Nord-Ouest de Bornéo, se trouvait le chef-

lieu de la province de Sarawak, tributaire du Sultan indépendant de Brunéi.

Quand Brooke arriva, les habitants avaient pris les armes à la suite d'exactions commises par les officiers du Sultan ; et ce dernier venait d'envoyer à Kutching son oncle Muda Hassim, pour rétablir l'ordre.

Brooke, qui était chargé de remettre à Muda divers présents, en reconnaissance des secours qu'il avait

fournis, l'année précédente, à des naufragés anglais, se vit admirablement reçu, et autorisé même, autant que l'état de révolution le permettait, à explorer l'intérieur des terres et à visiter les villages des pirates dyaks.

Après un court séjour, Brooke retourna à Singapour, visita les Célèbes, puis revint à Sarawak au mois d'août 1840. La révolte durait toujours : Muda implora son aide, et, grâce à sa tactique, les troupes du Sultan vinrent facilement à bout des rebelles. L'ancien officier anglais commandait pourtant de singuliers soldats, qui se refusaient toujours à combattre : mais un canon suffit à les remplacer avantageusement. Après la prise d'Agui, Brooke obtint, grâce à sa fermeté, la vie des rebelles, puis reprit le chemin de Singapour.

De retour à Sarawak, sa vie se trouva, à plusieurs reprises, en danger, notamment un jour où il parvint, avec deux Anglais seulement, à repousser une attaque des partisans de Makola.

Muda Hassim, se rendant compte que, sans l'appui de Brooke, il ne parviendrait jamais à maintenir son autorité, lui offrit les fonctions de gouverneur, au mois de septembre 1841; l'année suivante, l'ancien officier des Indes se rendit à Brunéi, et, après avoir obtenu du Sultan, moyennant le paiement d'une redevance, la confirmation de ses pouvoirs, fit solennellement reconnaître, à Kutching, le 18 octobre 1842, son titre de Rajah de Sarawak.

Le nouveau prince se mit aussitôt en devoir de réorganiser l'administration de ses États, qui paraissait en avoir le plus grand besoin. Ses réformes furent d'ail-

leurs accueillies avec enthousiasme. Une des causes les plus habituelles de mécontentement résidait dans le système de commerce forcé, qui contraignait les habitants à n'acheter qu'à leurs chefs, toujours à des prix exorbitants, les marchandises dont ils avaient besoin ; et ce qui aggravait encore ce monopole, c'est qu'à défaut de paiement les enfants du débiteur étaient, sans formalités, vendus comme esclaves. Pour remédier à ces déplorables abus, Brooke réglementa les tarifs des objets usuels, et mit toute sorte d'entraves à la saisie des personnes. Avant son arrivée, la justice n'existait point à Sarawak : Brooke se la réserva, la rendit lui-même, restant accessible à tous ses sujets chaque jour pendant plusieurs heures. Le Rajah eut le grand mérite de ne jamais rien brusquer, et de ne chercher à introduire que lentement le progrès à Sarawak.

Pendant les premières années, sa cour européenne ne manqua pas d'un certain pittoresque ; elle se composait simplement d'un domestique anglais qui ne savait pas lire, d'un pauvre matelot irlandais naufragé, et d'un soi-disant officier de santé, qui trouva toujours contraire à sa dignité d'apprendre un mot de la langue indigène.

La piraterie, était, à cette époque, la principale occupation de tous les Malais. En 1843, Brooke accompagna une expédition anglaise chargée de réduire les pirates de Sumatra ; puis, alla détruire, avec l'aide de ses compatriotes, les villages et les barques des Dyaks établis à l'embouchure de la rivière Séribas. Les années suivantes, il opéra de même contre plusieurs autres nids de pirates, notamment à Batang-Lupar et à Sakarang.

Ces opérations présentèrent le double avantage de libérer de nombreux esclaves et d'engager 5 000 familles à venir s'établir sur les paisibles territoires de Sarawak.

Une fois sa puissance solidement établie, Brooke revint en Angleterre, dans le courant de 1847. Son nom se trouvait déjà populaire dans sa patrie ; il eut l'honneur d'être présenté à la Reine, reçut à Londres le droit de cité, obtint la décoration de commandeur de l'ordre du Bain et le titre de docteur honoraire de l'Université d'Oxford.

Brooke fut, en outre, nommé consul général de Bornéo et gouverneur de Labouan, petite île que le Sultan de Brunéi s'était trouvé contraint de céder aux Anglais, pour avoir osé résister à une intervention de leur part, motivée, sans être justifiée d'ailleurs, par le suicide de Muda Hassim.

De retour à Sarawak à la fin de 1848, le Rajah entreprit, l'année suivante, une campagne décisive contre les pirates de Penang. Son expédition remporta un plein succès, mais sa puissance provoqua, à Singapour, la jalousie de ses compatriotes, qui envoyèrent contre lui une foule de dénonciations en Angleterre. La plus sérieuse lui reprochait le chiffre considérable de 500 000 francs payés comme *head-money*, autrement dit à titre de prime pour encourager la destruction des pirates malais.

Un tolle général s'éleva en Angleterre contre les agissements de Brooke, que l'on traita de vulgaire forban. Cette affaire, à deux reprises, revint à la Chambre des Communes ; Hume somma Cobden de fournir des explications, et Gladstone, tout en ren-

dant hommage au caractère de Brooke, demanda la nomination d'une commission pour rechercher si sa conduite n'avait pas été parfois inhumaine, et si les Dyaks étaient bien *tous* des pirates. Cette motion fut rejetée ; pourtant, un peu plus tard, le gouvernement envoya MM. Denereux et Princeps faire une enquête sur place.

Les commissaires conclurent : 1° que le Rajah de Sarawak ne devait pas être en même temps gouverneur de Labuan ; 2° que Brooke ne s'était jamais servi de son autorité pour se livrer au commerce ; 3° qu'aucun des griefs portés contre lui n'avait pu être prouvé ; 4° que les Dyaks massacrés étaient incontestablement des pirates.

La conduite de Brooke se trouva innocentée par cette enquête : néanmoins une grande méfiance continua longtemps de régner contre lui, et les autorités de Singapour s'abstinrent, dès lors, de mettre à sa disposition le moindre navire. Il convient d'ailleurs de remarquer que, pendant longtemps, le gouvernement britannique se montra hostile à la tentative de Brooke. Soit crainte de voir s'élever des difficultés avec les Hollandais, dédain pour la pauvreté du pays, ou peur d'avoir un jour à le soutenir contre les indigènes, les autorités anglaises cherchèrent tout d'abord à le dissuader de ses projets.

Brooke s'abstint quelque temps de se rendre à Singapour, comme il en avait l'habitude, et s'occupa de perfectionner l'administration de son royaume ; pour se concilier les indigènes, il institua, fort habilement, un conseil supérieur composé de trois Anglais et de quatre Malais.

Aucun fait saillant ne vint marquer l'existence du Rajah jusqu'en 1857, année où son gouvernement et sa personne coururent les plus grands dangers. Cette année là, les Chinois employés aux mines d'or de l'intérieur de la principauté, furieux de voir Brooke prendre des dispositions efficaces pour empêcher la contrebande de l'opium, et poussés par le Sultan de Samba, résolurent de chasser tous les Anglais de Bornéo.

Le 18 février 1867, 600 Chinois réunis à Bau marchèrent contre Kutching ; Brooke se trouvait souffrant, et son secrétaire, traita de fable la nouvelle de l'approche des Jaunes. Mal lui en prit, car il en fut la première victime ; Brooke, plus heureux, réussit à traverser la rivière à la nage, et à gagner la forêt. Quelques Anglais cherchèrent à défendre les corps de garde de la ville, mais, trop peu nombreux, ils furent bientôt tués ou forcés de s'enfuir.

Les Chinois, maîtres de Kutching, s'empressèrent de proclamer un nouveau gouvernement, et firent prêter serment de fidélité aux Malais, à l'évêque, et à quelques autres Anglais prisonniers. Le lendemain, les Malais fidèles à Brooke, voyant les Chinois s'éloigner, crurent le moment favorable pour se soulever : mais les vainqueurs revinrent de suite, massacrèrent un grand nombre d'habitants, et entreprirent d'incendier la ville.

Pendant ce temps, Brooke était parvenu au bord de la mer, et avait pu rejoindre quelques autres Anglais. Il chercha aussitôt à rassembler une troupe de Malais ; mais, comme la bravoure ne fut jamais la qualité dominante des habitants de Sarawak, ses

efforts restaient vains, et sa situation devenait critique, quand arriva heureusement un vapeur de la Compagnie de Bornéo. Grâce à ce secours providentiel, il put reprendre sa capitale, délivrer les prisonniers, et mettre en déroute les Chinois, qui se retirèrent en hâte à Simawan.

Cette ville fut bientôt prise et un grand nombre de Chinois périrent dans l'attaque; les autres se sauvèrent en territoire hollandais, où les autorités ne se montrèrent point tendres à leur égard.

Pour mieux faire ressortir l'hostilité des autorités anglaises à l'égard de Brooke signalons que, lorsque la nouvelle de cette révolte parvint à Singapour, le gouvernement se hâta d'envoyer un navire avec ordre de délivrer les Anglais, mais de ne rien tenter en faveur du rétablissement du Rajah.

Brooke se rendit ensuite, plusieurs fois, en Angleterre, bien que la paix ne régnât pas toujours dans ses États. Le Sultan de Brunéi noua des intrigues avec les mécontents de Sarawak, et Pangeron refusa de laisser commercer, dans le port de Mouka, les marchands de Sarawak. Cet acte d'hostilité provoqua de la part de Brooke une répression, que facilita beaucoup l'acquisition d'un bâtiment à vapeur. En 1862, le Rajah se brouilla avec son neveu, qui ne voulait point admettre que son oncle fît appel à une intervention anglaise ; le désaccord finit pourtant par s'apaiser, et lord Russel, en 1863, reconnut officiellement l'indépendance de Sarawak, où il nomma un consul britannique.

Sir James Brooke mourut d'une attaque d'apoplexie, le 11 juin 1868, à Barrator dans le Devonshire.

où il passa ses dernières années. S'il traita parfois les pirates un peu trop comme ils le méritaient, il se montra néanmoins fort humain dans son gouvernement. Ce fut un homme remarquablement patient; avec de bien faibles moyens, il parvint lentement, mais sûrement, à dompter et à civiliser ses barbares sujets.

La Reine Victoria s'étonnant un jour de la facilité avec laquelle il avait établi sa puissance, Brooke, dit-on, lui répondit : « Il est bien plus facile de gouverner 30 000 sauvages qu'une douzaine de sujets de Votre Majesté! »

Le Conseil supérieur de Sarawak, petit Parlement composé en grande majorité d'indigènes, sauf convocation spéciale, ne se réunissait que tous les *trois* ans; heureux pays !

Charles Johnson (Brooke)[1] succéda à son oncle, et, sous son administration paternelle, Sarawak a considérablement prospéré.

Cette principauté, agrandie à diverses reprises, possède maintenant 700 kilomètres de côtes, et sa profondeur varie de 60 à 200 kilomètres. En dehors de nombreuses productions appartenant au règne végétal, le pays paraît riche en mines de charbon, d'or, de diamants, de mercure et d'antimoine; sa population est évaluée à 340 000 habitants.

Trente-huit Anglais suffisent à maintenir l'ordre dans la région, preuve excellente de la bonne administration des Brooke. Deux canonnières, une vingtaine de fortins, et 250 soldats, *the Sarawak Rangers*,

[1] Né en 1829. Il donna sa démission de midshipman, en 1852, pour suivre la fortune de son oncle.

commandés par deux Européens, tiennent en respect les pillards de la frontière.

En 1888, l'esclavage a été complètement aboli; d'ailleurs, dès 1883, tout esclave possédait le droit de se racheter moyennant 30 dollars.

Le 14 juin 1888, l'Angleterre a pris sous son protectorat l'État de Sarawak, mais elle ne s'occupe en rien de la politique intérieure de la principauté. Quand la famille de Brooke s'éteindra, ses États deviendront colonie britannique. Charles Vyner Brooke[2] se trouve actuellement l'héritier présomptif.

Ajoutons, pour terminer, que le drapeau de Sarawak est jaune, cantonné par une croix moitié noire et moitié rouge.

[1] Né le 26 septembre 1874.

BRIGHAM YOUNG

Prophète des Mormons.

CHAPITRE XIV

LE SECOND PROPHÈTE DES MORMONS

BRIGHAM YOUNG

Brigham Young ne fut ni le fondateur, ni le grand prophète du Mormonisme : et cependant c'est uniquement grâce à son énergie que cette étrange religion doit d'être parvenue à un si haut degré de prospérité.

Au lendemain de la mort tragique de Joseph Smith, Brigham se vit élu président suprême de l'Église « des Saints du dernier Jour », et devint, par la grâce même de cette investiture, le deuxième Prophète, Révélateur, et Voyant, de tous les Mormons. Administrateur remarquable, Brigham mena à bonne fin la périlleuse émigration, vers l'ouest, de ses coreligionnaires persécutés, et fonda la célèbre ville de Great Salt Lake ou la Nouvelle-Jérusalem, qui resta, pendant deux ans, la véritable capitale d'un État indépendant. Même après sa sujétion définitive aux États-Unis, l'Utah conserva longtemps une autonomie de fait ; en 1858, les Mormons repoussèrent, les armes à la main, les troupes du gouvernement américain, et Brigham Young, bien que simple gouverneur de territoire, traita de puissance à puissance avec le cabinet de Washington.

Toutefois avant de poursuivre l'histoire de Brigham

Young, il est nécessaire de dire quelques mots de Joseph Smith, le fondateur de la religion mormonne, de sa doctrine, et aussi des persécutions incessantes qu'il eut à subir.

Smith naquit le 23 décembre 1865 à Sharon, dans l'État de Vermont : sa jeunesse se passa entre un père qu'une conversion tardive, mais ardente, avait rendu à moitié fou et une mère complètement visionnaire. Dans ce milieu, où il n'était question que de révélations et de miracles, les idées de Joseph Smith tournèrent vite au mysticisme. Il se mit à la recherche de la vérité parmi les dogmes de toutes les religions qui l'entouraient et, comme il ne la trouva pas, il se résolut à suivre l'exemple de ses parents et à la demander tout simplement à Dieu lui-même. Aussitôt, deux personnages célestes, nous dit-il, vinrent, en 1820, lui défendre d'embrasser aucune des religions répandues sur la terre, toutes se trouvant dégénérées.

Traité de fou par ses concitoyens, Smith renonça quelque temps aux fréquentations célestes : mais, le 21 septembre 1823, un envoyé de Dieu, Néphi, vint lui annoncer que son nom allait être béni ou maudit sur toute la terre, et l'informer de l'existence d'un livre de révélation divine qui donnait l'explication de l'origine des premiers habitants de l'Amérique. L'ange ajouta que cet Évangile se trouvait encore dans toute sa plénitude, tel que le Sauveur l'avait jadis délivré à ses élus, et que, grâce à deux pierres, l'*Urim* et le *Thummim*, il parviendrait à déchiffrer et à comprendre le texte de ce livre, écrit sur des feuilles d'or.

Smith trouva aisément le dépôt divin, près de

Manchester dans l'État de New-York ; seulement, au moment où il allait s'en saisir, un messager céleste lui interdit d'y toucher jusqu'à ce que Dieu l'eût jugé digne de recevoir les précieuses plaques. L'ange n'autorisa Smith à s'emparer du nouvel Évangile que le 22 septembre 1827.

Les mots d'*Urim* et de *Thummim* n'ont pas dans la Bible, où on les rencontre trois fois, une signification bien déterminée : la Vulgate les traduit par la Science et la Vérité ; mais on pense plutôt que c'était un ornement composé de pierres précieuses, dont se servait le grand-prêtre quand il désirait connaître la volonté de Dieu. D'après Josèphe, les pierres étincelaient ou s'obscurcissaient, suivant que la réponse se trouvait affirmative ou négative. Selon Smith, il s'agissait de deux diamants triangulaires enchâssés dans du verre et montés sur des branches d'argent.

Il paraît que les voisins de Smith crurent, cette fois, à la véracité de ses récits, car ils essayèrent si souvent de lui voler les précieuses plaques d'or qu'il se vit forcé de se réfugier en Pensylvanie. Comme Smith était quelque peu chercheur de trésors, il paraît fort possible qu'il ait découvert de véritables feuilles d'or, car, à plusieurs reprises aux États-Unis, on a mis au jour des plaques de divers métaux couverts de signes encore indéchiffrés, mais auxquels on attribue une provenance mexicaine.

Quant aux trois seules lignes que Smith nous a données du soi-disant original, elles sont formées d'un grotesque et enfantin mélange de lettres grecques, hébraïques, et romaines, parfois retournées ou amputées.

Revenu chez lui, Smith entreprit la lecture de l'Éternel Évangile au moyen de ses lunettes magiques : mais la femme du secrétaire auquel il dictait ses révélations, à travers l'épaisseur d'un rideau, vola le commencement du manuscrit. Le prophète, n'ayant pas pris la précaution d'en garder une copie, craignit qu'une nouvelle traduction ne parût trop différente de la première, et fit intervenir un ange complaisant pour lui défendre de retraduire les fragments perdus.

Longtemps plus tard, avant de se dessaisir des plaques, Smith les laissa entrevoir à onze personnes ; seulement comme ces illuminés ne les aperçurent que dans une vision éblouissante, entre les mains de l'ange qui venait les chercher, le procès-verbal qu'ils rédigèrent nous laisse quelque peu rêveur.

Le 15 mai 1829, Smith et Cowdery, son nouveau secrétaire, se promenant dans un bois, virent Jean-Baptiste descendre du ciel. L'apôtre les consacra prêtres de l'ordre d'Aaron, puis leur prédit que, dès qu'ils se seraient mutuellement baptisés par immersion, le Saint-Esprit descendrait en eux, et leur donnerait l'esprit prophétique.

L'année suivante, Smith constitua définitivement la nouvelle Église des Saints du Dernier Jour, et accorda à six de ses disciples le don de prophétie. Vers la même époque, il publia le *Livre des Mormons*.

D'après cette prétendue traduction des plaques mystérieuses, du temps du roi Sédécias, et après la confusion de la Tour de Babel, un certain nombre de Juifs auraient traversé les mers, et, sous la conduite du patriarche Lechi, se seraient établis non loin des Mon-

tagnes Rocheuses, à l'endroit où se trouvait autrefois le Paradis Terrestre.

Les descendants de ces premiers colons périrent en punition de leurs crimes : mais d'autres Hébreux vinrent les remplacer en Amérique, six siècles avant Jésus-Christ. A la suite de guerres atroces (parfois 2 000 000 d'hommes tombaient sur le même champ de bataille!) et de terribles châtiments célestes, Jésus-Christ vint en Amérique, après son Ascension, abolir la loi de Moïse pour y substituer les Évangiles, et annoncer qu'il reviendrait régner sur la terre avant la fin du monde.

Mormon et son fils Moroni, derniers représentants de la nation des Néphites, massacrée par les Lamanites, auraient alors écrit, puis caché, les plaques avec l'Urim, en l'an 420 après Jésus-Christ. D'après cette conception, les Peaux-Rouges, descendant des Lamanites, étaient le vrai peuple de Dieu.

La Nouvelle-Jérusalem devait bientôt être reconstruite en Amérique, et saint Jean, le grand révélateur, errait déjà dans les prairies de l'Ouest, entre le Mississipi et le Missouri, attendant le jour où il pourrait pénétrer solennellement dans la ville sainte.

Il paraît que Smith n'eut même pas le mérite de l'invention de cette mauvaise imitation des légendes bibliques, et qu'il se borna tout simplement à copier un manuscrit d'un nommé Spaulding, qui, vers 1809, s'était amusé à composer un roman biblique dont l'action se passait en Amérique. Smith ne possédait, du reste, que fort peu d'instruction, et mit également à contribution les prétendues révélations de Jane Leade et les prédications des Anabaptistes. L'image du Roi de Munster

flotta d'ailleurs toujours devant les yeux du prophète.

Le système philosophique de Smith semble presque indiscernable, dans le galimatias prétentieux de ses révélations : c'est un mélange baroque de principes chrétiens, d'idées philosophiques, de rêveries puritaines, et de conceptions hébraïques, dont la seule unité réside dans la nécessité de sa propre omnipotence comme prophète de Dieu.

Smith prétendait avoir le don des langues : aussi traduisit-il sans hésiter les hiéroglyphes d'une momie que ses disciples lui présentèrent; malheureusement les égyptologues n'acceptèrent point l'interprétation du prophète, et, là où il lisait le nom d'Abraham, ils prétendirent voir celui d'Osiris !

Smith, joue sans cesse de la révélation d'une façon vraiment abusive : tout ce qui, chez nous, se trouverait tranché par un simple garde champêtre devient, pour lui, matière à intervention céleste, et ses contradicteurs ne peuvent élever la voix sans qu'aussitôt un ange ne descende les mettre hors de la loi divine.

« Dans la période d'établissement du Mormonisme, dit M. Rémy, nous rencontrerons à chaque pas des révélations et même des miracles, tout cet appareil de surnaturel qui accompagne et consacre l'enfantement de tant de cultes, et, ce qui autant que les miracles contribue à les propager, la persécution et le martyre. »

Si on ne connaissait pas l'esprit particulier des foules fanatiques, on resterait confondu de voir les nombreux et extraordinaires miracles du prophète[1], certifiés par d'innombrables témoins.

[1] Brigham assurait également qu'aucun miracle ne lui était impossible; mais il savait merveilleusement éviter de se trouver pris au

En 1831, Smith alla s'établir dans l'Ohio à Kirtland, puis se rendit dans le Missouri, pour rechercher l'emplacement de la Terre promise et y jeter les fondations de la Nouvelle Sion.

Ses succès provoquèrent bientôt la crainte ou la jalousie de toutes les autres sectes religieuses, et dès lors commencèrent pour le prophète d'innombrables tribulations : une nuit, il se vit saisi dans son lit, trempé dans du goudron, puis roulé dans la plume. Peu de temps après, Sion fut saccagée et ses habitants dispersés. Les Mormons protestèrent près du gouvernement contre cet attentat, mais les autorités, devant le déchaînement de l'opinion publique, se bornèrent à se déclarer impuissantes. Smith voulut alors reprendre la Ville Sainte les armes à la main, mais une épidémie de choléra décima son expédition.

Bientôt les Mormons, réfugiés dans le comté de Clay, se virent également mis en demeure d'en déguerpir au plus vite, et Smith dut se réfugier à Far-West, qu'il rebaptisa la Nouvelle Sion ; mais à peine la cité commençait-elle à prospérer, que les *Gentils* envahirent la ville et massacrèrent 350 Saints ; des atrocités effroyables furent commises : on coupa des vieillards en morceaux. Le gouverneur de l'État se borna à faire arrêter... Smith, sous prétexte de le protéger.

Les Mormons se mirent, une fois de plus, à la recherche d'une contrée plus hospitalière, et vinrent

mot. Un jour, un de ses disciples étant venu le supplier de lui rendre sa jambe amputée, le prophète le renvoya sous prétexte qu'il valait mieux, dans son intérêt, continuer à souffrir encore quelques années dans ce monde, plutôt que de se trouver avec trois jambes pendant toute la durée de l'éternité !

se fixer, en 1839, près de Commerce (Illinois), dans un endroit qu'ils nommèrent Nauvoo, et où Smith vint bientôt les rejoindre après s'être évadé. La ville grandit rapidement, et reçut, l'année suivante, une charte lui accordant le droit de s'administrer elle-même et d'entretenir une milice particulière.

Plus la religion nouvelle gagnait de nouveaux adhérents, plus les persécutions se déchaînèrent contre elle. La fureur des protestants atteignit son paroxysme quand Smith commit la faute de se porter à la présidence de l'État : beaucoup de citoyens jusqu'alors indifférents se joignirent alors aux mécontents crainte de voir les Mormons s'emparer de la législature.

Smith fut de nouveau arrêté, une première fois comme bigame, à la suite de la révélation annonçant que la polygamie était agréable à Dieu, ensuite pour avoir fait briser les presses de l'imprimerie de ses adversaires.

Le 27 juin 1844, pendant que le gouverneur se trouvait à Nauvoo, une centaine d'hommes masqués entrèrent dans la prison de Carthage, et massacrèrent le prophète avec son frère Hyram. Inutile d'ajouter qu'aucun des assassins ne fut condamné.

Le 7 octobre, le conseil des Saints décida de prendre en mains la direction de la nouvelle Église et nomma président Brigham Young, *le Lion du Seigneur*. Durant le mois qui précéda son élection, le nouveau prophète avait eu soin, pour écarter les compétitions gênantes, de faire excommunier tous ceux qui se trouvaient en position de devenir ses rivaux.

Brigham Young, né en 1801 dans le Vermont, travaillait comme charpentier, quand il se convertit,

en 1832, en entendant les prédications de Samuel Smith. Jusqu'au moment de son élection, Brigham s'était toujours occupé avec beaucoup d'activité de la propagande de la nouvelle doctrine en Amérique et en Angleterre.

Les protestants, quelque peu effrayés des conséquences possibles du massacre de Smith, s'abstinrent, pendant un certain temps, de nouvelles persécutions, et, grâce au ferme et sage gouvernement de Brigham, les Mormons retrouvèrent durant un an la tranquillité et le calme. La ville de Nauvoo comptait 14 000 habitants et sa prospérité augmentait chaque jour, quand, le 22 septembre 1845, ses voisins décidèrent, l'expulsion immédiate de tous les Mormons de l'Illinois.

Nauvoo ne possédait plus de charte, sa légion se trouvait désarmée : Brigham comprit de suite l'impossibilité de la résistance, et pensa qu'il valait mieux prendre le parti d'émigrer encore une fois, et tâcher, au printemps suivant, de gagner les districts déserts avoisinant les Montagnes Rocheuses.

Partis le 3 février 1843, les premiers pionniers furent bientôt suivis par le grand Conseil, à la tête de plus de 3000 émigrants. Le Mississipi se trouvait encore gelé, et la troupe des proscrits traversa le fleuve sur la glace. On conçoit aisément les souffrances des Mormons, et les difficultés qu'ils eurent à surmonter pendant cette marche hivernale à travers des pays déserts, par des chemins inconnus. Ils emmenaient avec eux leurs femmes et leurs enfants, et ne possédaient que des chariots, couverts de toile pour s'abriter la nuit; les vivres étaient rares, et bien souvent, dans la prairie, le bois manquait pour faire du feu.

Cette retraite permit à Brigham de se révéler un organisateur incomparable ; par son ascendant, il releva le courage des plus démoralisés, et, par une organisation méthodique des étapes et des cantonnements, il parvint à éviter les encombrements et à permettre aux traînards de rejoindre le convoi. Quand les routes devenaient difficiles, ou le pays à traverser trop désert, il ordonnait à une partie de son monde de camper jusqu'à ce que l'avant-garde eût frayé un chemin, et trouvé un canton plus riche en venaison.

En proie aux tourments de la soif et de la faim, exposés à toutes les misères de la vie errante, ces hommes de fer ne perdirent pourtant jamais leur entrain. « Lorsqu'ils s'étaient entourés, dit Mérimée, d'un retranchement de chariots, lorsqu'ils avaient parqué leurs troupeaux, rentré le fourrage, lorsque les détachements envoyés pour faire du bois et de l'eau avaient assuré à la troupe un jour d'existence, les prédicateurs commençaient une prière et les pèlerins entonnaient un hymne d'actions de grâces ; puis la musique faisait entendre des valses et des contre-danses et, sauf la rareté des habits noirs, on aurait pu se croire dans un bal champêtre aux environs d'une grande ville.

« L'ordre que les chefs avaient introduit dans les colonnes d'émigrés était admirable. Jamais troupe disciplinée ne se garda mieux, ne bivouaqua avec plus de méthode. Ni la marche ni la fatigue n'interrompaient le travail. Les femmes filaient, assises sur les chariots. A chaque halte, on entendait le bruit des marteaux et des métiers, on tannait avec du goudron et à la fumée les cuirs des animaux dont la caravane

se nourrissait... Pendant toute la durée de leur pèlerinage, on ne vit personne maltraiter les bœufs et les mules qui traînaient les chariots; et c'est aux soins constants qu'ils apportaient à ménager leurs attelages, qu'ils durent, en grande part, de surmonter heureusement tant d'obstacles.

« ... Il n'y eut guère de détachement qui ne perdît un tiers de son effectif par le scorbut et le typhus. Les Mormons avaient fait provision de médicaments et d'armes, mais personne n'avait songé à emporter des cercueils. Pour des hommes de race anglaise, être porté dans la terre à demi nu, sans une bière bien close, c'est une aggravation de la mort ; ils imaginèrent alors de creuser péniblement des troncs d'arbre, qu'ils allaient chercher fort loin, et d'y renfermer leurs morts... »

Au printemps, les attelages trouvèrent plus facilement leur nourriture : mais le sol, détrempé par les pluies, retarda la marche de la colonne. Vers la fin de juin, les premiers Mormons n'étaient encore parvenus qu'au confluent du Missouri et de la rivière Platte, quand arrivèrent de Nauvoo de fâcheuses nouvelles ; à peine le grand temple, commencé par Smith, venait-il d'être terminé[1], que les habitants du voisinage, pour hâter le départ des derniers Mormons, étaient venus faire le siège de la ville. Après avoir repoussé trois assauts, les Saints avaient dû néanmoins quitter la ville, le 17 septembre. Comme cette arrière-garde vint rejoindre la troupe de Brigham, sans provisions

[1] Ce temple, qui avait coûté 5 millions et qui devait devenir pour les Mormons ce que la Caaba est pour les Musulmans, fut détruit par un cyclone en 1848.

ni fourgons, la continuation de la marche en avant devint impossible, et le Conseil décida que les Saints passeraient l'hiver à l'endroit appelé Council Bluffs.

L'hiver de 1846 à 1847 se montra très rude, et cette caravane de plus de 6 000 personnes souffrit terriblement du froid, sous de mauvaises cabanes en planches, ou dans des caves creusées en terre. Le manque de nourriture saine occasionna une terrible épidémie de scorbut, et beaucoup de ces malheureux périrent. Heureusement que, plus humains que les habitants des États-Unis, les Indiens Poutéouatamis, dont le chef portait le nom français de Le Clerc, dit Piedriche, accueillirent fort bien les fugitifs, et leur fournirent tout ce dont ils pouvaient disposer.

Brigham, sans cesse occupé à relever le moral de sa troupe, organisa des danses et des chants sacrés, et fonda même un journal, le *Frontier Guardian*.

Pendant cet hivernage, le gouvernement fédéral demanda aux Mormons de lui fournir un bataillon de 500 hommes, pour servir contre le Mexique. Refuser pouvait paraître un manque de patriotisme : aussi Brigham Young répondit : « Vous aurez votre bataillon, quand même il me faudrait le recruter parmi mes prêtres ». Cinq cent vingt hommes partirent, trois jours plus tard, pour Santa-Fé et la Basse-Californie. Il convient d'ajouter que le gouvernement leur attribua une indemnité de 100 000 francs.

Bientôt l'avant-garde se mit en route, pour préparer la marche des émigrants au printemps suivant. On établit un bac sur le Missouri, le chemin fut reconnu, et des ponts construits sur toutes les rivières non guéables. De distance en distance, les pionniers

semaient du blé le long de la route, pour que les suivants puissent plus tard le récolter.

Le 14 avril 1847, le prophète se mit en marche, à la tête de 150 hommes d'élite, et, après un voyage de près de 400 lieues à travers l'inconnu, atteignit, le 24 juillet suivant, les bords du grand lac Salé.

Cette région présentait quelques analogies avec la Palestine : aussi le prophète décida-t-il de s'y établir, et ne changea plus de résolution, même après qu'un de ses lieutenants lui eût rendu compte de la fertilité de la Californie.

Brigham désigna un immense territoire, s'étendant à plus de 120 milles au nord et à 350 milles au sud du lac Salé, comme formant la juridiction du nouvel État, auquel il donna le nom de Deseret, mot d'origine soi-disant révélée, signifiant le *pays de l'Abeille*.

« Nous sommes, disaient les Mormons, les travailleurs du Très Haut; notre devoir est d'améliorer Son champ pour qu'il en nourrisse les Saints. » Aussitôt les charrues se mirent à l'ouvrage, et on ensemença les terres.

« Brigham Young, dit M. Rémy, déclara, sous l'inspiration divine, que la colonie s'établirait sur les bords du lac Salé, dans ce pays qui n'appartenait à personne, et où, par conséquent, son peuple pourrait suivre sa religion sans s'attirer la haine d'aucun pays voisin. Il partagea le terrain destiné à la ville en quartiers de 10 acres, détermina la largeur et la direction des rues, et assigna la position que devaient occuper le temple et les places publiques. Quand il eut ainsi jeté les premiers fondements de son futur empire, il se mit en route pour retourner à Council

Bluffs, laissant sur les bords du lac Salé la plupart des compagnons qui l'avaient suivi dans sa lointaine expédition. »

Sur son chemin de retour, Brigham rencontra un convoi de 600 chariots bien approvisionnés, qui s'était engagé sur la trace des éclaireurs, et qui bientôt arriva en bon ordre au lac Salé. Le prophète rejoignit le gros des Mormons à la fin d'octobre.

Peu de temps après, les apôtres adressèrent un manifeste à tous les chrétiens. « ... Il n'importe pas, disaient-ils, que la foi d'un homme soit ceci ou cela : s'il courbe le genou devant Jésus, et confesse qu'il est le Christ, s'il pratique le bien et soutient les lois établies pour le règlement de la société, nous le saluons comme un frère, et nous serons avec lui comme il est avec nous ; car la religion de chacun est une affaire entre son âme et Dieu seul. Notre universelle devise est : Paix avec Dieu, et bonne volonté à tous les hommes... »

Plus tard, Brigham écrira encore :

« ... Alors que toutes les religions sont circonscrites dans un credo particulier, qui ôte aux membres le privilège de croire autre chose que ce qui s'y trouve contenu, nous, au contraire, n'ayant pas de symbole exclusif, nous sommes prêts à croire tous les vrais principes qui existent, à mesure qu'ils se révèlent. »

Malheureusement, cette belle tolérance, cette rare largeur d'esprit, restaient uniquement théorique. Quiconque ne se déclarait pas Mormon était toujours suspecté et souvent molesté, et, même parmi les Saints, ceux qui se permettaient de discuter, se

voyaient immédiatement traités d'apostats; jamais religion, peut-être, n'a autant abusé de l'excommunication.

Les Saints nommèrent, le 6 avril 1848, Brigham Président définitif de l'Église, Prophète, Révélateur, et Voyant; et, trois semaines plus tard, l'exode en masse des Mormons commença. Quatre mille d'entre eux atteignirent, au milieu de l'automne, les bords du lac Salé. Là, les nouveaux venus se trouvèrent agréablement surpris de voir que les premiers pionniers avaient déjà construit un grand nombre de maisons : mais ils conçurent de sérieuses appréhensions quand ils apprirent que les sauterelles avaient détruit la plus grande partie de la récolte. Sans l'arrivée d'un grand nombre de mouettes, qui dévorèrent les criquets, aucune céréale n'aurait pu être préservée. Aussi les blancs oiseaux furent-ils considérés comme envoyés par Dieu, et déclarés désormais sacrés.

Avec le reste de leurs provisions, les émigrants parvinrent, néanmoins, à passer l'hiver tant bien que mal; plutôt mal, car la température se montra encore, cette année-là, rigoureuse.

La récolte de 1849 apparut spendide ; un grand nombre de nouveaux Saints atteignirent le lac Salé; enfin les volontaires du bataillon fédéral vinrent rejoindre leurs coreligionnaires. Ce furent eux qui découvrirent, pendant leur voyage, les terrains aurifères de la Californie. La fièvre de l'or faillit un moment compromettre la nouvelle société : mais l'énergie de Brigham empêcha la dispersion des fidèles. « L'or, dit-il, n'est bon qu'à paver les rues et à faire de la vaisselle, les trésors de la terre sont dans

le magasin du Seigneur : produisez du grain, bâtissez des cités. Dieu fera le reste. »

La contrée choisie par les Mormons semblait si aride que, pendant longtemps, personne ne songea à leur en disputer la possession, si ce n'est quelques tribus de Peaux-Rouges : les rares trappeurs qui connaissaient le pays avaient, tous, déclaré qu'une société tant soit peu nombreuse y mourrait fatalement de faim. Pourtant les marécages furent drainés et l'eau d'irrigation amenée des hauteurs voisines. En même temps, des chemins rapidement tracés permirent d'apporter des régions montagneuses, le bois de chauffage et de construction, qui manquait complètement dans la plaine.

Les Mormons s'étant emparés, dès leur arrivée dans l'Utah, de toutes les terres cultivables : il n'y eut bientôt plus de place pour les émigrants non affiliés, et Great Lake City se trouva une véritable oasis mormonne, au milieu d'immenses régions désertiques.

Pendant l'année 1849, les Saints eurent à repousser plusieurs attaques des Indiens : mais bientôt une paix définitive vint rétablir la tranquillité. A cette époque, on apprit à Deseret les clauses du traité signé, en 1848, entre le Mexique et les États-Unis. Le pays des Mormons, compris dans ce qu'on appelait alors la Nouvelle-Californie, devenait possession des États-Unis ; les Saints se retrouvaient, sans contestation possible, simples citoyens américains.

Il semble certain que les Mormons cherchaient à fonder un État indépendant ; en tout cas, il était habile de leur part de se fixer sur la frontière de territoires longtemps contestés, pour s'assurer, toujours grâce à

la rivalité du Mexique et des États-Unis, la protection de l'un de ces deux États. Les Mormons, en s'établissant à plus de 400 lieues du Mississipi, au delà d'un affreux désert et d'une contrée marécageuse, pensaient se mettre, pour de longues années, à l'abri de tout contact avec les États-Unis. Mais, ils avaient compté sans la découverte des mines d'or de Californie : beaucoup d'émigrants voulurent se rendre dans les États de l'Ouest en traversant le continent, et rencontrèrent, sur leur chemin, les établissements des Mormons.

En apprenant leur nouveau sort, les Saints déclarèrent qu'ils étaient toujours restés citoyens américains, et renoncèrent à leur gouvernement purement religieux. Faisant contre fortune bon cœur, une Convention élabora, le 18 mars 1847, un projet de constitution et nomma Brigham gouverneur du nouvel État.

Le Congrès américain se prononça énergiquement contre la conception politique des Mormons, et fit descendre l'*État* de Deseret au rang de *Territoire* de l'Utah (septembre 1850) ; toutefois Brigham Young conserva ses fonctions de gouverneur.

La première législature régulière s'ouvrit en septembre 1851, et commença par déclarer lois territoriales les lois décrétées par l'État provisoire de Deseret. A cette époque, un conflit faillit éclater avec le gouvernement de Washington : le juge fédéral et le secrétaire d'état, pris de peur, s'enfuirent de l'Utah ; mais leur hâte à partir et les raisons qu'ils donnèrent pour se justifier parurent, aux Américains, si exagérées qu'un revirement se produisit en faveur des Mormons ;

et le ridicule dont s'étaient couverts les fuyards empêcha de prendre au sérieux leurs griefs.

Brigham gouverna avec une main de fer, mais sauva le Mormonisme ; il sut lui imprimer un caractère remarquable d'unité, en se basant sur la forme d'une théocratie démocratique. Quand le prophète avait résolu l'établissement d'une nouvelle ville, il désignait, sans les consulter, les Saints qui devaient la fonder. Ceux-ci abandonnaient aussitôt leurs demeures et partaient, seuls ou avec leurs femmes, suivant ce qu'avait décidé Brigham. On juge par là quelle discipline régnait chez les Mormons. Quant aux missionnaires que le conseil des Apôtres envoyait dans les pays les plus divers, ils devaient partir sur l'heure, et ne jamais compter que sur les ressources qu'ils sauraient se procurer eux-mêmes.

Tous les fidèles devaient verser à l'Église la dixième partie de leurs revenus, et une force armée, appelée la tribu de Dan, servait à donner du poids à la parole du prophète.

En 1856, un souffle de fanatisme passa sur les Mormons, et une réforme commença. Un illuminé, du nom de Jedediah, prêcha que tous les Saints devaient se faire rebaptiser. Des excès coupables furent commis contre les *Gentils* ; et cette campagne de prosélytisme en faveur de la polygamie forcée, de l'intolérance et de la dénonciation, troubla l'unité qui avait fait jusque-là la force des Mormons. Quelques-uns des anciens allèrent même jusqu'à prêcher l'assassinat de tous les modérés, oubliant ainsi les principes de tolérance qu'ils avaient longtemps proclamés.

En 1857, un convoi entier d'émigrants, qui se diri-

geait vers la Californie, fut massacré par ordre supérieur. Le procès des coupables ne se termina que vingt ans plus tard, par l'exécution de l'un d'eux.

La même année, arriva un convoi de nouveaux convertis anglais; comme ces pauvres gens n'avaient pas trouvé les moyens d'acheter des chariots, on appela leur expédition *l'émigration des voitures à bras*; un hiver terrible les surprit dans le désert, et, pendant une seule étape, quinze d'entre eux moururent de froid.

Malgré quelques accidents de ce genre, tout prospérait étrangement dans la Nouvelle Sion : des villes, des usines s'élevaient de toute part ; la population de l'Utah augmentait d'environ 10 000 habitants par an, et comptait, à la fin de 1856, plus de 90 000 âmes.

Les classes pauvres de l'Angleterre et des pays Scandinaves fournissaient à la nouvelle religion un grand nombre d'adhérents. En 1860, 10 000 convertis avaient déjà traversé l'océan.

Quand les pouvoirs de Brigham arrivèrent pour la deuxième fois à leur fin, en 1854, le gouvernement de Washington nomma le colonel Steptoe gouverneur de l'Utah : mais ce dernier jugea vite prudent de renoncer à ce périlleux honneur, et signa même une pétition par laquelle les Mormons demandaient à s'administrer eux-mêmes.

Dix-huit mois plus tard, Alfred Cumming fut envoyé, comme gouverneur : mais les Saints refusèrent de le reconnaître. Profitant de cette circonstance, le juge fédéral Drumond publia contre les Mormons un long réquisitoire, où il leur imputait tous les crimes commis sur leur immense territoire; il leur attribuait

également des mœurs abominables, et un esprit de félonie marquée contre le gouvernement des États-Unis.

Ces accusations provoquèrent dans l'Est un violent courant d'opinion contre les Saints. Drumond exagérait sans doute : il convient pourtant de reconnaître que souvent les chefs Mormons, après avoir fanatisé l'esprit de leurs fidèles, ne s'occupaient plus des conséquences matérielles de leurs prédications, et n'intervenaient que fort peu pour modérer ou punir les excès provoqués par le fanatisme religieux.

Le Président Buchanan, soutenu dans cette question par les Républicains et les Démocrates, décida de maintenir Cumming comme gouverneur de l'Utah. A cette nouvelle, les Mormons résolurent de rompre avec le gouvernement américain, et, le 24 juillet 1857, Brigham déclara l'Utah indépendant. « Il ne faut pas plus, prêcha-t-il, de compromissions avec l'oncle Sam qu'avec le diable. » Aussitôt, il interdit l'entrée du territoire à toute troupe armée, ordonna aux Saints de se tenir prêts à repousser l'invasion et décréta la loi martiale.

Le Prophète déclara au major Van Vliet, envoyé comme négociateur, que puisque les Américains voulaient recommencer à les voler et à les massacrer, comme dans le Missouri et l'Illinois, cette fois leurs victimes se défendraient. Brigham donna comme instructions, à ses troupes, d'éviter l'effusion du sang humain, mais de détruire les pâturages devant les envahisseurs, de tuer leurs bêtes et d'incendier leurs campements.

L'expédition américaine, conduite d'une façon

imprévoyante, mal équipée, et privée, au dernier moment, de sa cavalerie, envoyée contre les Indiens Kansas, échoua piteusement. Les troupes souffrirent cruellement du froid, et même de la faim, car les Mormons s'emparèrent de plusieurs de leurs troupeaux, et réussirent à brûler un parc d'une centaine de chariots. Les Américains durent interrompre leur marche, et hiverner, tant bien que mal, au camp Scott.

Le gouvernement prit alors le parti de négocier en sous main, et envoya au Lac Salé, un Mormon du nom de Kane, qui, à la suite d'une conférence avec Brigham, alla chercher dans le camp des Américains le gouverneur Cumming.

Grâce à une mise en scène fort bien étudiée, les Mormons parvinrent à mystifier complètement Cumming, et à le persuader qu'ils se trouvaient dix fois plus nombreux qu'ils ne l'étaient en réalité. Les troupes que croisait sans cesse le gouverneur allaient, par des chemins détournés, se replacer ensuite sur sa route ! Pourtant les négociations traînaient en longueur, et l'exode général des Mormons venait même d'être décidé, quand on reçut la nouvelle d'une amnistie générale, et la promesse que les troupes ne séjourneraient pas dans la ville sainte.

L'armée fédérale resta dans l'Utah jusqu'en 1861, mais sa présence fut plutôt un bien pour les Mormons, car les nombreux convois que lui expédiait le gouvernement américain apportèrent le bien-être dans le nouveau territoire.

Cumming s'installa comme gouverneur de l'Utah, mais Brigham Young resta, de fait, le véritable chef des Mormons. Moins heureux, Dawson, le successeur

de Cumming, après un court séjour, dut se retirer au plus vite, en 1862, non sans avoir été sérieusement molesté pendant sa fuite. A titre de représailles, le congrès de Washington vota une loi contre la polygamie, et une autre qui dissolvait les corporations possédant plus de 250 000 francs.

Ensuite le gouvernement envoya Harding, comme nouveau gouverneur, à la tête d'un corps de volontaires californiens, avec mission de protéger la nouvelle ligne télégraphique transaméricaine. Harding n'était pas hostile aux Mormons, et une certaine détente se produisit dans les relations des Saints et des Gentils : toutefois elle ne put résister à plusieurs assassinats politiques et religieux. Brigham fut arrêté pour crime de polygamie, mais la cour de l'Utah le relaxa, *faute de preuves*. Les adversaires du Président ne s'en tiraient pas à si bon compte : Moriss, un prophète indépendant qui réunissait de nombreux partisans, fut trouvé mort mystérieusement dans sa prison, et deux apôtres schismatiques, accusés d'avoir blessé une vache, périrent, soi-disant en essayant de se sauver.

Pourtant en 1867, le journal l'*Utah Magazine* provoqua une formidable levée de boucliers contre Brigham ; en vain le prophète lança-t-il des centaines d'excommunications, son prestige se trouva grandement, atteint et ses volontés, dès lors, furent soumises à quelque contrôle.

Pendant la guerre de sécession, les Mormons restèrent complètement en dehors de toute agitation. En 1869, sur une population d'environ 60 000 blancs, l'Utah ne comptait guère plus d'un millier de Gentils, quand la découverte de riches mines de plomb attira

vers cette région l'attention des spéculateurs et des aventuriers.

« En dépit du mauvais vouloir des Saints, dit Reclus, et même des embuscades suivies de massacres, qu'ils firent tendre aux nouveaux arrivés par leurs alliés Indiens, les Gentils commencèrent à dominer dans quelques villes. Pourtant l'État et l'Église, dirigés par un même gouvernement, possédaient alors le monopole de l'eau, l'élément vital par excellence de ces contrées arides; et longtemps les anciens n'en distribuèrent qu'aux fidèles. »

Sur la proposition de M. Cullom, le congrès de Washington vota, en 1872, un bill destiné à contreindre les Mormons à renoncer à la polygamie ou à quitter les États-Unis; toutefois le général Shaeffer, nommé gouverneur, trouva dans l'Utah une telle résistance et un mauvais vouloir si formidable, qu'il lui fut impossible d'appliquer la loi. Brigham se vit de nouveau poursuivi sous l'accusation de polygamie, mais sa mise en jugement resta indéfiniment différée. En 1872, le Prophète se rendit en Palestine, sans doute pour se rendre compte si ce pays paraissait propre à une émigration générale de Mormons: cependant les Saints restèrent en Amérique.

La polygamie, point faible par excellence de la nouvelle foi, ne fut pas établie d'emblée chez les Mormons : elle commença par la singulière institution de la *femme spirituelle*, prônée par le prophète Rigdom. Encore convient-il de faire remarquer que cette doctrine, pendant longtemps, ne fut révélée qu'aux initiés parvenus aux grades supérieurs de l'Église.

Smith, publiquement, nia toujours que l'on pût être *marié* à plus d'une femme à la fois : mais il admettait que l'on pouvait se trouver *scellé* à plusieurs autres.

Dans la cérémonie du scellement, l'époux portait une robe brodée, sur la poitrine, d'un compas et d'une équerre, et au milieu de laquelle se trouvaient deux petites déchirures, l'une à la hauteur du nombril et l'autre à celle du genou. Le symbolisme de ce costume n'a point encore été élucidé. Comme les Saints croyaient que l'homme sans la femme, ou la femme sans l'homme, ne pouvait se sauver dans l'autre monde, ils arrivèrent facilement à penser que plus un homme possédait de femmes, plus son état semblait parfait aux yeux de Dieu. Ils prirent alors l'habitude de contracter, plus ou moins secrètement, un certain nombre d'*unions pour l'éternité*, qui, dans le principe, et en théorie, devaient toujours rester purement spirituelles.

La reconnaissance officielle de la polygamie n'eut lieu que le 29 août 1852 à Salt Lake City. Ce jour-là, Orson Prat, publia les prétendues révélations de J. Smith. La première raison invoquée en faveur du nouveau dogme consistait dans la nécessité d'imiter Abraham, Isaac, et Jacob; la seconde, dans l'obligation d'avoir beaucoup d'enfants pour que Jehovah puisse loger dans leurs familles les âmes d'élite, en réserve dans le ciel qu'il ne voulait pas envoyer « dans le corps des hottentots, des nègres, des idolâtres et des chrétiens. »

La polygamie, pourtant, fut loin d'amener un accroissement de population. La natalité resta toujours très faible en Utah, les naissances féminines l'emportèrent

de beaucoup sur les autres, et la mortalité infantile atteignit un chiffre anormal.

Pour contracter une union polygamique, il fallait obtenir la permission du Président de l'Église, et le consentement de la première femme. Pourtant, si le refus de cette dernière ne paraissait point motivé, le mari pouvait être autorisé à passer outre. Ce veto, d'ailleurs se produisait rarement, car la première femme, qui devait avoir dans le ciel autorité sur les suivantes, poussait généralement son mari à contracter de nouvelles unions.

Tantôt les épouses vivaient réunies dans une maison séparée de celle de leur mari, tantôt chacune avait sa demeure particulière, où le mari venait habiter de temps à autre. Pour éviter les confusions, le nom des femmes d'un polygame se trouvait suivi d'un numéro d'ordre : ainsi on disait: Madame Young N° 15.

La casuistique s'empara de la polygamie et du scellement, et aboutit à des conclusions pour le moins extraordinaires. Bientôt on admit, au moins sous le manteau, qu'une veuve scellée pour l'éternité, même si elle se remariait, continuait à donner des enfants légitimes à son époux décédé, pour sa plus grande gloire, « puisque le royaume d'un homme dans le ciel dépend principalement de l'étendue de sa famille ».

Quelques Saints admirent même l'union par *procuration rétroactive*, qui permettait à une femme de donner des enfants à un Saint homme décédé : ainsi Brigham prit une femme qui voulait, après la mort de Smith, devenir l'épouse de ce dernier. Une autre variété de ces sortes d'alliances était le mariage par *procuration rédimante*, qui, avec le baptême des morts,

permettait, à un vivant, de racheter un trépassé de la damnation éternelle, ou d'améliorer sa situation au paradis en lui donnant beaucoup d'enfants.

Enfin on prétend que de nombreux hymens par *procuration substitutive* se conclurent à Salt Lake City. D'après cette théorie, comme souvent les Saints ne pouvaient emmener leurs épouses dans leurs voyages lointains, le mari, de peur que cette séparation, en diminuant le nombre de ses enfants, ne lui causa une grande perte de gloire éternelle, pouvait, durant son absence, se faire remplacer auprès de sa femme par un fondé de pouvoir.

Il est inutile d'insister sur ce que de pareilles pratiques avaient d'étrange et d'immoral ; et pourtant la plupart des voyageurs qui ont visité le pays des Mormons, au temps de la puissance de Brigham Young, ont rendu hommage à l'austérité, au moins apparente, des mœurs des Saints.

Aujourd'hui les Saints réprouvent la polygamie, du moins officiellement. En 1891, une « inspiration du Saint-Esprit » ordonna l'abolition de cette habitude. Les Mormons qui ne voulurent point se soumettre à la monogamie quittèrent l'Utah ; le plus grand nombre se rendit dans la province de Chihicahua, où le gouvernement mexicain leur a concédé 50,000 hectares de terres.

Avant cette émigration, on estimait le nombre des Mormons à 240 000, dont les deux tiers fixés près du Lac Salé. De 1880 à 1886, 14,000 nouveaux convertis s'embarquèrent encore, en Angleterre, à destination de l'Amérique.

Brigham Young mourut à Salt Lake City, le

19 août 1877 laissant une quinzaine de millions à ses vingt femmes, à ses seize fils et à ses vingt-neuf filles. Quelques jours plus tard, le Conseil de l'Église lui donna comme successeur, John Tailor.

En 1882, le Congrès vota l'*Emund's Act*, destiné à rendre plus efficace la répression de la polygamie, et plaça l'administration de l'Utah sous le contrôle direct du gouvernement fédéral. Le 10 octobre 1888, la cour suprême de l'Utah enregistra un jugement et un décret dissolvant l'Église mormonne comme corporation, et confisquant ses propriétés. Cette mesure équivalait à dénier au mormonisme toute existence comme association capable de posséder.

Tailor ne resta que dix ans à la tête des Mormons. En 1887, il céda sa place à W. Woodraff, dont tous les efforts tendirent à faire admettre l'Utah au nombre des États de l'Union.

Bien que ce territoire possédât depuis longtemps un nombre d'habitants supérieur à celui qu'exige la constitution américaine, le congrès avait toujours refusé, par défiance contre les Mormons, d'élever leur Territoire au rang d'État. C'est seulement en 1895 que l'Utah fut reconnu quarante-cinquième État ; la première assemblée législative de Salt Lake City s'empressa de voter une loi légitimant tous les enfants nés précédemment d'unions polygamiques.

« Aujourd'hui Great-lake City, peuplée d'environ 29 000 habitants, est une des villes les plus belles des États-Unis; toutes les rues, larges de 40 mètres, sont arrosées de chaque côté par des ruisseaux d'eau limpide dont les bords sont plantés d'une double rangée

de saules arborescents. Les maisons, toujours propres et souvent élégantes, sont séparées de la rue par des plates-bandes de fleurs. De grandes places pleines d'ombre, interrompent la monotonie des longues rues tirées au cordeau... Après la traversée de l'affreux désert de sable et de sel, c'est une joie inexprimable pour les voyageurs de pénétrer dans l'oasis conquise par le travail sur un sol rebelle. Les Saints qui arrivent d'Europe ou de Californie se prosternent la face contre terre, d'aussi loin qu'ils aperçoivent la cité sacrée, comme les pèlerins musulmans lorsqu'ils distinguent les édifices de la Mecque ou de Médine. »

Malgré l'invasion des Gentils en Utah, malgré les persécutions et le recul momentané du progrès du Mormonisme à la fin du siècle dernier, la doctrine de Smith et de Brigham Young semble actuellement gagner, aux États-Unis, de nombreux prosélytes.

Aujourd'hui l'Utah et l'Idaho se trouvent absolument sous le contrôle de la nouvelle Église, et aucun candidat ne parvient à être élu sans son concours. Le mormonisme fait également de grands progrès dans les États de Nevada, Californie, Illinois et Missouri.

Tous les Saints orthodoxes approuvent la polygamie et la pratiquent d'une façon détournée. Une commission du Sénat américain se livre, en ce moment, à une enquête générale sur la propagation de la polygamie dans les États de l'Ouest, et les conclusions auxquelles elle parvient ne sont point à l'honneur du bon sens de bien des citoyens de la libre Amérique. Un sénateur a été convaincu de polygamie, ainsi que trois membres du haut conseil de l'Église. Ce crime n'est d'ailleurs puni, dans l'Ouest, que d'une amende

de trois cents francs que la caisse centrale de la secte s'empresse de payer aussitôt.

Soutenus, jusqu'à un certain point, par une fraction du parti républicain, les Mormons, pour l'instant, bravent les lois de la confédération, et continuent à se répandre dans l'Union d'une façon de plus en plus inquiétante. Aussi le Sénateur Kearns a-t-il pu, tout récemment, traiter Smith, le prophète actuel des Mormons, de *véritable monarque*.

LE COMTE DE RAOUSSET-BOULBON

Conquérant de la Sonora.

CHAPITRE XV

LE COMTE DE RAOUSSET-BOULBON

LE CONQUÉRANT DE LA SONORA

Descendant d'une vieille famille provençale, Gaston Raoulx de Raousset-Boulbon, naquit à Avignon, le 2 décembre 1817. Il fit ses études au collège des Jésuites de Fribourg, et en sortit à dix-sept ans, pour refus de se mettre à genoux en pénitence.

Il resta peu de temps, dans sa famille, faute de pouvoir s'entendre avec son père. Le vieux comte de Boulbon, spécimen d'un autre âge, se croyait toujours en émigration ; il traitait Louis XVIII de Jacobin, et plus tard, en 1830, vendit toutes ses propriétés pour n'avoir pas à payer un centime d'impôt à l'usurpateur !

« Gaston avait les yeux bleus, la chevelure blonde et les traits réguliers ». Beau cavalier, âme d'artiste, poète, orateur, il eût paru merveilleusement doué avec un caractère un peu mieux pondéré. Sa fierté devenait souvent du dédain, son courage de la présomption ; et un penchant à se faire remarquer quand même le conduisit souvent à de fâcheuses extravagances.

La première fois qu'il revint à Boulbon, le jeune

parisien portait la barbe ; le soir de son arrivée, son père lui fit dire, par sa mère, qu'il ne convenait pas à un homme de sa naissance d'avoir une barbe de *moujik* et de fumer le cigare ; Gaston déféra respectueusement à ce désir. A quelques jours de là, le comte, voulant sans doute faire preuve de libéralisme, permit à son fils de laisser repousser sa barbe. Mais, le surlendemain, le vieillard se ravisa, et lui donna l'ordre de se raser aussitôt : cette fois, Gaston boucla sa valise et ne revint jamais chez son père.

De 1837 à 1845, Raousset se fit remarquer à Paris par d'innombrables folies : les harnais de ses équipages étaient en argent, il avait un hôtel et plusieurs villas, et possédait, sur la Seine, un bateau à vapeur monté par des nuées de musiciens et de cuisiniers. De temps à autre, il composait des drames, des romans, et surtout d'aimables poésies, dont les vers suivants ne furent malheureusement que trop prophétiques :

Mon cœur, en désespéré,
Court la prétentaine,
Qui peut savoir si j'irai
Jusqu'à la trentaine?
Mais que l'avenir soit gai
Ou qu'on me fusille...

A ce train, sa fortune se trouva vite dilapidée, et, en 1845, il se rendit en Algérie pour coloniser dans la Mitidja ; comme toujours, il vit trop grand, et son entreprise réussit très médiocrement au point de vue financier. D'ailleurs, son esprit combatif le poussa bientôt à s'en prendre, non sans quelque raison

du reste, à l'omnipotence de l'administration, purement militaire, contre laquelle il publia une brochure fort remarquée. Lorsqu'arriva la Révolution de 1848, bien qu'ami personnel du duc d'Aumale, il se rallia avec ardeur au nouveau gouvernement et se lança dans la politique. Royaliste fougueux dans sa jeunesse, un pèlerinage qu'il avait entrepris au pays des chouans l'avait considérablement refroidi ; dès lors ses opinions, pour avoir toujours été sincères et désintéressées, montrent un esprit plus enthousiaste que constant.

Après avoir échoué à Avignon aux élections législatives, il fonda à Paris, au mois de mai 1848, le journal *La Liberté* ; mais cet organe, trop indépendant, ne plut à personne. Raousset alla ensuite rendre visite au duc d'Aumale à Londres, échoua encore à deux reprises aux élections de Vaucluse, se déclara pour Louis Napoléon contre Cavaignac, puis, finalement, se dégoûta de la politique.

La Californie tournait alors toutes les têtes. Raousset, complètement ruiné, s'embarqua comme émigrant, le 17 mai 1850, et arriva à San Francisco, par la voie de Panama, le 22 août.

Sa bourse était légère, et la vie hors de prix, dans ce pays de l'or ; pour vivre il entreprit de chasser, puis de pêcher, mais le gibier devenait rare et la mer trop dangereuse, à une époque où les steamers ne perdaient pas une minute pour éviter les petites embarcations. Raousset s'associa alors avec quelques courageux compagnons, et se mit à décharger les navires en rade. Ce travail était effroyablement dur, mais il *payait* fort bien, jusqu'au jour où les Améri-

cains eurent construit un wharf. Comme le bétail se vendait, à cette époque, fort cher à San Francisco, les associés résolurent d'aller chercher, dans le Sud, un troupeau de bœufs ; ils gagnèrent Los Angeles, puis San Diégo, mais, quand, après trois mois de fatigues sans nombre, ils arrivèrent, poussant péniblement leurs bêtes, le prix de la viande avait baissé de moitié ; pour gagner quelques sous, ils durent aller vendre leur troupeau dans les mines de Stockton.

Au mois d'avril 1851, Boulbon se rend aux placers de Mockellum Hill, mais se dégoûte presqu'aussitôt de cette nouvelle existence, tant son humeur était inconstante !

Il avait connu, à San Francisco, M. de Pindray ; qui, venu en Californie « après une histoire qui avait failli compromettre les intérêts de plusieurs banques de l'Europe », vivait du produit de ses chasses, toujours merveilleuses. Ce trappeur intrépide, à la suite de difficultés avec quelques banquiers, venait de partir, à la tête d'une centaine de Français, pour explorer La Sonora, province mexicaine située, sur les confins de l'Arizona. Cette tentative, tout à fait dans les goûts de Raousset, lui donna le désir de l'imiter. Il est à remarquer, d'ailleurs, que Pindray fut en quelque sorte toujours son modèle ; il suivit son exemple comme chasseur, introducteur de bétail, et conquérant de la Sonora.

Dégoûté du commerce, où il n'entendait rien, fatigué d'un travail manuel peu rémunérateur, Raousset se décida à tenter de véritables aventures. Le Mexique se trouvant alors en pleine anarchie (les pouvoirs d'un président ne duraient guère que deux mois), il

eut bien vite mûri le projet de grouper autour de lui les Français répandus en Californie, sans liens entre eux, et d'aller explorer les districts miniers de la Sonora.

Cette contrée, excessivement prospère du temps des Missions, était redevenue complètement sauvage depuis la guerre de l'Indépendance; les Apaches la parcouraient en maîtres, et malheur au blanc qui s'aventurait du côté de l'Arizona! Pourtant ce district renfermait de gras pâturages, et des mines fort riches d'or, d'argent, et de mercure.

Grâce à l'intervention de M. Dillon, consul de France à San Francisco, et de M. Levasseur, chargé d'affaires au Mexique, une compagnie franco-mexicaine obtint du président Arica, le 17 février 1852, la concession de ces placers, à charge pour elle de refouler les Indiens. La maison Jecker, de la Torre et Cie fournit les fonds, et fonda la compagnie *Restauradora*; le 7 avril, Raousset signa avec elle un traité par lequel il s'engageait à conquérir les frontières de l'Arizona, en échange de la cession de la moitié des mines et des territoires.

« Lorsque, misérable et seul, écrit-il, je gagnais péniblement mon pain de chaque jour, je portais toujours en moi une pensée de conquête. Je ne suis pas, et je m'en vante, de ceux dont l'esprit s'abaisse avec le niveau de leur fortune. Dès les premiers jours de ma venue en Californie j'ai senti que je ne pouvais me relever que par un coup d'éclat; j'ai résolu de chercher une de ces grandes aventures qui conduisent au succès ou à la mort... Les mines de la Sonora sont restées vierges, c'est moi qu'elles attendent...

J'ai des armes, des chevaux, un canon, des vivres... L'étendue de ma concession est illimitée, elle n'a de bornes que les marches de la Compagnie... Je puis espérer une grande fortune, et, si j'échoue, je finirai du moins par une catastrophe digne de moi... »

Il partit avec 250 hommes, sans grandes illusions sur la valeur morale de ses lieutenants: « l'un est un peu ruiné par la boisson », le second est simplement « un ancien homme du monde », le troisième n'a jamais été que pâtissier ou acteur, etc...

L'expédition débarqua, le 1er juin 1852, dans le golfe de Californie, à Guaymas : assez bien reçue, les autorités exigèrent pourtant qu'elle attendit, avant de continuer sa marche, les instructions du gouverneur d'Arispe.

« Il y eut de tout, dit Raousset, pendant ces quelques jours : les autorités s'étaient déchargées sur moi du soin de maintenir l'ordre, mais la patrouille était toujours aussi imbibée que le commun des martyrs. Il y eut des fenêtres escaladées, des maris infortunés, des duels, des processions, des bals, des représentations théâtrales, et surtout énormément de pots cassés ; il y eut de mes porte-guenilles qui, dans une journée, dissipèrent très galamment un billet de 1 000 francs... »

Pendant l'organisation de l'expédition française, une compagnie rivale (Oceguera) s'était formée pour exploiter la même région. Soutenue par Aguilar, le gouverneur de la Sonora, et par Calvo, le vice-consul de France à Guaymas, la maison Brown et Baron venait d'obtenir une concession identique. Les premiers occupants devant se trouver les maîtres de la situation, le gouvernement mexicain mit tout

en œuvre pour entraver la marche de Raousset.

Notre compatriote, par suite de sa situation de

protégé de M. Levasseur, se trouvait forcé à une grande circonspection. Pendant un mois, il se prêta à des pourparlers stériles; mais l'oisiveté ne valait

rien pour la discipline d'une troupe comme la sienne. et ses hommes finirent par se révolter, pendant un de ses voyages à Hermosillo.

Revenu en toute hâte, Boulbon ramena l'ordre parmi ses soldats, qui réclamaient, sur les conseils d'un ex-notaire et d'un ci-devant avocat, le droit d'élire leurs officiers; toutefois, pour les calmer, il se vit forcé de se mettre en marche immédiatement.

L'expédition avait gagné El Saric, sur le Rio del Altar, quand arriva un message du gouverneur par intérim Cuvillas, enjoignant à Raousset de passer par Arispe. Notre compatriote, en se rendant directement à sa concession, agissait sagement, mais il avait contrevenu aux instructions du gouvernement, qui lui avait fixé un itinéraire tel, que sa troupe serait morte de faim ou de fatigue avant d'arriver à son but. C'est ce que désiraient, d'ailleurs, les Mexicains.

Malgré l'opposition de ses compagnons, Raousset partit avec Garnier et le colonel Jimenez, agent mexicain de la *Restauradora*. Cet homme intelligent, sans qu'on le sût alors, représentait en même temps les deux compagnies rivales!

Arrivé à Cocospora, Raousset eut la surprise d'y trouver quatre-vingt Français de la troupe de M. de Pindray, en train de fonder en cet endroit une colonie agricole. Leur expédition avait été malheureuse; ils s'étaient trouvés arrêtés par les attaques incessantes des Apaches, qui tiraient contre eux des balles *en argent*. Quant à leur chef, il était mort à Rayon, dans des circonstances encore inexpliquées.

Les Français, commandés par M. O. de la Chapelle, décidèrent à l'unanimité de se joindre à Raousset, qui,

dès lors, trouva inutile de continuer son voyage, et se borna à envoyer à sa place Jimenez et Garnier.

Bientôt parvint à El Saric l'ultimatum suivant du gouverneur : les Français devaient, ou se faire naturaliser et passer au service du Mexique, ou réduire leur troupe à 50 hommes, placés sous le commandement d'un officier mexicain. Ces exigences furent, on le conçoit, immédiatement rejetées. Le 16 septembre, arrivèrent deux lettres de Jimenez : la première conseillait à Boulbon d'accepter les propositions du gouverneur, la seconde, adressée à Lenoir, l'engageait à soulever ses compagnons et à s'emparer de son chef.

La mauvaise foi des Mexicains se trouvant par là matériellement prouvée, Raousset cessa dès lors les négociations. La guerre ne l'effrayait point, mais le peu de ressources du pays, la difficulté d'atteindre l'Arizona, et le manque inévitable de munitions, l'empêchaient de continuer sa marche en avant.

Le 23 septembre, il quitta El Saric pour revenir à la côte. A Magdalena, où il reçut un fort chaleureux accueil, il séjourna quelques jours pour nouer de bonnes relations avec les Rancheros, qui, sans cesse pillés par les Apaches, ou dévalisés par les Mexicains, ne demandaient qu'à changer de domination.

Ce fut là qu'il arbora un drapeau portant : *Indépendance de la Sonora;* ce fut là également qu'il commença une jolie page de roman avec Maria Antonia, la fille du gouverneur d'Altar, qui l'aima jusqu'à l'ultime catastrophe.

De peur d'être cerné par Cubillas, qui s'avançait avec les milices du Sud (celles du Nord avaient refusé

de marcher), Raousset se dirigea en hâte sur Hermosillo. Il atteignit cette ville le 14 octobre. Les Mexicains, arrivés du matin, demandèrent à parlementer, dans l'espoir de gagner du temps pour fortifier leurs positions ; mais Raousset donna immédiatement le signal de l'assaut.

Une compagnie mexicaine se barricada dans une des premières maisons de la ville ; les Français apportèrent une échelle, entrèrent par le toit, et firent prisonniers tous les défenseurs. Se séparant ensuite par petits groupes, nos compatriotes attaquèrent les troupes du gouverneur de tous les côtés à la fois, et leur vaillance parvint à suppléer leur petit nombre. Le général Blanco s'était réfugié dans l'Alameda : en dépit de son artillerie, et de ses forces quatre fois supérieures, son dernier retranchement fut enlevé, et il dut s'enfuir au plus vite, laissant 200 hommes sur le terrain. Les Français perdirent 17 hommes, dont Garnier, et comptèrent 23 blessés seulement.

L'heureux vainqueur n'avait qu'à donner le signal de la révolte à tous les Pueblos, qui n'attendaient qu'un premier succès pour embrasser son parti ; Hermosillo, cité de 12 000 habitants, ville de ressource, facile à défendre, constituait une excellente base d'opération ; le succès paraissait assuré, quand une soudaine maladie terrassa Raousset-Boulbon.

Le 26, l'expédition, abandonnant sa conquête, reprit le chemin de Guaymas comme si elle avait été vaincue. Que se passa-t-il alors ? Il est difficile de le savoir exactement : M. de la Madelene et M. de La Chapelle, tous deux très à même de connaître la vérité, donnent des versions fort différentes. Ce qui est cer-

tain, c'est qu'un mal bizarre enleva à Raousset toute initiative, et même quelque peu de son tact.

Sur les conseils intéressés de Calvo, au lieu de fortifier Guaymas, il alla s'installer à San José, dans une mauvaise position stratégique. Sa troupe, sans cesse harcelée, finit par se débander. Il se rendit alors près du général Blanco, et, peu de temps après, l'expédition fut rapatriée à San Francisco aux frais du gouvernement de la Sonora. Raousset eût certes mieux agi en suivant ses compagnons, plutôt qu'en restant à achever au Mexique une soi-disant convalescence.

De retour en Californie, il se mit aussitôt à combiner une nouvelle expédition, mais sans grand résultat. S'il trouvait les Yankees trop envahisseurs, et redoutait l'antipathie qu'ils inspiraient au Mexique, de leur côté, les Américains se méfiaient de lui en sa qualité de français, et n'entendaient point tirer à son profit les marrons du feu. William Walker lui proposa bien une association, mais Raousset se rendit compte, assez vite, qu'un pacte avec ce flibustier nuirait considérablement à sa considération. Tous les deux, d'ailleurs, entendaient commander.

Sur ces entrefaites, notre ministre à Mexico l'engagea vivement à venir s'entendre directement avec le nouveau Dictateur Santa-Anna. Au mois de juillet 1853 le gouvernement mexicain s'engagea en effet, par traité, à lui verser, outre une première somme de 250 000 francs, une mensualité de 90 000 francs destinée à lui permettre d'entretenir dans l'Arizona un corps de troupes suffisant pour entreprendre l'extermination des Apaches.

Quelques jours après sa signature, cet arrangement fut annulé; puis Santa-Anna, pendant plusieurs mois, berna Raousset avec de bonnes paroles, jusqu'au jour où finalement il exigea sa naturalisation comme Mexicain. Trop confiant jusqu'alors, notre compatriote comprit enfin qu'on le jouait, et se mit à comploter le renversement du président; il échangeait ses vues avec plusieurs généraux mécontents, quand sa correspondance tomba entre les mains du gouvernement. Prévenu de l'ordre de son arrestation, Raousset parvint, en galopant nuit et jour, à gagner sain et sauf le port d'Acapulco. Les papiers saisis à son domicile montrèrent qu'il avait combiné tout un plan de révolution, et qu'il possédait une singulière connaissance de la politique intérieure du Mexique.

En sûreté à San Francisco, il continuait de plus belle à songer à la Sonora, quand, au commencement de 1854, le bruit courut que les Mexicains désiraient vendre cette contrée aux Américains. Cette rumeur, qui semblait devoir anéantir les projets de Boulbon, l'aida au contraire à trouver des capitaux; du moment que cette province devenait territoire des États-Unis, les banquiers de San Francisco, confiants dans l'habileté de Raousset, et n'ayant plus à craindre sa nationalité, s'empressèrent-ils de lui avancer quelques milliers de dollars.

A la même époque, le gouvernement du Mexique donna l'ordre à son consul de San Francisco d'engager, pour son compte, un corps de Français, avec promesse d'une forte solde. En agissant ainsi, il pensait, enlever à Raousset les moyens de réunir une autre troupe; mais, en réalité, il ne fit que payer

le transport à Guaymas de partisans de Raousset.

Le 2 avril, le *Challenge* leva l'ancre avec 400 de nos compatriotes; 500 autres avaient dû être débarqués, sur l'injonction du gouvernement américain, qui poursuivit même les consuls de France et du Mexique pour enrôlements illégaux. Cette légion, commandée par Le Bourgeois Desmarais, ne serait même pas partie sans la rivalité du commissaire spécial des États-Unis et du gouverneur de la Californie.

Raousset ne s'était pas joint à l'expédition; mais, le 23 mai, apprenant qu'on venait de lancer contre lui un mandat de comparution, il s'embarqua en hâte sur la *Belle*, shooner de 10 tonneaux, et fit voile, avec MM. Vigneaux, de Dion, et Dupuy, vers le golfe de Californie.

Pour comprendre cette nouvelle tentative, il faut admettre que Raousset s'imaginait, de bonne foi, répondre aux vœux des populations, ce qui est possible, et qu'il croyait être véritablement appelé par elles, ce qui paraît beaucoup plus douteux.

« ... Étrangers à la Sonora, disait-il, nous n'avons pas le droit de prendre une initiative, même pour son bien; cette initiative appartient aux habitants. Or, ils la prennent et ils nous appellent; notre droit est de répondre à cet appel. C'est donc à une révolution toute nationale que nous allons prêter le concours de nos armes... »

Vis-à-vis du gouvernement mexicain, il pensait sincèrement que les torts de Santa-Anna autorisaient, de sa part, n'importe quelles représailles.

« Je déclare, dit-il dans une lettre, sur mon honneur de gentilhomme et ma foi de chrétien, que, si le

général Santa-Anna se fût confié à ma loyauté, je l'aurais servi fidèlement. *Sa méfiance est un outrage...* Ce que j'entreprends aujourd'hui donnera la mesure de ce que je pouvais faire pour lui. »

Raousset-Boulbon roulait encore dans sa tête des arrière-pensées plus secrètes : sans doute il songeait au bonheur des peuples de la Sonora, et voulait travailler pour la plus grande gloire des races latines, mais surtout il avait le dessein de préparer un royaume pour la famille d'Orléans. Une longue correspondance, écrite à l'insu même de son secrétaire, ne laisse aucun doute sur la réalité de ce projet dont le duc d'Aumale eut connaissance.

Après un naufrage à l'île Sainte-Marguerite, notre hardi compatriote parvint, le 28 juin, en vue de Guaymas; il s'empressa aussitôt d'envoyer à Desmarais l'ordre suivant :

« Cette nuit même, réunir les hommes en silence; se porter en force au quartier mexicain ; — Envoyer quelques hommes prendre possession des différents postes ; — Prendre des mesures pour que les autorités civiles et militaires soient arrêtées et mises en lieu sûr ; — Éviter surtout qu'il leur soit fait aucun mal ; — A l'aube, être maître de la ville. »

Malheureusement, ses émissaires furent reconnus par une patrouille ; quand ils parvinrent à rejoindre Desmarais, le général Yanez avait déjà pris ses mesures de défense, le coup était manqué.

Les officiers du bataillon conseillèrent alors à Raousset de venir s'entendre directement avec le Gouverneur, qui ne savait que faire du bataillon français, ni comment répondre à ses prétentions de

nommer ses chefs et de recevoir une piastre par jour et par homme.

Le 30 juin, Raousset débarqua et vint s'installer chez M. Panetrat; parfaitement reçu par le Gouverneur, il ne put toutefois obtenir la permission de se rendre en Arizona, et ne réussit pas mieux dans ses tentatives pour soulever les autorités locales contre le Président de la République.

Le calme régna encore quelque temps; mais, dès que les Mexicains apprirent l'approche de renforts, ils ne cachèrent plus leur hostilité contre les Français, et de sérieuses rixes éclatèrent coup sur coup. Yanez, qui jusque-là prodiguait aux Français les serments d'amitié, changea subitement de manières, et devint si cassant que, le 12 juillet, le bataillon alla réclamer la protection de notre consul Calvo.

Le 13 au matin, les troupes envoyées par Santa Anna arrivèrent, et les Mexicains prirent aussitôt leurs dispositions de combat. Les Français se rendirent alors chez Raousset, qui se borna à les engager à se rendre chez Yanez pour lui demander des explications catégoriques.

« Mes amis, dit-il, j'ai fait mes preuves, je pense, et, en conseillant la prudence, j'espère que personne ne se méprendra sur le sentiment auquel j'obéis. Oui, nous sommes menacés; oui, nous allons être attaqués, je n'en fais pas plus de doute que vous. Comme vous, je crois que nous avons tout à perdre à attendre; mais cependant, nous n'avons pas encore le droit de douter de la parole du gouverneur. Nommez une députation, demandez au gouverneur des otages comme garantie morale, des canons comme garantie

matérielle, demandez le désarmement de ces bandes qui s'amoncellent autour de nous ! Rien de plus juste ! Si le gouverneur refuse, c'est qu'il veut la guerre ! Nous aurons la victoire de Guaymas pour pendant à la victoire d'Hermosillo ! »

Une députation fut immédiatement nommée, mais Yanez refusa de la recevoir.

« Sur l'ordre de M. de Raousset, dit M. de La Chapelle, le commandant Desmarais fit alors former le bataillon en carré. M. de Raousset se mit au centre et parla avec véhémence ; il dit à ses camarades qu'il ne fallait plus compter sur la voie des conciliations, que le moment était venu pour tous de subir les exigences des autorités sonoriennes ou de combattre, c'est-à-dire de vaincre ou de mourir. Tous s'écrièrent qu'ils voulaient combattre à l'instant. Afin de ne pas être accusé, plus tard, d'avoir exalté, poussé ses compatriotes, M. de Raousset commit l'imprudence, selon nous, de leur présenter l'alternative d'une défaite. Dans ce cas, leur dit-il, vous n'aurez pas même droit à des juges ; choisissez, je ne veux point peser sur vous ; je vous laisse entièrement libres de devenir des soldats mexicains, soumis à la bastonnade, ou de combattre encore pour la liberté de la Sonora, pour l'honneur du nom français. Le temps des hésitations est passé ! Que voulez-vous faire ?

« Il n'y eut qu'un cri, et nous n'avons pas besoin de dire lequel. On se mit en marche aux cris de *Vive la France !*

« Quelques voix s'élevèrent pour inviter M. de Raousset à prendre le commandement en chef. Notre malheureux ami l'était, par le fait, et nous ne savons

encore trop pourquoi il n'accepta pas de l'être par la forme, c'est-à-dire de l'être tout de bon. Il répondit ainsi : Non, mes amis, non ! Vous avez vos officiers, vous les connaissez, gardez-les ! Ce n'est pas le moment d'apporter du trouble dans votre organisation. Unité de commandement, soumission aveugle aux ordres du commandant ! Je ne veux être parmi vous qu'un volontaire ! Je n'ambitionne d'autre droit que celui d'être le premier en avant, au plus fort du danger. Qui me suivra sera sûr d'aller loin !

« En vérité, espérait-il encore faire croire à la réalité de l'enrôlement mexicain ? et pouvoir ne rester qu'un volontaire dans une petite armée dont il était la tête, l'âme et l'idée ! Nous avouons humblement qu'en cette circonstance nous ne l'avons pas compris, Nous regrettons d'autant plus cette manière de faire que la méthode contraire eût, peut-être, amené des résultats fort différents. D'où vient que, plus tard, il écrivait : « Le bataillon avait des officiers et un commandant dont j'ai dû respecter la susceptible incapacité, jusqu'à lui laisser le commandement pendant le combat ! » Du moment qu'il brûlait ses vaisseaux, M. de Raousset devait les brûler en maître ».

Le bataillon, divisé en quatre compagnies de 75 hommes, commença l'attaque à trois heures. Mais hélas ! il marchait au feu sans entrain, et même sans trop savoir pour quelle cause il combattait.

Pendant qu'une compagnie s'emparait de l'hôtel de la Sonora, les trois autres s'avancèrent contre le quartier général des Mexicains, défendu par plus de 1 500 hommes. Si le plan d'attaque paraissait judicieux, la distribution des commandements l'était

beaucoup moins. Une décharge de mitraille produisit une grande confusion dans les rangs français ; Desmarais perdit aussitôt la tête, et beaucoup de soldats lâchèrent pied. Raousset entraîna bien quelques hommes résolus jusqu'à la gueule des canons, mais, à mesure qu'ils tuaient les artilleurs, d'autres, plus nombreux, venaient les remplacer, et finalement les Français durent battre en retraite. Sans la défaillance de la moitié du bataillon, la caserne pourtant eût été enlevée.

Raousset voulut alors prendre les batteries à revers ; il donna l'exemple en escaladant un mur, mais pas un homme ne le suivit, sauf un vieux brisquard d'Afrique appelé Delille ; la plupart des officiers, dès le commencement de l'action, s'étaient d'ailleurs charitablement transformés en brancardiers !

Parmi les officiers survivants, un seul, M. Guilliot, avait montré du courage. 33 Français, dont MM. de Dion et de Novion, étaient morts, 59 furent blessés ; les Mexicains comptèrent à peu près le même nombre de tués, et le double de soldats blessés.

Quand le vainqueur d'Hermosillo eut rallié sa troupe, que venait de rejoindre la quatrième compagnie, pareillement démoralisée, tous les soldats lui demandèrent de battre en retraite au Consulat.

Calvo promit d'obtenir la vie sauve à Raousset et à tous les Français, ce qui ne l'empêcha, pas sur l'heure, de les livrer à Yanez. La conduite de notre consul fut honteuse. Il resta douze jours avant de donner signe de vie à ses compatriotes ; seul le major Roman, consul des États-Unis, vint au secours des prisonniers.

Calvo ne protesta même point, le 9 août, lors de la mise en jugement de Raousset. Fait encore plus triste à constater, tous les officiers interrogés, sauf M. Bazajou, s'empressèrent de se disculper aux dépens de celui dont ils avaient voulu suivre les aventures.

Le procès ne dura pas longtemps. Après un interrogatoire sommaire et une délibération de cinq minutes, Raousset s'entendit condamner à mort. Pourtant Boruda, un officier mexicain auquel Raousset avait sauvé la vie à Hermosillo, présenta chaudement sa défense ; mais son plaidoyer ne pouvait point changer un verdict rendu d'avance. Raousset, pour le remercier, lui donna sa bague chevalière.

L'interprète assermenté, Martinez, refusa de traduire la sentence, et fut cassé sur-le-champ. Même après cette condamnation, en contradiction formelle avec les termes de la capitulation verbale acceptée par Yanez, notre étrange consul ne se donna pas la peine d'intervenir.

Desmarais, condamné à être fusillé par derrière, sans doute pour avoir trahi les deux partis, obtint sa grâce le lendemain.

Raousset fut immédiatement mis en chapelle, et, pendant deux jours, vécut à côté de son cercueil, entouré de cierges allumés. Pendant ce temps, il mit en ordre ses affaires, et écrivit une nombreuse correspondance ; mais, peu de messages, non expurgés par Calvo, parvinrent à destination.

« Le 12 août 1854, dit M. de la Madelene, une grande agitation régnait dans la ville, qui était encombrée de gens accourus de tous les points de la province. L'armée était rangée en bataille, sur la place

du Gouvernement ; les officiers de tous grades, en grand uniforme, avaient à leur tête le général Yanez, qui, couvert de broderies et de panaches comme un charlatan en foire, caracolait sur un cheval de parade. Un bataillon de ligne campait sur le lieu de l'exécution, entre le port et la baie. Le comte de Raousset-Boulbon parut, à six heures précises, accompagné du prêtre don Vicente Oviedo et de l'escorte commandée par Campusano. Il marchait tête nue et d'un pas ferme; ses traits n'étaient point altérés ; il se garantissait des rayons du soleil avec un chapeau de paille, dont il s'éventait avec une gracieuse négligence. Son calme extraordinaire étonnait tous les Mexicains. Arrivé sur le bord de la baie, à laquelle il tournait le dos, faisant face à la foule, qui couvrait les pentes du fort, et à un peloton de 6 soldats mexicains, dont il n'était séparé que de sept à huit pas, il entendit patiemment la lecture de la sentence qui le condamnait à être fusillé. Un cri déchirant lui fit lever les yeux vers l'une des terrasses, d'où l'on emportait une femme évanouie, et une légère émotion passa, comme l'éclair, sur sa noble figure.

« Posant son chapeau à terre, mettant ses mains derrière le dos : « Allons mes braves, dit-il aux soldats du peloton, faites votre devoir et visez au cœur ! » Les spectateurs furent alors témoins d'un incident des plus singuliers. L'ordre de faire feu, donné avec une certaine hésitation, ne fut exécuté que partiellement ; des témoins oculaires ont été jusqu'à dire que plusieurs soldats avaient tiré en l'air, tant ces derniers étaient peu maîtres d'eux-mêmes. Averti de ce qui se passe, le si *courtois* général Yanez,

effrayé, ordonne d'en finir au plus vite. On recommence, plusieurs coups de feu retentissent, et M. de Raousset tombe sur la grève !...

« Il mourut sur le coup. Une balle avait traversé la face et le crâne; deux balles avaient pénétré dans la région du cœur ; une quatrième, après avoir frappé sur la ligne médiane de la poitrine, brisa une petite médaille d'argent refoulée en partie dans la plaie. Le feu s'étant mis à ses vêtements, il fallut verser sur lui deux seaux d'eau ; c'est ainsi que mourut le comte de Raousset-Boulbon, à l'âge de trente-six ans, plein de force et de vie, avec un courage, un calme qui, plus que jamais, révélèrent la grandeur de son âme. »

M. de La Madelene montre trop de parti pris contre Yanez. Ce général, d'après la loi mexicaine, aurait pu faire fusiller Raousset sans l'ombre de procès : il semble, au contraire, avoir à dessein laissé traîner l'instruction, pour donner le temps de se produire à quelque intervention.

Un an plus tard, le général Yanez se soulevait contre Santa-Anna. Si Raousset s'était moins pressé, s'il avait laissé grandir l'impopularité contre le Dictateur, peut-être, alors, aurait-il pu réussir.

Raousset manquait de souplesse, et son esprit mobile, en dehors du champ de bataille, le conseilla souvent mal. Plus orgueilleux qu'énergique, il ne sut pas profiter de sa première victoire, et manqua de décision avant le combat de Guaymas. William Walker, à sa place, eût sans doute triomphé : mais cet Américain, dont on va lire les aventures, était un simple flibustier, et Raousset avait conservé des sentiments chevaleresques.

WILLIAM WALKER
Dictateur du Nicaragua.

CHAPITRE XVI

WILLIAM WALKER

DICTATEUR DU NICARAGUA

Le plus grand flibustier des temps modernes, William Walker[1], chercha longtemps une position sociale à son goût, avant de découvrir sa véritable vocation.

Étudiant à Heidelberg, médecin à Paris, journaliste à la Nouvelle-Orléans, avocat sans causes à Marysville en Californie, Walker devint, en 1850, directeur du *Hérald* de San Francisco.

« C'était un petit homme, grêle, imberbe, avec des cheveux roux et des yeux verts ne regardant jamais en face, doué d'une singulière ténacité, et sans repos jusqu'à ce qu'il eût trouvé des hommes et de l'argent pour une expédition nouvelle. »

En même temps que Raousset-Boulbon, il songea à envahir la Sonora, « dont l'état social, disait-il, était alors une véritable honte pour l'Amérique civilisée » ; et il envoya même, au commencement de 1852, un agent reconnaître Guaymas. Devancé par l'expédition française, Walker renonça à ses projets, mais, quand Raousset malade eut abandonné Hermosillo, il

[1] Né à Nashville (Tennessee), le 8 mars 1824.

se rendit à Guaymas, et chercha à profiter du meurtre de quelques fermiers par les Indiens, pour faire accepter aux habitants l'idée d'une prochaine intervention américaine.

De retour à San Francisco, Walker s'empressa de réunir 140 hardis compagnons, avec lesquels il s'embarqua sur le brick la *Caroline*. Son intention était de se rendre en Sonora, mais le petit nombre de ses gens l'engagea à débarquer, d'abord, dans la péninsule californienne, pour attendre le moment où il aurait pu rassembler sous son commandement assez de partisans pour envahir la Sonora.

Le 3 novembre 1853 il débarqua à la Paz, ville située au sud-est du golfe de Californie[1], et, sans coup férir, s'empara de la cité et de son gouverneur Espinosa. L'indépendance de la Basse Californie fut immédiatement proclamée, et Walker, de son propre chef, se déclara Président de la Nouvelle République, Il commença par choisir un drapeau, rouge et blanc, où brillaient deux étoiles représentant les États de la Basse Californie et de la Sonora, puis nomma quantité de ministres. Le Président décréta ensuite la suppression des douanes, et promulgua le code civil de la Louisiane.

Le siège du nouveau gouvernement se transporta successivement à Ensenada et à San Lucas. Pendant ces pérégrinations, les Américains furent assaillis, près de Santiago par les Mexicains : mais cette attaque échoua, et les troupes du gouvernement durent se retirer en laissant quelques morts sur le terrain.

[1] Voyez la carte de la Basse Californie page 293.

Walker adressa alors au peuple des États-Unis un manifeste, où il mettait son entreprise sur le compte de la Providence, « qui l'appelait visiblement à régénérer un pays abandonné par le Mexique et laissé complètement improductif; la croyance en Dieu étant la base de toute société. »

Au commencement de 1854, le Président réunit quelques habitants dans une sorte de convention, à San Vicente; mais ses sujets, malgré leurs serments, s'empressèrent de l'abandonner dès l'arrivée des troupes mexicaines.

Les procédés autoritaires des Américains les avaient, tout de suite, rendus fort impopulaires, et Walker se vit obligé parfois de faire des exemples sévères parmi sa troupe indisciplinée ; à San Vicente, il donna l'ordre de fusiller quelques-uns de ses soldats, qui avaient comploté de déserter en pillant sur leur chemin toutes les haciendas. L'exécution eut lieu dans les ruines de la vieille mission, « témoins, suffisants pour justifier une intervention contre un gouvernement qui, par sa néfaste politique, avait détruit d'aussi prospères établissements ».

Quand débarquèrent les forces mexicaines, Walker, devant l'animosité de la population, dut enterrer son drapeau et prendre au plus vite, avec une quarantaine de ses fidèles, la route de la Californie américaine.

« Mes compagnons, dit Walker, eurent à subir bien des privations et des dangers. La plupart d'entre eux n'avaient jamais fait campagne, et prirent leur première leçon d'art militaire avec de longs jeûnes et des marches pénibles à travers la région la plus inhospi-

talière du continent américain. Les difficultés naturelles de la Basse Californie, la rareté des vivres, l'éloignement des puits, l'escarpement des montagnes ou la désolation des déserts sablonneux, en aurait rendu la conquête difficile, même à une troupe bien équipée. Ajoutez à tous ces obstacles un ennemi qui connaît parfaitement le pays, et se montre toujours avec des forces supérieures, et vous comprendrez les infortunes de ceux qui entreprirent l'expédition de la Basse Californie. »

Chaque aventurier avait, en six mois, « crevé au moins dix chevaux ».

A San Francisco, Walker, poursuivi pour violation de frontière, sortit du tribunal acquitté, car les jurés américains montraient alors la plus grande bienveillance à tous les aventuriers qui envahissaient le Mexique. Dans le traité de Messilla, conclu avec le gouvernement mexicain, le congrès de Washington n'avait-il pas, tout le premier, biffé la clause relative à l'obligation de réprimer les violations de territoire ?

Un certain nombre de compagnies américaines se fondaient, à cette époque, pour l'exploitation des richesses minières ou agricoles des petites républiques du Centre-Amérique, et, pour mieux réussir dans leurs entreprises, elles n'hésitaient jamais à employer la force, au besoin ; le gouvernement des États-Unis leur donna, d'ailleurs, l'exemple de ces interventions abusives en bombardant San Juan de Nicaragua, dont les autorités avaient osé incarcérer un Yankee reconnu coupable d'assassinat.

Le Nicaragua s'empressa de protester contre la présence de ces pionniers armés jusqu'aux dents, surtout

lorsque son président Chamorro apprit, en 1854, que le parti démocrate, révolté contre son autorité, appelait à son secours les bandes de Walker, travesties, pour la circonstance, en colons de la Central America Land and Mining company.

La rivalité des villes de Léon et de Granada, le conflit entre les Démocrates et les Conservateurs au pouvoir, mettaient alors aux prises toute la population du Nicaragua. Au mois de décembre, Castellon, chef des insurgés, accorda à Cole et à Walker une concession de 20 000 hectares, en échange de leur concours pour renverser le gouvernement régulier.

Walker avec 55 hommes, le colonel Kinney avec 30, bien que cette fois étroitement surveillés par la police, parvinrent à prendre la mer au mois de mai 1855. Le premier partit de San Francisco, emmenant le séquestre du navire, et le second trompa la vigilance des autorités de New-York.

Le 16 juin, Walker débarqua à Realijo, à 20 kilomètres de Léon, et proposa à Castellon d'aller s'emparer aussitôt de Rivas, pour mettre la cité à contribution et occuper un poste situé sur la route du trafic interocéanien. Il espérait, en même temps, arriver, à grossir la *Falange Americana* de tous les aventuriers qui passaient par cette ville.

Ce plan fut aussitôt adopté et, dès le 19, les Américains attaquèrent Rivas, défendu par Corral, général des troupes du gouvernement; mais Walker, abandonné par les Nicaraguens, subit un échec complet, perdit une trentaine d'hommes, et dut battre hâtivement en retraite sur San Juan del Sur. Les vainqueurs, au reste, ne surent point profiter de leur avantage, et

laissèrent les Américains regagner par mer Realijo.

Une grande rivalité régnait entre les nouveaux arrivants et le ministre de la Guerre Munoz ; l'aventurier américain, désespérant d'obtenir aucun con-

cours sérieux de Castellon, songeait même à passer au service du Honduras, quand son compétiteur fut tué dans une rencontre avec les *Légitimistes*. Dès lors, Walker résolut de reprendre la campagne dans les provinces du Sud, et débarqua à San Juan le 29 août.

Il se mit aussitôt en route, s'empara de Virgin Bay, port du lac de Nicaragua, et parvint, après un long

combat, à mettre en déroute l'armée des Chamoroistes, commandée par Guardiola.

L'arrivée de quelques renforts permit aux Américains de marcher ensuite contre Granada, et, le 13 octobre, grâce à la complicité de la Compagnie américaine de Transport, qui mit à leur disposition sa flottille du lac, ils s'emparèrent, sans coup férir, de la capitale du Nicaragua.

Maître de Granada, le premier soin de Walker consista à inspirer une terreur salutaire à ses habitants en ordonnant de fusiller le ministre Mayorga; ensuite il donna l'ordre de célébrer un *Te Deum* solennel, pour les succès « de la Liberté, du Progrès, et de la Démocratie ».

Chamorro et Castellon venaient, tous les deux, de mourir du choléra, mais leur disparition ne ramena point la paix, et la lutte continua aussi acharnée entre leurs partisans.

Le général en chef des Légitimistes, Corral, renonça pourtant bientôt à la lutte et, en récompense de sa soumission, obtint les fonctions de ministre de la Guerre; détail curieux, ce fut le consul des États-Unis qui alla sommer Corral de déposer les armes! Le 23 octobre, Patricio Rivas fut reconnu président; Walker, pour sa part, se contenta du titre de général en chef et des fonctions de... souverain absolu.

Véritable dictateur, *son* gouvernement devint aussitôt tyrannique, et, moins de quinze jours après l'amnistie générale, il ordonna de fusiller Corral. Walker s'en prit même à la Compagnie américaine de Transit, annula sa concession, le 19 février 1856, et saisit ses navires, sous prétexte qu'elle ne remplissait point ses

obligations financières envers le Nicaragua. Cette mesure, aussi maladroite que peu justifiée, souleva contre lui l'opinion publique aux États-Unis, et les brasseurs d'affaires qui, jusque-là, avaient soutenu l'aventurier dans l'espoir d'obtenir par son intermédiaire des concessions avantageuses, lui retirèrent leur appui.

Pendant que ces événements se passaient sur le versant du Pacifique, le colonel Kinney, débarqué sur la côte Est, avait *colonisé* une partie du territoire des Mosquitos, et s'était fait proclamer gouverneur de Greytown (San Juan de Nicaragua). A la nouvelle des succès de Walker, il résolut de venir à Granada : mais le généralissime, craignant sans doute l'ambition de son compatriote, lui donna l'ordre de quitter le Nicaragua dans les huit jours, s'il ne voulait pas être immédiatement fusillé.

Rivas s'était empressé de notifier son élection à toutes les puissances, et avait envoyé un agent aux États-Unis ; mais le gouvernement de Washington, de peur d'éveiller les susceptibilités de l'Angleterre, qui voyait d'un mauvais œil l'invasion du Centre-Amérique par les Yankees, refusa d'entrer en rapport avec lui ; la république de Costa-Rica adopta la même ligne de conduite. Ne pouvant user de représailles contre la grande république, Walker résolut du moins de tirer vengeance de sa petite voisine.

Il envoya immédiatement, contre les troupes du président de Costa-Rica, Raphaël Mora, 250 hommes commandés par son lieutenant Schlessinger ; mais les Nicaraguens éprouvèrent une défaite si complète

que leur chef fut aussitôt fusillé par Walker, comme traître ! Prenant alors le commandement de toute l'armée, le Dictateur se hâta de marcher contre les Costa-Ricains, qui s'étaient avancés jusqu'à Rivas. Près de cette ville s'engagea une longue bataille, dont les deux partis s'attribuèrent la victoire ; d'ailleurs, le choléra mit bientôt d'accord les deux armées qui se retirèrent au plus vite chacune de leur côté.

Walker se trouvait alors à l'apogée de sa puissance : l'opinion publique aux États-Unis lui redevenait favorable, les journaux accusaient le gouvernement de cruauté à son égard, on organisait des meetings pour forcer le Président à recevoir ses envoyés, enfin des expéditions partaient à son secours.

Pour justifier ce bel engouement, Walker rétablissait l'esclavage, fusillait tous ses adversaires, et levait des impôts fantastiques. Il dépassa tellement toute mesure que le Nicaragua entier finit par se soulever contre lui. Le faible président Rivas, lui-même, montra enfin quelque énergie, et se mit à la tête des mécontents.

Dès lors, Walker, voyant qu'il ne pouvait plus compter que sur ses propres compatriotes, se fit nommer par eux président et traita le Nicaragua en pays conquis. A l'automne de 1856, le dictateur attaqua la ville de Masaya, défendue par quelques troupes du Guatemala et du San Salvador, et parvint à s'en emparer ; mais, Granada, pendant son absence, se souleva contre lui. Forcé d'arrêter sa campagne et de marcher contre sa capitale, il ordonna à un de ses lieutenants, un Anglais appelé Henningsen, de brûler et de mettre la ville au pillage. Ce flibustier s'acquitta si bien de ses

instructions qu'avant de se retirer il se donna le plaisir d'inscrire, sur un pan de mur : « Ici fut Granade. » Au commencement de 1857, toute la flottille du lac, que Walker avait autrefois confisquée à la Compagnie de Transit, tomba aux mains de ses ennemis, pendant que les Costa-Ricains, aidés par les agents de la Compagnie Vanderbilt, lui coupaient sa dernière ligne de communication en s'emparant de San Carlos et de Castillo Viejo, sur le San Juan.

Walker se vit alors forcé de battre en retraite ; malgré une victoire devant Rivas, vaincu le 16 mai 1857, à San Georges, il dut bientôt se réfugier à San Juan del Sur.

Sa situation devenait critique, quand le capitaine Davis, commandant le navire fédéral *Santa-Maria*, obtint des Nicaraguens de laisser les Américains s'embarquer tranquillement, en échange de la promesse de les emmener tous aux États-Unis.

L'ex-président quitta ses États le 1er mai 1857. Davis lui avait probablement sauvé la vie ; cependant, dès son arrivée aux États-Unis, le flibustier n'en demanda pas moins au gouvernement de blâmer sévèrement le capitaine, pour son intervention « abusive et maladroite ». Ses réclamations, cette fois, restèrent sans écho aux États-Unis ; on lui reprochait toujours la saisie des navires de la Compagine de Transit, ainsi que le rétablissement de l'esclavage, et ses compatriotes raisonnables commençaient à le regarder plutôt comme un bas aventurier que comme un pionnier de la civilisation.

Pendant qu'il se trouvait à la tête du Nicaragua, Walker avait cherché, de concert avec Goicouria, prési-

dent de la junte cubaine, à provoquer une grande révolution à la Havane pour grouper ensuite Cuba et toutes les petites républiques du Centre-Amérique en une vaste confédération. Walker s'étant brouillé avec son complice, celui-ci lui joua le mauvais tour de publier sa correspondance, où, entre autres choses, il disait : « ... Oh non, Cuba doit être et sera libre. Cette belle contrée n'est pas créée pour les barbares yankees. Qu'est-ce que ces chanteurs de psaumes feraient de cette île ?... » Ces appréciations, peu flatteuses pour ses compatriotes, produisirent en Amérique un effet déplorable.

Notre aventurier n'en résolut pas moins de continuer ses tentatives. Sans se soucier d'un message du président Buchanan, qui déclarait que les expéditions des flibustiers américains jetaient le discrédit sur la Confédération, il s'embarqua à La Mobile, le 14 novembre 1857.

Walker parvint à effectuer son débarquement à Puntas Arenas, près de Greytown ; mais presque aussitôt il fut rejoint par le commodore américain Paulding, qui l'avait guetté inutilement devant les bouches du Mississipi.

Sans perdre de temps, Paulding, le 8 décembre, fit prendre à ses navires un ancrage d'où ils pouvaient facilement bombarder le camp des aventuriers, puis donna à un bataillon de soldats de marine l'ordre de débarquer.

Ce déploiement de force contreignit Walker à se soumettre : tous ses hommes furent embarqués et ramenés à Norfolk. Cet acte énergique provoqua un tolle général aux États-Unis, et l'opinion publique

reprocha au commodore d'avoir *violé* la neutralité du Nicaragua en débarquant des troupes ! « Walker, disaient ses partisans, possède le cœur de Washington et la tête de Napoléon ! »

La loi américaine ne déterminant point d'une façon précise à quelle jurisprudence l'équipée de Walker devait être soumise, le comité des affaires étrangères décida qu'il fallait juger les flibustiers dans leur port d'embarquement. C'était, en fait, les renvoyer au milieu de leurs complices et leur assurer l'impunité. Walker fut en effet acquitté, avec félicitations, par le grand jury de la Nouvelle-Orléans. L'audacieux flibustier prétendit, pour sa défense, que le gouvernement américain, tout en le dissuadant de retourner au Nicaragua, lui avait laissé entendre qu'il agirait utilement en provoquant une guerre entre l'Espagne et le Mexique.

Au mois d'octobre 1858, Walker, soutenu par un certain nombre de spéculateurs, annonça de nouveau son intention de retourner au Nicaragua : mais le représentant de cette république protesta si énergiquement que le président Buchanan donna l'ordre d'empêcher, par tous les moyens possibles, le départ de cette expédition.

« Au moment où l'on croyait Walker déconcerté[1] par l'inutilité de diverses tentatives, on apprit que le brick la *Suzanne*, objet d'une surveillance spéciale, avait quitté le port de la Mobile le 7 décembre, en emmenant un fonctionnaire fédéral qui s'était rendu à bord pour faire une perquisition. Ce fut en vain

[1] *Annuaire des Deux Mondes*. 1851.

qu'on envoya un bateau à vapeur à la poursuite de la *Suzanne*, il ne put l'atteindre. Quinze jours plus tard, un autre bâtiment réussit de même à sortir furtivement du port. Néanmoins, l'expédition avorta complètement : la *Suzanne*, surprise par une tempête, échoua sur la côte du Honduras. Les flibustiers réussirent à gagner terre à l'aide de leurs embarcations et d'un radeau, mais ce fut pour tomber entre les mains des autorités anglaises. Le gouverneur de Honduras les fit embarquer à bord d'un sloop de guerre, qui les ramena aux États-Unis dans un état de dénûment complet. »

La destinée de Walker voulait qu'il mourût de mort violente. Une dernière tentative contre le Honduras lui coûta la vie.

Cet État venait de signer avec l'Angleterre une convention qui le remettait en possession des six îles du golfe du Honduras. Cette cession, mal vue des habitants, servit aussitôt de prétexte à Walker pour venir se présenter d'office, en qualité d'arbitre et de sauveur.

« Nous ne ferons pas, disait-il dans sa proclamation, la guerre au peuple du Honduras, mais seulement à son gouvernement, qui est un obstacle aux intérêts du pays et de tous les États centraux de l'Amérique. »

Walker, au mois de juin 1860 débarqua dans le Honduras : malheureusement pour lui, l'escadre anglaise n'était point encore partie, comme il le supposait.

Dès que Walker eût occupé Truxillo, Salmon, commandant de la frégate anglaise *Icarus*, le somma,

le 21 août, de lui livrer dans les vingt-quatre heures une somme importante, qui se trouvait, disait-il, dans les caisses de la ville, et appartenait au gouvernement anglais à titre de garantie.

Cette réclamation non fondée, simple prétexte pour motiver une intervention, embarrassa fortement Walker, qui se vit aussitôt forcé de quitter Truxillo.

Le libérateur méconnu se mit à errer le long de la côte, au milieu de populations hostiles, cherchant uniquement à éviter les troupes du président Guardiola jusqu'au moment où il pourrait s'embarquer sur une goélette américaine qu'il attendait. Mais l'*Icarus* ferma la route à ce bâtiment, et, le 3 septembre, Walker et son second, le colonel Rudler, serrés de près par les troupes du Honduras, durent se rendre aux Anglais, près de l'embouchure du Rio Negro, à l'endroit même d'où Mac Gregor s'était jadis enfui de ses États.

Le capitaine de l'*Icarus* montra peu de générosité, et livra immédiatement ses prisonniers au président Guardiola.

Ramenés à Truxillo, les deux Américains furent jugés sommairement, et Walker tomba sous les balles d'un peloton d'exécution, le 14 septembre 1860. « De la main droite il tenait son chapeau, de la gauche un crucifix qu'il serrait avec dévotion »; son lieutenant, plus heureux, obtint sa grâce.

Le flibustier devenait, à la fin, trop compromettant; et puis il avait eu le tort persistant de ne jamais réussir. Ses compatriotes montrèrent, devant sa mort, une indifférence aussi complète qu'inattendue.

En 1860, Walker avait publié, à la Mobile, un

livre intitulé *The war in Nicaragua*; cet ouvrage donne d'intéressants renseignements, mais il faudrait beaucoup de naïveté pour croire un mot de tout ce qui concerne les motifs *désintéressés* de la conduite de l'auteur.

CHAPITRE XVII

YAKOOB BEG

SOUVENIRS DU TURKESTAN ORIENTAL

Les Européens n'ont pas eu seuls l'honneur de fournir au monde des conquérants... ou des monarques de contrebande. Sans remonter à Tamerlan, ou à Gengis Khan, sans s'occuper des innombrables Rajahs, Emirs, ou Empereurs élevés sur quelque trône asiatique par des intrigues de sérail ou des séditions militaires, il convient de faire une place toute spéciale à Yakoob Beg. Simple capitaine, poussé par sa seule ambition, ce disciple du Prophète est parvenu, de nos jours, à créer de toutes pièces un État indépendant au milieu du Turkestan oriental.

Mahomed Yakoob, de race tadjik ou persane [1], était le fils d'un modeste fonctionnaire ; une de ses sœurs, cependant, épousa le gouverneur de Tachkent, et cette alliance contribua à faire nommer Yakoob, en 1845, chambellan de Kudyar Khan, souverain de Kokan.

D'abord gouverneur de Pansad-Baski, il commandait la place d'Ak-Mousjid (La Mosquée Blanche), dans le Syr-Daria, quand les Russes y pénétrèrent, en 1853, sous prétexte d'épurer le pays des brigands

[1] Né à Piskend (Kokan), vers 1820.

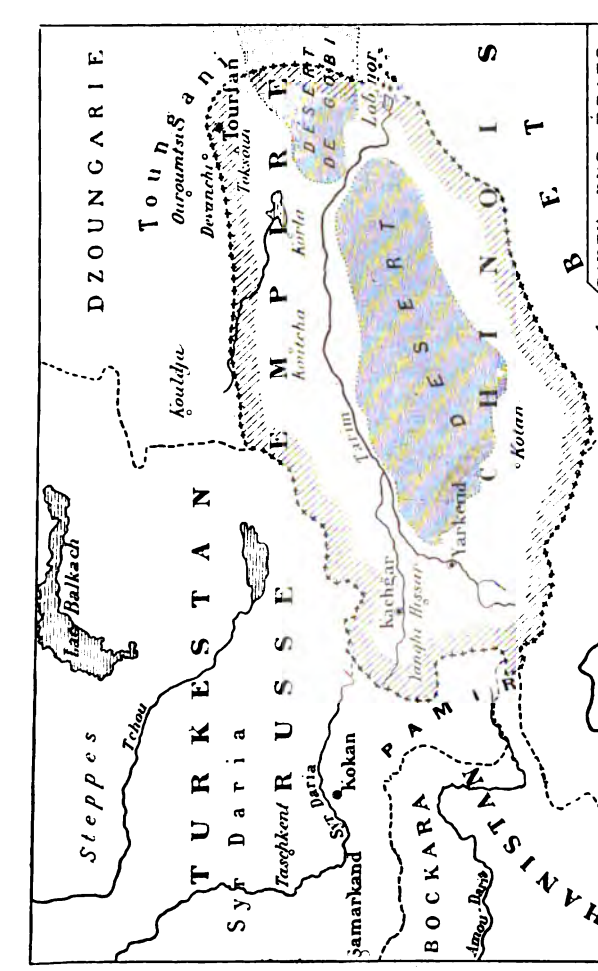
qui détroussaient les caravanes. Yakoob opposa une défense énergique au général Perovsky; la place tenait encore, après un bombardement de trente-six jours, et plusieurs mines avaient été habilement contreminées, quand la famine força Yakoob à capituler. Les Russes, on ne sait trop pourquoi, refusèrent pourtant d'entrer par la porte, et se donnèrent le plaisir, le lendemain, de prendre la ville d'assaut. L'année suivante, Yakoob essaya, mais sans succès, de reprendre aux Russes son ancienne forteresse.

Sur ces entrefaites, Kudyar Khan, dont la puissance ne se soutenait que grâce à l'habileté de son vizir Mahomet Kuli, commit la faute de le faire massacrer : les peuplades du Kokan se soulevèrent aussitôt, et Mullah Khan, se souvenant qu'il était le frère aîné de Kudyar, s'empara du pouvoir avec l'aide des Kirghiz. Yakoob, partisan du nouveau prince, fut nommé Shahaival (grand chambellan), et commandant du fort de Kourasia sur la frontière russe.

Au bout de peu de temps, Mullah périt assassiné, et Kudyar, rappelé, puis renversé, reconquit finalement son trône. Durant ces nombreuses révolutions, Yakoob embrassa successivement tous les partis; aussi, lors de la réinstallation définitive de son ancien prince, s'empressa-t-il de passer à Bockara.

Pendant la guerre de 1864, il opposa une si courageuse résistance à la marche victorieuse des Russes vers Tachkent, qu'Alim Kuli, l'Émir qui devait bientôt périr lors de la mise en déroute de ses troupes par le général Romanoffski, prit ombrage de son lieutenant. Pour s'en débarrasser, il l'envoya, en janvier, 1865 au secours de Buzurg Khan, prince kirghiz qui s'effor-

çait en vain de chasser les Chinois de Kachgar.



Yakoob partit avec un petit nombre de soldats, mais sa troupe fit boule de neige en route, et, quand

il arriva dans le Turkestan chinois, il comptait sous ses ordres une armée de 5 000 hommes.

La ville de Kachgar fut occupée facilement, et sa citadelle étroitement bloquée. Yangy-Hassar, enlevé d'assaut, vit sa garnison bouddhique passée au fil de l'épée par les Mahométans fanatiques, car la question religieuse jouait un grand rôle dans la politique de ces contrées. Au mois de septembre, Shang Sai, défenseur de la citadelle de Kachgar, ne voulant ni se rendre, ni se convertir, se fit sauter avec un grand nombre de fidèles chinois.

Pendant ce siège, Yakoob avait poussé un raid audacieux sur Yarkend, et, à la faveur d'une émeute, en avait déposé le souverain ; mais les quelques centaines d'hommes qui l'accompagnaient ne lui permirent point de conserver sa conquête, quand l'armée de Koutcha marcha contre lui. Yakoob, serré de près par ses ennemis, parvint à rejoindre son armée, et une longue et sanglante bataille s'engagea. Malgré la déroute des deux tiers de son armée, grâce au courage de quelques bataillons d'élite, il réussit à tenir tête aux assaillants, et finalement les mit en fuite.

Buzurg Khan, le prince qui avait appelé Yakoob à son secours, commença alors à redouter la puissance de son général, et à craindre son ambition. Ce Khan, d'ailleurs incapable et futile, chercha à faire assassiner son *Maire du Palais*, et donna l'ordre de piller sa demeure. Yakoob répondit à ces procédés en s'emparant de Yarkend et de Kachgar, puis en prenant la place de Buzurg Khan.

Yakoob Beg ne fut pas le premier chef qui souleva la Kachgarie contre les Chinois ; mais aucun autre,

avant lui, n'avait réussi à y constituer un gouvernement durable. Il est à remarquer, d'ailleurs, que les Chinois, malgré la proximité d'assez nombreuses troupes, n'essayèrent même point de venir en aide à leurs garnisons assiégées, ou à leurs compatriotes persécutés.

Pour arriver à se maintenir au milieu de tant de races diverses, Yakoob dut montrer une main de fer, et procéder sans cesse à de terribles exemples. Mais ce système de gouvernement provoqua l'appauvrissement et la dépopulation de ses États, qui comprirent, un moment, plus d'un million d'habitants. Il chercha pourtant à développer le commerce, mais il était trop vaillant conquérant pour se montrer bon administrateur, et l'état continuel de guerre, où le maintenait sa politique, rendit à peu près stériles ses encouragements au négoce. Les impôts augmentaient sans cesse, et tout leur produit passait à l'entretien de l'armée et à l'organisation d'une police politique qui aurait pu servir de modèle à n'importe quel État d'Europe. Yakoob, sachant qu'il ne pouvait compter sur le loyalisme d'aucun de ses lieutenants, les faisait surveiller minute par minute, et sa demeure ressemblait plus à une forteresse qu'à un palais.

Mahométan fanatique, champion de l'Islamisme contre le Bouddhisme, sa lutte contre les Chinois se transforma souvent en conflit entre ces deux religions, l'une représentant l'esprit guerrier et l'autre le génie du commerce.

En 1867, Yakoob attaqua les Toungani ; sa première campagne fut heureuse, et il s'empara de tout le pays s'étendant jusqu'à Tourfan, ville située à plus de onze

cents kilomètres au nord-est de Yarkend ; malheureusement il eut à déplorer la mort de son fils unique, tué à l'assaut de Koutcha.

Pendant cinq autres années Yakoob, continua à guerroyer contre les Toungani, mais sans jamais remporter d'avantages décisifs. Trop loin de son centre d'action, forcé continuellement de revenir à Kachgar surveiller la fidélité douteuse de ses sujets ou la marche des Russes, qui venaient de s'emparer de tout le Kokan, il ne put jamais se rendre maître d'Ouroumsi et de Khamil, les deux principales forteresses de ses ennemis. Ces campagnes n'eurent d'autre résultat que des dévastations systématiques, et des atrocités toutes asiatiques.

Cette guerre prolongée, dont la véritable cause semble le besoin de tenir en haleine une armée qui serait bien vite devenue dangereuse en temps de paix, fut la grande faute de Yakoob. Il épuisa ses propres forces dans une entreprise où il n'avait que fort peu à gagner, et, s'il parvint à affaiblir considérablement ses adversaires, il les mit en même temps hors d'état d'offrir, plus tard, la moindre résistance à la marche de leurs ennemis communs, les Chinois. Ce fut de sa part une grave erreur politique, de vouloir supprimer cet État-tampon, situé entre ses possessions et le Céleste Empire.

Les Russes, dans le dessein de complaire aux Chinois, avec lesquels ils entretenaient alors d'excellentes relations, firent longtemps semblant d'ignorer l'existence de Yakoob, de façon à n'avoir point à reconnaître ses États, bien qu'une simple chaîne de montagnes séparât les provinces russes et kachgariennes.

En 1866, cependant, un accord survint pour permettre aux troupes des deux États de poursuivre, vers les sources du Naryn, les bandes de Kirghiz pillards; mais, l'année suivante, Yakoob refusa aux Russes la permission de construire un pont sur cette rivière.

Pendant la conquête de Bockara, de Samarkand et de Kokan, son action contre les Russes se borna probablement à fournir quelques renforts aux habitants de Khiva, quand ces derniers tentèrent de se soulever. En 1868, à la suite du pillage d'une caravane, une mission russe fut accueillie avec beaucoup d'honneur à Kachgar, et un envoyé de Yakoob se rendit aussitôt après à Saint-Pétersbourg. Mais, furieux de ce que son représentant n'eût pas été reçu officiellement, Yakoob se refusa à toute nouvelle négociation tant qu'il n'aurait point été reconnu comme souverain indépendant.

Le 2 juin 1872, le maître du Turkestan obtint satisfaction. Le baron de Kaulbars, envoyé spécial, conclut avec lui, à Kachgar, une convention ; et, l'année, suivante, un de ses neveux eut l'honneur d'être admis solennellement devant le Czar. Cet ambassadeur revint par Constantinople, où il signa un traité avec le Sultan.

Ce rapprochement avec la Russie dura peu, par suite des intrigues de l'Angleterre, avec laquelle Yakoob conclut, à partir de 1864, plusieurs arrangements. En 1875, il refusa de recevoir dans ses États les consuls envoyés par le Czar et, sans la grande révolte de Tachkent, il est probable que les Russes auraient alors envahi la Kachgarie.

Pourtant, dès l'année suivante, Yakoob se vit forcé de faire des avances à la Russie et d'implorer son

secours contre l'invasion chinoise : mais le Czar se garda bien d'intervenir en faveur du protégé de l'Angleterre.

En 1876, le Céleste Empire trouvant sans doute les Toungani suffisamment anéantis, sûr d'ailleurs que les Anglais, après avoir poussé Yakoob à se brouiller avec les Russes, l'abandonneraient immédiatement, résolut de reconquérir ses anciens territoires; son armée s'empara assez facilement d'Ouroumsi et de Devanchi, derniers refuges des Toungani. L'année suivante, les Chinois attaquèrent les États de Yakoob, prirent Tourfan et mirent en déroute, à Toksoun, les troupes du souverain de Kachgar.

Les envahisseurs continuaient rapidement leur marche victorieuse, sans vouloir entrer en pourparlers, quand Yakoob mourut empoisonné, au mois de mai 1877, à Korla, où il s'était réfugié.

Plusieurs chefs prétendirent à sa succession, mais les Chinois les mirent définitivement d'accord en s'emparant de Kachgar, le 17 décembre.

Ainsi disparut ce curieux État qui avait pu subsister treize ans aux dépens du Céleste Empire; son Prince, grâce à la situation géographie de ses provinces situées entre la Tartarie et les Indes, eut l'honneur et le profit d'être courtisé également par le Czar de toutes les Russies et par l'Impératrice des Indes.

CHAPITRE XVIII

SA MAJESTÉ ORLLIE-ANTOINE Ier

ROI D'ARAUCANIE ET DE PATAGONIE

Les Incas ne parvinrent jamais à conquérir l'Araucanie, et les Espagnols ne se montrèrent guère plus heureux dans le cours des longues et sanglantes luttes qu'ils soutinrent contre les diverses peuplades de la Patagonie. Le poète espagnol Alonzo de Ercilla, par son célèbre poème de l'*Araucana*, a rendu populaire en Europe le nom de ce pays ; il avait lui-même longtemps combattu contre ses habitants, et il faut admirer la franchise avec laquelle il leur a reconnu un courage héroïque.

En 1773, un traité de paix accorda à ces Indiens une véritable indépendance, et le droit d'envoyer un représentant à Santiago. La paix régna quelque temps ; mais à l'époque de la révolution du Chili, en 1810, les Araucans prirent le parti des troupes royales et commirent d'horribles dévastations.

Comme l'extrême sud de l'Amérique ne produisait ni métaux précieux ni denrées de valeur, longtemps on laissa les Araucans tranquilles au milieu de leurs pampas. Sauf sur quelques points de la côte, aucun établissement n'existait, il y a soixante ans, au delà

du Rio Bio-Bio sur le Pacifique, ou du Rio Negro du côté de l'Argentine.

Les Indiens de ces régions se montraient de véritables centaures ; ils restaient des journées entières sans descendre de cheval, et passaient même parfois la nuit couchés sur l'encolure de leur monture. Une outre de maïs fermenté, un peu de farine grillée et un quartier de mouton, qu'ils suspendaient toujours à leur selle, apaisaient leur soif et leur faim. Dans leur village, la paresse des Patagons était extrême ; leurs armes seules les préoccupaient. Ils passaient la majeure partie de leur temps dans une oisiveté complète, laissant aux femmes le soin de tous les travaux de la tribu. Très indépendants de caractère, ils ne se réunissaient qu'en cas de guerre, sous la conduite d'un chef qu'ils nommaient *Toqui*.

Ces Indiens, quand ils partaient en guerre, se peignaient le corps en rouge, en blanc et en bleu ; c'était, d'ailleurs, beaucoup plus pour se protéger du froid et des moustiques que par coquetterie. Ils s'épilaient la barbe, au moyen de petites pinces d'argent, et se rasaient les sourcils. Leur arme de prédilection, les boleadoras, était une sorte de fronde composée de deux ou trois boules de pierre reliées par des lanières de cuir : l'Indien, tenant l'une des courroies à la main, fait tourner les autres autour de sa tête ; les boules partent et vont ligoter l'ennemi.

Quand les Araucans manquaient de chevaux, ils ne se faisaient aucun scrupule d'aller en voler dans les ranchos des frontières. De là des escarmouches continuelles, où colons et sauvages se poursuivaient sans merci. Profitant des guerres que soutinrent les

colonies du sud de l'Amérique pour conquérir leur

ORLLIE Ier
Roi d'Araucanie.

indépendance, les « Pampéens » parvinrent à envahir quelques régions ; mais, en 1833, les troupes de

l'Argentine les rejetèrent définitivement au sud du Rio Negro, et vinrent fonder chez eux le poste del Carmen. Peu de temps après, les Indiens, pour se venger d'un commandant dont ils avaient à se plaindre, enlevèrent aux colons de la frontière 40 000 têtes de bétail.

Ces quelques détails sur l'histoire et les habitudes de ces tribus indiennes étaient nécessaires pour faire comprendre leur état d'esprit, quand parut soudain, au milieu d'eux, un étranger qui les exhorta à s'unir pour arrêter l'envahissement progressif, par les blancs, de leurs réserves de chasse.

Ce *deus ex machina*, que les Araucans considérèrent comme tombé du ciel, s'appelait Antoine Orllie de Tounens. Né, le 12 mai 1825 à La Chèze, commune de Chourgnac (Dordogne), il était fils de Jean Tounens et de Catherine Jardon, cultivateurs.

En 1857, son nom de famille se trouva rectifié par les tribunaux en *de Thounens*. « Les seigneurs de Tounens ou de Toneins, dit le futur monarque, descendent de chefs déjà puissants avant la conquête romaine ; le titre de prince est dans notre famille depuis un temps immémorial. » Une autre version prétend que *prince* était tout simplement un sobriquet donné à son père. Remarquons aussi que l'orthographe de son prénom favori se rencontre sous les trois formes : Orrlie, Orllie, et enfin Orélie.

Jean Tounens, possesseur d'environ 80 000 francs de biens, vivait à l'aise, malgré les dépenses de l'éducation de ses neuf enfants, quand des revers de fortune le forcèrent à s'établir boucher à Tourtoirac.

Reconnaissant le peu de goût de son fils Antoine pour la vie des champs, il le fit entrer comme clerc dans une étude d'avoué de Périgueux. Le jeune homme plut à son patron, gagna sa confiance, et finalement obtint la succession de la charge.

Cette situation sembla bientôt monotone à Tounens. « Dès notre extrême jeunesse, dit-il, nos yeux s'étaient fixés, sans pouvoir s'en détacher, sur cette partie de l'Amérique du Sud qui porte le nom d'Araucanie. Pour nous, la géographie commençait à ces vastes contrées couvertes de forêts luxuriantes... Le sang français de nos anciennes colonies n'a su ni vaincre ni mourir, il s'est soumis, quelle honte! Si elles n'ont pas eu le courage, nous disions-nous, de garder leur indépendance, que Dieu nous prête vie, et nous leur montrerons ce que peut faire un seul homme pour son pays!... Après avoir puisé dans l'étude du droit tout ce qui paraissait devoir concourir au but proposé, nous nous disposions à gagner le Havre, sous un prétexte quelconque, pour nous embarquer, lorsque notre famille nous confina dans une charge d'avoué.

« Cinq ans plus tard, nous prenions la résolution de dépouiller la toge pour donner suite à nos projets. Nous vendîmes notre charge : mais nos confrères, dans l'espoir de nous faire changer d'avis, retardèrent pendant sept mois l'admission de notre successeur. »

A Périgueux, pendant les moments de loisir que la procédure lui laissait, Tounens passait son temps à lire des livres de voyages, notamment la *Géographie universelle* de Malte-Brun et Cortembert. Ce fut

incontestablement dans cet ouvrage qu'il puisa le projet de se rendre en Araucanie.

Une fois son étude vendue, Tounens partit pour le Chili. « C'était, dit M. Descoux, un homme de haute taille, de bonne tournure, à la physionomie énergique et pleine de distinction. Il portait une abondante chevelure et une superbe barbe. »

Tounens quitta la France au mois de juin 1858. s'embarqua à Southampton sur un paquebot anglais, et arriva, le 22 août, à Coquimbo. Il resta plus d'un an dans cette ville pour apprendre l'espagnol, étudier le pays, et réunir des renseignements de toute nature sur le pays qu'il avait résolu de conquérir.

Accompagné de deux Français, D. La Chaise, et Desfontaine, ses ministres de l'Intérieur et de la Justice, il franchit, en 1860, la frontière araucanienne. « J'avais, dit-il, auparavant fait part au cacique Magnil du dessein que j'avais formé, et j'en avais reçu une réponse des plus encourageantes. Pour m'assurer de ses bonnes dispositions, j'inclinai vers le Sud et pris le chemin de sa résidence ; mais on m'annonça, en route, la mort de ce chef, et, sans intermédiaire autre que mon interprète, j'allai droit aux autres caciques, qui, tout comme Magnil, donnèrent leur assentiment à mon projet. Vous êtes faibles, leur dis-je, parce que vous êtes divisés en tribus, ne formez qu'un seul corps et vos voisins vous respecteront!

« Après m'être rendu compte que les Araucaniens préféraient la royauté à la république, ce terme, par le fait du Chili, étant devenu un synonyme de déloyauté, et qu'ils étaient capables de se choisir un

gouvernement, — leurs assemblées, pour être tenues en plein air et à cheval, n'en n'étant pas moins des assemblées — je me déterminai alors à rendre le décret suivant :

« Nous, prince Orllie Antoine de Tounens, considérant que l'Araucanie ne dépend d'aucun autre État, qu'elle est divisée par tribus, et qu'un gouvernement central est réclamé par l'intérêt particulier aussi bien que par l'intérêt général,

« Décrétons ce qui suit :

« Article premier. — Une monarchie constitutionnelle et héréditaire est fondée en Araucanie. Le prince Orllie-Antoine de Tounens est nommé roi.

« Art. 2. — Dans le cas où le roi n'aurait pas de descendants, ses héritiers seront pris dans les autres lignes de sa famille, suivant l'ordre qui sera établi ultérieurement par une ordonnance royale.

« Art. 3. — Jusqu'à ce que les grands corps de l'État soient constitués, les ordonnances royales auront force de loi.

« Art. 4. — Notre ministre, secrétaire d'État, est chargé des présentes.

Fait en Araucanie, le 17 novembre 1860.

Orllie-Antoine Ier.

Le ministre, secrétaire d'État au département de la Justice,

Signé : Desfontaines.

Le même jour, le nouveau roi promulguait une constitution, dont voici le principe hiérarchique :

1° Un roi ou une reine suivant l'ordre héréditaire ;

2° Des ministres dépendant du roi seul ;

3° Un conseil du royaume formé des notabilités du pays ;

4° Un conseil d'État rédigeant les projets de loi et les défendant devant le corps législatif, conjointement avec les ministres chargés de prendre la parole au nom du gouvernement ;

5° Un corps législatif, nommé par le suffrage universel, discutant et votant des lois.

La constitution, beaucoup trop longue pour pouvoir être publiée ici, garantissait comme droits naturels et civils : la liberté individuelle et l'égalité devant la loi, « bien que le roi fasse des nobles à volonté », et établissait que chacun contribuerait aux charges de l'État dans la proportion de sa fortune.

Le pouvoir législatif, dans le gouvernement rêvé par Orllie, devait être dirigé collectivement par le roi, le conseil d'Etat, le conseil du royaume, et le corps législatif, dont les ministres ne pouvaient faire partie, et qui comptait un député par 50 000 habitants ; les conseillers du royaume étaient nommés à vie, enfin une Haute Cour se trouvait constituée.

Orllie se souvenant un peu trop de son étude de Périgueux, et oubliant sans doute que pas un seul de ses sujets ne savait lire, régla soigneusement la façon de légaliser les signatures.

Sans tarder, notre compatriote adressa la notification suivante au Président de la République du Chili :

« Excellence,

« Nous, Orllie-Antoine Ier, par la grâce de Dieu roi d'Araucanie, avons l'honneur de vous faire part

de notre avènement au trône que nous venons de fonder en Araucanie.

« Nous prions Dieu, Excellence, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

Fait en Araucanie, le 17 novembre 1860.

« ORLLIE ANTOINE Ier. »

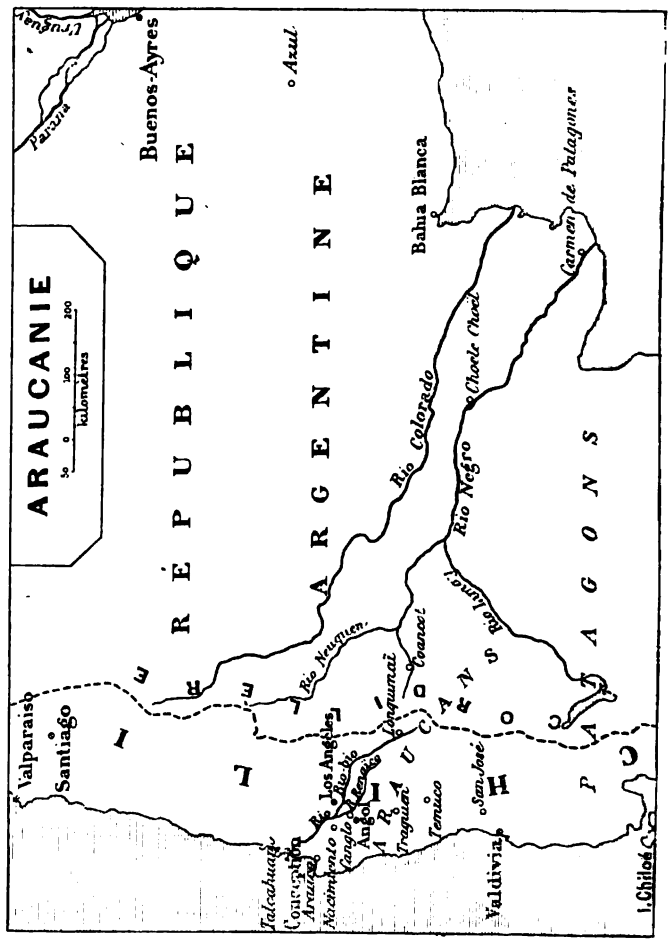
Trois jours plus tard, le 20 novembre, sur l'avis que ses propositions paraissaient favorablement accueillies par les Patagons, il arrête :

« La Patagonie est réunie, dès aujourd'hui, à notre royaume d'Araucanie, et en fait partie intégrante dans les formes et conditions énoncées dans notre ordonnance du 17 courant. »

« Quelque temps après, dit-il, je me rendis à Valparaiso, et de là j'écrivis plusieurs lettres à des amis de France pour les prier de faire des démarches auprès du gouvernement, afin d'obtenir qu'il reconnût le royaume que je venais de fonder, et qu'il voulût bien m'aider à fortifier mon pouvoir, acclamé par les Araucaniens, et à protéger mes sujets contre toutes éventualités. En attendant la réponse, j'élaborai des projets de lois calqués dans les codes français.

« Je vivais au grand jour à Valparaiso ; les autorités chiliennes, qui ne pouvaient ignorer ce que j'étais allé faire en Araucanie, puisque j'en avais instruit le Président de la République, savaient que j'étais là sous leur merci; et pourtant, pendant un séjour d'environ neuf mois, elles ne songèrent nullement à me tracasser. Or, je le demande, si le gou-

vernement du Chili avait effectivement régi et administré l'Araucanie, ne se serait-il pas empressé de



faire arrêter celui qui s'intitulait roi d'Araucanie ?...

« Je fus aussi alors assailli d'une grêle de quolibets

décochés par la presse de mon pays. C'était un journal de mon département, *le Périgord*, qui avait attaché le grelot. J'avais écrit au rédacteur de cette feuille pour lui démontrer l'intérêt que la France avait à me prêter son appui, et pour le prier de plaider ma cause... Ce qui me valut ce débordement de sarcasmes, c'est que, m'adressant à un compatriote, je lui rappelais dans cette lettre que j'avais exercé à Périgueux les fonctions d'avoué. — Un avoué passé à l'état de roi ! Quelle bonne aubaine qu'une pareille nouvelle ! Quelle pâture pour les abonnés !...

« 425 lieues de côtes sur l'océan Atlantique et presque autant sur l'océan Pacifique, avec une largeur moyenne d'environ 200 lieues, un pays enfin deux fois grand comme la France, d'une rare fertilité, arrosé par de nombreux cours d'eau, riche en pâturages et en minéraux de toutes sortes, favorisé d'un excellent climat, et où l'on ne rencontre pas une bête féroce, pas un seul reptile venimeux : voilà en réalité ce que j'offrais à la France ; car ma prise de possession de ce vaste territoire n'aurait été que le point de départ d'une colonie française. Cela méritait-il le ridicule dont on m'a abreuvé ? »

Désespérant de trouver dans les poches de son futur peuple les ressources financières dont il avait besoin pour réaliser ses projets grandioses, Orllie avait demandé à ses amis de France d'ouvrir une souscription pour lui venir en aide : mais les compatriotes de l'inventeur du royaume d'Araucanie refusèrent de prendre au sérieux le nouveau monarque qui surgissait au bout des terres australes. Seul M. de Morestel, dans le *Temps*, fit remarquer, que, si on

voulait seconder les efforts de Tounens, on implanterait notre influence politique et financière dans le sud du Chili. Il ne parvint néanmoins pas à trouver de souscripteurs.

Traité de fou par le gouvernement français, raillé par les journaux, Tounens résolut cependant de rentrer en Araucanie, et de faire ratifier son élection par toutes les populations de la Patagonie; seulement, il ne put trouver cette fois aucun compagnon consentant à partager les risques de son aventure. Il arriva toutefois sans encombre à la Conception, où un Français lui donna une lettre de recommandation pour un de nos compatriotes fixé à Los Angeles, capitale de la province d'Arauco.

« Ce dernier, dit Tounens, me rendit le même service en m'adressant à un Français négociant à Nacimiento, ville chilienne qui touche à la frontière. J'arrivai chez lui le 19 décembre 1861, dans la matinée ; il était en voyage : sa femme prit la lettre d'introduction, la lut, et fit part du contenu à un Chilien ami du mari, M. Lorenzo Leiton, qui, sur la prière de cette dame, m'offrit l'hospitalité de très bonne grâce... Lorsque je pris congé de mon hôte, je parlai encore du but de mon voyage en Araucanie, et aucune observation ne me fut faite, quoique notre entretien eût pour témoin un personnage officiel, M. Faes, gouverneur du département. Comme on le voit, ma conduite n'était pas celle d'un conspirateur... »

Orllie-Antoine Ier quitta Nacimiento un beau dimanche, à 10 heures du matin, par conséquent sans se cacher des autorités chiliennes, avec un domestique appelé Rosalès. A l'étape du soir, sur la rive gauche

du Renaico, il compléta sa suite d'un indigène baptisé, nommé Lorenzo Lopez, et du métis Culinan.

Le 24 décembre, Orllie arriva à Canglo, près du cacique Leviou. Ce chef entreprit de réunir aussitôt ses compatriotes, mais il ne put y parvenir ; la tribu, possédant depuis deux jours de l'eau-de-vie à discrétion, gisait ivre morte.

Le lendemain, pourtant, 100 Indiens à cheval vinrent se former en carré, puis tournèrent quatre fois au galop autour de leur futur roi. Orllie prit alors la parole en ces termes : « L'énergie avec laquelle vous combattez pour votre indépendance fait tourner vers vous tous les yeux. Cependant, faute de connaître les stratagèmes du gouvernement chilien, vous vous laissez subjuguer insensiblement par lui : ce gouvernement vous a toujours trahis et ne cessera jamais de vous trahir. Il a voté 500 000 pesetas pour reculer ses limites jusqu'au Malleco. Pour l'arrêter dans sa marche et maintenir votre indépendance, je vous offre ma protection et mon aide ; si vous les acceptez, je vous fournirai des armes contre vos envahisseurs et je vous conduirai au champ d'honneur. Ayez confiance en moi, jamais je ne vous trahirai. Le droit naturel et international vous autorise à vous constituer en nation, pour marcher d'un pas plus sûr dans la voie du progrès. »

« J'ajoutai, dit Orllie, que pour atteindre ce but il fallait que toutes les tribus se concentrassent sous la main d'un seul chef qui introduirait dans le pays tous les éléments de la civilisation, la religion, l'instruction, l'agriculture, le commerce, l'industrie et les arts, et qui trancherait la question de la paix avec le Chili. »

Les interprètes furent chargés de traduire ce discours patriotique : on peut se demander si les Auracans le comprirent ; en tout cas, ils chargèrent le truchement de répondre qu'ils acceptaient ces propositions.

« Vive, cria alors le Roi, l'union de toutes les tribus sous un même chef et un même drapeau ! Vive la paix avec le Chili ! Mais vous ne devez jamais reculer et, vous devez être prêts à mourir avec vos drapeaux. » A ce signal les, caciques Leviou et Peouçon brandirent les drapeaux tricolores, bleu, blanc, vert, du nouveau royaume, et clamèrent : Vive le Roi ! » « Cependant, nous dit Rosalès, le domestique de Tounens, comme ils poussaient ce cri leur chapeau sur la tête, le Roi leur ordonna de ne pas prononcer ce nom sans se découvrir ou sans saluer de la main droite, s'ils étaient tête nue ; et tous de répéter *Vive le Roi* de la nouvelle manière, ce qui prouve un excellent naturel. » Telles furent les premières règles du protocole araucanien.

Le même jour, Orllie fondait une noblesse héréditaire dans son nouveau royaume ; on voit qu'il n'oubliait rien de ce qui paraît le plus indispensable à la consolidation d'un empire.

Le 26, il se fit reconnaître par le cacique Mélin, le 27 par Millawil et les Quichereguas, et enfin, le 30, par les Indiens de la tribu de Traguien, habitant au delà de la rivière Quille du Salto. Orllie trouva cette fois quelques difficultés à faire accepter sa royauté ; il ne parvint à se concilier les caciques Namoncura et Guentucol que par la promesse d'aller bientôt piller la ville renaissante de Negrete. La dépo-

sition du chef Catrileo, accusé de complicité avec le Chili, fut en même temps décidée.

Toutes ces élections successives terminées, le roi d'Araucanie vint se fixer à Angol, près du cacique Trintre pour surveiller les agissements du Chili pendant le rassemblement des 12 000 guerriers sur lesquels il comptait.

« Angol occupé, disait-il dans une lettre qu'intercepta le gouvernement chilien, je correspondrai avec le Président de la République, et, si je ne puis obtenir la paix, je chasserai la troupe espagnole de l'autre côté du fleuve; l'occasion est bonne, le gouvernement manque d'argent, par suite de la dilapidation du président Montt, et ses troupes manquent de tout. »

Le 5 janvier 1862, Orllie quitta paisiblement Canglo, de bon matin, sans se douter de la catastrophe qui l'attendait. Depuis plusieurs jours, ses interprètes, gens timorés, et surtout son domestique, Rosalès, qui n'était sans doute qu'un espion déguisé, avaient informés les autorités chiliennes des projets et de l'itinéraire du pauvre Roi.

« Nous arrivâmes, dit Orllie, vers midi et demi au lieu dit les Poiriers, qui est éloigné de toute habitation. Nous fîmes la rencontre, chemin faisant, de marchands chiliens qui revenaient de l'intérieur de l'Araucanie et retournaient dans leur pays ; leur présence me sauva la vie. Les agents envoyés contre moi par les autorités chiliennes, — c'était le lieutenant Villagra, accompagné d'un lieutenant de police, d'un caporal et de sept hommes — avaient ordre, que je fisse ou non de la résistance, de me trancher la tête et de la porter au gouvernement, comme preuve irré-

cusable de ma mort. Le chef de la bande ne voulut pas endosser la responsabilité d'un tel acte, qui pouvait être une méchante affaire, non seulement pour le Chili, mais encore pour lui. Il se contenta donc, dès que je fus tombé dans le guet-apens qu'on m'avait tendu, de me prendre et de me traîner à Nacimiento, où le gouverneur me fit enfermer dans une forteresse et garder à vue. »

Dès le lendemain, l'adjudant Estevan Camino procéda à une rapide enquête sur les agissements de « celui qui s'intitule roi d'Araucanie, Orllie-Antoine ». Les témoins à charge furent le domestique et les deux interprètes de Tounens; quant aux marchands chiliens qui avaient rencontré notre compatriote chez les Indiens, ils déposèrent plutôt en sa faveur.

Dans ses bagages, on trouva deux étendards du nouveau royaume, une quantité de proclamations, plusieurs projets de constitutions, et nombre de pétitions adressées de France à l'effet d'obtenir des emplois lucratifs dans la *Nouvelle France*. « N'étaient, dit Camino, l'ignorance, le fanatisme et les préventions des Indiens, cette tentative n'aurait paru d'aucune gravité. »

Le 7 janvier, Tounens fut conduit à Los Angeles, où l'intendant Saavedra le reçut assez mal : « Je crois bien, lui dit-il, que vous ne demanderiez pas mieux maintenant que de rentrer en France; mais vous serez jugé, pour servir d'exemple aux autres qui seraient tentés de vous imiter. »

Le malheureux roi resta enfermé, pendant plusieurs mois, « dans une énorme salle de 11 mètres de long sur 7 de large et très haute de plafond, si l'on peut

appeler ainsi le toit qui la surmontait » ; le gouvernement chilien n'entendait point faire de frais pour son prisonnier ; on l'autorisa simplement à s'acheter un lit et à se nourrir comme il le pourrait. Cette ladrerie, d'ailleurs, tourna à l'avantage de Tounens, car elle lui permit, malgré sa mise au secret le plus rigoureux, de faire passer sa correspondance dans la gamelle qu'un homme charitable, M. Manuel Zerrano, lui envoyait chaque jour.

Devant le refus de la juridiction civile de poursuivre Tounens, Saavedra renvoya l'affaire au commandant d'armes de Nacimiento, avec ordre de traduire l'infortuné souverain devant un conseil de guerre. Mais Tounens interjeta appel de cette décision et la cour de Conception lui donna raison, « le délit d'Orllie n'étant pas compris dans ceux qui sont justiciables de la juridiction militaire ».

Pendant qu'on instruisait son procès, Orllie Ier adressait quantité de protestations aux représentants et au président de la république du Chili, et au consul de France, mais tous ses appels restèrent sans réponse. Bientôt il tomba malade d'une dysenterie, accompagnée d'une telle fièvre qu'il resta cinq mois alité et plusieurs semaines presque sans connaissance. Le médecin de la prison demanda son transport à l'hôpital ; le juge l'autorisa, mais le préfet s'y opposa, espérant sans doute que la maladie le débarrasserait bientôt de son encombrant prisonnier.

Le 25 janvier, craignant de mourir, Orllie Ier prit soin d'assurer le sort de son royaume : il régla ainsi l'ordre de succession dans sa famille au trône d'Araucanie : à défaut de son père, la couronne revien-

drait à son frère Jean, ensuite à son neveu Adrien, et en dernier lieu à sa nièce Lida.

Après son rétablissement, Tounens demeura encore quelque temps à Los Angelès, attendant toujours vainement que le gouvernement chilien prît une décision à son égard. Enfin on vint le prévenir qu'il allait être transféré à Santiago; mais cette nouvelle fut loin de l'enchanter. « ... En passant par Conception et Valparaiso, écrivit-il à un de ses amis, j'aurais eu l'espoir de trouver des amis qui seraient intervenus pour moi, mais l'on veut m'empêcher tout recours. En me conduisant par terre, on fait de trente à quarante lieues sans rencontrer un être vivant. J'ai le pressentiment que l'on veut me faire assassiner, et l'on donnera pour prétexte qu'en route, dans un accès de folie, je me suis jeté sur mes conducteurs. » Tounens, malgré ces noirs pressentiments, arriva pourtant sain et sauf à Conception.

On fit à cette époque courir avec persistance, à Paris, le bruit que Sa Majesté périgourdine s'était échappée en traversant une rivière entre deux eaux, pendant qu'elle laissait flotter à la surface ses habits, sur lesquels les Chiliens auraient sottement tiré. Un journal raconta même que le roi « dépouillé » était parvenu à regagner son royaume, vêtu uniquement d'un immense chapeau « que des dames lui avaient donné pour le vêtir décemment ». Nous ne rapportons cette anecdote que pour la déclarer inventée de toute pièce.

Dans sa nouvelle prison, Orllie rédigea encore de nombreux mémoires, où il faisait notamment remarquer, non sans quelque à-propos, que la Chambre des Représentants venait tout récemment de voter

50 000 piastres pour la mise en défense de la *frontière méridionale* du Chili, ce qui impliquait forcément que les pays situés au delà ne se trouvaient point encore annexés. Il envoya aussi à un grand nombre de journaux un long manifeste dont voici quelques passages : «... Les autorités du Chili m'ont fait arrêter et me retiennent prisonnier. Elles donnent comme motif de ma détention le projet que j'aurais conçu de soulever les Indiens d'Araucanie, et de les déchaîner contre le Chili, pour forcer les populations qui se trouvent sur la rive gauche du Rio Bio-Bio à passer sur la rive droite. Je proteste devant vous, et devant le monde entier, que jamais je n'ai tenu à mes sujets les discours que l'on me prête, ni provoqué aucune prise d'armes contre le Chili.

« Les misérables qui m'ont livré n'ont eu pour mobile que les 250 piastres promises par l'intendant Saavedra. Voulant déguiser leur trahison, ils ont mis à ma charge les paroles de guerre prononcées par les Indiens, qui m'ont maintes fois répété qu'ils regarderaient les Chiliens comme leurs ennemis tant que les populations établies sur la rive gauche du Bio-Bio ne se transporteraient pas sur la rive droite et que, si ce mouvement ne s'opérait pas de bon gré, ils le feraient exécuter de force. A quoi je répondis qu'il fallait prendre patience et que, aussitôt nommé roi, je réglerais le tout amiablement. »

La Cour de Santiago, devant laquelle l'affaire finit par être invoquée, mit, le 2 septembre 1862, toutes les juridictions d'accord en déclarant Tounens fou, et en ordonnant son internement dans un asile d'aliénés. C'était habilement terminer l'affaire ; aussitôt M. de

Cazotte, consul de France à Santiago, réclama notre compatriote, et le fit embarquer, à Talcahuano, sur le vaisseau de guerre le *Duguay-Trouin*.

L'arrivée en France du roi d'Araucanie manqua de prestige ; tous les journaux parisiens l'accueillirent par d'innombrables quolibets. Sa réponse, publiée sous forme de Manifeste, ne manqua pas, en certains endroits, d'un certain bon sens et de quelque habileté.

«... Entre toutes les erreurs, dit-il, commises par quelques-uns des journaux qui ont traité la question de mes *droits* au trône d'Araucanie et de Patagonie, il en est deux que je tiens à relever, car elles sont capitales :

« On m'a qualifié de « roi en disponibilité », et l'on a affirmé que je ne pourrais rentrer dans mes États qu'avec l'intervention du gouvernement français.

« Je commence à déclarer que j'aime trop mon pays pour songer à accroître ses embarras, et que je ne lui demande d'autre faveur que celle d'accepter de ma main une colonie douée d'un climat uniformément tempéré, — où l'on n'entend parler ni d'épidémies ni de fièvres, — riche en pâturages, en forêts et en mines...

« Où trouver un pays qui offre autant d'espace et de ressources à l'émigration ?... Un roi en disponibilité tiendrait-il ce langage, qui n'a rien d'hyperbolique, comme je le prouverai tout à l'heure par des arguments concluants, et demain par des faits ?

« Qu'importe la prison que j'ai subie ! — Si je ne craignais que l'on ne se méprît sur la portée de mes paroles, et que la grandeur des noms ne compromît la justesse de la comparaison, je dirais en terminant :

Louis XI, après Péronne, et François Ier, après Pavie, étaient-ils moins rois de France qu'avant ? L'attentat consommé contre moi par le Chili n'a pu entamer mes droits ; il n'a fait qu'en suspendre l'exercice.

« En ce moment, les peuples qui m'ont acclamé non seulement comme leur roi, mais aussi comme leur sauveur, n'attendent que mon retour au milieu d'eux pour se lever en masse et marcher à ma suite dans la grande voie du progrès. Mes États me sont ouverts de toutes parts, et mes peuples m'appellent par la voix de leurs caciques. Qu'ai-je besoin de m'entourer de leurs baïonnettes ?

« Ce que je demande, non pour asseoir ma puissance, mais pour concourir à l'œuvre de civilisation que j'ai entreprise, c'est une émigration d'honnêtes gens.

« Je fais appel à ceux des déshérités de la vieille Europe dont l'intelligence ou les bras restent inactifs, faute d'une place au soleil. Aux uns, j'offre des fonctions qui ne seront pas des sinécures ; aux autres, des terres qui deviendront leur propriété, et l'argent nécessaire pour couvrir les premiers frais d'établissement. Il s'agit d'une croisade digne du XIXe siècle, de la croisade de l'Idée et du Travail contre l'Ignorance...

« Si l'ancien avoué a étonné le monde par la soudaineté de son avènement au trône, il l'étonnera encore davantage par la supériorité du plan de colonisation qu'il se propose d'inaugurer... »

La même année (1863), il publia un ouvrage intitulé :

ORRLIE-ANTOINE Ier

ROI D'ARAUCANIE ET DE PATAGONIE

SON AVÈNEMENT AU TRÔNE ET SA CAPTIVITÉ AU CHILI
RELATION ÉCRITE PAR LUI-MÊME.

Ce livre renferme malheureusement de nombreuses lacunes, et pour étudier les aventures de son auteur, il est nécessaire de lire également tous les articles et opuscules de Tounens.

Peu de temps après, en mars 1864, dans un *Appel à la nation française*, Tounens prend l'engagement de faire reconnaître comme dette publique, jusqu'à concurrence de 100 millions, la souscription qu'il ouvre pour donner à l'Araucanie un budget de recettes.

Dix-huit mois plus tard, il écrit encore à divers journaux pour leur annoncer qu'il va demander à ses concitoyens de réparer leur injuste dédain au moyen d'une souscription nationale, « dont il promet de rembourser le capital souscrit, avec intérêts légitimes, aussitôt que les circonstances le lui permettront ». Les sommes réunies devaient servir à l'indemniser de ses énormes sacrifices, « consentis dans l'intérêt de la France », et des pertes que lui avait causées l'intervention du Chili.

« ... Mon intention était, dit-il, de faire de ce pays, si avantageusement situé à l'entrée des mers océaniennes, une colonie française, sans guerres comme sans dépenses pour la France, et d'y introduire, au moyen d'écoles créées pour l'enfance, notre langue, les arts, en un mot, tous les éléments civilisateurs.

« Ces populations primitives, qui n'ont point encore

d'écriture et ne professent aucune religion, sont plus aptes à recevoir la civilisation européenne que les populations qui possèdent déjà une langue écrite et une religion ... Pour introduire la civilisation chez ces peuples primitifs, qui sont en guerre avec les Espagnols depuis la découverte de l'Amérique, il faut à mon royaume naissant la paix la plus profonde... »

La *Gazette des étrangers*, en reproduisant cet appel, ajouta : « Les Français ont accueilli M. de Tounens par des sarcasmes irréfléchis ; il ne serait que juste, par contre, de l'aider à regagner aujourd'hui ces pays, où il a bien prouvé qu'il savait faire son chemin, puisque, d'emblée, il y était arrivé à la couronne. »

Le 16 juin, M. Rosalès, envoyé extraordinaire de la République du Chili, protesta, dans *l'Opinion nationale*, contre cet appel, et déclara que les tribus qui habitent l'Araucanie « étaient soumises à son gouvernement au même titre que les tribus arabes de l'Algérie étaient soumises à la domination française. Je crois, ajoutait-il, devoir prévenir les compatriotes de M. de Tounens que toute tentative d'invasion, de débarquement illicite sur le territoire de la république, les exposerait à être traités comme pirates, conformément aux lois internationales ».

La souscription échoua piteusement, et le malheureux roi se vit bientôt traduit en correctionnelle, à la suite du non-paiement de quelques billets signés Orllie-Antoine Ier. Les prêteurs prétendaient le poursuivre pour escroquerie : mais le tribunal reconnut sa bonne foi, et quelques amis fidèles payèrent ses dettes les plus criardes.

Tounens se retourna alors du côté des pouvoirs

publics, et envoya deux pétitions : l'une, en 1866, à MM. les Députés, l'autre, l'année suivante, à MM. les Sénateurs. Inutile d'ajouter qu'elles ne furent pas prises en considération. Entre temps, il fit paraître chez Dentu une *Prière maçonnique*.

Un jour, enfin, Tounens découvrit un homme qui consentait à l'écouter. « M. Planchu, dit-il, manifesta le désir de me ramener dans mon royaume et de m'aider à le restaurer ; j'acceptai la proposition avec plaisir. — Quelle somme faut-il, me demanda-t-il, pour y aller et s'y installer ? — 10 000 francs, et, lorsque nous y serons établis, nous ferons venir les éléments nécessaires pour la civilisation. » On voit que les prétentions du roi étaient devenues fort modestes, et qu'il avait enlevé quatre zéros au total du chiffre de ses prétentions. Planchu, malheureusement, ne possédait même point cette somme, et son père refusait de la lui avancer ; les deux associés durent se contenter d'environ 3000 francs, dont les deux tiers se trouvèrent absorbés par le prix du voyage.

Planchu était, dit-on, avocat. Ce légiste avait des aspirations singulières : l'Araucanie le tentait surtout parce qu'il rêvait de faire un dictionnaire français-indien, « ce qui me vaudrait, disait-il, peut-être une place à l'Académie Française ».

Orllie Ier semble s'être fait de suite peu d'illusions sur son nouveau lieutenant et bailleur de fonds : « Quelques jours, dit-il, après que j'eusse fait sa connaissance, il m'invite à dîner ; le repas se passa sans incident ; j'étais son hôte ; seulement je remarquai qu'après avoir découpé les différents mets, il gardait

les meilleurs morceaux, notamment dans une volaille rôtie où il me servit la cuisse en s'attribuant l'aile. — Voilà un ministre, me dis-je, qui ne me traite guère en roi! — Après ce dîner, M. Planchu voulut aller au théâtre; ce fut en vain que je lui fis remarquer que nous n'avions pas d'argent à dépenser inutilement. Il me répondit : — Je veux aller au théâtre! — et il me fit sentir qu'il avait l'argent, et qu'il était le maître. »

Après un court voyage à Périgueux, où le roi obligea son compagnon à voyager en troisième, d'abord pour faire des économies, et ensuite « pour connaître toutes les classes de la société, leurs mœurs et leurs usages », ils terminèrent rapidement leurs préparatifs de départ, et, le 8 février 1869, Orllie quitta l'Europe pour rentrer dans son royaume, qu'il avait baptisé *Nouvelle-France*. Accompagné de Planchu. Il s'embarqua à Southampton sur l'*Oneïda*, et arriva à Buenos-Ayres le 14 mars. Les frais de la traversée avaient absorbé la plus grande partie de leur argent liquide : aussi, à toutes les escales, écrivaient-ils des lettres suppliantes au père de Planchu pour lui demander de leur envoyer un peu d'argent, une dizaine de mille francs de marchandises, et des *composteurs* pour imprimer des billets de banque.

Tounens essaya d'abord de gagner son royaume par terre; avec son ministre, il partit pour Azul, mais, au bout de quelques étapes, la difficulté des transports, et surtout la certitude qu'on ne leur permettrait pas de dépasser la ligne des fortins établis le long de la frontière, les obligèrent à revenir à Buenos-Ayres. Ils prirent alors le parti de se rendre

par mer à Carmen de Patagones; la traversée fut terrible : sur un mauvais bateau, conduit par un ignorant capitaine, ils eurent à supporter une effroyable tempête.

A Carmen, les deux compagnons éprouvèrent de grandes difficultés pour se rendre dans l'intérieur des terres; enfin ils se résolurent à gagner Chœle-Chœl en remontant le Rio Negro.

Bientôt Planchu, porteur « d'un secret d'État », retourna à Carmen de Patagones, et ensuite à Buenos-Ayres, où il allait sans doute attendre les 10 000 francs qu'il espérait toujours que son père finirait par envoyer. Le ministre d'Orllie faisait, du reste, triste figure auprès des Indiens, car il ne pouvait se tenir à cheval et était tellement myope qu'à la chasse, quand partait un gibier, « il commençait par mettre sa main au-dessus des yeux, puis rajustait son lorgnon, et enfin tirait quand on ne voyait déjà plus l'animal ».

Jamais les relations entre le souverain et son unique sujet n'avaient été bien cordiales; elles devinrent, après cette séparation, plus que tendues, à la suite d'une lettre « inconvenante » de Planchu.

Pendant que Tounens se trouvait à Chœle-Chœl, le colonel Murgat arriva avec 150 hommes pour conférer avec le Cacique Lemounaou. Ce chef, faute de moyens de résistance, dut laisser les Argentins emmener comme otages quelques Indiens, coupables d'enlèvement de bestiaux. Orllie protesta contre cette mesure, mais faiblement, car il savait que le colonel argentin, s'il avait deviné ses projets, n'aurait pas hésité un instant à le ramener de force à Carmen.

Entre temps, Tounens occupait ses loisirs à étudier l'astronomie pour résoudre la question de savoir si nous sommes *au-dessous ou au-dessus du soleil.* « J'ai la conviction, dit-il, que je ferai connaître des lois naturelles que la masse du peuple ignore, et aussi je puis le dire, je crois, sans me tromper, les plus grands astronomes. J'ai couché bien des nuits à la belle étoile, j'ai eu par conséquent l'occasion et le temps d'observer les astres. De coucher dehors, cela présente de grands avantages : l'on respire l'air pur à pleins poumons, tandis que, dans les appartements bien fermés, il n'y a pas assez d'air et la santé en souffre... Nos lits trop moelleux nous amollissent et efféminent... »

Au bout de quelques semaines, Orllie se rapprocha d'une étape de son royaume, et gagna Mavouequet. Les deux fils de Lemounaou venaient de revenir de Buenos-Ayres, porteurs d'un traité avec le gouvernement argentin. Mais la situation de leur père devenait critique; plusieurs caciques, pour le châtier d'avoir livré des otages, venaient même de lui voler une partie de ses chevaux.

Devant cette hostilité, Lemounaou résolut de quitter le parti des Argentins, s'ils ne rendaient pas leurs prisonniers, mais demanda, en retour, aux autres caciques de le soutenir dans ses revendications. En même temps, il fit partir un de ses fils, Quéoupoueoura, avec mission de se concilier le Araucans. Cette coalition favorisait les desseins d'Orllie, et, sans attendre le retour de son ministre, il se mit aussitôt en route pour atteindre son ancien royaume.

Quéoupoueoura, sur l'avis qu'il reçut à Coancot

que Quinthiaou, chef de la région de Lonquemaï, avait juré de le tuer ainsi que son père, jugea sa mission terminée, et laissa le roi franchir la Cordillère avec deux Indiens et gagner, sur le versant du Pacifique, la résidence du puissant chef Quinthiaou.

A son arrivée Orllie reçut un fort bon accueil et parvint, tant bien que mal, à réconcilier les deux caciques. Il continua en hâte son voyage, et atteignit Thoumel, où Quilapan vint à sa rencontre à la tête de plusieurs députations d'Indiens ; ensuite il se rendit à Perquencot, d'où il adressa à son peuple une longue proclamation dont voici un fragment :

« ... Mon absence, dit-il, a duré sept ans et quelques mois, espace de temps qui a été bien malheureux pour tous ; à mon retour, je vous trouve cernés de tous les côtés par les Chiliens ; vous avez éprouvé des guerres ruineuses. Maintenant, nous devons faire notre possible pour réparer les malheurs que nous avons éprouvés. Dans notre long et pénible voyage, j'ai eu de nombreuses entrevues avec les Indiens, je leur ai fait comprendre qu'ils doivent s'unir tous, pour repousser au besoin un ennemi qui veut les déposséder de leurs propriétés et les massacrer. »

Quelques jours auparavant, le 17 décembre, Tounens avait fondé l'ordre de la Couronne d'acier. Le nombre des officiers et des chevaliers, sage mesure, n'était pas limité, toutefois il ne pouvait être créés que dix grands-croix, dix grands-officiers et vingt commandeurs. Les quatre bras de la croix, terminés par une étoile formant la Croix du Sud, se trouvaient réunis par une guirlande de chêne : la décoration était toute en acier ciselé, et son ruban rouge avait

un liséré gris de fer. Les chefs Indiens, Quilapan, Montret et Lemounaou, devinrent les premiers membres de cet ordre.

Orllie songea aussi à se constituer un ministère. Furent nommés : à la Guerre, Quilapan; aux Affaires étrangères, Montret; à l'Intérieur, Quélaoueque; à la Justice, Calfouchanh; à l'Agriculture, Marioual; aucun de ces braves Indiens, bien entendu, ne savait lire.

Le bruit de l'arrivée de l'ancien roi se répandit rapidement; comme les Chiliens s'étaient vantés de l'avoir fusillé, son retour sembla miraculeux, et son prestige s'en accrut davantage. Les commandants de la frontière se hâtèrent d'envoyer messages sur messages aux Caciques, pour exiger son expulsion, mais les Indiens firent la sourde oreille, et Orllie adressa au gouvernement de Santiago la notification de la reconstitution de son royaume. Alors les Chiliens tentèrent de le faire assassiner, mais toutes leurs tentatives échouèrent, grâce à la vigilance des Araucans. Une seule chose désolait le malheureux souverain, c'est que la poste chilienne interceptait impitoyablement toute sa correspondance ; pourtant, à Peou-Peou, un Indien vint lui annoncer que Planchu quittait Carmen pour venir le rejoindre.

Les Chiliens commençaient cependant à s'irriter, et, le 1er février 1870, le général Pinto écrivit à Quilapan :

« Le gouvernement, fatigué d'attendre que les Indiens accomplissent le pacte du 25 septembre dernier... m'a ordonné de te dire qu'il accorde seulement aux Indiens un délai de quinze jours complets, à partir de demain, pour qu'ils me remettent tous les

captifs espagnols et les bandits qu'il y a entre eux, sans en excepter l'aventurier Orélie-Antoine, qui prétend se faire nommer roi des Indiens... »

Les Araucans ne daignèrent pas répondre : alors les autorités chiliennes essayèrent, mais sans succès, de corrompre Marioual en le nommant cacique en chef de toute la frontière. De guerre lasse, au commencement de mars, Pinto se résolut à envoyer, sous le commandement de Sevin Arriagada, un bataillon, avec recommandation d'expliquer aux Indiens qu'il ne venait point dans l'intention de leur faire la guerre, mais simplement pour s'emparer de leur soi-disant roi et lui couper la tête.

Fort peu effrayés de cet appareil guerrier, les Indiens cachèrent soigneusement Tounens, qui, de sa retraite, « ordonna de cerner les soldats chiliens, de les obtenir par famine, et de les pendre tous, non comme officiers et soldats chiliens, car ils sont indignes de ce titre, mais comme assassins ».

Si Tounens avait possédé un peu d'argent, des armes, et quelques compagnons hardis, il serait sans doute parvenu à se maintenir assez longtemps en Araucanie et à gêner considérablement les projets du Chili ; malheureusement, ses maigres ressources se trouvaient complètement épuisées. Pour comble de malheur, de très vifs dissentiments s'élevèrent entre Orllie et son ministre ; et le roi, semble-t-il, se vit même forcé de le faire garder à vue.

Les documents nécessaires pour écrire la suite du règne de notre compatriote font, dès lors, presque totalement défaut. Voici pourtant une lettre de Planchu qui nous donne quelques détails :

« ... Le 3 avril 1870, je partis pour l'Araucanie, et, deux jours après, j'étais avec M. de Tounens. Sa joie fut grande, je le crois, et pourtant il était dans le dénuement le plus complet. Les déceptions furent grandes, le pays était partout ravagé, la guerre n'avait rien épargné. Souffrances, privations, rien ne m'a manqué pendant un an; maintenant (cette lettre est datée du 31 mai 1871, Mouco. Araucanie) je suis un peu à l'aise, quoique manquant de beaucoup de choses.

« Lorsque je laissai M. de Tounens à Chœle-Chœl pour aller à Buenos-Ayres, il avait été convenu qu'il m'attendrait. Lui seul connaissait les Indiens et le pays, et grâce à cela je pouvais passer sans encombre, et faire passer mes ressources sans crainte aucune. »

Après une lacune forcée dans la suite de cette aventure, nous trouvons Orllie résolu à revenir en France.

« Pour sortir de mon royaume, dit-il, les difficultés et les dangers étaient encore plus grands que pour y rentrer : il fallait d'abord obtenir la permission des chefs de tribu, puis franchir la frontière, ce qui était jouer ma tête. »

Pourtant, les Indiens le laissèrent partir, et, après deux mois et demi d'un pénible voyage il parvint, au mois de juin 1871, à Bahia-Blanca, dernier poste occupé alors effectivement par les Argentins; là, Tounens put sans être remarqué s'embarquer pour Montevideo. Le colonel Murgat s'était mis à sa recherche, mais il se trompa sur l'itinéraire de Tounens, et en fut pour ses frais de poursuites.

« Le représentant à Montevideo des États-Unis,

dit Orllie, me fit offrir une frégate de guerre pour me mettre en sûreté, en attendant le départ d'un vapeur pour le Brésil ou pour l'Europe ; je le fis remercier momentanément, en lui disant que, si ma présence à Montevideo devenait publique, j'accepterais avec reconnaissance sa bienveillante hospitalité. Je remercie également M. Doazon, représentant de la France à Montevideo, qui fit ce qu'il put pour me faire partir. »

Le roi d'Araucanie arriva en France, sans encombre, à la fin d'août 1871. Dès son retour, il lança une brochure intitulée : *Invention de neutralisation des projectiles lancés par des armes à feu.*

« Mon invention, dit-il, supprimerait les blessure de la guerre, pour la puissance qui la connaîtrait et qui en ferait usage pour protéger ses soldats ; mais en même temps elle faciliterait ceux-ci pour détruire l'ennemi qui ne la connaîtrait pas. »

Cette magnifique découverte intéressa, si l'on en croit Tounens, le gouvernement prussien, qui lui détacha, le 18 septembre, un émissaire, qui n'insista pas d'ailleurs devant les exigences de l'inventeur : rétrocession de l'Alsace-Lorraine, remboursement des cinq milliards, etc.

Il annonça en même temps la prochaine publication de ses Mémoires : mais ils ne parurent pas, faute de souscripteurs, bien que tout acheteur de deux volumes eut droit au titre de co-fondateur de la Nouvelle-France.

A Marseille, où il habita ensuite, Tounens fonda un journal hebdomadaire appelé *Les Pendus*, qui ne compta que deux numéros, et un peu plus tard la *Cou-*

ronne d'Acier, qui parut régulièrement du 13 janvier au 16 novembre 1872.

Le 12 avril 1872, par la voie de son journal, et sous le titre : *Epitre d'amour aux demoiselles à marier*, Orllie demanda s'il existait une jeune fille disposée à partager sa couronne. Il exigeait qu'elle fût : 1° honnête et appartenant à une famille respectable ; 2° d'une excellente santé, douée d'un bon caractère, intelligente, instruite, belle et jolie femme ; 3° qu'elle partageât ses goûts de royauté, et réunît la plus grande somme de qualités possibles pour devenir une reine parfaite.

Le 30 avril 1872, Orllie ouvre une souscription de 30 millions, et annonce sérieusement que les revenus de son royaume atteindraient bientôt 200 millions de francs.

« Que chacun, dit-il, donne cinq francs par an, et je me charge de débarrasser tout le monde des membres de l'Internationale, communards, communistes et communeux, des pétroleurs, et de tous les déshérités de ce monde, en les emmenant dans mon royaume.

« Il est vrai, ajoute-t-il, que, si vous entrepreniez de troubler la paix inaltérable de ces peuplades primitives, elles vous feraient une application équitable de leur justice, moins patiente et moins formaliste que celle des Européens ; et il est certain que, quand l'un de vous se sera exposé à cette correction paternelle, il n'y reviendra plus, ni personne après lui. »

Tounens, proposa ensuite aux Alsaciens-Lorrains de venir peupler ses États, puis fonda une association en participation pour la création de comptoirs commerciaux en Araucanie.

La presse entière riait beaucoup des extravagances de Tounens et le traitait de fou ; seul M. de Monaghan, dans une vive polémique avec Veuillot, eut le courage de déclarer qu'il y avait au moins une idée dans les projets d'Orllie.

« On a, dit-il, beaucoup plaisanté M. de Tounens de ce que, ayant été avoué en province, il a eu un jour l'audace de se faire proclamer roi d'Araucanie. On a raillé cet honnête homme, auquel on ne saurait équitablement refuser ni la vertu, ni la persévérance, ni le patriotisme, vertus rares à cette époque... Enfin on a pris texte de quelques formes inusitées, de quelques moyens insolites employés par Orélie Ier, pour jeter le discrédit le plus blâmable sur l'ensemble de ses projets... Il existe réellement une question Chilo-Argento-Araucanienne. Elle se résume en peu de mots : Orélie désire ardemment retourner parmi ses sujets, qui l'ont acclamé. Le Chili et l'Argentine y font obstacle, en vertu du droit du plus fort, qui domine le monde aujourd'hui. Ces deux républiques, constamment en guerre avec les Indiens, songent à s'annexer leur part. Or, M. de Tounens gênerait l'exécution de ces projets. »

Un beau jour, Orllie eut la désagréable surprise d'apprendre qu'il venait d'être indignement trahi, et que son trône se trouvait usurpé par Planchu. Ce dernier était parvenu à acquérir une influence considérable sur les Araucans, et avait déjà entrepris contre les Chiliens plusieurs expéditions.

« Je suis à la tête des affaires, écrivait Planchu, et suis entré dans la voie de la paix. J'ai fondé un état de choses provisoire, espérant, si je puis ouvrir des

communications, fonder un gouvernement sur des bases solides. Je travaille à la civilisation des Indiens; j'ai été deux fois à la guerre et j'y ai été assez heureux. Je négocie en ce moment la paix, et si, je puis arriver à un bon résultat, tout ira bien; le pays est très riche en mines d'or et d'argent, en fruits; la terre est très fertile; les laines, le suif et le cuir sont des objets de commerce très brillants... »

Tounens, en réponse, fit passer la note suivante :

« ... M. Planchu n'est pas à la tête des affaires publiques; il est à la tête de ses affaires personnelles, et ce droit, nul ne le lui conteste. Seulement, comme il est sous le coup d'une accusation *capitale*, il est probable qu'il ne fera connaître sa résidence à personne, car la justice aurait alors son cours. » Le 25 mai, il annonce : « M. Planchu est toujours en captivité, ainsi que j'avais ordonné de le garder jusqu'à mon retour. »

Les succès de Planchu ne furent, hélas! pas de longue durée. Le numéro du 2 juillet 1872 du *Mercurio del Vapor* de Valparaiso vint apporter en France la nouvelle tragique de sa mort.

« L'intendant de Valdivia vient de recevoir une note du Subdelegate de San José, par laquelle il l'informait qu'on venait de trouver dans la rivière Humufidi un Français, qui passait pour le ministre d'Orllie, et s'était noyé en voulant passer la rivière à gué. D'après l'examen de ses papiers, il résulte que cet individu se nommait Antoine Planchu... On a trouvé sur lui une lettre, datée du 9 juillet 1869, venant de son père, lui annonçant la remise de 10 000 francs qui devaient lui être payés par une

maison de Buenos-Ayres, et l'annonce de deux échantillons de chassepots, sur les 2 000 qui étaient prêts pour lui. »

Son cheval ayant été retrouvé sain et sauf, et tous ses papiers recueillis, il est probable que le pauvre avocat fut tout simplement jeté à l'eau par quelque parti chilien.

Au mois d'avril 1874, avec le concours de quatre compagnons, qu'il était parvenu à rallier à sa cause, Tounens tenta une dernière expédition pour aller conquérir son royaume. Mieux équipé, cette fois, muni d'armes et de munitions, Orllie s'embarqua pour Buenos-Ayres sous le nom de Jean Pratt.

« Il avait quitté cette ville pour aller prendre son trône, lorsque, sur la demande du gouvernement chilien, une goélette de la marine de la Confédération fut lancée à sa poursuite et l'arrêta en mer. Ramené à Buenos-Ayres le 17 juillet, il fut écroué à la prison de Chibildo, et mis à la disposition d'un juge d'instruction qui instruisit l'affaire. Enfin, le 31 octobre 1874, il fut rendu à la liberté, et reprit encore une fois la route de France; cette fois, il était profondément découragé et avait perdu jusqu'à l'espérance. »

Avant son départ pour l'Amérique, Tounens avait fait frapper des pièces de dix centimes portant en exergue : « Orllie-Antoine Ier, roi d'Araucanie et de Patagonie », et au revers : « Nouvelle-France, 1874. »

A son retour en France, l'ancien avoué de Périgueux tomba dans la plus profonde misère. Ses nombreux créanciers poussèrent même la cruauté jusqu'à le poursuivre, sous l'inculpation d'escroquerie. Il avait heureusement conservé quelques amitiés dans son

pays natal, et l'archevêque de Bordeaux, le cardinal Donnet, s'intéressa à son malheureux sort.

Pour se procurer des ressources, Orllie fonda et vendit quelques brevets d'un nouvel ordre de chevalerie, mais ce petit trafic ne lui assura même pas du pain.

Malade et à bout de ressources, l'ancien roi dut entrer à l'hôpital de Bordeaux, d'où il adressa encore quantité de lettres circulaires et de manifestes pour essayer d'apitoyer sur son sort les innombrables membres de ses ordres de chevalerie. Il mourut le 20 septembre 1878, à Tourtoirac, près de Périgueux.

Il suffit de lire l'histoire de ce malheureux homme pour se rendre compte qu'il mérite mieux que de passer pour un simple aventurier.

Malgré la folie de ses tentatives, son énergie et sa force de caractère restèrent si grandes qu'avec le moindre soutien il eût pu, sans doute, réussir, au moins momentanément; et on l'a vraiment trop raillé.

Le caractère de Tounens semble surtout original parce qu'il réunit à des sentiments profondément bourgeois, des aspirations de casse-cou. C'était M. Prudhomme allié à Don Quichotte!

Il avait d'ailleurs choisi d'une façon très judicieuse son terrain d'action, et pouvait penser s'installer sans grand péril sur un territoire également convoité par le Chili et l'Argentine; car il vaut toujours mieux avoir affaire à deux nations qui se jalousent qu'à une seule. Le fait est que la possession de quelques fragments de l'ex-royaume d'Orllie a failli, dix fois, faire éclater une guerre sanglante ; et il n'y a que quelques années

qu'une sentence arbitrale a délimité définitivement la frontière argento-chilienne.

Les Indiens aussi avaient raison de chercher un protecteur et d'essayer de rejeter la civilisation, puisque l'alcoolisme et toutes sortes de maladies ont abruti, en trente ans, un peuple que trois siècles de guerres n'avaient pu entamer.

Il y a cinq ans, M. Barclay visita les Onas de la Terre de Feu. Quelques années auparavant, de nouveaux émigrants avaient tué tous les guanacos, condamnant ainsi les indigènes à mourir de faim. Pour vivre, les Indiens, s'étant emparés de quelques moutons : les colons résolurent aussitôt de procéder à l'égard des Indiens de la même façon qu'avec les guanacos ; mais, redoutant les risques de cette chasse autrement dangereuse, ils eurent la sinistre cruauté d'appeler à leur aide une bande d'aventuriers, auxquels ils promirent 25 francs par tête d'Onas *complète*, pour éviter la fraude! « Il y eut un chasseur nommé Sam Hesslop qui, en moins de cinq ans, put se vanter d'avoir pour son compte apporté cinq cents têtes. »

Comme le Chili et l'Argentine possédaient sur la Terre de Feu des droits réciproques, ces deux pays évitaient d'intervenir, de peur que les colons tracassés par la police de l'un ne s'empressent d'en appeler à l'autre.

En mourant, Orllie Ier laissa son trône à un de ses cousins, M. Laviarde (né à Reims en 1841, mort en 1902), qui prit le nom d'Achille Ier, et continua à distribuer la Couronne d'acier. Le nouveau souverain

était un écuyer distingué, qui présenta un jour ses chevaux dans un cirque de Reims.

Un autre de nos compatriotes, le docteur Lozier, sans chercher à fonder le moindre nouveau royaume, prit, à cette même époque, une influence considérable sur les Indiens du voisinage d'Arauco. Il adopta les coutumes indigènes, épousa une indienne, bâtit une école, et mit tout en œuvre pour moraliser les Araucans, dont il était devenu le véritable cacique.

En mourant, il laissa sa fortune à son village natal. Mal inspiré, le conseil municipal se hâta de vendre, pour 25 000 francs, un domaine qui fut acheté 9 millions, quelques années plus tard.

LE MARQUIS DE RAYS

Fondateur de Port-Breton.

CHAPITRE XIX

LE MARQUIS DE RAYS

FONDATEUR DE PORT-BRETON

Travail, espoir et foi ; Dieu, patrie, liberté.

Telle fut la majestueuse devise de la colonie libre de Port-Breton, fondée et lancée par le marquis de Rays en 1877.

Descendant d'une très ancienne famille de Bretagne, Charles-Marie Bonaventure du Breil, marquis de Rays, naquit au château de Quimerc'h en Bannalec (Finistère), le 2 janvier 1832.

Il semble bien difficile de raconter sa vie aventureuse, tant sont confus ou contradictoires les renseignements que nous avons pu recueillir sur sa jeunesse. « Le marquis de Rays, dit la *Bio-Bibliographie Bretonne*, fut pris très jeune du goût des voyages, et parcourut l'Amérique, Madagascar, et le Tonkin. Il fit le commerce des arachides au Sénégal, se maria en 1869, fut décoré de la grand'croix de Libéria, et nommé consul de Bolivie à Brest, en 1879. »

M. de Rays aurait, dit-on, fait partie de la mission Wyse, envoyée pour étudier la possibilité de construire un canal interocéanique à travers l'isthme du Darien. Il aimait également à raconter, — mais cela semble

rentrer dans le domaine de la légende, — que, ayant fait naufrage dans une île de l'Océanie (?), il n'aurait dû son salut qu'à un tendre sentiment inspiré à la fille du chef d'une tribu anthropophage. En tout cas, il est certain qu'il visita Sidney, et passa quelque temps dans le Far-West américain.

Vers 1876, alors qu'il vivait paisiblement en Basse Bretagne, M. de Rays conçut l'idée de fonder en Océanie une colonie libre, catholique et royaliste. De concert avec un avocat de Quimper, M. de Gois, il étudia un premier projet d'établissement sur la côte occidentale du continent australien. Nous avons vu une carte lithographiée où Port-Breton se trouve placé à l'embouchure de la rivière Gascogne, près du cap Cuvier. Mais il dut renonçer à cette combinaison, devant le refus du gouvernement anglais d'accorder à cette colonie le moindre régime d'exception.

L'aventureux Breton ne se découragea point, et jeta alors son dévolu sur la Nouvelle-Irlande, située à l'est de la Nouvelle-Guinée ; cette terre présentait l'avantage de ne se trouver encore occupée par personne.

Le 26 juillet 1877, le *Petit Journal* publiait l'annonce suivante : « Colonie libre de Port-Breton. Terres à cinq francs l'hectare. Fortune rapide et assurée, sans quitter son pays. Pour tous renseignements s'adresser à M. du Breil de Rays, au château de Quimerch... »

Les débuts de l'entreprise s'annoncèrent pénibles ; pourtant, à la longue, quelques souscripteurs se montrèrent, et deux ans plus tard, les sommes réunies se montaient déjà à environ 200 000 francs. Dès lors le marquis de Rays résolut de mettre à exécution

son projet et fit, le 4 avril 1879, à Marseille, au Salon des Œuvres, une conférence-programme qui obtint un grand retentissement.

Au commencement de cette même année, avait été fondée à Paris, sous la raison Maggiolo et Cie, la Société de la Nouvelle-France. Le placement de ses actions, qui représentaient chacune un deux mille cinq centième de l'île, ayant été reconnu difficile, on adopta le système d'émissions de bons de terrain.

Voici, un extrait des déclarations de M. de Rays à Marseille :

« ... La pensée de notre colonie libre est née d'un sentiment religieux et patriotique ; les froissements perpétuels de notre sens intime catholique et français n'y sont pas étrangers. Hélas, pauvre patrie, qu'est devenue ta gloire ? Fille aînée de l'Église, où donc est ta couronne ?... Imprimons à notre œuvre nouvelle le caractère sacré qui lui donnera la vie, le baptême catholique... Dieu le veut, messieurs, notre œuvre sera grande ! »

Après avoir expliqué que la seule garantie financière de l'entreprise ne pouvait résider que dans l'entreprise elle-même, « cercle vicieux, insoluble problème », le conférencier exposa les moyens qu'il comptait employer pour rassembler les fonds nécessaires à la constitution du capital, « levier puissant dont la force brutale s'impose de tout son poids, dans toute entreprise humaine ».

Revenu sur la terre, M. de Rays annonça alors l'émission de 600000 bons d'un hectare, à raison de 5 francs l'un. Cent bons donnaient droit à une façade de 200 mètres sur la mer. Le prix des

bons fut, peu de temps après, porté à 10 francs, puis à 20 (1880), et finalement à 50 francs (1881).

« C'est à ceux, dit-il, qui, comme nous, croient au succès de l'entreprise, qu'il appartient d'accepter la valeur, actuellement fictive, que tous ensemble nous accordons volontairement à ces bons ».

Aux souscripteurs qui ne comptaient point aller eux-mêmes cultiver leurs terres, l'administration promettait d'en assurer l'exploitation, moyennant un simple prélèvement du quinzième des produits.

« Chacun peut donc devenir propriétaire foncier, dans notre colonie, et se créer, en dehors de tout trouble politique et de toute révolution, une fortune coloniale proportionnelle à ses désirs et à son capital, quelque faible qu'il soit. Or il suffit souvent au plus pauvre colon, dans les régions tropicales, d'un seul hectare de terre, cultivé en sucre ou en café, pour réaliser un revenu de quelques mille francs par an. »

Le marquis de Rays annonça ensuite qu'à Port-Breton existerait le droit de tester, « dans l'acception la plus large et la plus générale. Tout père de famille pourra donc, à son gré, transmettre à un seul héritier sa fortune coloniale. Il sera libre de perpétuer ainsi sa famille et son nom ; il pourra vivre encore par delà le tombeau, satisfaction suprême et légitime, dans le souvenir des siens, dans la perpétuité du foyer dont il aura posé la première pierre ».

Après une description géographique de la Nouvelle-Irlande, vint la question des rapports à entretenir avec les indigènes.

« Nous relierons en un faisceau commun d'intérêts soigneusement étudiés, sous la sauvegarde de leurs

chefs naturels, toutes ces petites peuplades sauvages, dont nous serons la tête, pour en former une sorte de confédération franco-océanienne, en soutenant dans toutes les tribus l'action du missionnaire comme base principale de notre système spécial de colonisation, et appelons à notre aide tous les ordres religieux. Ah! messieurs, les moines ont fondé la vieille France, ils créeront la nouvelle! La civilisation de ces peuples barbares ne peut avoir pour base que la Foi, le Travail, et la Prière. Tels seront nos moyens... L'idée fondamentale de cette grande entreprise n'est pas une pensée de spéculation. Sans doute, les profits à percevoir seront un des éléments les plus actifs de cette œuvre, car il n'est pas en notre pouvoir de suivre la voie surhumaine des missionnaires détachés de tout intérêt terrestre : mais nous n'avons à aucun degré cette soif sordide du lucre qui a déshonoré tant d'entreprises coloniales. Notre œuvre participe de ces deux inspirations si différentes dans leur principe et dans leur but, mais l'une et l'autre puissantes sur l'activité humaine : la religion et la fortune. »

« Cette entreprise particulière, ajoutèrent les prospectus, sera basée sur le principe d'autorité absolue. M. de Rays sera le seul maître, le juge suprême. On exigera de ceux qui partiront un engagement préalable de soumission absolue aux règlements coloniaux. »

Les lieutenants de *Charles Ier* reçurent en effet les pouvoirs les plus absolus, même celui de condamner à mort, en cas de besoin. « Ne laissez jamais, dit-il à l'un d'eux, discuter votre autorité ni la mienne, votre personnalité ni la nôtre! Si une exécution devenait nécessaire, n'hésitez pas. »

Au lendemain de la conférence de Marseille, un véritable engouement se produisit dans le monde catholique, en faveur de la nouvelle œuvre, et les souscriptions affluèrent de toute part. Un journal intitulé *La Nouvelle France* parut à Marseille, et une fructueuse succursale se fonda en Belgique, pour la création d'une concurrence amicale, Port-Léopold.

Bientôt, plusieurs compagnies filiales se créèrent :

1° La Société civile des fermiers généraux, fondée à Nantes, sous les auspices de M. Poulain, pour exploiter les terres des propriétaires qui demeureraient en France.

En attendant de pouvoir tirer profit de ses plantations, la Société comptait exploiter les bois précieux, et faire des conserves de certains mollusques fort estimés en Chine. Le revenu des terres serait collectif, et la participation immédiate. « Moyennant une somme de 10 francs par hectare, payée une fois pour toutes, mais versée immédiatement, les fermiers généraux cultiveront votre propriété, et, pendant vingt ans, vous verseront la valeur de la moitié de la récolte... Avec un capital de 500 francs, on ne tardera donc pas à recevoir un revenu de *dix mille* francs. »

En échange de la concession de l'île Lamboum, la Société s'engageait à élever, à Port-Breton, une église dédiée au Sacré-Cœur.

2° La Société des Sucreries-Distilleries, au capital de 500000 francs, dont les actions de 100 francs devaient, sous deux ans, rapporter un bénéfice *garanti* de 50 francs.

3° La Société franco-océanienne de Commerce et

de Navigation, constituée par 1 500 000 titres d'une valeur de 200 francs.

4° La Société des Mines de la Nouvelle-France.

Il y avait ainsi des actions pour toutes les bourses et pour tous les goûts.

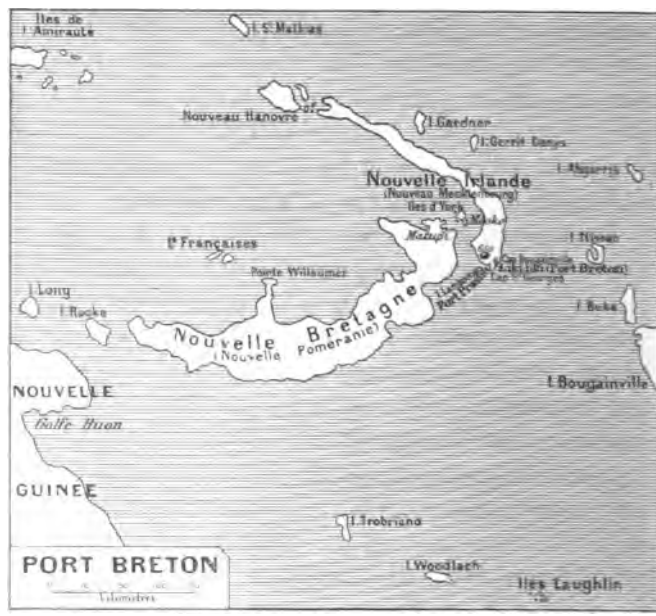
Les émigrants-colons étaient transportés à Port-Breton moyennant 800 francs; néanmoins, les familles nombreuses ne payaient jamais plus de 3000 francs. Les ouvriers agricoles, qui s'engagaient à travailler pour la colonie pendant cinq ans, ne versaient que 500 francs. Pendant leur contrat, ils étaient entretenus, mais ne recevaient en guise de salaire qu'une participation aux bénéfices. A la fin de leur engagement, ils devenaient propriétaires de 20 hectares, ou pouvaient rentrer en France aux frais de la colonie.

La « Nouvelle-France » se trouvait figurée, sur la carte, par un certain nombre d'îles, assez mal déterminées. Port-Breton, anciennement Port-Praslin, est situé au sud de la Nouvelle-Irlande[1]; mais, dans la pensée de son fondateur, la colonie devait bientôt englober les îles Laughlan, la Nouvelle-Bretagne, l'île Bougainville, voire même l'archipel de la Louisiade, les îles Salomon, et peut-être même la partie orientale de la Nouvelle-Guinée. La Nouvelle-France, alors, se fût trouvée digne de son nom! Malheureusement, l'emplacement de l'établissement initial avait été fort mal choisi : car Port-Praslin paraît aussi malsain que ses alentours sont stériles; à la Nouvelle-Bretagne, la tentative eût sans doute pareillement échoué, mais elle n'aurait pas pris les proportions d'un désastre,

[1] Cette île, qui appartient maintenant à l'Allemagne, porte le nom de *Nouveau Mecklenbourg*.

car, le sud de la Nouvelle-Irlande semble la seule région de ces parages où le cocotier et le bananier, ces deux richesses naturelles des pays tropicaux, ne se rencontrent point.

Aussitôt que le montant des souscriptions le permit, M. de Rays acheta le *Chandernagor*, assez bon navire



à voile, pour emmener les premiers pionniers de a colonie; mais, dès que ce navire fut arrivé au Havre, le ministre de l'Intérieur, M. Tirard, s'opposa à ce qu'il embarqua aucun émigrant, ni même aucun engagé. Dans une circulaire, il donna des instructions catégoriques pour empêcher le départ de l'expédition, « vu l'impossibilité pour la France de pouvoir protéger, au

besoin, ses nationaux dans ces parages de l'Océanie. »

Le *Chandernagor*, monté par son seul équipage, se rendit à Anvers, où le gouvernement belge refusa pareillement de lui délivrer une patente. A Flessingue, le marquis de Rays fut plus heureux, et, grâce à l'intervention de deux citoyens américains, MM. Febrer et Mac Laughlin, la Hollande laissa s'embarquer les 120 engagés.

Le 14 septembre 1879, le *Chandernagor* leva l'ancre, sous pavillon américain, au son de la Marche de Port-Breton, composée par M. Febrer. Les passagers chantaient, sur un air de cantique :

... Tu deviendras grande et féconde
Le Travail sera ton trésor,
Ce beau pays, dira le monde,
C'est l'enfant du Chandernagor !

« Ce navire, s'écria M. de Rays, emporte la destinée d'un peuple ! »

Le baron Titeu de la Croix partait avec le titre de chef de l'expédition ; mais le capitaine Mac Laughlin possédait des pouvoirs semblables. Comme ni l'un ni l'autre, d'ailleurs, n'entendait rien à la navigation, le bâtiment se trouvait, en réalité, commandé par le second, M. Seykens.

Le 7 janvier 1880, M. de la Croix débarqua à Port-Praslin et prit possession de l'île au nom du marquis de Rays.

En passant, il avait conclu un traité avec Tomao, roi des îles Laughlan, « qui avait juré foi et hommage au Premier-Lieutenant de la colonie ». On laissa 17 hommes pour occuper ce premier établis-

sement : mais les vivres vinrent bientôt à leur manquer ; 5 moururent de maladie, les autres, assez tristes sujets (7 d'entre eux étaient d'anciens déserteurs) se querellèrent, jusqu'au jour où un bâtiment anglais les recueillit, minés par la fièvre et à moitié morts de faim.

A peine arrivés à Port-Breton, les deux chefs de l'expédition commencèrent à se disputer : l'un voulait s'établir à Port-Praslin (sud-ouest de l'île), l'autre à Liki-Liki (sud-est). Mac Laughlin opinait pour ce dernier point, et, comme commandant du *Chandernagor*, y conduisit le navire.

Quelques jours plus tard, pendant que Mac Laughlin se trouvait à terre, et avant même que tout le matériel eût été débarqué, Seykens levait l'ancre à l'improviste, et partait pour Sidney, avec Titeu de la Croix, « pour chercher les ordres du Marquis ». Le gouverneur avait d'ailleurs, paraît-il, été vivement impressionné par la vue de quelques sauvages, et, à partir de leur arrivée, n'avait plus voulu descendre à terre.

Les instructions qu'il reçut de M. de Rays consistèrent, sans doute, à rester à Sidney, car, si La Croix demeura l'agent de la colonie en Australie, on ne le revit plus jamais à Port-Breton. Quant au *Chandernagor*, il ne revint que deux ans plus tard, pour constater l'abandon de la Nouvelle-France !

La fuite du navire découragea complètement les nouveaux débarqués : 6 se sauvèrent sur une chaloupe, débarquèrent à l'île Bougainville, et furent, pour la plupart, mangés ; d'autres profitèrent de l'arrivée d'un bâtiment anglais pour monter à bord, en emportant, par mégarde, une partie du matériel. Un

navire de guerre anglais les ramena plus tard à Cooktown.

Seize héroïques colons demeurèrent à Port-Breton ; mais, dénués de ressources, tous bientôt tombèrent malades. Pendant trois mois, ils attendirent en vain du secours. Comme le consul de France à Sidney s'opposait au départ du *Chandernagor*, M. de la Croix se décida enfin à expédier à la Nouvelle-Irlande le petit brick l'*Émily*.

A la même époque, un second navire acheté par M. de Rays quittait Barcelone : le *Génil*, vapeur de 350 tonneaux, partit, le 14 mars, avec 40 colons, sous pavillon de la République de Libéria. S. E. le président de ce petit État fit à cette occasion remettre solennellement à M. de Rays le grand cordon de l'ordre de Libéria, « distinction éclatante qu'on ne donne qu'aux *souverains* qui travaillent à l'émancipation de la race nègre ».

L'appareillement du *Génil* fut longtemps retardé par divers incidents. Son commandant, le capitaine Rabardy, était un homme énergique, mais que la folie guettait malheureusement déjà. Son caractère méfiant et violent provoqua plusieurs révoltes parmi son équipage, et ce fut à grand'peine qu'il parvint à Port-Breton, le 29 août 1880 ; à Singapour, il avait engagé quelques Chinois.

Au mois de juillet, l'*India* partit, à son tour, avec une centaine de familles. Son départ se trouva différé d'abord, sur la réquisition du consul du Chili qui supposait que ce navire allait porter des armes au Pérou, et ensuite par le représentant de l'Italie, qui prétendait saisir le bâtiment comme garantie du rembour-

sement des dépenses de retour de quelques émigrants mécontents. Ces difficultés aplanies, l'*India* put enfin lever l'ancre; à son bord se trouvait un religieux, le P. Lannuzel.

La traversée fut malheureusement marquée par plusieurs décès. M. de Groote, panégyriste attitré de la nouvelle colonie, annonça ainsi ces accidents : « ... Peu de jours après, un enfant est allé rejoindre la première âme qui veille sur les destinées de la Nouvelle-France; un autre ange est mort à Aden... Ce sont les pures prémices offertes par la Nouvelle-France au Dieu tout-puissant qui, seul, fait fleurir les nations sur la terre. »

L'*India*, commandée par le capitaine Le Roy, transportait dans la colonie un nouveau gouverneur, le commandant Le Prévost. A l'arrivée de ce navire, qui suivit de près celle du *Génil*, la colonisation reprit un nouvel essor à Port-Breton; et, malgré bien des difficultés, de nombreux déboires, et surtout beaucoup de décès, l'établissement parvint à vivoter tant que durèrent les vivres apportés de France. Quand ils commencèrent à s'épuiser, le gouverneur résolut, le 10 décembre, d'aller chercher avec le *Génil*, des provisions en Australie.

A Sidney, Le Prévost se trouva longtemps immobilisé par la désertion en masse de son équipage, et par des démêlés de toute sorte avec les autorités et le consul de France; sur le point enfin de repartir, il tomba, dit-on, malade, et finalement laissa Rabardy revenir seul à la Nouvelle-France. Mais, quand, au milieu de mars, le *Génil* jeta l'ancre à Port-Breton, il trouva la colonie déserte. Se voyant abandonné

et pensant que Le Prévost ne reviendrait pas plus que La Croix, les colons étaient partis, le 20 février, sur l'*India*, à destination de Nouméa, où le navire, sur la requête de l'équipage, fut saisi et vendu pour un prix dérisoire.

Les nouvelles publiées par le journal la *Nouvelle-France* paraissaient, néanmoins, excellentes. Tantôt c'était le récit de la consécration d'une église, qui ne sortit jamais de terre, tantôt l'annonce, pour rassurer sa pieuse clientèle, « que les sauvages avaient résolu de cacher leur nudité », ou que l'aumônier leur faisait « quatre catéchismes par jour ». Aussi la valeur de l'hectare fut-elle portée à 50 francs. La caisse ecclésiastique du diocèse de Carcassonne plaça ses fonds en terrains à Port-Breton.

Pourtant, le 15 avril, le journal se vit bien forcé d'annoncer la désertion des premiers colons, que tout le monde connaissait déjà.

« A la suite d'un complot imaginé en France, et exécuté en Nouvelle-France, la colonie a été abandonnée, pendant l'absence du gouverneur, par ceux qui, en conscience et en honneur, étaient tenus de la conserver et, au besoin, de la défendre les armes à la main. Cet abandon a eu lieu au moyen de l'*India*, qui nous a été ainsi volée...

« Aussi, à l'avenir, on n'admettra plus en Nouvelle-France aucun colon, quel qu'il soit, qui ne renonce préalablement à la nationalité française, en se conformant à l'article du Code civil en vertu duquel tout Français, qui fonde à l'étranger un établissement fixe, perd sa nationalité... Tout colon devra se faire Néo-Français... »

Le marquis de Rays, qualifié dans son journal de « chef d'État », appelé par sa petite cour *Charles Ier*, montrait toujours la même foi dans son œuvre, et un quatrième navire, la *Nouvelle-Bretagne*, partit pour la Nouvelle-France; son capitaine, Henri, devait prendre, à son arrivée, le commandement de la colonie.

A Manille, le nouveau gouverneur apprit le récent abandon de Port-Breton; après avoir annoncé cette fâcheuse nouvelle à l'équipage, laissé libre de le suivre ou de le quitter, il réorganisa l'expédition, acheta, comme ponton, un vieux navire, rebaptisé le *Marquis de Rays*, et parvint à la Nouvelle-Irlande, le 14 juillet 1881.

Pendant trois mois, la colonie subsista misérablement; mais, au mois de novembre, la rareté des vivres obligea Henri à partir pour Manille. On avait découvert, en débarquant la cargaison, beaucoup d'articles qui ne semblaient pas de première nécessité : sur l'*India*, on avait trouvé 6 000 colliers de chiens, sur la *Nouvelle-Bretagne*, on déballa plusieurs caisses de souliers de satin, quantité de jouets et 22 ballots de papier timbré de la Nouvelle-France, estimés 100 000 francs sur le connaissement du navire!

Henri, croyant recevoir aux Philippines une somme de 150 000 francs qui lui avait été annoncée, commanda toutes les provisions dont il avait besoin, et câbla pour réclamer l'argent; mais, au lieu de fonds, on lui expédia l'autorisation d'émettre à Manille des bons de terrains! Il reçut ensuite un certain nombre de télégrammes contradictoires, dont le dernier, signé d'un banquier, armateur de la *Nouvelle-Bretagne*,

ordonnait de rendre les marchandises, et de vendre le bâtiment.

Cette combinaison condamnait à mort les colons de Port-Breton : Henri le comprit; et, malgré l'embargo mis sur son vaisseau par les fournisseurs, il s'apprêtait à partir, quand les autorités vinrent enlever la boîte à vapeur du navire.

Le 10 décembre, devant la menace d'un cyclone, le capitaine du port renvoya la pièce de la machine, en demandant à Henri sa parole de ne s'en servir qu'en cas de besoin; la pièce fut immédiatement renvoyée à terre : les autorités, craignant alors d'encourir la responsabilité d'un naufrage certain, se décidèrent à remettre la boîte sans condition, mais envoyèrent à bord 6 carabiniers.

Le soir même, Henri, après avoir allumé secrètement les feux, leva l'ancre et sortit du port, sans que personne s'en aperçût, pas même les bons carabiniers qui dormaient dans les meilleures cabines. Ces fidèles gardiens furent déposés, le lendemain, à proximité de l'établissement espagnol de Ilo-Ilo.

Durant l'absence d'Henri, Rabardy, toujours revêtu d'un habit chamarré d'or, remplissait les fonctions de gouverneur, pendant que Chambaud, « le notaire de la colonie », achetait au roi Maragano le sud de la Nouvelle-Irlande, la province de *Bouilbouilounitu* qui, paraît-il, n'avait point encore été acquise. Le prix payé consista en deux paquets de tabac, quelques haches, un peu de verroterie, et un costume écarlate.

Rabardy craignait toujours de périr assassiné; aussi descendait-il rarement à terre, et toujours bien armé; quant aux barques, qui s'approchaient sans permission

du *Génil*, elles étaient infailliblement reçues à coups de fusil ! Entre temps, il fit une expédition à l'île Buka, s'empara de 11 esclaves, mais ne put réussir à les vendre à Port-Breton.

Quant on vit l'absence de la *Nouvelle-Bretagne* se prolonger, les colons voulurent quitter l'établissement, en profitant du bâtiment de M. Shuler, colon allemand établi à Matupi ; mais Rabardy les prévint qu'il s'opposerait par la force à toute tentative d'embarquement, et les força à demeurer à Port-Breton.

Au milieu de décembre, le vin se trouvait épuisé, et il ne restait plus qu'une boîte de Liebig pour alimenter 34 malades ; il fallait aviser. Rabardy décida de se rendre en Australie ; mais, comme il refusait de les emmener avec lui, les colons s'y opposèrent. Toutefois, devant la disette, ils durent se résoudre à laisser partir le navire à Matupi, malgré leur crainte de ne plus jamais entendre parler de Rabardy.

Un violent désespoir régnait dans la colonie, quand, quelques jours après le départ du *Génil*, arriva le capitaine Henri, qui, sans perdre de temps, se rendit à Matupi pour en ramener le *Génil*. On juge quelle fut la joie des abandonnés, de voir débarquer quelques vivres.

Les colons, à la nouvelle qu'ils ne devaient plus compter sur aucun secours d'Europe, demandèrent à passer immédiatement en Australie. Henri, découragé lui-même, hésitait sur la résolution à prendre, quand, le 12 janvier, arriva le navire de guerre espagnol le *Legaspi*, qui déclara immédiatement la *Nouvelle-Bretagne* prise de guerre, et arrêta le gouverneur.

Le 20, le *Legaspi* partit, avec sa capture, pour Manille emmenant 65 colons, la plupart malades: 40 autres, sachant qu'ils ne trouveraient aucun emploi aux Philippines, préférèrent rester provisoirement à Port-Breton en attendant l'occasion de se rendre en Australie avec le *Génil*.

A Manille, Henri passa devant toutes les juridictions possibles. Heureusement pour lui, l'opinion publique se déclara en sa faveur. Le Conseil des Prises annula la saisie, le Conseil maritime refusa de poursuivre, le Conseil de guerre se récusa, sous prétexte que le fait délictueux s'était passé sur mer; enfin le Conseil disciplinaire du régiment auquel appartenaient les six carabiniers rendit une ordonnance de non-lieu. Après trois mois de détention, Henri recouvrit sa liberté le 16 mai 1882. Malgré ses efforts, il lui fut impossible, par suite de l'incurie des administrateurs de la colonie en Europe, de conserver le navire à la Société : il parvint simplement à faire payer les gages de l'équipage, sur le prix du bâtiment.

Avant de partir, Henri avait nommé Chambaud gouverneur de la colonie; les habitants l'élirent à leur tour, « pour être en droit, quand besoin serait, de le révoquer ».

L'ancien notaire voulut s'opposer à l'abandon de la colonie; mais, comme il se trouvait seul de son avis, tous les colons décidèrent que le docteur Baudoin irait, avec Rabardy, à Meoko, s'entendre avec un traiteur du nom de Farell, afin de se procurer les vivres et le charbon nécessaires pour se rendre en Australie.

Une fois à Meoko, Rabardy, dont l'esprit paraissait

de plus en plus dérangé, ne voulut plus entendre parler de retourner à Port-Breton ; il n'y consentit que devant la menace des missionnaires anglicans de l'île d'York de le signaler, comme pirate, à un aviso anglais que l'on attendait prochainement. Cette intervention sauva les colons.

Le *Génil* revint à Port-Breton avec Farell et 18 indigènes. Aussitôt, une assemblée générale vota à l'unanimité moins deux voix (celles du gouverneur et de son domestique), la destitution de Chambaud et l'abandon immédiat de l'établissement. Les colons emballèrent leurs effets, et le *Génil* quitta la Nouvelle-Irlande, le 13 février 1882.

La colonie de Port-Breton n'existait plus qu'à Barcelone.

Le *Génil* arriva sans encombre devant l'établissement de Farell. Rabardy, tout d'abord, refusa de débarquer ; enfin il y consentit, se rendit chez son *ami* le traiteur, y but une tasse de café, tomba raide mort, et fut enterré une heure après ! On a prétendu que sa cassette avait disparu en même temps que ses papiers ; le résultat certain de ce trépas bizarre fut de mettre les colons de la Nouvelle-France à la merci de leur hôte, et de les forcer à accepter toutes ses conditions.

Une fois réparé tant bien que mal, le *Génil* reprit la mer, sous les ordres d'un Anglais, le capitaine Boore ; après quelques fâcheux incidents, le navire parvint à Maryborough.

Le baron de la Croix vint, dans ce port, à la rencontre des émigrants et, avec l'aide de Chambaud, voulut les faire débarquer immédiatement, mais ceux-ci protestèrent et continuèrent leur route jusqu'à Sidney.

De même que tous les autres navires de la colonie, le *Génil* ne put être dégagé des oppositions des fournisseurs ou de l'équipage, et subit les feux des enchères. Peu de colons furent rapatriés ; la plupart d'entre eux restèrent, sans ressources, en Australie.

Les habitants de Port-Breton avaient détruit une partie de ce qu'ils n'avaient pu emporter : néanmoins, après leur départ, on pouvait encore se rendre compte de l'œuvre accomplie. « On voyait, — dit M. Poulain, le directeur des fermiers généraux, — une immense baraque qui servait à la fois de chapelle, d'hôtellerie, de poste de place et de magasin colonial, et un bâtiment non fini, destiné à former l'église paroissiale... La route carrossable se composait d'un sentier où on pourrait passer difficilement à la file indienne... Le marché, d'une table, etc... »

Il est vrai que les écriteaux administratifs ne manquaient point; et on pouvait encore lire çà et là : *Bureau de la Place. — Le Public n'entre pas ici.*

Le Père Lanuzel, qui se rendit ensuite à la Nouvelle-Bretagne, qualifia l'endroit choisi pour l'établissement de la colonie de « maudit trou »; un autre, de « nid à fièvre, et de véritable tombeau entouré de rochers arides ou de marais pestilentiels ».

Malgré tous ces petits insuccès en Australie, la *Nouvelle-France* continuait à paraître, offrait des hectares, et quémandait des dons.

Longtemps il y eut beaucoup de « petits cadeaux » ; mais à la fin ils devinrent plus rares. Pourtant, les jeunes filles de Villeneuve-les-Maguelone envoient encore onze costumes pour vêtir les sauvages, et Mᵉ de F... six couteaux pour le presbytère ; un

joyeux Méridional donne la moitié des revenus de ses hectares. Le dernier numéro ne contient qu'une seule offrande : « Un paquet de vieux journaux, *Le Citoyen.* »

Sur l'invitation d'un chanoine de l'Aude, les fidèles avaient été priés de donner, chacun, quelques hectares pour la fondation d'un majorat en faveur du Saint-Père. Vers la fin de l'entreprise, les dons pour cette destination prirent des proportions prodigieuses : le majorat enflait à vue d'œil, et on peut presque se demander si sa contenance ne dépassait pas celle de l'île.

Le marquis de Rays, qui, dès 1879, avait été à plusieurs reprises tracassé par la justice, sans grand dommage pour lui il est vrai, se vit, en juillet 1882, arrêté à Madrid, puis extradé.

« Messieurs, écrivit-il alors à ses adhérents, après cinq ans de lutte acharnée contre un des plus puissants gouvernements du monde, je tombe enfin sur le champ de bataille, la trahison me livre à mes ennemis... Mais je vous laisse la victoire. Avant de succomber, j'ai assuré votre avenir, but unique de ma vie et sa pensée constante... »

Malgré ce fâcheux événement, les promoteurs de Port-Breton résolurent de continuer leur tentative. A la veille de son incarcération, M. de Rays annonça qu'une Société espagnole prenait la suite de son projet de colonisation. On trouve, en effet au moins trois circulaires, datées de février à juin 1884, de la *Compania general de la Colonization en Oceana,* au capital de 25 millions de pesetas, adressées aux adhérents du marquis de Rays. Nous ignorons ce qu'est devenu

ce beau projet, ainsi que l'argent des souscripteurs, s'il s'en trouva. En même temps, M. de Rays fondait une Compagnie pour l'exploitation des mines de plomb d'Almorox, dans la province de Tolède. Cette entreprise acceptait, jusqu'à concurrence des quatre-cinquièmes de la valeur de ses actions, un paiement en bons de la Nouvelle-France.

M. de Rays, extradé au mois de juillet 1882, fut renvoyé, le 31 janvier suivant, devant le tribunal de police correctionnelle de la Seine, sous l'accusation d'abus de confiance et d'homicide par imprudence. Des poursuites se trouvèrent également engagées contre le rédacteur en chef de la *Nouvelle-France* et les directeurs des principales agences ou des compagnies filiales.

Le parquet avait commencé par citer une douzaine de personnes; mais, finalement, six seulement se virent condamnées, dont deux par défaut.

M. de Rays eut, pour sa part, quatre ans de prison et 3000 francs d'amende; les autres accusés, de six à huit mois. Ce jugement, après toutes sortes d'incidents de procédure, devint définitif au mois d'avril 1884.

Les débats n'apprirent pas grand'chose de nouveau, sinon que la comptabilité de la colonie semblait fort mal tenue; ainsi, on constata un déficit de 200000 francs dans la caisse du bureau de Paris. La condamnation du marquis de Rays parut, à quelques personnes, un peu sévère, et ses partisans la comparèrent à celle de Lally Tollendal! S'il eut, certes, souvent l'argent trop facile, sa part semble pourtant relativement faible, dans le gaspillage dont son entourage profita. L'avocat

du créateur de Port-Breton aurait également pu plaider d'autres circonstances atténuantes ; et il lui eût été bien facile de citer de nombreux cas de dérangements cérébraux, dans la famille de son client.

M. de Rays fut peut-être, espérons-le du moins pour sa mémoire, un illuminé royaliste et catholique, qui marchait droit au but sans s'occuper des moyens propres à aplanir le chemin pour y arriver ; en tout cas ce furent ses convictions antirépublicaines qui provoquèrent le gouvernement à lui susciter des difficultés insurmontables, dont quelques-unes n'avaient qu'une raison d'être assez mesquine. Le plus grand tort du marquis de Rays consista à ne pas s'être rendu lui-même à Port-Breton, et à avoir laissé son établissement en proie à la rivalité de lieutenants incapables ; car on se montre toujours plus indulgent pour celui qui a payé de sa personne, et partagé les dangers de ses adhérents. Mais tel n'était point son avis ; et voici la raison qu'il en donne : « ... Vous avez pensé, dit-il, ainsi que d'autres personnes, que je devrais être moi-même à Port-Breton pour y diriger l'affaire. Ce serait, à mon point de vue, une lâcheté et une trahison infâme ; les événements sont là pour le prouver. La bataille est ici en Europe, elle n'est point là-bas. Un premier établissement nautique peut être fait par un officier compétent ordinaire, mais la direction générale de l'entreprise, la question financière, qui en est la base, et surtout la question politique, qui en est la sanction et la force, ne peuvent être conduites que par moi seul, justement parce que j'en ai les plans... »

Le marquis de Rays mourut près de Rosporden, dans le Finistère, le 29 juillet 1893. Vers la fin de sa

vie, il monta, dans un vieux moulin quelques meules, pour écraser très finement le granit breton, et mit en dépôt cette nouvelle farine chez un droguiste de Paris, qui la vendit si cher qu'elle opéra des miracles. Cette fabrication laissait de coquets bénéfices, quand un commissaire de police vint saisir le produit nouveau auquel manquait la consécration du Codex.

Dès lors, M. de Rays vécut très retiré, ne gardant de son ancienne splendeur qu'une couronne royale soigneusement placée sous un globe de pendule.

MARIE Ier

Roi des Sédangs.

CHAPITRE XX

MARIE Ier

ROI DES SÉDANGS

A 200 kilomètres au sud de Hué, à 35 lieues du port de Binh-Dinh, entouré par les Davaks, les Pou-Thais et les Moïs, se trouve l'habitat des peuplades sedangs.

Les Moïs Cédangs, d'après le capitaine Cottes, sont des pillards bien différents de leurs paisibles voisins. « Haut, bien charpenté, au regard d'aigle dur et perçant, au nez aquilin, avec ses cheveux en chignon piqués de plumes et d'un peigne à larges cornes débordantes et souvent dorées, la lance à la main, le bouclier au bras, sur le dos une légère hotte à trois poches, le Cédang est un guerrier altier toujours prêt à partir en expédition. Les villages perchés sur les cîmes communiquent entre eux par des signaux optiques. Ils ont tous une maison commune, au toit très élevé et très incliné, sorte de temple des sacrifices, où l'on tient conseil et se partage le butin au milieu d'orgies. Des captifs cultivent les rizières du Cédang.... L'anarchie règne avant tout, non seulement entre les divers groupes ethniques, mais encore entre les villages de même race, qui souvent même sont en état

d'hostilité réciproque.... La tribu à proprement parler n'existe pas, la société se réduit au hameau qui forme une petite république ».

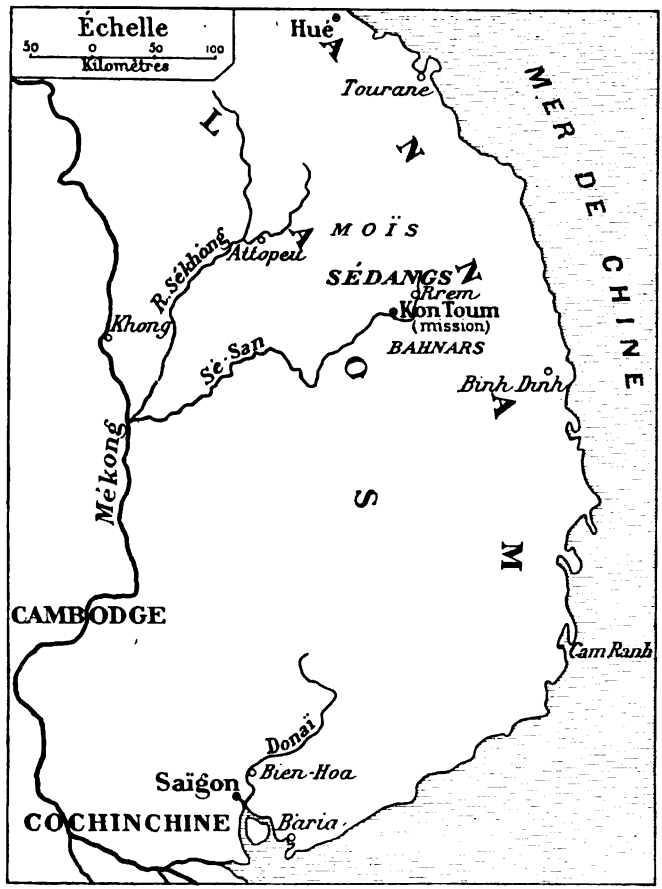
La population de ces peuplades peut être évaluée à environ 7,000 habitants. Leur seule industrie consiste en quelques forges, où ils fabriquent de bonnes armes.

En 1840, les missionnaires, fuyant les persécutions de l'Annam, fondèrent dans cette région la mission des Banhars, située sur le Sé-San, affluent du Mékong. Cet établissement devint si prospère que les bonzes commencèrent à s'émouvoir des nombreuses conversions qu'il opérait, et poussèrent les Moïs à le piller. La mission dut songer à se défendre pour éviter d'être détruite. « Le Père G..., dit le marquis de Barthélemy (*Au pays moï*), obtint de son évêque d'entreprendre une campagne. On lui permit de la diriger sans y prendre part lui-même. C'est ainsi que, le chapelet en main, il repoussa la première confédération des Sédangs. Ce sont ces mêmes Sédangs qui faisaient leur soumission aux Pères lorsque le célèbre Mayrena arriva à Con-Thoum. On n'a pas oublié l'histoire de cet original de haute envolée, qui parvint à se créer un royaume imaginaire de ces quelques villages sauvages qui ne dépassent pas Rrem.

« On estime à quelques centaines de mille francs les sommes empruntées, tant à la mission qu'au gouvernement et à quelques naïfs, par ce roi de l'auto-suggestion.... Une personnalité sérieuse eût pu rendre, cependant, d'immenses services, en avançant de plusieurs années la pénétration française chez les Sédangs. »

Charles-Louis-Marie David de Mayrena, né à Toulon

en 1841, après s'être vainement présenté au Borda,



s'engagea dans un régiment de dragons, puis obtint, en 1862, de passer dans les spahis de Cochinchine. On dit qu'il fut nommé officier lors de la prise de Bien-

Hoa, mais le fait semble peu certain ; en tout cas, il quitta l'armée en 1868.

Pendant la guerre de 1870, il reprit du service, et, à l'en croire, aurait conquis le grade de capitaine auxiliaire.

Mayrena retourna ensuite en Extrême-Orient et vécut quelque temps à Baria, petit port à l'est de Saïgon. Pendant un séjour à Paris, il obtint la mission d'aller remettre au Sultan d'Aschim un magnifique sabre, cadeau du Président de la République. Malheureusement, quand l'envoyé extraordinaire débarqua à Sumatra, le sabre avait disparu ; à défaut de l'arme, Mayrena offrit ses services, qui furent plus ou moins acceptés.

L'histoire de Mayrena paraît obscure en plus d'un point, tant sont contradictoires les dires de ses ennemis, voire même de ses amis. Certains ont prétendu que le fameux sabre n'avait jamais existé, d'autres qu'il n'avait jamais dû être perdu... puisque Marie Ier le possédait encore peu de temps avant sa mort.

Nous retrouvons, un peu plus tard, notre aventurier fixé à Saïgon. Vers 1887, M. Constans, en récompense de quelques petits services politiques, le chargea de rechercher, sur le haut Donaï (nord-est de Saïgon), l'existence du caoutchouc. 1700 piastres furent avancées par le gouvernement, pour subvenir aux frais de cette exploration ; néanmoins l'expédition ne dépassa guère Bien-Hoa, les provisions, composées principalement de caisses de champagne, s'étant trouvées presque immédiatement épuisées.

L'année suivante, Mayrena obtint l'autorisation

d'entreprendre la prospection des sables aurifères de la région d'Attopeu, située à mi-chemin de Kong et de Tourane. Tel était, du moins, le but avoué de son expédition ; mais, en réalité, il était envoyé pour surveiller, et au besoin déjouer, les intrigues de quelques explorateurs étrangers, probablement des Allemands, dont on signalait les menées suspectes dans ces parages.

Mayrena partait en véritable *enfant perdu* ; la plus grande initiative lui était laissée, mais il était prévenu qu'à la première réclamation diplomatique il serait immédiatement désavoué.

Le caractère officieux de la mission du futur roi des Sédangs ne peut faire aucun doute, en dépit des démentis postérieurs de l'administration coloniale, et malgré les dénégations intéressées de quelques braves fonctionnaires, qui, dupés d'abord *officiellement*, restèrent un peu trop longtemps flattés de pouvoir s'honorer de l'amitié d'un souverain. Mayrena fit en effet la traversée de Saïgon à Qui-Nhon en compagnie de M. Constans, Gouverneur général, et ce fut le Résident du port de Binh Dinh qui réquisitionna les guides et les coolies nécessaires à l'expédition.

Dans cette entreprise, il était accompagné d'un nommé Mercurol, aventurier célèbre par sa manie de tenir toujours son revolver à la main. La suite de Mayrena comprenait encore quelques boys, un interprète de la Sûreté de Saïgon, une congaï, et huit miliciens chargés de lui servir d'escorte. Quatre Chinois, envoyés par des commerçants de Saïgon pour constater la richesse des mines d'or, fermaient la marche. « Mayrena portait, dit M. Mimande, une

tunique bleue très brodée et constellée de décorations, un ample pantalon annamite en soie crème retenu par une large ceinture écarlate ; à son côté, le sabre rival de celui de la grande-duchesse de Gérolstein ! »

Sans se préoccuper le moins du monde de la promesse amicale d'un désaveu officiel, Mayrena se dirigea sur Kon-Toum, centre de l'importante mission des Banhars. Les missionnaires avaient été avertis de son arrivée, aussi l'un d'eux vint-il à sa rencontre avec deux éléphants et des chevaux de bât.

« Ainsi que notre évêque m'y invitait, dit le P. Guerlach[1], je me portai au-devant de notre compatriote *envoyé en misson officielle par le Gouvernement français*. Le 8 mai, je trouvai chez Pim, chef d'un village Hayou, M. de Mayrena avec un interprète de la Sûreté de Saïgon et une escorte de miliciens...

« Grande fut ma surprise en constatant que l'explorateur avait arboré un guidon bleu avec trois trèfles blancs en bande. M. de Mayrena me donna alors, sur sa mission officielle, les explications suivantes : « Envoyé par le Gouvernement français, il ne devait « en rien compromettre le drapeau français, mais il « lui fallait, au contraire, paraître agir uniquement « sous sa responsabilité personnelle, en évitant avec « soin tout ce qui aurait un caractère officiel. Il « devait grouper sous son autorité toutes les peu- « plades indépendantes, et ne s'arrêter qu'à une jour- « née du Mékong. Si l'entreprise réussissait, et ne « soulevait aucune réclamation diplomatique de la « part d'une puissance européenne, il passerait alors

[1] *L'Œuvre néfaste*. Saïgon : 1906.

« la main à la France (*sic*), et, en récompense, rece-
« vrait la concession de mines aurifères. »

« ... Quand j'arrivai chez Pim il avait déjà passé deux traités au nom du Gouvernement français. « A « une distance aussi peu éloignée de la frontière « annamite, me dit-il, je puis y aller carrément. « Dans les régions où nous serons exposés à rencon- « trer des étrangers, j'agirai en mon nom person- « nel. »

« Les étrangers auquel Mayrena faisait allusion étaient des Allemands, dont m'avait déjà parlé M. Berger, résident général. Ils venaient par le Siam et le Laos. »

Le 10 mai l'expédition reprit sa marche ; le 13 elle atteignit les premiers villages chrétiens, où elle se reposa quelques jours, et, le 23, elle campa à Kon-Toum.

Le surlendemain Mayrena, accompagné du Père Guerlach, de Mercurol, de deux Annamites, de dix Bahnars, de ses miliciens et des quatre Chinois, se mit en route à travers la forêt.

« La marche, dit le père Guerlach, devint vite pénible, car le terrain était couvert de bambous dont les branches enchevêtrées formaient une voûte si basse qu'il fallait, pour passer par-dessous, se courber jusqu'à terre. Mayrena d'une taille très élevée souffrait plus que tout autre de cette gymnastique et ne cessait de s'écrier : « Que le diable emporte tous ces bambous !... » Le 28, nous étions sur la rive gauche du Poko qui, après son confluent avec le Bla, forme le Sé-Sane... A Kon-Goung-Jé, les habitants signent un traité et reconnaissent pour grand chef May-

rena, qu'ils prient de tirer quelques coups de carabine. Ils admirent la portée de cette arme, mais ils aiment surtout les douilles vides en laiton qui constituent des ornements de première classe pour les tuyaux de pipes... Le 2 juin, on nous apprend que le mois précédent trois Européens, suivis d'une escorte armée, sont arrivés jusqu'à Attopeu; mais la fièvre et les grandes pluies les ont forcés à rétrograder : ils ont annoncé l'intention de revenir à une époque plus favorable. Aux lunettes qu'ils portaient, Mayrena crut reconnaître le signalement des explorateurs allemands.

« Le 3 juin, Mayrena établit la *Constitution du royaume Sédang* que plusieurs chefs signèrent le même jour : naturellement je servis de secrétaire-interprète et contresignai comme témoin. Le chef des Keniongs conclut également une alliance et reçut plusieurs présents; mais le Tao-Muong d'Attopeu, instruit de ce qui s'était passé, confisqua les présents et lui infligea une forte amende pour avoir reconnu la juridiction d'une autre puissance que le Siam (le territoire des Keniongs ne fut rattaché aux possessions françaises qu'au mois de novembre 1893).

« Le 7, nous étions de retour chez moi après avoir reçu des averses diluviennes. Une partie des Saïgonnais et des Chinois avaient la fièvre : Mayrena écrivit aussitôt, pour le secrétaire d'État aux Colonies et pour le Gouverneur général, deux comptes rendus fort détaillés que j'envoyai à Qui-Nhon par express. »

Se souvenant de sa qualité d'ancien élève des jésuites, Mayrena se mit à faire la cour aux Pères, et, pendant plusieurs mois, vécut à leurs crochets. Il

employa d'ailleurs utilement ce temps à fonder l'ordre de Sainte-Marguerite, à déterminer, sur le papier, les limites de son royaume des Sédangs, et à le gratifier de diverses constitutions, dont la première semble surtout remarquable par sa belle simplicité.

Article premier. — La république des Sédangs est érigée en monarchie.

Art. 2. — Charles-Marie de Mayrena est proclamé roi de cette nation, sous le nom de Marie Ier.

De son côté, Mercurol, promu ministre des Affaires Étrangères, s'efforçait en vain d'apprendre à signer.

Les Sédangs, habitant des régions peu accessibles, se trouvaient alors, de fait, complètement indépendants. Pendant quelque temps tout marcha suivant les désirs de Mayrena, et une première expédition, où il défit les Jaraïs, ennemis irréconciliables des Banhars et des Sédangs, lui valut un grand prestige près des sauvages.

« L'ancien sous-officier, dit M. Gandolphe, fit s'entre-battre deux villages qui d'ailleurs ne demandaient qu'une occasion de pillage mutuel : son fusil et sa tactique assurèrent évidemment la victoire du chef, son chef, qu'il remplaçait le lendemain. Tout aussitôt il transformait son casque en couronne, organisait une cour, et palabrait avec le gouverneur général. »

Par malheur, pendant qu'il se reposait à Kon-Toum, son escorte fondit comme par enchantement. Le futur souverain, ayant émis la prétention de payer sa troupe en billets de banque de sa fabrication, boys et miliciens se hâtèrent, en maugréant, de regagner la côte.

Ingratitude encore plus noire, sa congaï disparut de la même façon, avec un billet de cent piastres, son unique fortune.

Pour comble d'infortune, une seconde campagne, pendant laquelle son armée de 1 000 guerriers prit la fuite, vint ébranler sérieusement sa gloire; et les Sédangs, ne le considérant plus comme une sorte de demi-dieu, refusèrent dès lors de l'écouter. Mayrena, à la suite de cet échec, réduisit son ambition à régner sur les Banhars, peuplade annamite paisible et déjà convertie, mais alors les Pères, à leur tour, prirent ombrage de ses projets, et s'empressèrent de lui couper les vivres, d'autant plus que leur protégé cherchait à les engager dans des dépenses de plus en plus considérables. Ne venait-il pas de commander, à de naïfs Chinois d'Hanoï, 300 uniformes kakis pour vêtir son armée? Les fils du Céleste Empire en furent d'ailleurs pour leurs frais, et ne virent jamais un sou de leur facture de 5 500 francs.

Le Père Guerlach ne s'occupant, dans son ouvrage, que très incidemment de Mayrena, ne nous donne malheureusement aucun renseignement sur le séjour de notre héros à la mission; aussi nous garderons-nous bien de certifier l'exactitude des campagnes de Marie Ier contre les Jaraïs.

Le vaillant missionnaire se borne à nous apprendre qu'une seconde expédition eut lieu en juin 1888 sur la rive droite du Poko et que les Hamongs acceptèrent pour roi Mayrena. Ce dernier délégua aussitôt ses pouvoirs au fils d'un ancien chef reconnu autrefois comme *ÈK* par les Laotiens.

Au retour de cette campagne l'infortuné souverain

tomba si gravement malade qu'il s'empressa de demander au Gouverneur général son rappel. A peine rétabli, Mayrena entreprit, pourtant, une dernière expédition à travers les territoires sédangs. Ce fut pendant cette reconnaissance qu'il rédigea la constitution définitive de son royaume. Le P. Irigoyen, qui lui servait de guide, consentit à la contre-signer comme témoin.

« Un village situé près de Laos signa un traité spécial par lequel le chef s'engageait à ne reconnaître aucun autre roi que Mayrena. Le chef Black prit cet engagement en présence de plusieurs notables sédangs. »

Sur ces entrefaites, Marie Ier reçut de M. Lemire, Résident de Qui-Nhon, la lettre *officielle* suivante (n° 863) :

« 19 septembre 1888.

« ... M. le Gouverneur général me charge de vous « adresser ses félicitations pour les résultats que vous « avez obtenus. En ce moment il ne me semble pas « utile de faire venir les chefs moïs à Saïgon. En rai- « son des difficultés présentes, nous ne pouvons son- « ger à nous étendre du côté des Banhars. Permettez- « moi de joindre aux félicitations de M. le Gouverneur « général les miennes personnellement pour votre « heureux retour et pour le succès de l'entreprise « hardie qui ouvrira au commerce la région des « Moïs... »

Au mois de septembre 1888, Mayrena dit adieu à son royaume et prit le chemin d'Haïphong pour se rencontrer avec le Résident général. Ce haut fonctionnaire

s'empressa de lui remettre quelques subsides, mais, en même temps, lui fit entendre que, puisque ses bons offices semblaient désormais inutiles, il serait fort aise de le voir aller régner sur un autre point du globe.

Mayrena, furieux de la ladrerie de l'administration et de son manque de procédés à son égard, déclara que, dans ces conditions, il entendait bel et bien conserver en propre le royaume qu'il s'était donné la peine d'aller fonder. A Haïphong, il se hâta de faire imprimer et de distribuer d'innombrables brevets de son Ordre royal. Pour mieux établir la réalité de ses droits, il joua aux Pères le mauvais tour d'affirmer « qu'ils en avaient accepté la gérance en son absence et étaient prêts à prendre les armes, contre n'importe qui, au premier signal donné par lui. »

Ébranlé par tant d'aplomb, M. Rheinhart crut devoir réclamer des explications aux missionnaires, et le P. Guerlach se rendit à Hanoï, où d'ailleurs, preuves en main, il lui fut aisé de prouver le ridicule d'une pareille insinuation.

Sans attendre le résultat de cette enquête, Mayrena s'était embarqué sur un navire danois, le *Freidj*, battant son pavillon royal. Dès son arrivée à Hong-Kong, le roi des Sédangs, quelque peu désargenté malgré la présence dans son portefeuille de bon nombre de traites qui portaient la signature, assez bien imitée, de Mgr Van Camelbeke, évêque des Missions, offrit en même temps aux consuls d'Angleterre et d'Allemagne de leur vendre son royaume. Ces derniers prévinrent charitablement leur collègue français qu'un de ses compatriotes venait de recevoir un coup de soleil. Marie Ier eut pourtant l'hon-

neur d'obtenir une audience spéciale du gouverneur anglais.

Le gouvernement de l'Indo-Chine, craignant que les Indigènes ne se soient laissés duper par Mayrena, s'empressa d'envoyer, au mois de mars 1889, M. Guiomard à Kon-Trang pour les informer que leur ancien roi avait abusé de leur confiance. « En conséquence il invita tous les chefs à lui remettre tous les drapeaux, insignes et proclamations que leur avait donnés Mayrena, puis il leur donna le choix, ou d'élire un chef indigène, ou de s'unir à la Confédération Bahnar-Reungao, dont le président, Krui, était déjà officiellement reconnu par le Gouvernement français, *protecteur* de ce pays. »

Les Sédangs et les Hamongs choisirent ce dernier parti, et échangèrent, sans regrets, leurs étendards bleus contre le drapeau tricolore. La Confédération des *Sauvages* disparut en 1895, au moment de l'installation d'un commissaire français à Attopeu.

Incompris en Extrême-Orient, Mayrena revint à Paris commander des timbres-poste, puis alla s'installer à Bruxelles, pour créer des ministres, lancer des actions de mines d'or dans ses États, et vendre surtout, ce qui était d'un meilleur rapport, le plus grand nombre possible de décorations.

En 1889, la justice s'étant souvenue qu'elle avait été priée de vérifier la signature de quelques traites provenant, soi-disant, de la mission des Banhars, Marie Ier résolut de retourner dans ses États. « Un financier lui fournit 200 000 francs ; un bateau fut nolisé et plusieurs Belges honorables consentirent à suivre, comme ministres ou officiers de la maison

royale, le célèbre faiseur. » Malheureusement le navire qu'il avait affrété à Anvers contenait un tel arsenal qu'à Singapoor le gouvernement anglais mit l'embargo sur son bâtiment, pendant que le consul de France le prévenait charitablement qu'il serait imprudent de sa part de débarquer en Annam, où circulaient à son nom certains mandats qui n'avaient rien de postaux.

Mayrena se rendit alors dans la petite île de Tioman, située au N. E. de Singapoor, et noua des relations d'affaires avec quelques petits sultans malais. Il fut tué, peu de temps après, par un indigène, qui lui reprochait, dit-on, d'avoir séduit sa fille. Suivant une autre version, il mourut de la morsure d'un reptile.

Bohême jusqu'au bout des ongles, Mayrena aurait dû se contenter de fonder sa principauté dans le voisinage de nos boulevards. Toutefois, avec un semblant de royaume, l'appui du Siam, beaucoup d'argent et quelques principes, il eût peut-être créé un petit Sarawak.

Remarquablement intelligent, très bel homme, raisonnant, quand il le voulait, avec le plus grand bon sens, prestidigitateur émérite, la seule chose qu'il ne réussit pas à escamoter fut un royaume.

JULES GROS

Président de la République de Counani.

CHAPITRE XXI

L'ÉTAT LIBRE DE COUNANI

JULES GROS. BRÉZET

« La République de Counani étonnera le monde. »
M. Coudreau.

De 1713 à 1900, la possession des territoires situés sur les confins de la Guyane française, entre l'Amazone et l'Oyapock, resta l'objet de nombreuses contestations entre la France et le Portugal ou le Brésil.

Le traité d'Utrecht stipulait, comme limite, le Japoc ou Vincent Pinçon : or Japoc signifie rivière, et Vincent Pinçon fut donné comme nom à plusieurs rivières, notamment à l'Amazone. Les termes employés manquaient de clarté ; et les traités de Madrid, d'Amiens, et de Paris, ne firent guère qu'embrouiller ce différend, essentiellement géographique.

A la fin de 1900, une sentence arbitrale, rendue par le Président de la Confédération helvétique, attribua en entier le territoire litigieux au Brésil, bien que cette puissance eût proposé d'elle-même, en 1856, de fixer la frontière à la Carsevène, solution qui coupait en deux parties égales le Contesté en deux. Ce jugement sembla à tout le monde, sauf aux Brésiliens, qui l'avaient soigneusement *préparé*, si extraordinaire,

qu'il convainquit les plus incrédules de la nécessité de créer le tribunal de la Haye.

Les Français, dès 1777, avaient pourtant fondé le poste et la mission de Counani, et y avaient maintenu une garnison jusqu'au 10 août 1840, date à laquelle nos troupes se retirèrent, par suite d'une des stipulations du mariage du prince de Joinville avec une des sœurs de Pedro II.

En 1883, quand M. Coudreau explora soigneusement cette région, Counani se trouvait une sorte d'État tampon, « un pays libre, aussi inavoué qu'inavouable ». Sa population pouvait s'élever à 6 000 Indiens et à 600 Blancs, presque tous métis.

La ville de Counani, située à 6 lieues de la mer, se composait d'une église en briques et d'une trentaine de maisons en bois, recouvertes de feuilles de palmier. La vie n'y semblait pas précisément bon marché ; ainsi une boîte de sardines coûtait, monnaie du pays, dix grammes d'or, soit environ vingt-huit francs. Ses habitants, au nombre de 200, étaient pour la plupart d'origine brésilienne ; pourtant la France possédait d'autant plus leurs sympathies, que presque tous avaient dû quitter, pour des raisons majeures, leur ingrate patrie. Le gouvernement se trouvait assumé par trois capitaines, Trajane Benito, Raymond de Macède, et Estève.

Le père, l'inventeur de Counani, fut M. Coudreau ; il en publia une description enchanteresse.

« Counani est un nom harmonieux, une belle chose, une grande idée... Aimez-vous les longs étés sans pluie, l'atmosphère suave et pure qui rafraîchit l'âme, les solitudes enchantées où rien ne rappelle la

CARTE OFFICIELLE DE LA
RÉPUBLIQUE DE COUNANI
Démérari
Paramaribo
Cayenne
Cachipour
COUNANI
Mapa
Macapa
Araguari
Equateur
RÉPUBLIQUE DE LA GUYANE INDÉPENDANTE
GUYANE NÉERLANDAISE
GUYANE FRANÇAISE
VÉNÉZUELA
BRÉSIL
kilomètres
CAYENNE
Approuague
Cap d'Orange
GUYANE FRANÇAISE
Oyapock
Ancienne Mission
Cachipour
ANCIEN
Cachipour
Counani
Counani
Firmine
Carsevène
TERRITOIRE
Placers
Ancien Fort français
Mapa
Ile Maraca
CONTESTÉ
Cap Nord
Araguari
Colonie militaire de Don Pedro
BRÉSIL
BOUCHES DE L'AMAZONE

dictature de la société ; aimeriez-vous à vivre sans le regret de la veille et le souci du lendemain, dans la certitude d'un avenir heureux, avec la bénédiction de la nàture, sans un journal ni un député ?... Alors, vous aimerez Counani...

« Le gouvernement de la Haute-Guyane serait un protectorat sans la lettre, d'un genre particulier et nouveau, ayant son fonctionnement propre, très simple, très peu dispendieux, et entièrement séparé du gouvernement de Cayenne, bien qu'agissant parallèlement à lui et devant avoir avec lui de fréquents rapports... Puisqu'on vous dit : vous ne serez ni Français, ni Brésilien ; eh ! parbleu, soyez Counanien. C'est votre droit. »

En réalité Counani, dont le climat paraît pourtant plus salubre que celui de la Guyane, n'était qu'un repaire de chercheurs d'or, la pire espèce connue d'aventuriers. M. Levat raconte comment les travailleurs de la Carsevène avaient imaginé « la Petite Marie ».

« Sous cet euphémisme féminin, on désignait l'exploitation, au seul profit des ouvriers, mais, bien entendu, sur la concession du patron, des sables aurifères du chantier, qui ne s'arrêtait qu'à la nuit noire (le travail régulier était terminé à quatre heures). La seule concession qu'on fît audit patron était de lui permettre de prendre une pelle, comme les camarades, et de partager, au prorata du nombre des pelleteurs, le produit de ce lavage supplémentaire. Il va sans dire que les parties exceptionnellement riches étaient, comme par hasard, malgré les objurgations du patron, réservées pour la *Petite Marie*. Le dimanche, jour légalement férié, la *Petite Marie*

commençait dès l'aube et ne se terminait qu'à la nuit noire. »

Dès que la fièvre de l'or eut gagné Counani, l'agriculture périclita ; et, comme l'or se dépense beaucoup plus facilement qu'il ne se trouve, le pays s'appauvrit. Seuls, quelques importateurs de bottes ou de conserves gagnèrent des fortunes.

En 1874, un joyeux Français, M. Prosper Chaton, mort en 1880, découvrant sur la carte une contrée sans maître, déclara qu'elle devait lui appartenir. Les habitants de Counani protestèrent d'autant moins contre cette conception politique, qu'ils ne la connurent jamais.

Malheureusement, M. Chaton était, dit-on, joueur et un soir de guigne il perdit ses États. M. Paul Cartier, les ayant gagnés loyalement au piquet, devint ainsi second président de l'État de Counani.

Vers 1888, si l'on en croit M. Gros, les habitants du Contesté se lassèrent de vivre libres, et demandèrent à la France de les prendre sous son protectorat.

« Cette fois, auraient-ils dit, c'est notre dernière tentative. Si le gouvernement français ne veut pas s'occuper de nous, sous prétexte que de vieux papiers nous déclarent neutres, indéterminés, inattribués, eh bien! nous nous déclarerons indépendants ! »

Devant le refus du gouverneur de la Guyane d'intervenir, M. Guignes, prospecteur de mines d'or, et M. Quartier, d'origine suisse et gendre du chef counanien Macedo, décidèrent d'établir un gouvernement indépendant, et demandèrent à M. Jules Gros[1] d'en accepter la présidence.

[1] Jules Gros, né à Montuel (Ain) en 1829, mort à Vanves en 1896,

Notre compatriote, objet de cette flatteuse proposition, n'hésita pas longtemps, et câbla de suite ces simples mots : « Dites aux citoyens de Counani que j'accepte. »

Aussitôt M. Guignes fit signer, le 23 octobre 1887, par Trajane Benito, « capitaine en chef de Counani », et Cachipour, « second capitaine », un manifeste par lequel, au nom des principaux négociants et de l'unanimité des habitants, était instituée une république indépendante dont les habitants adoptaient les lois et la langue française; la présidence en était confiée à M. Jules Gros, « publiciste, officier d'Académie, membre des sociétés de géographie de Paris, Rouen, Lisbonne et de diverses sociétés savantes, conseiller municipal de Vanves, etc... »

Muni de ce précieux document, M. Guignes s'empressa de se rendre à Cayenne, avec Trajane, et demanda au maire de légaliser la signature du capitaine de Counani. Sur l'ordre du gouverneur, la mairie refusa, sous prétexte que Trajane n'était point citoyen français; alors M. Guignes fit garantir l'authenticité de la signature par quatorze personnes, et partit remettre à Jules Gros sa nomination officielle.

Telle fut la version publiée par le gouvernement parisien de Counani. En Guyane, on raconta la chose différemment; et un membre de la société de géographie commerciale envoya à cette société une soi-disant interview du capitaine Trajane, où l'on trouvait, entre autres choses :

« Counani, n'a jamais été en république... L'an

connu comme publiciste. Il était secrétaire de la société de géographie commerciale de Paris.

passé, quelques hommes que nous connaissons trop, et d'autres que nous ne connaissons pas, sont venus chez nous avec beaucoup de fusils, de revolvers, de tafia, et nous ont dit qu'ils étaient nos chefs, et que l'empereur de leur république s'appelait Jules Gros et habitait Paris...

« Attablés dans un cabaret devant du tafia, ils ont fait entrer les nègres qui passaient, et ont fait signer un papier à ceux qui savaient écrire leur nom... Je leur ai dit : « Vous feriez mieux de partir, sans cela il vous arrivera malheur ! » Alors ces hommes ont fait la noce, ils se sont battus, puis, quelque temps après, ils sont partis... »

Malgré ces racontars, au mois de juillet 1887, le bruit s'accrédita, dans Paris, que les Counaniens venaient d'acclamer Jules Gros comme président fondateur de la *Guyane indépendante*.

Le nouveau Président prit son rôle au sérieux ; il rendit même visite à l'Empereur du Brésil, qui se trouvait alors à Paris, et qui poussa la bonhomie jusqu'à s'entretenir amicalement avec son futur rival.

Le *Journal officiel de Counani* apprit bientôt au monde que le nouveau chef d'État avait installé, 18, rue du Louvre, l'administration de la république.

A tout seigneur tout honneur. M. Guignes fut nommé ministre d'État, M. Boisset agent et consul général, M. Richard chargé d'affaires ; un intendant du palais de la présidence et un secrétaire général complétaient la liste des hauts fonctionnaires du gouvernement. Une des premières mesures de Jules Gros consista dans la fondation de l'ordre de l'Etoile de Counani (une croix à quatre branches,

portant en exergue les mots : Justice et Liberté).

Hélas! des intrigues de palais ne tardèrent pas à naître : M. Boisset révoqua M. Richard, et Gros se vit forcé de destituer son secrétaire général, M. Petitjean, qui venait de commander de trop magnifiques costumes pour les membres du gouvernement. M. Guignes avait fait copier le costume de Murat, et voulait que, avant de partir pour la Guyane, les représentants de Counani défilent en grand apparat sur le boulevard.

Gros, qui jusqu'alors avait tout laissé faire, trouva, cette fois, que le mois d'août n'était pas celui de la Mi-carême, et se priva des services de son ministre d'État.

Comme représailles, M. Guignes, qui possédait l'évidente supériorité de connaître Counani, déclara le Président déchu de ses fonctions, et nomma un nouveau gouvernement de sept membres; pour l'appuyer, M. Boisset entreprit d'enrôler 150 volontaires et d'acheter à crédit 2000 fusils.

Malgré cette révolution, Jules Gros résolut de conserver sa charge, « ayant été nommé par le suffrage universel », et envoya à Counani un représentant, M. Jacquelin, qui semble avoir passé là-bas complètement inaperçu. Le président songea ensuite à se rendre dans ses États.

« Seul d'abord, disait-il, avec ma famille et une douzaine de compagnons de route, je me propose d'aller être le bienfaiteur de quelques centaines d'hommes qui m'appellent, de les doter d'une patrie et du bonheur de la famille en leur créant un état civil, en les mariant... »

En sa qualité de conseiller municipal de Vanves, une chose le préoccupait surtout : comment seraient tenus, à Counani, les registres de l'état civil, les capitaines eux-mêmes sachant à peine signer? Cette pénurie de scribes lui démontra l'absolue nécessité d'amener de France un bon nombre de gratte-papiers.

Toutes ces dissensions intestines avaient attiré fâcheusement l'attention sur la petite république; et le *Journal officiel*, rien de celui de Counani, publia, le 11 septembre 1887, la note suivante :

« Des tentatives sont faites actuellement, par quelques personnes, en vue de créer une république indépendante de Counani, localité située dans le vaste territoire dont la France et le Brésil revendiquent également la possession, depuis le traité d'Utrecht.

« Une pareille entreprise est en contradiction flagante avec les revendications des deux États, et avec le *modus vivendi* établi entre eux, en 1862, pour régler l'exercice de la police dans un territoire à la souveraineté duquel des tiers ne pourraient prétendre sans usurpation.

« Dans ces conditions, ni le gouvernement de la République Française, ni celui de Sa Majesté l'Empereur du Brésil ne sauraient autoriser l'établissement de la soi-disant République counanienne ».

La République renversée, Jules Gros destitué, ses ministres révoqués, il ne resta plus qu'une innombrable légion de chevaliers ou de grands-croix de l'ordre de Counani.

Le Président, pourtant, n'accepta point son éviction, et, l'année suivante, s'entendit avec une Compagnie

anglaise pour entrer en possession de ses États. Jules Gros céda à cette Société le privilège de l'exploitation du territoire de Counani, sous condition qu'il serait maintenu dans ses fonctions présidentielles, et que la Compagnie lui fournirait l'argent nécessaire pour assurer les divers services de son administration.

Notre compatriote partit pour l'Amérique au mois d'août 1888. A George-Town (Guyane anglaise), il fut reçu très cordialement par un délégué de la Société; mais cet Anglais, abusant lâchement de la confiance de Gros, l'embarqua sur un navire qui, au lieu d'aller à Counani, se rendait à Londres sans faire escale ! Le motif de ce revirement provenait, sans doute, de ce que les Anglais venaient d'apprendre que le gouvernement français envoyait l'*Oyapock* à Counani.

Ce très vieux navire ne put tenir la mer que quelques jours; néanmoins, il réussit à remplir son rôle d'épouvantail à roitelets.

Ainsi se termina, d'une façon plutôt bouffonne, la première république de Counani. Elle avait possédé un gouvernement complet, et il ne lui avait manqué qu'un budget de recettes, grave inconvénient pour un gouvernement qui prétend vivre.

Gros eut des continuateurs; et il existe presque toujours en Europe, à l'état latent, un État libre de Counani. L'air de nos boulevards semble singulièrementpropice à l'éclosion de ces républiques, mais, hélas ! les pépites de leur sol natal ne parviennent point jusque dans leurs caisses, et elles meurent rapidement, sans doute du mal du pays.

La décision arbitrale du Tribunal de Berne, qui attribuait au Brésil le « Contesté franco-brésilien », provoqua autant de protestations à Counani qu'en France. Les habitants, accoutumés à la douceur de vivre dans un pays sans tribunaux, s'indignèrent de cette solution. Profitant de leur mécontentement, un de nos compatriotes, M. Adolphe Brézet, à Paris, Brézet de Beaufort, à Londres et enfin Uayana Assu, en Guyane, se déclara chef de l'État indépendant de Counani.

M. Brézet, né à Paris le 26 décembre 1866, est un ancien soldat de la garde républicaine, qui avait commencé par s'engager dans l'infanterie de marine, à Cayenne. Suivant lui, il avait déjà été nommé une première fois président de la république en 1892, mais avait donné sa démission deux ans plus tard.

Le 1er février 1901, il publia une admirable constitution en 37 articles, où il prévoyait onze ministres, une Haute Cour, une Chambre Haute, un Conseil d'État, etc. La voici en résumé :

Au nom du Peuple Counanien,

Nous,

« Chef du gouvernement provisoire,

« Avons établi pour régir l'État Libre du Counani la Constitution suivante, que nous promulguons aujourd'hui pour servir de base à la réorganisation de la Nation, jurant de ne laisser rien faire qui ne soit conforme à l'esprit de la Constitution et qui n'ait pour but le bien du pays ou l'amélioration de la con-

dition sociale des habitants de l'État, et plus spécialement de ses nationaux.

« Les territoires compris entre la rivière Oyapoc, la ligne de partage des eaux des monts Tumuc-Humac et Parima, les rivières Rio Branco et Negro et le fleuve Amazone se déclarent indépendants et forment l'État du Counani, divisé en provinces et cantons.

« La direction et l'administration de l'État sont confiées à un chef de gouvernement élu par la Chambre Haute pour une période de dix ans...

« La chancellerie aura la charge de la distribution des décorations qui seront créées.

« Le Président, élu pour dix ans par la Chambre Haute, commande en chef les troupes de l'État Libre du Counani...

« Il est créé pour la défense de cet État, et le maintien de l'intégrité du territoire, une armée nationale permanente et une milice.

« Tous les Counaniens mâles de quinze à soixante ans concourent à la défense nationale...

« L'État Libre du Counani étant un État catholique, seule, la religion catholique romaine sera reconnue religion de l'État. Les autres religions ne pourront qu'être tolérées.

« Le drapeau du Counani est carré, rouge, chargé au centre d'une étoile blanche à cinq branches. Les armoiries de l'État sont : *de gueules à une étoile d'argent à cinq branches posée en cœur*. L'écu est entouré par deux branches de verdure, une de chêne à gauche, une de laurier à droite.

« L'État prend pour devise : « Justice et Liberté. » Au-dessous de l'écusson, et sur une banderole, en

exergue : « Je maintiendrai par la Raison ou par la Force. »

« Donnée à Counani, le 1er/12, an XXV.

« UAYANA ASSU. »

Suivent les signatures des membres fantaisistes du gouvernement provisoire : Tamouchy, Nagike Kome, Japim Chinche, Garape-Miry, etc., etc. !

Malgré cette *révolution*, le Brésil ne se hâta point de prendre possession de son nouveau territoire. Vers 1903, il envoya bien dans cette région quelques soldats à titre de démonstration, mais, par raison d'économie, cette occupation ne fut point maintenue. Les Indépendants triomphèrent, et M. Brézet vint se faire consacrer à Paris dans les bureaux de rédaction de quelques journaux.

Le 25 février 1893, le gouvernement counanien adressa, par la poste, à M. Loubet une protestation, portant un grand nombre de cachets et plusieurs signatures peu lisibles.

« Il ne peut être question, disait ce document, daté du onzième mois de l'an XXVII de l'Indépendance, de fixer une frontière entre la France et le Brésil, mais seulement de délimiter les limites de Counani avec ces deux pays... »

M. Aubry a consacré à M. Brézet, dans le *Temps*, une spirituelle chronique :

« Le chef de l'État counanien, dit-il, est un grand monsieur, au teint pâle, la figure remarquablement régulière, douce et fine, barrée d'une paire de moustaches d'un noir ardent. Il n'a pas quarante ans et,

tout de suite, séduit par son air de discrétion ; deux yeux bruns, deux yeux doux et rêveurs, éclairent sa face sombre et marquent une intelligence peu commune. Il a des gestes réservés et des allures presque timides. Lui, un conquérant? Il m'a parlé de ses rudes voyages sur un ton calme et d'une voix lente, ainsi qu'il m'eût confié le plan d'une comédie lyrique... Et le mystère s'est épaissi.

« M. le Président était vêtu d'une longue redingote noire de drap uni, cravaté de noir, tout en noir, mais il avait, à la boutonnière, une superbe rosette verte, toute verte, d'un vert clair qui me plut. Sur-le-champ je l'ambitionnai...

« Je ne crains rien du Brésil, me dit M. Brézet. Ses soldats ne peuvent m'inquiéter un seul instant, et notre pays ne redoute aucune conquête. Il restera République libre. Croyant déjouer mes projets, le gouvernement brésilien fait surveiller nos côtes par deux méchantes canonnières qui prétendent me barrer la route et m'empêcher de rentrer dans mes États. C'est une aimable plaisanterie. J'y rentrerai quand il me plaira. Rions-en, voulez-vous?... »

Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son, pensa sans doute M. Aubry ; aussi alla-t-il compléter son enquête à la légation du Brésil.

« M. Adolphe Brézet, lui dit-on, s'est promené, cela est vrai, dans ces régions. Il se donnait, me semble-t-il, comme sujet belge chargé des intérêts commerciaux de quelques-uns de ses compatriotes, et s'instruisait pour eux des ressources du pays. Je me rappelle l'avoir moi-même rencontré, mais sans avoir pressenti les hautes fonctions qu'il devait s'attribuer plus tard.

« Cependant, comme il avait montré certains abus d'autorité et provoqué quelques plaintes, le gouvernement fit procéder, voici plusieurs mois, à une rapide enquête, et trente soldats se mirent à sa recherche. On découvrit à grand'peine sa trace, on reconnut qu'il n'inspirait aucun intérêt, et l'aventure tomba d'elle-même. Ni le gouvernement de Rio, ni celui du Para, ni les habitants du territoire d'Aricary ne portent attention à ce personnage, et je pense qu'il n'essaiera même plus de revenir au Brésil. »

M. Brézet resta en effet à Paris, mais, néanmoins, fit montre d'une activité dévorante : il publia d'abord deux *Livres rouges*, dont le second compte près de 100 pages ; ensuite il s'occupa de créer un certain nombre de nouvelles décorations, entre autres : la Croix de fer militaire; l'Ordre agricole de Saint-Fiacre ; le Mérite commercial, et les Ordres de Notre-Dame de Bon-Secours, du Saint-Esprit, et de la Croix de Palestine.

Le Président fit également publier de nombreuses annonces, où il demandait à enrôler des ingénieurs, des architectes et des travailleurs, au nom de la Société des Comptoirs généraux de Counani. Il suffisait, à l'en croire, de venir signer un engagement pour être aussitôt transporté gratuitement en Amérique, dans une contrée où il était impossible de ne pas gagner au moins 20 francs par jour.

Tous les deshérités de la fortune se présentèrent en masse, jusqu'au jour où une note de la légation du Brésil leur apprit : « que le prétendu syndicat de Counani n'offrait aucune garantie et ne disposait d'aucune concession sur des territoires faisant partie intégrante du Brésil. »

Si le gouvernement de Counani manquait de ressources, ce n'était point faute d'en chercher. Aux gros capitalistes il offrait un emprunt de trois millions de consolidés counaniens, à la petite épargne il demandait, suivant les quartiers, vingt francs ou simplement cent sous.

A la suite d'une réclamation officielle du gouvernement brésilien, le parquet de la Seine, au mois de février 1905, ouvrit une enquête pour examiner les statuts et la comptabilité de la Société des Comptoirs. La justice, qui toujours se mêle de ce qui ne la regarde pas, conçut des doutes sur la valeur des gages proposés aux souscripteurs, et se rendit, rue Legendre, dans les bureaux présidentiels. Elle arriva un peu tard, car, par une coïncidence fortuite, la république depuis la veille, s'était transportée en Angleterre.

A Londres, M. Brézet s'empressa d'établir un consulat, dont le titulaire, sur son ordre, déclara nul son premier mariage, puis, sur-le-champ, l'unit, en bonnes et dues formes, à une jeune Française.

Le 6 mai 1895, un télégramme de Madrid annonça que le gouvernement espagnol venait, sur la demande de la République du Brésil, d'arrêter M. Sarrion y Herrera, inculpé de comploter la restauration de l'Empire du Brésil. Les perquisitions opérées mirent à néant cette accusation, mais fournirent la preuve que M. Sarrion se trouvait le mandataire d'un comité financier créé à Londres par M. Brézet dans le but de fomenter une insurrection à Counani et de mettre la main sur les mines d'or de cette contrée.

Quatre cents hommes, dit-on, avaient déjà été

enrôlés pour cette tentative; cette armée devait être commandée par le capitaine Casero, qui se trouvait à Londres, avec un certain nombre d'anciens officiers de l'armée espagnole.

M. Sarrion, « ministre plénipotentiaire de la République de Counani à Madrid », fut relâché dès que le ministre du Brésil eût pris connaissance de l'organisation et des projets du gouvernement indépendant.

Cette affaire pourtant, ne paraît point encore terminée; car au commencement d'octobre le parquet de Madrid a procédé, « après de longs interrogatoires, à l'arrestation de neuf personnes compromises dans le coup d'État de Counani ».

Cette tentative s'étant trouvée éventée, il est probable que nous resterons, au moins quelques mois, sans entendre parler d'un nouvel État counanien; toutefois cette république a la vie dure, et longtemps continuera de survivre... en Europe. Les Présidents de Counani[1] sont des phénix, qui renaissent des cendres... de leurs prédécesseurs.

A qui le tour?

[1] On cite encore Cabral, le triste héros de l'échauffourée de Mapa, dans laquelle périt le capitaine Lunier; et M. Francken « président du grand Conseil » comme pseudo présidents de république de Counani.

PHILIPPE PINEL

Roi des Ecréhous.

CHAPITRE XXII

LE ROI DES ECREHOUS

PHILIPPE PINEL

Encaisser des impôts passe, sans contredit, pour la prérogative la plus essentielle de tout gouvernement sérieux ; n'en devoir à personne indique, pour le moins, qu'on se trouve déjà au seuil du pouvoir. Grâce à ce très simple raisonnement, le bon Pinel, premier et dernier du nom, monta sur le trône des Ecréhous.

Cet homme simple apprit à beaucoup de savants géographes que point besoin n'était de se rendre aux antipodes pour découvrir quelques rochers n'appartenant encore à personne, et qu'il suffisait de s'éloigner de trois lieues des côtes de la Normandie pour rencontrer des îlots d'autant plus indépendants que deux grandes puissances en revendiquaient, également, la possession.

Entre Jersey et la presqu'île du Cotentin, à 12 kilomètres au sud-ouest de Carteret, émerge un archipel de récifs, véritable chapelet d'écueils justement redouté des navires, où n'abordent guère que des homardiers jersiais ou normands.

Ces îlots, qui s'étendent sur une longueur de deux

lieues, s'appellent les Ecréhous. Jadis, avant un terrible raz de marée, qui eut probablement lieu vers le XIe siècle, ils se trouvaient reliés au continent; quand les habitants ne purent plus aller à pied sec entendre la messe à Port-Bail, les moines de l'abbaye du Val-Richer vinrent fonder, sur Maître-Ile, un établissement placé sous la juridiction du prieur de Saint-Martin de Jersey. Dès l'année 1309, le prieur était tenu de faire entretenir, toute la nuit, un feu destiné à empêcher les barques de venir se briser sur les Ecréhous. Il n'y a pas encore bien longtemps, on voyait, dit-on, au fond de la mer, lors des grandes marées, les fondations de nombreuses constructions.

Maintenant, trois petites îles à peine peuvent être considérées comme habitables : Maître-Ile, la Marmouttière et Blanque-Ile; encore, par gros temps, n'est-on pas toujours, sur la dernière, à l'abri des embruns.

« Les rares touristes, dit M. Boland, qui ont visité les Ecréhous arrivent en face d'une muraille ravinée, découpée, zébrée de petits couloirs et enclavée dans une myriade de rochers plus petits, qui se dressent en obélisques, en cônes, en dents de scie ; ce piton c'est la Marmouttière, le principal des Ecréhous, pour la plupart recouverts à marée haute ; on y débarque dans une crique mal abritée. »

Le roi des Ecréhous s'appelait Philippe Pinel, bien que la plupart de ses historiens l'aient baptisé John, le confondant avec son frère, plus connu sous le sobriquet princier de *Tête de veau*.

Philippe naquit dans l'île de Jersey, au mois d'octobre 1820, à Saint-Jean, patrie du bon poète Robert

Wace, l'auteur de la *Geste de Normands* et du *Roman de Rou*. Sans doute le vieux chroniqueur avait pressenti la naissance de son futur compatriote quand il inscrivait, en tête de son œuvre :

> Lunge est la geste des Normanz
> Et à metre est grieve (difficile) en romanz...

Après quelques années de grande navigation, Pinel renonça aux lointains voyages pour se livrer uniquement à la pêche. Trouvant que le poisson abondait dans les parages des Ecréhous, il vint se fixer à Maître-Ile en 1845. Longtemps seul habitant de ce rocher désert, la prescription finit par transformer son ermitage en royaume. Plus tard il passa à *Blianque-Ile*, comme disent les Jersiais, îlot relié à marée basse avec la Marmouttière par une chaussée de galets d'environ 100 mètres de long. Pendant les grandes tempêtes, Pinel, qui avait coutume de dire, en parlant de son royaume : « l'océan l'a mis là, la mer peut aussi bien l'enlever », se voyait parfois contraint de se réfugier à la Marmouttière, où, au moyen de gros blocs de pierre, il s'était construit un abri cyclopéen.

M. Charles Frémine a jadis visité le palais de Pinel. « C'était, dit-il, une aire sablonneuse, de quelques mètres carrés, entourée de murs de granit brut avec pour plafond la toiture. Point de portraits et point d'images. Une cheminée, un fourneau de fonte avec quelques ustensiles de cuisine, deux escabeaux, une table de chêne, où, près d'une croûte de pain, traîne un morceau de poisson fumé.

« A droite de l'unique fenêtre, ouverte comme la

porte au soleil couchant, et posés sur deux rayons, quelques ouvrages de liturgie, plus trois bibles dont une énorme avec explication et commentaires... — Une grive dans une cage d'osier est son unique compagne... Deux rangs de pierres plates, plantées debout, forment l'alcôve, et du varech son lit. »

Une citerne, un four, et une cage à poule complétaient les dépendances de cette royale installation.

Le respect de la vérité nous oblige à constater que l'excellent Pinel ne semble avoir été ni un anachorète ami de la solitude, ni même un enragé marin, amoureux de la mer sauvage. C'était, hélas ! un contrebandier incorrigible et un vieil ivrogne, qui avait transformé sa demeure en entrepôt pour la fraude que lui ou ses compères anglo-normands pratiquaient, en grand, sur la côte française. Ce petit profit, ajouté à celui de sa pêche, s'il ne l'enrichissait pas, lui permettait du moins de subvenir à ses besoins, et surtout de ne jamais manquer de whisky, car le prince aimait à boire royalement. « C'était un homme petit, nerveux, solide, le visage tanné, velu, la tête coiffée d'une crinière noire et rude. »

Souverain absolu, il n'eut jamais d'autre sujet que sa femme, Jeanne Hamon, dite La Moignan ; encore la reine se montra-t-elle rebelle, et préféra-t-elle retourner habiter Jersey.

« La solitude[1] déplut à Mrs. Pinel qui, profitant un soir de la douce ivresse dans laquelle une bouteille de gin, apportée par des touristes, avait plongé le roi des Ecréhous, quitta l'îlot avec ses visi-

[1] Cte ***. *La Prise de Cherbourg.*

teurs et retourna à Jersey, pour y trouver cette société tant haïe de son époux. Lorsque les fumées de l'alcool se dispersèrent, le lendemain, rendant à son cerveau une lucidité momentanément disparue, et que le précaire souverain s'aperçut de la fugue de sa compagne, il en éprouva tout d'abord une certaine contrariété, mais bientôt la réflexion lui vint, et il ne conserva ni colère ni regret. Il se dit simplement que dorénavant il ne travaillerait que pour lui, au lieu de travailler pour deux. »

Roi de fait, il eut même, au mois de juillet 1868, les honneurs d'un couronnement solennel, en présence de M. Nicolle, député aux États de Jersey, de M. Noël, de M. Fool, touriste anglais, qui paya force champagne et liqueurs alcooliques, et de quelques marins de Jersey. Un très aimable correspondant, M. P. Ahier, a bien voulu recueillir, de la bouche du dernier survivant de cette petite fête, la déclaration suivante :

« Je restîme alors là bas très journées ; j'étions tous bragis (ivre) ; q'aunt au Roi, je le couronnîmes avec une couthonne (couronne) en fer. Sa femme, dite la Moignan, était vraiment une Jeanne Hamon » (Moignon, en patois jerseyen signifie *une espèce de...*) On chanta maintes chansons, et notamment celle de Denys Corbet :

Je n'sis qu'un simple paissounier,
Et men p'tit mare (outil) ch'est la trâle. (tramail)...
A quand l'vent souffle du Nord-Est
Que le plat paisson d'charme (à merveille) s'enmelle
Du haver de Bourdiaux j'mén vais
Atou (avec) m'en p'tit engin sous veile
Que jamais n'dit qu'il a tro de t'eille (toile)

Vou l'dirai-ju le p'tit secret
Qui me fait pêquer à l'étrivaïe ? « *à francs étriers* »
Il en a ieune. Ah qu' j'en ai r'gret
Je vous dirai qui — ch'est un « Dorâïe »
J'la marierai quiq'arlevâïe (une après-midi)...
Faudra qu'tu dépiauque et qu'tu pêque
Pour payer pour neuche et neuchons (la noce et son lendemain)
Et l'ber (berceau) au p'tit et tout' la pêque (les frusques)

Après un règne incontesté d'une quarantaine d'années, l'Angleterre, à la suite de contestations entre pêcheurs, revendiqua, en 1883, la possession exclusive des Ecréhous, et, malgré les protestations toutes platoniques de la France, en prit possession ou plutôt y fit acte de souveraineté.

Partout où débarquent les compatriotes de Thomas Cook, le premier bâtiment qu'ils contruisent est une hôtellerie. C'est ce qui se passa à la Marmouttière ; un insulaire y bâtit un *Hôtel*, pauvre cantine d'ailleurs, qui ne parvenait même point, par son confortable plus que sommaire, à éclipser le misérable palais situé en face. Au-dessus de la porte se trouvait inscrit : « Ici on loge à pied et *à cheval* », les Hippocampes, sans doute !

Ce vide-bouteille à l'usage des pêcheurs servit néanmoins, de prétexte à l'intervention des autorités anglaises. Le connétable (maire) de Saint-Martin de Jersey se hâta de prendre, et de faire afficher sur les lieux, l'arrêté suivant :

« Messieurs les Pêcheurs qui fréquentent les Ecréhous sont priés de ne point déposer d'immondices au-dessus du plein de Mars.

Le Connétable : LEMPRIÈRE. »

Et on dit qu'il n'y a qu'en France que tout est réglementé ! Par cette ordonnance mémorable, l'Empire britannique venait de s'accroître considérablement. Dès lors, l'autorité du pauvre roi ne fut plus qu'un souvenir ; bientôt les gabelous de Gorey osèrent même le traiter en simple citoyen et lui signifièrent sans ménagement de ne plus se livrer à la contrebande... du moins à Jersey.

Pinel dut se mettre à brûler du varech pour en vendre la cendre dans les îles normandes au prix de quatre shellings le sac. Ce commerce, même joint aux produits décroissants de sa pêche, ne pouvait enrichir le potentat déchu, ni même conjurer le vide endémique de sa cave. Le gin devint effroyablement rare aux Ecréhous, et le roi tomba malade.

Un jour, des marins l'ayant trouvé au plus mal, le connétable de Saint-Martin le fit transporter de force à l'hôpital de Saint-Hélier. C'est là que s'éteignit doucement, le 17 décembre 1896. « Maître Pinel », faute d'huile sinon de whisky. « Son corps, dit un journal de Jersey, fut suivi à la tombe par un grand nombre de ses co-paroissiens. »

La mémoire de son règne passera à la postérité ; on connaît le respect des citoyens anglais pour tout ce qui touche à ses souverains : aussi les compatriotes de ce roi contrebandier ont-ils conservé pieusement quelques reliques historiques de sa royauté.

Au musée de Saint-Hélier, on voit, dans une vitrine, à côté des fontes de pistolets du roi Charles II, qui séjourna à Jersey en 1649, un habit « donné par Sa Majesté la reine Victoria au roi des Ecréhous. »

Ce vêtement, en gros drap bleu, et semblable à

l'habit du dimanche d'un matelot cossu, n'a pas dû ruiner la cassette royale. Il est vrai que Sa Très Gracieuse Majesté, sachant combien le tabac coûtait peu à son humble cousin, lui fit également cadeau d'une belle pipe de bazar.

Pinel avait envoyé à la reine Victoria un panier tressé de ses propres mains, Sa Majesté en échange lui fit remettre par M. Lemprière de Rozel, vicomte de Jersey, les objets dont nous venons de parler, accompagnés de la lettre suivante :

Osborne, 22 juillet 1890.

« Le général Sir Henry Ponsomby, par ordre de la Reine, est chargé de remercier M. Pinel du panier qu'il a offert à Sa Majesté. »

HARDEN-HICKEY

Prince de la Trinidad.

CHAPITRE XXIII

LE BARON HARDEN-HICKEY

PRINCE DE LA TRINIDAD

James-Aloysus Harden-Hickey prétendait descendre, comme tout bon Irlandais, d'un ancien roi de la verte Erin. Il naquit à San Francisco, en 1854.

Son père Harden, en menant longtemps la rude existence de chercheur d'or, était parvenu à amasser une fortune de plus d'un million de dollars. Lors de son mariage avec Mlle Hickey, il ajouta au sien ce dernier nom. Catholiques ardents, M. et Mme Harden-Hickey se déplurent en Amérique, et vinrent se fixer à Paris, où ils firent donner à leurs deux fils une excellente éducation.

L'aîné, John, retourna en Amérique, se ruina dans des entreprises malencontreuses, et mourut jeune ; le second, James, entra en 1874 à l'École de Saint-Cyr, au titre étranger. Malheureusement, six mois plus tard, le futur officier reçut au manège un terrible coup de pied de cheval, qui le rendit boiteux pendant de longues années, et le contraignit de quitter une carrière pour laquelle il semblait avoir les plus heureuses dispositions.

Sans occupations à Paris, James Harden-Hickey se

lança avec frénésie dans le tourbillon de la vie mondaine. Il se maria, donna de splendides réceptions, et mena si grand train qu'il mangea rapidement le plus clair de sa fortune.

Las de sa vie oisive, il conçut alors l'idée, vers la fin de 1878, de fonder le *Triboulet*, « pour faire triompher les bons principes de la religion, de la famille, et de la tradition. » — «... Le programme du *Triboulet*, déclara-t-il, est très simple, mais aussi très complet : flétrir tout ce qui est ridicule, tant dans les choses politiques que dans les mœurs et les relations sociales, dévoiler l'hypocrisie partout où elle se trouve, en un mot encourager au bien par la critique du mal. »

L'apparition de cet organe satirique, créé sur le modèle du *Punch*, se transforma en véritable événement politique. Au bout de six mois, le journal tirait à 30 000 exemplaires. Son succès tenait d'ailleurs beaucoup du scandale, car ses satires violentes contre le Président de la République et les ministres retardaient souvent l'apparition de ses numéros, interdits par la censure. Plusieurs fois des pages blanches durent remplacer les dessins incriminés, qui parvenaient néanmoins aux abonnés sous plis cachetés.

Le gérant du journal ne quittait guère la prison de Sainte-Pélagie ; les amendes, les condamnations en dommages-intérêts, pleuvaient sur la direction et rendirent ruineuse, pour Harden-Hickey, une publication qui s'annonçait comme une superbe opération financière. Au bout de dix-huit mois d'existence, le *Triboulet* avait déjà subi dix-neuf condamnations !

Deux députés, MM. Villiers et Robert Mitchell, interpellèrent le ministère, le 13 juin 1880, sur les abus de

la censure préventive. Cette institution surannée ne survécut qu'un mois à ces débats ; mais, le 8 août, le gouvernement prit sa revanche en expulsant de France Harden-Hickey, resté citoyen américain.

Un dessin, signé de Blass, qui mettait en cause MM. Grévy, Gambetta, et Fallières, servit de prétexte à cette mesure rigoureuse. Privé de son chef, le *Triboulet* déclina vite ; la suppression de la censure lui porta le dernier coup, car ses démêlés avec Anastasie constituaient, pour lui, la plus merveilleuse des réclames. Enfin, un malheureux essai de transformation de cet organe en journal quotidien acheva de ruiner son fondateur.

Harden-Hickey dirigeait le *Triboulet* sous le nom de Saint-Patrick ; ce pseudonyme lui servit à signer également un certain nombre de volumes, qui n'obtinrent qu'un assez mince succès. Citons : *Les Mémoires d'un gommeux*, *Un Amour dans le monde*, *Sampierri*, *Les Lettres d'un Yankee*, *Fierpépin*, *Nos Écrivains*, etc.

Ses duels le rendirent plus célèbre : il en eut quatre, dont le dernier, avec Aurélien Scholl, interrompu la première fois par le brouillard, la seconde par l'arrivée de gendarmes allemands, resta longtemps célèbre.

A la suite de son expulsion, Harden-Hickey alla se fixer à Bruxelles ; puis un beau jour, fatigué de la monotonie de son existence, il partit à l'improviste, sur le voilier l'*Astora*, pour entreprendre le tour du monde. Le 15 avril 1888, il écrivait à M. de Mirabal[1] :

[1] C'est à l'obligeance de M. de Mirabal que nous devons la connaissance de la plupart des renseignements contenus dans cette notice.

« ... Il vaut mieux que je sois en mer plutôt qu'à Charenton ou au fond de la Seine, ce qui me serait très probablement arrivé à ma rentrée en France... »

Après avoir fait naufrage, manqué mourir du choléra à Colombo, dissipé ses dernières ressources, il se jugea fort heureux de se voir rapatrié, par sa mère, à San-Francisco.

En 1890, après un bannissement de dix ans, il obtint de rentrer en France et vint se fixer au château d'Andilly, situé près de Montmorency. Bientôt il divorça et, tourmenté par le besoin d'aventures, repartit en Amérique avec le dessein d'y donner des conférences.

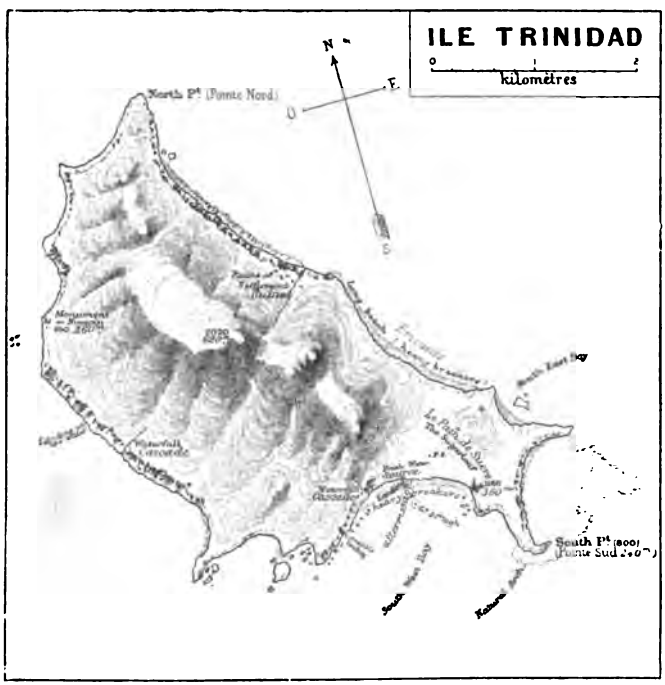
Sur le bateau qui l'emmenait, il fit, au mois de mars 1891, la connaissance de Miss F..., affligée d'une dot de 25 millions, et l'épousa malgré ses parents, au moment même ou sa première femme se remariait avec un officier anglais.

Nous ne suivrons pas Harden-Hickey dans ses continuels va-et-vient entre l'Europe et l'Amérique, non plus que dans ses démêlés financiers avec sa belle famille : disons simplement qu'Andilly dut être vendu, en 1894.

Le nom d'Harden-Hickey, quelque peu roturier malgré un titre de baron qui n'était même pas romain, venait, depuis quelques mois, de se transformer avantageusement en celui de James Ier. Au mois de septembre 1893, James avait notifié aux grandes puissances son élévation au trône de l'île de la Trinidad.

Cette île, appelée autrefois Ascensao, et qu'il ne faut point confondre avec l'île de la Trinité qui se trouve

dans la mer des Antilles, consiste en un pauvre rocher volcanique, de cinq kilomètres de long sur trois de large, perdu au milieu de l'Atlantique au large de Rio de Janeiro[1].



La Trinidad possède de l'eau en abondance, grâce à ses sommets élevés où viennent se condenser les nuages, et présente, par suite, une végétation assez luxuriante ; mais un ressac perpétuel la rend, la plupart

[1] En 1817, la *Jeune Sophie*, du Havre, prit feu dans les parages de la Trinidad. Son équipage dut se réfugier sur l'île, et n'y trouva qu'un épagneul, seul survivant de quelque navire naufragé.

du temps, absolument inabordable. Des chèvres, quelques petits sangliers, de nombreuses tortues, et « des haricots sauvages excellents », permettent tout juste de ne point mourir de faim, sur cette terre promise.

Pendant son voyage autour du monde, le calme plat avait autrefois retenu l'*Astora* en panne tout près de la Trinidad, et permis à Harden-Hickey de visiter à loisir son futur royaume.

La chancellerie de la principauté fut installée à New-York, 217, W. 36e rue; son premier soin consista à informer le monde entier que S. M. James Ier venait de créer l'ordre de la Trinidad; les droits de chancellerie pour les amateurs de cette décoration ne coûtaient que 1 000, 2000, ou 3 000 francs, suivant l'endroit où ils désiraient la porter.

Bientôt une brochure et un prospectus vinrent préciser les projets de James Ier.

« ... Le prince a adopté, comme forme de gouvernement, une dictature militaire. Ce régime s'accorde d'ailleurs avec les allures martiales de l'ancien élève de Saint-Cyr, promotion de 1874.

« La principauté de Trinidad sera une sorte de camp, où toute insubordination ou délit entraînera l'expulsion immédiate du coupable. Les premiers colons consisteront en un petit nombre d'hommes choisis, qui formeront l'aristocratie de la principauté. En dehors de cette élite, il sera recruté des nègres ou des coolies pour les gros ouvrages, auxquels les blancs ne pourraient se livrer sous ce climat tropical.

« Les armes de la principauté sont : *d'or chappé de gueules*. Le drapeau comporte les mêmes couleurs : un triangle jaune sur fond rouge, posé horizontale-

ment. Le Prince de la Trinidad a aussi institué un ordre de chevalerie : La *Croix de la Trinidad*, pour récompenser les lettres, les arts, les sciences, l'industrie, les vertus humanitaires et le dévoûment à sa maison. L'insigne de l'ordre se compose d'une croix émaillée rouge, à la bordure dorée, ayant au centre la couronne princière sur un champ d'azur, et, au revers, un T gothique ; le ruban est mi-partie jaune et rouge. Le français sera la langue officielle de la principauté ; un yacht servira à faire le service des dépêches entre l'île et le Brésil. »

La notice expliquait en outre qu'il existait, à la Trinidad, de riches dépôts de guano, et s'appesantissait sur la présence d'un trésor de 25 millions de francs qui s'y trouvait caché.

Ce Pactole, que plusieurs expéditions ont en effet recherché, aurait disait-on, été déposé à la Trinidad, vers 1825, par des pirates qui s'étaient emparés d'un navire emportant les trésors de la cathédrale de Lima au moment de l'insurrection du Pérou. Son emplacement était même, soi-disant, connu, seulement un éboulement de la montagne du Pain de Sucre avait comblé la vallée où il se trouvait déposé.

Découvrir ces millions semblait, en vérité, une opération plus profitable que la fabrication de conserves de tortues ; toutefois, pour acquérir le droit de se les partager, il fallait souscrire vingt billets de 500 francs émis par la Principauté.

« ... Cette tentative, expliqua le prince, intéresse surtout les jeunes gens de famille que leurs parents voudraient éloigner, pour quelque temps, des tentations de Paris. Il y a un tas de pères, en France,

qui seront bien contents d'envoyer leurs fils là-bas.

« Pour faire partie de l'expédition il suffira de verser une somme de 10 000 francs... Le comte de la Boissière est chargé de répondre à toutes les demandes de renseignements. »

Les parents préférèrent, sans doute, employer leur argent à régler les dettes de leurs enfants prodigues, puisqu'aucun volontaire payant ne se présenta, malgré quelques articles élogieux, plus ou moins désintéressés, de la presse américaine. L'infortuné Prince ne trouva même pas les fonds nécessaires pour se rendre dans ses États.

James Ier, brouillé avec sa femme, réduit à la portion congrue, semble alors avoir été vraiment atteint de la folie des grandeurs : « ... Je fais peu de cas, écrivit-il, de ce que peuvent penser de l'affaire de la Trinidad mes amis de France ; je sais ce que je fais et où je vais. »

En réalité Harden-Hickey allait droit au suicide. Il s'empoisonna à El Paso (Texas), en 1898. Il portait encore sur lui quelque argent : ce fut plutôt le désespoir que la misère qui le poussa à cette ultime détermination.

CHAPITRE XXIV

L'EMPIRE DU SAHARA

JACQUES Ier

Ce livre se terminera, comme il a commencé, par une moult belle et honneste expédition vers les îles Fortunées et contre le pays des Maures. Six siècles après les prouesses du preux Béthencourt, l'Empereur du Sahara partit des Canaries pour aller « jarer » les paisibles chameaux broutant les sables du littoral africain.

Les historiens modernes ignorent encore les causes immanentes d'où naquit la sublime conception de ce merveilleux empire; d'aucuns prétendent que ce fut un bol d'eau corrosive vaguement lancée par une concierge à la tête de son royal propriétaire, qui refusait, comme un pauvre diable de locataire, de lui montrer la couleur de son argent.

Les petites causes ont souvent de grands effets : sans doute Jacques Ier mûrissait déjà dans sa tête ses grandioses projets ; mais ce minuscule fait divers du 3 mars 1903, date mémorable, fut peut-être la petite goutte d'eau de Javel qui fit déborder le vase d'amertume. Peut-on vraiment, d'ailleurs, quand on sent dans sa poitrine rugir une âme d'Empereur, demeurer un seul jour dans une stupide république où les

créanciers possèdent le droit abusif de réclamer leur dû, et où les lois empêchent un pauvre millionnaire d'accrocher au cordon de sa sonnette une concierge irrespectueuse ?

En tout cas, dès le lendemain, l'infortuné propriétaire quittait Paris pour s'embarquer, à Fécamp, sur son yacht la *Frasquita*. La destination de cette nouvelle *Santa Maria* devait être la Corogne, puis Funchal ; mais le mal de mer, qui n'épargne point les rois, maltraita si misérablement le nouveau potentat qu'il se hâta de faire escale à Cherbourg, et gagna Southampton, pour se rendre plus confortablement à Madère à bord d'un grand paquebot. En plus de nombreux bagages, l'Empereur emmenait avec lui un ministre d'État, et une Impératrice.

Après un court séjour à Funchal, où la *Frasquita* vint le rejoindre, Jacques passa à Las Palmas des Canaries, dans le dessein d'entamer avec le gouverneur des négociations pour l'établissement, sur les côtes d'Afrique, d'une station de télégraphie sans fil. Ensuite, toujours à bord de son yacht, il se dirigea, le 23 mai, vers les rivages du Sahara.

Le matin du second jour de la navigation, notre *Conquesteur* ordonna à son équipage de l'appeler, désormais, commandant, et, quelques heures plus tard, général ; le soir, un protocole définitif enjoignit à tous ceux qui auraient à s'adresser à Sa Majesté de ne plus se servir désormais que de l'appellation de Sire.

Les matelots ne se plaignaient pas de ces fantaisies. Nous extrayons d'une lettre, absolument authentique, d'un marin breton le passage suivant : « Il est bien

maboul, le patron, mais il n'est pas chien ; on fait rien, et nous sommes vingt sept pour faire le travail de six hommes. » Pourtant, tel son prédécesseur Attila, fléau des rats, le capitaine ne badinait point sur la question de propreté, témoin ce petit ordre du jour adressé à son équipage :

« Je vois, au chapitre des dépenses, des achats de souricières. J'interdis absolument ces engins. Je n'ai jamais eu de rats à bord de mes yachts... Pour s'en délivrer, il ne faut que de la propreté, et se donner de la peine ; mais vous trouvez plus agréable d'aller vous promener, et alors les yachts deviennent pleins de vermine. »

Jacques Ier ayant, malgré l'exemple de Bethencourt, omis d'emmener avec lui un chapelain chargé d'écrire les fastes de son règne, les documents authentiques font passablement défaut pour raconter avec véracité les événements antérieurs à l'arrivée du *Galilée*. Force est de nous en rapporter parfois à divers articles de journaux, hélas ! généralement malveillants, et notamment à ceux de M. Bures, qui eut l'honneur de recevoir les confidences du comte de Chigny (noblesse saharienne), officier d'ordonnance de Sa Majesté.

En vue des terres d'Afrique, le nouveau souverain assembla ses hommes et leur recommanda d'éviter, autant que possible, l'effusion du sang.

« Il sera procédé, dit-il, aujourd'hui au débarquement sur la côte d'Afrique. A cet effet, il sera formé une section de débarquement de 8 hommes... Nous venons pour ouvrir à la civilisation un pays actuellement inconnu et inexploité. Bien que les habitants soient des barbares (leur vrai nom est Berbères),

nous devons les traiter avec justice et même bienveillance... Seule, la légitime défense est non seulement un droit, mais aussi un devoir... Chaque fois que cela sera possible, on se contentera de faire des prisonniers, qui seront solidement garrottés. Tout captif amené vivant donnera lieu à une prime de 300 francs. »

Excellentes instructions, qu'on ne saurait assez louer de la part d'un obscur trafiquant, mais preuve d'une déplorable pusillanimité dans l'esprit d'un grand conquérant. Aussi, quand l'Empereur vit s'avancer, sur le rivage solitaire, quelques Arabes en guenilles, la circonspection, mauvaise conseillère, le poussa-t-elle à s'écrier : « Voici l'ennemi, mes amis, de la prudence, de la prudence ! »

Cortez, Raousset-Boulbon, voire même le bon avoué de Périgueux, en montrèrent-ils, de la prudence ? Pourtant 3 matelots, alléchés par la prime offerte, s'élancèrent en avant, et se saisirent d'un pauvre diable qu'ils ramenèrent à bord ; mais, quand ils demandèrent à toucher les 300 francs, l'Empereur leur répondit : « Vous n'avez droit à rien, puisqu'il n'y a point eu de coups de feu. »

Les jours suivants, des relations plus cordiales s'établirent avec les *sept* habitants de l'Empire, surtout avec le prisonnier, baptisé Auguste par l'équipage ; malheureusement, l'absence de tout interprète rendit les négociations difficiles. Pendant deux jours, la *Frasquita* tira encore quelques bordées le long du littoral ; puis, satisfait de cette reconnaissance hardie de son nouveau royaume, Jacques revint à Las-Palmas, où, le 1er juillet, le yacht portugais *Dalhia* lui amena un renfort de 20 matelots français, com-

mandés par un maître d'équipage du nom de Le Picard. Toutefois, 10 d'entre eux, pour des raisons diverses, ne purent se trouver à bord quand la *Frasquita*, fraîchement radoubée, cingla de nouveau vers les rivages du Sahara.

Le 12 juin, le yacht jetait l'ancre, par 27° 30′ de latitude, dans les parages du cap Juby[1]; aussitôt Jacques Ier fit descendre à terre un corps de débarquement de 5 hommes, chargé d'occuper l'emplacement de la future capitale, immédiatement baptisée par lui du nom de Troja. On dressa deux tentes et l'Empereur coucha à terre; le lendemain, il entreprit l'inspection des alentours du camp, et marqua, sur une dune mouvante, l'endroit où il comptait placer ses batteries.

L'installation matérielle de la garnison, munie simplement de vivres pour huit jours, manquait certes de confortable; mais cet inconvénient, compensé par une haute paye de 8 francs, ne devait être que temporaire, puisque l'Empereur avait commandé en Angleterre un palais et une écurie démontables.

Ce dernier édifice demande quelques explications Jacques roulait, en effet, dans sa tête, une idée qui, si elle réussissait, pouvait devenir vraiment féconde. Jugeant avec raison que le cheval ne montrait point assez de sobriété dans le désert, et que, d'autre part, le chameau, modèle de la tempérance, déambulait trop lentement ou devenait une monture déplorable dès qu'il se mettait à faire le méhari, l'Empereur

[1] Voyez la carte page 3.

résolut de chercher à fabriquer un nouvel animal, le *cha-val*, en croisant un ardent et galopant pur sang avec une douce et frugale chamelle.

Ce produit aurait incontestablement possédé toutes les qualités du coursier de Roland, dont le seul défaut était de ne point exister. D'autre part, rien ne se trouve, dit-on, impossible et il paraît vraiment malheureux que la mesquine jalousie des grandes puissances ait empêché le fonctionnement des haras impériaux. Le prince, d'ailleurs, fin connaisseur en matière d'élevage, se hâta, dès son retour en Europe, de faire publier la petite note suivante :

« Sa Majesté, désireuse d'encourager les sports, crée, pour la saison prochaine des courses à Troja, un prix de 500 000 francs. »

En quittant Troja, la *Frasquita* longea la côte dans la direction du Sud, et après, une navigation d'environ 80 kilomètres, jeta l'ancre en face d'une baie sablonneuse. L'Empereur baptisa la plage du nom de Polis, l'anse devint la baie de la Justice, et Jacques Ier donna l'ordre à 5 hommes de son armée de descendre à terre. « Vous êtes arrivés, leur dit-il, dans la seconde ville de mon Empire; c'est là que vous serez casernés. »

Les marins demandèrent aussitôt à changer de garnison. Spectre des fers, promesse d'un supplément de paye de 12 francs par jour, rien ne put vaincre leur obstination. La perspective d'attendre, sur cette dune inhospitalière, un ravitaillement peu certain ne les tentait évidemment pas. Pourtant ils montèrent dans un canot, mais revinrent sans tarder, déclarant la houle trop forte pour aborder. Cette pseudo-tenta-

tive les ayant mis à couvert contre une accusation possible de rébellion, malgré menaces et injures, ils refusèrent, ce jour-là, de descendre sur le plancher des vaches.

Le lendemain, cependant, un débarquement général s'effectua : car les matelots entendaient uniquement ne point se séparer de la précieuse personne de l'Empereur. Bientôt la troupe rencontra une caravane, et l'armée impériale se mit en devoir de vaincre ou de mourir ; heureusement, elle n'avait devant elle que de paisibles trafiquants. Aussitôt l'Empereur, qui, depuis quelque temps, pensait à se convertir à l'islamisme, se mit à faire toutes sortes de salamalecs, salua les Arabes à la façon des croyants, et les rassasia de nombreux « La Allah illah Allah ! »

« Les Arabes, flattés sans doute, pensèrent qu'avec un roumi aussi singulier on pouvait tenter quelque marché. Ils amenèrent donc à l'Empereur quelques négrillons, qu'ils lui proposèrent d'acheter. Mais il refusa. Par contre, il demanda le prix d'une jeune Mauresque. Mais on ne la lui vendit point. On fut même un peu vexé : la jeune Mauresque était la fille du chef. »

Avant de se rembarquer, et à défaut de quelques pièces d'or à son effigie, Jacques Ier fit enterrer solennellement, sur le rivage, une boîte de thon mariné.

L'expédition cingla ensuite vers Las Palmas, où elle arriva le 17 juin ; après avoir embarqué des vivres, la *Frasquita* reprit aussitôt la mer pour aller ravitailler Troja, arborant un pavillon blanc semé de trois abeilles d'or, ce qui rappelait à la fois le sucre de miel et l'emblème de Napoléon.

Jacques Ier emmenait avec lui un nouveau ministre, du nom de Baussy, et comptait entreprendre de grands travaux dans ses États. Son intention était de bâtir un fort, de construire un wharf, de chercher de l'or dans les sables du Sahara, et enfin d'établir un chemin de fer pour relier sa capitale à Tombouctou. Malheureusement, quand il arriva à Troja, il apprit de la bouche de Le Picard, étroitement surveillé par quatre grands gaillards, que sa garnison venait d'être enlevée, sans combat d'ailleurs, par quelques Arabes pillards. Quelques jours auparavant, pendant que quatre des marins se livraient à la pêche, les Marocains avaient surpris le camp gardé par le cuisinier. Cet homme pacifique préférait le feu de ses fourneaux à celui de l'ennemi, et n'opposa aucune résistance. Les marins du canot, qui avaient commis l'imprudence de ne point emporter leurs armes, durent se constituer prisonniers, plutôt que de mourir de faim.

Le caïd de Tarfaja, de la tribu des Izerguil, qui s'était fabriqué, dit-on, un splendide burnous avec le pavillon impérial, faisait dire en même temps à Jacques Ier que, moyennant une petite indemnité de 2000 francs, il s'empresserait de lui revendre ses nouveaux esclaves. Ce terme, offensant pour sa dignité, ne permit pas à l'Empereur de continuer les négociations ; et comme la perte de tout un corps d'armée rendait, d'autre part, fort précaire l'établissement d'un nouveau poste, il résolut de revenir aux Canaries.

A Las Palmas, il refusa de recevoir à bord l'officier de santé, et se fit mettre en quarantaine jusqu'au moment où le consul de France se décida à intervenir. A terre, l'Empereur, au milieu des douceurs de l'exis-

tence, se prit vite à oublier son ancienne garnison de Troja. Il doutait d'ailleurs de son loyalisme, et aimait à répéter que toute cette affaire était un coup monté par ses hommes pour le faire chanter, mais « qu'il ne marcherait pas ».

Un beau jour, les marins de la *Frasquita* reçurent du consul de France l'ordre de débarquer immédiatement, bien qu'il leur fut dû deux mois de solde. Le gouvernement français venait de retirer au yacht son permis de navigation; les autorités espagnoles, de leur côté, saisirent le *Dalhia*, trouvant peu en règle les papiers de ce navire.

Pendant ce temps, en France, M. Cloarec demandait au ministère d'intervenir pour obtenir la mise en liberté des pauvres matelots, dont personne ne s'occupait plus; le 20 juillet, un télégramme mystérieux arrivait à Las Palmas, et, le soir même l'Empereur, s'embarquait, sans même prévenir sa suite, sur un paquebot allemand à destination de Hambourg. L'Empire s'écroulait. Peu de temps après, la flotte saharienne fut vendue 4000 piastres, par l'intermédiaire du consul de la République de Libéria, qui avait accordé aux yachts le droit de naviguer sous son pavillon.

Le 25 août, le croiseur français le *Galilée*, commandé par le commandant Jaurès, jetait l'ancre devant le cap Juby, où nos compatriotes avaient été conduits après avoir été vendus pour 240 balles d'étoffe. Sur cette côte déserte s'élevait un lamentable petit fort, peuplé de toute une collection de fonctionnaires marocains; il y avait là un capitaine de port, un directeur des douanes, et un architecte patenté, bien qu'il n'y

eût ni port, ni commerce, ni maisons, dans cet endroit béni!

Notre chancelier du consulat de Mogador, Allah Abdi, commença des négociations qui ne purent aboutir, faute d'un ordre du Sultan que les Marocains d'ailleurs se gardèrent bien de demander. Alors, impatienté, le capitaine Jaurès prit le parti d'enlever à la barbe des Moricauds les matelots français et écrivit aux marins :

« Vous verrez, vers une heure, nos embarcations se détacher du bord et partir, comme la veille, pour la pêche vers les récifs du large ; en même temps une autre baleinière se dirigera vers le port, sous prétexte de prendre des poulpes pour servir de boette. Lorsque la baleinière repartira du fort, tenez-vous prêts, mais ne bougez pas avant le premier coup de canon.

« Après m'être assuré à la longue vue que vous êtes bien tous les cinq sur la plage, et que vous n'êtes suivis de près par aucun Marocain armé, je ferai ouvrir le feu et hisser le petit pavois. Nous tirerons dans deux directions : dans le Nord, un peu à droite du corps de garde à toit rouge de la maison du caïd Ahmed ; dans le Sud, un peu à gauche, dans la direction de vos gourbis ; vous serez ainsi placés entre deux barrières de feux, dans une zone protégée, où personne, j'imagine, ne songera à venir vous inquiéter. Du reste nous veillerons ; toutes les distances ont été bien repérées.

« Au premier coup de canon, vous vous rassemblerez sur le rivage à l'extrémité Nord du banc des roches noires : c'est là que la baleinière viendra vous

prendre ; surtout ne laissez rien paraître, circulez posément sans avoir l'air de rien. »

Ce plan réussit merveilleusement ; quand les Arabes virent une pluie d'obus éclater autour d'eux ils s'empressèrent de prendre la fuite, et Le Picard, Bordier, Jegou, Cambrai et Guegen parvinrent sains et saufs à bord du *Galilée*.

Le 20 avril 1904, les marins de la *Frasquita*, qui demandaient simplement 600 000 francs de dommages-intérêts à leur ancien commandant, transigèrent pour une somme de 50 000 francs. Le reçu, suivant une condition expresse, fut libellé au nom de S. M. l'Empereur du Sahara.

Jacques Ier, pendant ces événements, s'était rendu à la Haye avec l'espoir d'arriver à soumettre son cas à la cour permanente d'arbitrage ; mais ses prétentions ne furent point admises.

L'Empereur, alors, alla se fixer à Londres où bientôt il réunit une véritable cour ; il augmenta sa maison d'un ministre de la Guerre et d'un grand chancelier, qui s'empressèrent aussitôt d'enrôler et d'équiper quantité de volontaires. Ils firent même si bien les choses qu'au bout de peu de mois leur note s'élevait à un nombre respectable de centaines de mille francs. Il en résulta un procès qui dure, croyons-nous, encore.

Un Français présenta, un jour, à l'Empereur un marchand de cacaouettes qui s'intitulait pompeusement, ancien secrétaire du grand vizir du Sultan du Maroc. Dès le lendemain, Jacques Ier établit un plan de campagne et décida d'envoyer ce Mahommed Schami au Maroc pour offrir à la cour chérifienne de lui prêter 10 000 000 à 6 p. 100. Comme garantie, l'Empereur

demandait simplement la concession d'un port et la reconnaissance officielle de l'Empire du Sahara.

« Il chargea en même temps Shami[1] de lui recruter cheiks qui composeraient brillamment la cour saharienne, 50 marins pour sa flotte, et 50 fantassins pour sa garde d'honneur ; il le chargeait de plus de faire l'achat des matériaux nécessaires à l'édification d'une imposante mosquée dans la capitale future de l'empire à venir. Ce n'est pas tout. Le secrétaire du premier vizir devait en outre, afin de rehausser le prestige impérial, acheter des vêtements arabes pour Jacques Ier et sa compagne.

« Si Mohamed Shami reçut une provision, et, le cœur content, il regagna vivement la terre d'Afrique afin de s'acquitter de ses commissions. Disons de suite que l'emprunt devait échouer. Mais les 12 cheiks, acceptés sur photographie, furent convoqués à Londres. Jacques Ier leur donna audience et les envoya l'attendre au Maroc. Les 50 marins et les 58fantassins furent enrôlés et équipés, les matériaux de la mosquée achetés. Les vêtements arabes furent envoyés à Londres. »

Si Mohamed Shami avait dépensé beaucoup plus que la somme qu'on lui avait remise. Il envoya sa note à Sa Majesté l'Empereur du Sahara qui lui fit répondre par son officier d'ordonnance :

« Sa Majesté a reçu les costumes que vous lui avez envoyés de Gibraltar. Sa Majesté n'en est pas du tout satisfaite. Ce sont des articles de bazar sans valeur, et d'une fraîcheur plus que douteuse. Sa Majesté (Que

[1] *L'Éclair*, 5 janvier 1906.

Dieu lui donne la victoire!) a l'habitude d'avoir des effets neufs et de belle qualité et ne considère pas les vôtres comme dignes d'être portés.

« Vous avez l'aplomb de dire qu'ils ont coûté 66 livres sterling. Nous avons de bonnes raisons d'en douter. En tout cas, vous n'avez qu'à nous montrer la facture. Vous nous prenez vraiment pour plus naïfs que nous ne sommes.

« Vous ne serez plus étonné de nous voir croire difficilement tous vos prétendus services. Ce n'est pas en agissant ainsi que vous pourrez jamais mériter la confiance de Sa Majesté (Que Dieu lui donne la gloire!)... »

Shami ayant réitéré ses réclamations, une nouvelle lettre le rappela bientôt aux convenances les plus élémentaires.

On his Majesty's Service.

27 mars 1904.

Monsieur,

« ... Sa Majesté a reçu toutes vos lettres adressées à S. M. l'Empereur du Sahara. Quant à celles adressées à M. Jacques Lebaudy, l'administration des postes a l'ordre de ne les pas accepter. Vous avez fait une grande erreur en envoyant des lettres impolies. Le Mesurier et Abdullet insultent Sa Majesté (Que le Tout-Puissant lui donne la gloire!) parce qu'ils ont cru qu'ils lui prendraient de l'argent, et sont furieux de ne pas avoir eu un shelling. C'est bien fait pour eux. Le Mesurier est allé devant les juges anglais, et tous ceux qui vont devant un juge anglais, ou de France, ou de n'importe où, Sa Majesté les chassera, et ils

n'auront pas d'argent. Mais vous, vous avez eu de l'argent et vous devez être reconnaissant. Vous devez continuer à bien servir Sa Majesté (Que Dieu le rende victorieux!) sans vous occuper de ce que disent les ennemis de Sa Majesté, et Sa Majesté (Que le Très-Haut lui donne la gloire!) vous prendra sous sa protection... »

Cependant, les cheiks réclamaient des indemnités, les marins se fatiguaient de rester le bec dans l'eau, les fantassins se mutinaient. En désespoir de cause, Si Mohammed Shami lança ce dernier trait :

« Êtes-vous réellement Jacques Ier, Empereur du Sahara? Si oui, payez-moi. Si vous êtes seulement Jacques Lebaudy, marchand français, je vous traînerai devant les tribunaux. »

Shami a tenu parole et s'obstine à réclamer 300 000 fr. à son ex-souverain. L'affaire se trouve évoquée en ce moment devant le tribunal de la Seine qui a renvoyé les plaidoiries, au premier jour.

Escomptant une prochaine alliance marocaine, Jacques Ier ne cacha plus à ses fidèles que, puisque les nations soi-disant civilisées faisaient fi de ses idées, il rallierait sous ses drapeaux les hordes musulmanes et les conduirait à la conquête de l'Europe. Bientôt parut, dans les journaux, le communiqué suivant.

« Sa Majesté a choisi le pavillon de l'Islam pour faire plaisir aux Musulmans, qui habitent son Empire, et pour montrer aux puissances européennes que leur égoïsme dicte à Sa Majesté la politique de soutenir l'Islam contre la chrétienté. Sa Majesté fera distribuer des centaines de pavillons, pour qu'ils flottent un jour de l'Atlantique à la mer Rouge. »

En même temps l'Empereur annonça qu'il renon-

Empire du Sahara

A VENDRE

TOUS LES

Immeubles situés en France

APPARTENANT A

SA MAJESTÉ JACQUES IER

ADRESSER LES OFFRES

à l'Ambassade de l'Empire du Sahara

EN EUROPE

BRUXELLES

Juillet 1904

çait à la qualité de Français et donna l'ordre de

vendre toutes les propriétés qu'il possédait dans son ingrate patrie.

Pendant l'automne de 1904, l'Empereur, cachant son incognito sous le nom d'Abdullah Ben, prince de Téhéran, résolut de visiter les bords de l'Adriatique.

« Revêtu d'un riche burnous, coiffé d'un ample béret et accompagné de trois secrétaires, Sa Majesté vient d'arriver à Antivari. Elle a aussitôt télégraphié au prince de Monténégro pour lui demander une entrevue; mais le prince Nicolas s'est contenté de lui répondre que ses États étaient accessibles à tout le monde, et qu'il pouvait se rendre à Cettigne.

« Mécontent de cette banale réponse, l'Empereur s'est rendu à Dulcigno, où il a manifesté le désir d'acheter toute la ville; malheureusement, les autorités n'ont point consenti à ce caprice impérial. »

A Durazzo, la police turque le prit pour un caissier viennois infidèle, et s'empressa de l'incarcérer. Ce ne fut qu'au bout de plusieurs jours de détention que le malheureux souverain obtint d'être remis en liberté.

Un autre écho de ce voyage fantaisiste nous émane d'un journal de Bari. « Dans ses promenades en voiture l'Empereur était accompagné de son médecin qui, assis près du cocher, déployait le drapeau de l'Empire du Sahara. A l'hôtel, Jacques Ier s'est mis à la fenêtre, et a jeté à la foule qui l'acclamait 500 francs de menue monnaie, puis, après avoir montré un billet de 1 000 francs, il a refusé de le distribuer parce qu'il fallait payer le change pour faire de la monnaie. La foule, déçue, l'a alors hué... Il a voulu ensuite exiger un train spécial, mais n'a pu l'obtenir. »

De temps à autre les journaux publient des nou-

velles du futur Empire, mais les renseignements qu'ils donnent sur le projet de Jacques Ier paraissent tellement contradictoires[1] qu'il vaut mieux attendre pour les consigner que les événements soient venus les confirmer. Les agences pour l'instant parlent beaucoup des déplacements des six chameaux de l'Empereur : aux dernières nouvelles la chamellerie impériale déambulait en Italie.

Certains esprits malveillants ont expliqué ce rêve d'Empire en le qualifiant de nouveau sport ou de caprice d'un heureux millionnaire ; mais d'autres l'ont défendue en rappelant que plus d'une tentative presque aussi absurde avait, cependant, réussi. Quelques-uns l'ont même fait avec esprit, témoins ces vers publiés dans le *Journal officiel du Sahara.*

Vouloir quitter quelques minutes
Le tripot et le boulevard
. . . . . .
Refuser d'être un inutile
C'est fou ! quand on a tant d'argent
D'aucuns vous l'ont dit en bon style :
C'est bête d'être intelligent.
. . . . . .
Aussi vos gestes indisposent
Tous les cerveaux qui se reposent
Sur tant et tant de ronds de cuirs !

[1] Un procès récent nous apprend qu'en quatre mois 4 082 articles ou échos parlèrent de l'empire du Sahara !

Au mois de septembre 1905 divers journaux annoncèrent que le baron de Forest préparait une expédition « en vue de créer, avec l'appui de l'Angleterre, un nouvel empire du Sahara. Environ 4 000 fusils Winchester auraient été embarqués sur le yacht *Honor* qui se trouvait, le 18 septembre, à Las Palmas et qui en est reparti le 19, pour la côte africaine. »

Cette nouvelle sensationnelle fut démentie quelques jours plus tard.

Post-scriptum.

Les diplomates réunis à Algésiras viennent tous de recevoir notification de la protestation suivante de S. M. Jacques Ier.

A M. Rouvier,

Président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères.

« D'ordre de S. M. Jacques Ier, j'ai l'honneur de remettre à Votre Excellence une protestation en bonne et due forme, contre la réunion des délégués des puissances à Algésiras, sans que mon Gouvernement ait été appelé à y envoyer un plénipotentiaire.

L'Empire du Sahara, par l'étendue de ses frontières communes avec l'Empire du Maroc, par les relations séculaires qu'il entretient avec S. M. le Sultan, par la communauté de sa religion, aurait dû être le premier appelé à la prochaine conférence où rien ne peut être décidé de valable, en ce qui concerne les territoires du Prophète, sans l'assentiment de son Empereur, S. M. Jacques Ier.

« Il a plu aux puissances chrétiennes de l'ignorer; mais elles vont ainsi déchaîner toutes les querelles religieuses, qui se trouvaient momentanément endormies, et bientôt, sous l'étendard de l'Islam, les peuplades marocaines, unies à mes propres sujets, sauront faire regretter aux infidèles leur audacieuse intervention.

« Seul, S. M. Jacques Ier, par la haute influence dont il jouit, par le caractère dont il est revêtu, par son

élévation au trône saharien, aurait pu empêcher le cataclysme mondial qui se prépare.

« D'ores et déjà, je suis obligé de faire à Votre Excellence toutes réserves au sujet de la situation que crée la coalition européenne contre les droits de l'Empire du Sahara.

« Avec la grâce du Prophète et le soutien du Très Haut, Sa Majesté Jacques Ier triomphera de ses ennemis.

« Néanmoins, il importait que cette protestation fût remise entre vos mains, à toutes fins utiles, et notamment afin d'établir les responsabilités devant l'Histoire.

« Je suis, de Votre Excellence, l'humble serviteur. »

TEFIK PACHA,

Ministre des Affaires étrangères de l'Empire du Sahara.

Sur ce, il ne nous reste plus qu'à souhaiter longue vie à Sa Majesté, à sa dynastie et à l'Empire du Sahara !

ÉPILOGUE

« Partout où l'on se bat, un homme qui sait dresser des soldats peut toujours devenir roi. »
KIPPLING.

Sans chercher à lire dans les astres, on peut affirmer, avec assurance, que le XXe siècle verra éclore plus d'une royauté de contrebande.

La folie des grandeurs, la moins guérissable, fait tous les jours, par ce temps de névrose, des victimes de plus en plus nombreuses, et le flot montant du républicanisme ne peut que se montrer propice à la création de maint royaumes de fantaisie. L'égalité obligatoire incite à l'autocratie, car il semble vraiment bien doux, en république, de se parer d'un titre susceptible de rendre jaloux les timides, qui n'ont pas osé s'en affubler, par simple crainte du ridicule.

Sans avoir la prétention de rédiger un manuel à l'usage des âmes aventureuses, hypnotisées par le prestige du diadème, il nous semble indispensable de montrer, en guise de conclusion, les principales causes d'échec de nos infortunés Roitelets.

Trop jaloux de sa femme, Béthencourt commit la faute d'abandonner son royaume.

A Théodore et au marquis de Rays, il a manqué beaucoup d'argent et quelque courage. Par contre Raousset-Boulbon pécha par excès d'audace.

Le pauvre roi d'Araucanie souffrit toute sa vie d'avoir d'abord exercé comme avoué à Périgueux. Il existe des incompatibilités royales : comment prétendre à régner, quand on a jadis instrumenté ?

Adams n'échappa à la corde que grâce à la sentimentalité de son époque, et à sa connaissance approfondie de la Bible.

L'absence d'esprit de suite perdit Benyowszky, autant que son mépris complet pour la plus élémentaire véracité.

Lallemand, Cabet, Considérant échouèrent par ignorance absolue des précautions indispensables à l'organisation de toute entreprise lointaine.

Thomas, Walker et Mayrena eurent le tort de dédaigner trop complètement ce que l'on est convenu d'appeler des scrupules.

Quant à Gros, à Harden-Hickey et à l'Empereur du Sahara, le défaut capital de leurs entreprises consista en ce que leurs États n'existèrent jamais que dans leur imagination.

Moralité : Trop de scrupules gêne, mais trop peu déconsidère. Un courage irraisonné ne vaut guère mieux qu'une sage couardise et, en tout cas, semble bien plus dangereux. Quant à l'argent, il en faut certes, mais pas trop, à moins que ce ne soit celui des autres : l'Empereur du Sahara confirme cette règle ; toutefois la réussite des vastes projets de Cecil Rhodes, *le Napoléon du Cap*, une autre curieuse figure qui aurait presque pu figurer dans ce volume, conduit

à prévoir l'apparition prochaine de *Rois de l'argent* devenant les Maîtres d'un nouveau monde.

Les monarques parfaits éclôraient pourtant par douzaines s'ils étaient assurés de trouver quelque emplacement pour trôner; le plus difficile restera toujours pour eux de découvrir une principauté vacante. La carrière de Roitelet manque vraiment, pour l'instant, de débouchés.

La Nouvelle-Guinée passe pour ne point être encore tout à fait partagée entre les Anglais, les Allemands et les Hollandais; malheureusement les indigènes de ce pays pèchent par excès d'amour pour les blancs. L'aventurier n'aurait, là-bas, qu'une royauté trop brûlante : son sceptre deviendrait vite une broche, et ses sujets se hâteraient d'engloutir sa personne sacrée.

Le centre du continent noir se partage lui-même maintenant, en immenses zones d'influence; pourtant il s'y rencontre encore de nombreuses régions où l'on pourrait tenter la fondation de quelque principauté, en attendant l'arrivée de la civilisation européenne et du tafia. Le bruit même a couru, mais il semble controuvé, qu'un lieutenant belge essaya, il y a quelques années, sous le nom d'Émile Ier, de fonder un vaste empire du Tanganyka.

On pourrait encore s'offrir le luxe d'un naufrage et jouer au Robinson, mais il faudrait alors ne point trop aimer ses aises, savoir goûter les plaisirs de la solitude et, surtout, avoir bien soin d'aborder seul, car la meilleure garantie, pour un prince, de ne jamais connaître les révolutions consiste, incontestablement, suivant une maxime digne de M. de la Palisse, à ne posséder aucun sujet.

Deux malheureux, échoués sur le plus minable des écueils, s'empresseront d'ébaucher deux royaumes, et Daniel de Foë a eu le tort de ne pas comprendre que, pour demeurer le maître de son île, Robinson devait en rester le seul habitant. S'il avait vraiment existé, l'excellent Vendredi se serait empressé de faire sentir à Selkirk, une fois sa poudre épuisée, qu'un noir se juge parfaitement capable de jouer au roi fainéant.

La conduite la plus sage paraît encore de suivre l'exemple du marquis de Rays, ou du baron Harden-Hickey, et de choisir un coin de terre si parfaitement inhabitable, qu'il n'ait encore excité la convoitise de personne. Bien entendu il convient alors de ne point éprouver la curiosité malsaine d'aller visiter son royaume.

Malheureusement, les îles à la disposition du public commencent à se compter, aussi croyons-nous devoir signaler tout particulièrement à ceux de nos lecteurs, que pourrait tenter le droit d'émettre des timbres à leur effigie, l'archipel Tristan da Cunha, perdu au milieu des flots de l'Atlantique austral, entre le cap de Bonne-Espérance et la Patagonie.

L'Angleterre nominalement en revendique la possession, mais cette puissance, sans doute, regarderait à deux fois avant de brûler un peu de charbon pour en expulser un usurpateur. De 1790 à 1812 deux chasseurs intrépides, vécurent successivement dans ces îles, et y tuèrent plus de 10 000 phoques, tableau vraiment royal.

Détail curieux, cet archipel prit une importance stratégique pendant la captivité de Napoléon à Sainte-Hélène, et les Anglais l'occupèrent pour éviter qu'il

ne servit de base à quelque expédition cherchant à délivrer l'Empereur. Mais la Grande-Bretagne, depuis, a évacué ces îles, et cette abdication volontaire ne donne évidemment point une très haute idée de leurs richesses : car cette nation pratique passe pour ne point abandonner à la légère ce qu'elle s'est donné la peine de recueillir.

Jusqu'en 1853, l'île principale se trouva gouvernée par un nommé Glass, ancien caporal de l'armée anglaise, heureux père de quinze enfants. Son successeur, Peter Green, vécut jusqu'à l'âge respectable de quatre-vingt-quinze ans ; mais, le lendemain de son enterrement, les soixante-seize habitants de ces îles décidèrent de ne plus reconnaître désormais aucune autorité.

Nul doute, cependant, qu'un riche philanthrope ne parvienne aisément à leur faire accepter les bienfaits de la tyrannie. Débarquant avec un mitron comme ministre et un barman pour chancelier, un candidat à la royauté de ces terres australes peut compter recevoir de ses futurs sujets un accueil cordial.

X... Ier devra simplement bannir toute idée d'établir des impôts, et distribuer de solides paires de bottes en guise de décorations ; quelques fûts de whisky, défoncés à propos, faciliteraient sans doute grandement cette conquête pacifique.

Avis aux amateurs de couronnes !

FIN

TABLE DES GRAVURES

		Pages.
1.	Le baron de Béthencourt	Frontispice.
2.	Carte des îles Canaries	3
3.	Théodore Ier de Corse	49
4.	Le comte de Benyowszky	73
5.	La Bégum Sombre	103
6.	Le comte de Boigne	105
7.	Plan de l'île Pitcairn	157
8.	Lady Esther Stanhope	187
9.	Cabet	224
10.	Carte du Texas	227
11.	Le Rajah Brooke	245
12.	Carte de Sarawak	247
13.	Brigham Young	257
14.	Le comte de Raousset-Boulbon	287
15.	Carte de la Sonora et de la Basse-Californie	293
16.	William Walker	309
17.	Carte du Nicaragua	314
18.	Carte des Etats de Yakoob-Beg	327
19.	Orllie Ier	335
20.	Carte de l'Araucanie	342
21.	Le marquis de Rays	373
22.	Carte de Port-Breton	380
23.	Marie Ier (Mayrena)	397
24.	Carte de l'Indo-Chine	399
25.	Jules Gros	411
26.	Carte du territoire de Counani	413
27.	Philippe Pinel, roi des Ecréhous	429
28.	Harden-Hickey	437
29.	Plan de l'île de la Trinidad	441
30.	Affiche de l'Empereur du Sahara	459
31.	Carte générale	475

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS I

CHAPITRE I. Le Roi des Canaries. (Le baron de Béthencourt) . 1

— II. Un mot sur les Conquistadores espagnols . . . 23

Balbao 24

Cortez 25

Pizarre. 35

— III. Le Royaume d'Yvetot. 45

— IV. Théodore Ier de Corse. 49

— V. Le comte de Benyowszky « Empereur de Madagascar » 71

Quatre petits rois de Madagascar : Avery. La Bigorne, Cudenec, Bonnet. 90

— VI. Les soldats de fortune aux Indes 95

Sombre et la Bégum 96

Le comte de Boigne 105

Le général Perron 114

George Thomas 126

Raymond. 139

Allard 144

Victor d'Olivier et Louis d'Orgoni. 147

— VII. Le patriarche de l'île Pitcairn (John Adams). . 151

— VIII. Le champ d'Asile (Le général Lallemand au Texas) 171

— IX. La Reine de Palmyre (Lady Esther Stanhope) . 187

— X. Le Cacique des Poyais (Mac Gregor) 197

— XI. Un Roi de la Nouvelle-Zélande (Le baron de Thierry) 205

CHAPITRE XII. Les Communistes et les Phalanstériens en Amérique 215
Owen 216
Cabet 224
Considérant 237
— XIII. Brooke, Rajah de Sarawak 245
— XIV. Le second prophète des Mormons (Brigham Young) 257
— XV. Le comte de Raousset-Boulbon, le conquérant de la Sonora 287
— XVI. Le Flibustier William Walker 309
— XVII. Yakoob Beg, souverain du Turkestan oriental. 325
— XVIII. S. M. Orllie Ier, roi d'Araucanie 333
— XIX. Le marquis de Rays et Port-Breton. 373
— XX. Marie Ier, roi des Sédangs 397
— XXI. L'Etat libre de Counani (Jules Gros, Brézet) 411
— XXII. Philippe Pinel, Roi des Ecréhous 429
— XXIII. Le baron Harden-Hickey, prince de la Trinidad. 437
— XXIV. L'Empire du Sahara 445
ÉPILOGUE 465
TABLE DES GRAVURES 471

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

120
150
60
30
0
Léna
Okhotsk
KAMTCHATKA
R U S S E
L. Baikal
Amour
I. Sakhaline
Bolcheriezk
Iles Kouriles
ÉSERT DE GOBI
Vladivostok
Pékin
Port Arthur
Hoang-ho
I N E
Yokohama
Nagasaki
Chang-hai
Yang-tse-kiang
Canton
Hanoi
Hongkong
Macao
Fot'mose
OCÉAN PACIFIQUE
Hué
Mékong
MARIE Ire
Ie Philippines
Saïgon
OLIVIER
BROOKE
SARAWAK
BORNEO
CÉLÈBES
Batavia
JAVA
Timor
Nlle Bretagne
Nlle Irlande
Port Breton
Mts DE RAYS
NOUVELLE GUINÉE
Ie Salomon

27927
22.-

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE PERRIN ET Cie.

HENRY HOUSSAYE, de l'Académie française.

1814. 41e édition, revue. 1 vol. in-16..... 3 50
Le même. 1 vol. in-8°..... 7 50
1815. La première Restauration. — Le retour de l'île d'Elbe. — Les Cent-Jours. 41e édition, revue. 1 vol. in-16..... 3 50
Le même. 1 vol. in-8°..... 7 50
1815 (2e partie) : Waterloo. 40e édition. 1 vol. in-16..... 3 50
Le même. 1 vol. in-8°..... 7 50
1815 (3e et dernière partie) : La seconde abdication. — La Terreur blanche. 24e édition. 1 vol. in-16..... 3 50
Le même. 1 vol. in-8..... 7 50

G. LENOTRE
(couronné par l'Académie française. Prix Berger).

La Guillotine pendant la Révolution, d'après des documents inédits tirés des archives de l'État. 2e édition. 1 beau vol. in-8° écu, avec deux grav. 5 »
Le vrai Chevalier de Maison-Rouge, A.-D.-J. Gonzze de Rougeville, 1761-1814, d'après des documents inédits. 2e édit. 1 vol. in-8° écu, avec grav. 5 »
Un Conspirateur royaliste pendant la Terreur. Le Baron de Batz (1792-1795), d'après des documents inédits. 3e édition. 1 volume in-8° écu, orné de deux portraits en héliogravure..... 5 »
Paris révolutionnaire (*Ouvrage couronné par l'Académie française*). Nouvelle édit. illustrée. 1 volume in-8° écu..... 5 »
Paris révolutionnaire. **Vieilles maisons. Vieux papiers.** Première série. 10e édition. 1 volume in-8° écu avec gravures..... 5 »
Paris révolutionnaire. **Vieilles maisons. Vieux papiers.** Deuxième série. 7e édition. 1 volume in-8° écu, avec gravures..... 5 »
La Captivité et la Mort de Marie-Antoinette. — *Les Feuillants.* — *Le Temple.* — *La Conciergerie*, d'après les relations de témoins oculaires et des documents inédits. Nouvelle édition. 1 volume grand in-8°, orné d'un portrait en héliogravure, de dessins et de plans..... 5 »
Un agent des princes pendant la Révolution. **Le marquis de la Rouërie** *et la Conjuration bretonne* (1790-1793), d'après des documents inédits. (*Ouvrage couronné par l'Académie française. Prix Thérouanne*). 3e édition. 1 volume in-8° écu, orné de trois gravures..... 5 »
La Chouannerie normande au temps de l'Empire. **Tournebut (1804-1809),** d'après des documents inédits, avec une préface de Victorien Sardou. 3e édit. 1 volume in-8° écu..... 5 »

RENÉ BLACHEZ

Bonchamps et l'Insurrection vendéenne (1760-1793), d'après les documents originaux. 1 volume in-8° écu..... 5 »

ANDRÉ BONNEFONS

Un allié de Napoléon. Frédéric-Auguste, premier roi de Saxe et grand-duc de Varsovie (1763-1827), d'après les archives du Ministère des Affaires étrangères et du royaume de Saxe. 1 volume in-8°..... 7 50

EDMOND BIRÉ

Journal d'un Bourgeois de Paris pendant la Terreur (*Ouvrage couronné par l'Académie française*). Second prix Gobert. 5 vol. in-16. 17 50
La Légende des Girondins. 1 vol. in-16..... 3 50
Étude critique sur Victor Hugo en 4 volumes :
I. **Victor Hugo avant 1830.** 1 vol. in-16..... 3 50
II. **Victor Hugo après 1830.** 2 vol. in-16..... 7 »
III. **Victor Hugo après 1852.** L'exil, les dernières années et la mort du poète. 1 vol. in-16..... 3 50

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

ه

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

~~DUE [illegible]/32~~

CANCELLED

DUE OCT '66 H

007.394

H 89.06
Conquistadores et roitelets.
Widener Library 006831826
3 2044 087 955 415